

# GUIDE DES MESURES FISCALES

Mars 2018





## REMERCIEMENTS

La Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques de l'Université de Sherbrooke tient à remercier de son appui renouvelé le ministère des Finances du Québec et désire lui exprimer sa reconnaissance pour le financement dont elle bénéficie afin de poursuivre ses activités de recherche.

## MISSION DE LA CHAIRE DE RECHERCHE EN FISCALITÉ ET EN FINANCES PUBLIQUES

La Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques (CFFP) a été mise sur pied le 15 avril 2003. Au Québec, les lieux communs et officiels où praticiens, cadres de l'État et chercheurs peuvent échanger sur les nouveaux défis touchant la fiscalité et les finances publiques sont rares. De plus, la recherche dans ces domaines est généralement de nature unidisciplinaire et néglige parfois l'aspect multidisciplinaire des relations entre l'État et ses contribuables. La CFFP tire sa raison d'être de ces deux réalités. La mission principale de la Chaire est de stimuler la recherche et la formation interdisciplinaires par le regroupement de professeurs et de chercheurs intéressés par la politique économique de la fiscalité.

Pour plus de détails sur la CFFP, vous pouvez consulter son site officiel à l'adresse suivante : <http://cffp.recherche.usherbrooke.ca>.

**Cette publication est le fruit d'un travail collectif où ont participé Chantal Amiot, Anne-Julie D'Auteuil, Tommy Gagné-Dubé, Luc Godbout, Jonathan Lehoux, Fanny Panneton, Michaël Robert-Angers et Suzie St-Cerny.**

Les auteurs collaborent aux travaux de la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques, qu'ils remercient pour l'appui financier qui a rendu possible la réalisation de cette publication.

**Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques**

École de Gestion, Université de Sherbrooke

2500, boul. de l'Université

Sherbrooke (Québec) J1K 2R1

Téléphone : 819 821-8000, poste 67133

Courriel : [cffp.eg@USherbrooke.ca](mailto:cffp.eg@USherbrooke.ca)



# TABLE DES MATIÈRES

Mise en contexte.....	1
Description du contenu des fiches descriptives .....	2
<b>Section 1 : Régime fiscal de base</b>	
1A. Barème d'imposition des particuliers .....	7
1B. Crédit d'impôt personnel de base.....	9
<b>Section 2 : Situation familiale</b>	
2. Crédit pour personne vivant seule .....	15
3. Crédit pour époux ou conjoint de fait.....	19
4. Crédit pour personne à charge admissible.....	22
5. Transfert d'un crédit d'un conjoint à l'autre .....	26
<b>Section 3 : Soutien au revenu</b>	
6. Crédit d'impôt pour solidarité.....	31
7. Crédit d'impôt pour la TPS/TVH .....	36
<b>Section 4 : Enfants</b>	
8. Allocation canadienne pour enfants .....	45
9. Soutien aux enfants .....	50
10. Crédit d'impôt pour frais d'adoption .....	54
11. Crédit d'impôt pour le traitement de l'infertilité.....	59
12. Déduction pour frais de garde d'enfants.....	65
13. Crédit d'impôt pour frais de garde d'enfants .....	70
14. Contribution additionnelle pour services de garde subventionnés .....	76
15. Crédit d'impôt pour activités des enfants.....	81
<b>Section 5 : Études</b>	
16. Exemption/déduction pour bourse d'études (Fédéral et Québec) .....	87
17A. Montants pour enfant aux études postsecondaires .....	92
17B. Montant pour autres personnes à charge.....	99
18. Crédit d'impôt pour frais de scolarité .....	103
19. Crédit d'impôt pour intérêts payés sur un prêt étudiant .....	109
20. Crédit d'impôt pour les nouveaux diplômés travaillant dans une région ressource éloignée .....	112
<b>Section 6 : Travail</b>	
21. Crédit canadien pour emploi .....	121
22. Déduction pour travailleurs .....	124
23. Prestation fiscale pour le revenu de travail.....	127
24. Crédit d'impôt remboursable attribuant une prime au travail .....	133
25. Crédit d'impôt bouclier fiscal.....	138
26. Cotisation syndicale ou professionnelle (Fédéral et Québec) .....	142
27. Crédit d'impôt pour fournitures scolaires des enseignants et éducateurs de la petite enfance.....	147

28.	Crédit d'impôt pour pompier volontaire et pour volontaire participant à des opérations de recherche et de sauvetage.....	151
29.	Crédit d'impôt pour athlète de haut niveau.....	154
30.	Crédit d'impôt pour les travailleurs d'expérience .....	157

## Section 7 : Aînés

31.	Crédit en raison de l'âge.....	163
32.	Montant pour revenu de pension et Montant pour revenus de retraite.....	170
33.	Fractionnement des revenus de pension et Fractionnement des revenus de retraite entre conjoints.....	174
34.	Crédit d'impôt pour activités des aînés (Québec).....	177
35.	Crédit pour maintien à domicile des aînés.....	180
36.	Crédit d'impôt pour accessibilité domiciliaire .....	186

## Section 8 : Santé

37.	Crédit d'impôt pour personnes handicapées et Crédit d'impôt pour déficience grave et prolongée .....	195
38.	Crédit d'impôt pour frais médicaux.....	199
39.	Supplément remboursable pour frais médicaux et Crédit d'impôt remboursable pour frais médicaux.....	203
40A.	Crédit canadien pour aidant naturel.....	208
40B.	Crédit d'impôt pour aidant naturel d'une personne majeure.....	213
41.	Crédit d'impôt pour relève bénévole.....	218

## Section 9 : Domicile/Maison

42.	Crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation .....	223
43.	Frais de déménagement.....	226
44.	Non-imposition du gain en capital sur la résidence principale .....	231
45.	Crédit d'impôt pour la mise aux normes d'installations d'assainissement des eaux usées résidentielles .....	237

## Section 10 : Dons de charité et contribution politique

46.	Crédit d'impôt pour dons .....	243
47.	Crédit d'impôt pour contributions politiques.....	248

## Section 11 : Financier

48.	Exonération cumulative du gain en capital .....	255
49.	Crédit d'impôt pour dividendes .....	259
50.	Crédit d'impôt relatif à un fonds de travailleurs.....	266
51.	Crédit d'impôt pour acquisition d'actions de Capital régional et coopératif Desjardins .....	270
52.	Déduction pour frais financiers et frais d'intérêts.....	273
53.	Déduction pour options d'achat de titres .....	276
54.	Impôt minimum de remplacement.....	279

## Section 12 : Cotisations diverses

55.	Cotisation au Fonds des services de santé par un particulier .....	287
56.	Cotisation à la Régie de l'assurance maladie du Québec .....	290

## MISE EN CONTEXTE

Le **Guide des mesures fiscales** découle directement d'un des objectifs sous-jacents de la raison d'être de la Chaire, qui est son volet pédagogique. Plus précisément, une volonté de rendre les sujets touchant la fiscalité et les finances publiques les plus accessibles possible pour tous.

Ainsi, le Guide présente des fiches descriptives des principales mesures fiscales des particuliers, tant du gouvernement du Québec que du gouvernement fédéral. Cette première mouture présente 56 fiches descriptives qui sont présentées dans 12 sections.

Il existe une panoplie d'endroits où les contribuables peuvent se renseigner sur les mesures fiscales qui peuvent les toucher, dont bien sûr les sites des agences fiscales gouvernementales. Les fiches descriptives se distinguent en ce que, en plus de décrire les paramètres des mesures et les facteurs d'admissibilité, chaque fiche présente aussi l'objectif, le coût et une illustration de la mesure. Une courte section fait aussi l'historique de la mesure traitée et les sources vers les sites officiels des gouvernements sont bien indiquées.

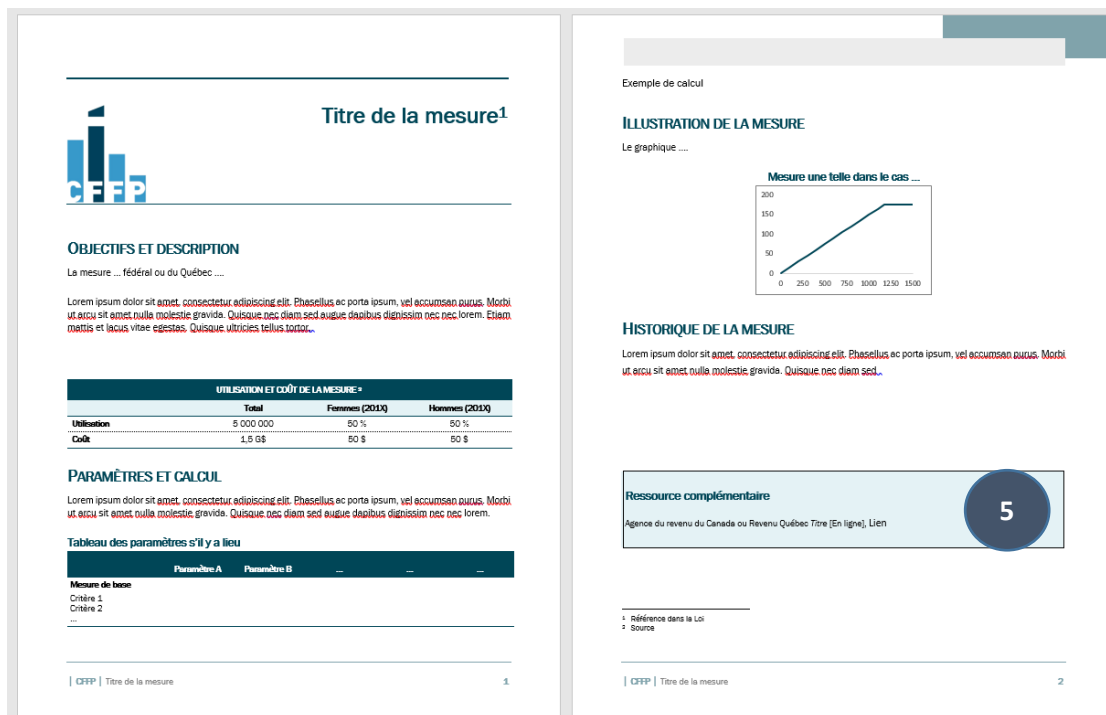
Les fiches descriptives visent entre autres à aider les contribuables du Québec à compléter leur déclaration de revenus. Ainsi, les paramètres des mesures fiscales sont ceux de l'année d'imposition 2017. La Chaire mettra à jour ces paramètres annuellement. Aussi, bien que les fiches descriptives renferment des informations sur les mesures qui ont été vérifiées, les informations officielles demeurent celles des agences des gouvernements.

Le présent document contient l'ensemble des fiches descriptives, mais ces dernières pourront être téléchargées une à une à partir du site internet de la Chaire.

# DESCRIPTION DU CONTENU DES FICHES DESCRIPTIVES

Chacune des fiches descriptives est construite en six parties, comme illustré à la figure 1 ci-dessous.

Figure 1 : Illustration du contenu d'une fiche



## Partie 1 : Objectifs et description

Cette section indique dès le début s'il s'agit d'une mesure du Québec ou fédérale ou encore d'une mesure qui existe dans les deux régimes d'imposition. Puis, elle décrit la raison d'être de la mesure tel qu'énoncée dans les documents gouvernementaux, souvent au moment de sa mise en place. Puis, une évaluation du coût de la mesure est présentée, soit la dépense fiscale<sup>1</sup>. Finalement, lorsque c'est possible, un tableau présente la répartition différenciée selon le sexe de l'utilisation de la mesure.

## Partie 2 : Paramètres et calcul

Cette section indique quels sont les critères d'admissibilité à la mesure fiscale, les paramètres de la mesure (montant, seuil, taux, etc.) et la façon dont les calculs de la mesure sont effectués.

<sup>1</sup> La dépense fiscale est une évaluation du coût de la mesure. Lorsqu'une mesure fiscale est mise en place, il n'y pas nécessairement une sortie d'argent, mais il y a une évaluation du montant dont un gouvernement va se priver en mettant la mesure en place. Par exemple, si un crédit d'impôt permet d'économiser 50 \$ en impôt, la dépense fiscale sera de 50 \$ multiplié par le nombre de contribuables qui ont bénéficié de cette économie d'impôt.



### **Partie 3 : Illustration de la mesure**

Cette partie, si c'est applicable, illustre, à l'aide d'un graphique, les montants accordés par la mesure avec des exemples précis de situations pour un ou des contribuables.

### **Partie 4 : Historique de la mesure**

Cette partie indique l'année de début de la mesure et les principaux changements survenus au cours des années.

### **Partie 5 : Encadré Ressource complémentaire**

L'encadré donne les liens vers les sites des agences fiscales des gouvernements.

### **Partie 6 : Sources**

Cette partie indique les références de la mesure dans la Loi et indique diverses sources de référence pour le contenu de la fiche descriptive.



# SECTION 1

## Régime fiscal de base





# Barème d'imposition des particuliers

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

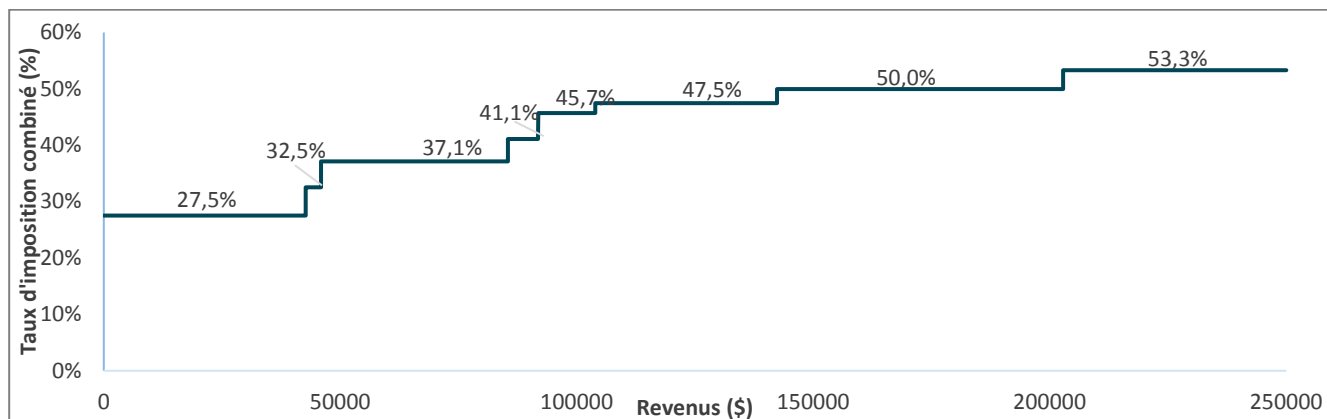
Le présent guide traite de la majorité des mesures fiscales applicables aux particuliers. Toutefois, avant de traiter de mesures spécifiques, il convient de s'attarder au barème d'imposition du revenu puisque sa structure progressive a un impact important sur l'impôt que les particuliers ont à payer. Le tableau suivant illustre les barèmes d'imposition des particuliers du fédéral et du Québec pour l'année d'imposition 2017.

**Barème d'imposition des particuliers, fédéral et Québec, année d'imposition 2017**

Barème fédéral				Barème du Québec		
Revenu imposable dépasse	Revenu imposable ne dépasse pas	Taux	Taux au Québec	Revenu imposable dépasse	Revenu imposable ne dépasse pas	Taux
0 \$	45 916 \$	15,00 %	12,53 %	0 \$	42 705 \$	15,00 %
45 916 \$	91 831 \$	20,50 %	17,12 %	42 705 \$	85 405 \$	20,00 %
91 831 \$	142 353 \$	26,00 %	21,71 %	85 405 \$	103 915 \$	24,00 %
142 353 \$	202 800 \$	29,00 %	24,22 %	103 915 \$		25,75 %
202 800 \$		33,00 %	27,56 %			

En raison de l'abattement de 16,5 % de l'impôt fédéral pour les résidents du Québec, les taux d'imposition fédéraux pour les particuliers sont en fait réduits de cet abattement et correspondent à ce qu'on retrouve dans la colonne « Taux au Québec » du tableau.

## Barème d'imposition combiné, excluant les crédits personnels de base, fédéral et Québec — 2017



Les contribuables québécois doivent composer avec huit taux nominaux d'imposition du revenu des particuliers, qui débutent à 27,5 % et continuent à progresser jusqu'à atteindre 53,3 % pour la tranche de revenus supérieurs à 202 800 \$.

À ces huit taux s'ajoutent les deux taux applicables lorsque les crédits personnels de base sont pris en compte. Ceux-ci sont les premiers crédits dont nous allons traiter dans le guide puisqu'ils agissent comme un taux d'impôt à 0 % et sont donc réputés faire partie du régime fiscal de référence.



# Crédit d'impôt personnel de base<sup>1</sup>

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

Le crédit d'impôt personnel de base est un crédit d'impôt non remboursable qui existe à la fois au fédéral et au Québec et qui « procure un taux d'imposition nul jusqu'à concurrence d'un niveau de revenu initial déterminé »<sup>2</sup>.

## PARAMÈTRES ET CALCUL

Tout particulier peut bénéficier du crédit d'impôt personnel de base puisque celui-ci est d'application universelle.

Tant au fédéral qu'au Québec, on obtient la valeur du crédit d'impôt personnel de base en appliquant le taux d'imposition de la première tranche de revenus de l'impôt sur le revenu des particuliers au montant personnel de base. Pour l'année d'imposition 2017, le montant personnel de base fédéral est de 11 635 \$, auquel on applique un taux de 15 % pour une valeur maximale de 1 745 \$. Pour un particulier québécois, en raison de l'abattement pour les résidents du Québec, la valeur maximale du montant personnel de base fédéral est 1 457 \$. Le montant personnel de base du Québec est de 14 890 \$, auquel on applique un taux de 15 % pour une valeur maximale de 2 234 \$.

### Paramètres du montant personnel de base, année d'imposition 2017

	Montant personnel de base	Taux du crédit	Valeur maximale du crédit
Fédéral	11 635 \$	15 %	1 457 \$*
Québec	14 890 \$	15 %	2 234 \$

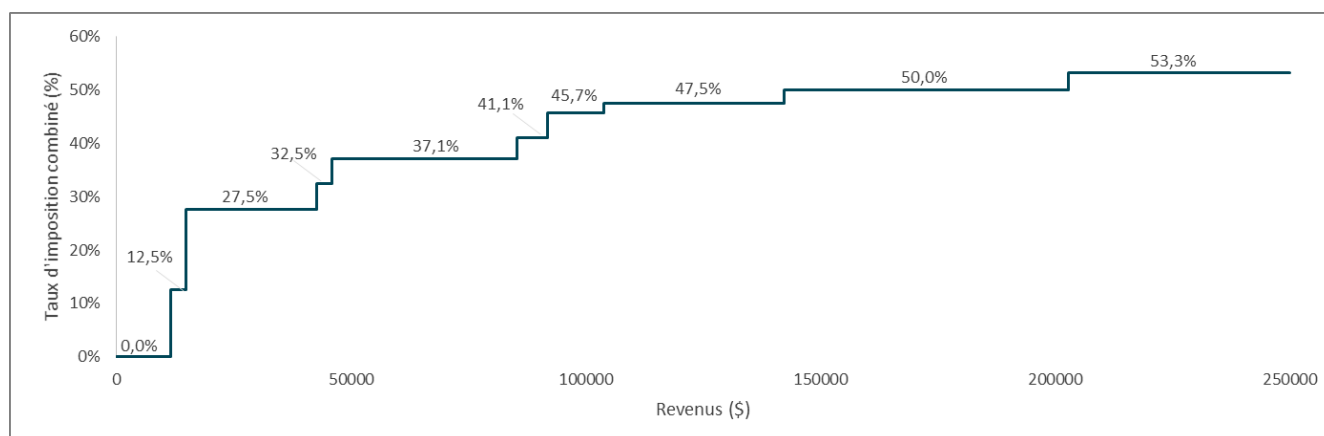
\*incluant l'abattement pour les résidents du Québec

Le montant personnel de base est indexé annuellement selon le taux applicable au régime d'imposition des particuliers.

## ILLUSTRATION DE LA MESURE

Le graphique suivant illustre l'ajout des crédits personnels de base du fédéral et du Québec au barème d'imposition combiné des particuliers québécois. Les crédits personnels de base ont pour effet d'ajouter un taux combiné de 0 % pour les revenus jusqu'à 11 635 \$, soit lorsque le plafond du montant personnel de base du fédéral est atteint. Pour la tranche de revenus de 3 255 \$ si situant entre le plafond du montant personnel de base de 11 635 \$ et le plafond du montant personnel de base du Québec de 14 890 \$, le taux combiné est de 12,5 % (soit le taux fédéral incluant l'abattement pour les résidents du Québec). Lorsque les revenus dépassent le montant personnel de base du Québec, les taux progressifs combinés des barèmes d'imposition s'appliquent, passant de 27,5 % pour des revenus dépassant 14 890 \$ à 53,3 % pour des revenus dépassant 202 800 \$.

### Barème d'imposition combiné, incluant les crédits personnels de base, fédéral et Québec – 2017



## HISTORIQUE DE LA MESURE

Le crédit d'impôt personnel de base du fédéral existe depuis l'année d'imposition 1988. Lors de son introduction, le montant personnel de base était de 6 000 \$ et remplaçait l'exemption personnelle de base de 4 200\$ qui était en vigueur auparavant.

Entre 1992 à 1998, le montant personnel de base n'a pas été indexé. Il a été majoré au-delà de l'indexation à trois reprises, soit en 2000, en 2007 et en 2009.

Le crédit d'impôt personnel de base du Québec existe également depuis l'année d'imposition 1988. Il a été majoré au-delà de l'indexation à deux reprises, soit en 2008 et en 2017.

Au moment de la mise en place du régime d'impôt simplifié en 1998, un montant forfaitaire pouvait s'ajouter au montant personnel de base en remplacement de divers crédits non remboursables, dont les crédits pour cotisations sociales. À la fin du régime d'impôt simplifié, en 2005, le montant personnel de base est composé d'un montant pour les besoins essentiels et d'un montant complémentaire minimal. En 2008, il y a disparition du montant complémentaire, qui est maintenant inclus directement dans le montant personnel de base.



## Ressources complémentaires

Agence du revenu du Canada, *Montant personnel de base*, [En ligne], <http://www.cra-arc.gc.ca/tx/ndvds/tpcs/ncm-tx/rtrn/cmpltng/ddctns/lns300-350/300-fra.html>

Revenu Québec, *Montant personnel de base* [En ligne], <http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/declaration/produire/comment/aideligne/ligne350.aspx>

<sup>1</sup> *Loi de l'impôt sur le revenu*, L.R.C. (1985), ch. 1 (5<sup>e</sup> suppl.), al.118(1)c) et *Loi sur les impôts*, RLRQ, c. I-3, art. 752.0.0.1.

<sup>2</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales 2017*, p.11.



# SECTION 2

## Situation familiale





# Crédit pour personne vivant seule<sup>1</sup>

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

Le crédit pour personne vivant seule est un crédit d'impôt non remboursable du Québec qui vise à reconnaître que les besoins essentiels d'une personne vivant seule sont plus élevés qu'une personne qui partage son logement avec quelqu'un d'autre<sup>2</sup>. Plusieurs personnes vivant sous le même toit peuvent partager certains frais fixes comme le loyer, l'électricité et Internet, tandis qu'une personne seule doit assumer la totalité de ces dépenses.

Pour l'année d'imposition 2016, le crédit pour personne vivant seule a entraîné une dépense fiscale estimée à 108 M\$<sup>3</sup>.

UTILISATION ET COÛT DE LA MESURE	
	Total
Utilisation	N.D. <sup>4</sup>
Coût	108 M\$ (2016)

## PARAMÈTRES ET CALCUL

Un particulier est éligible au crédit pour personne vivant seule s'il habite toute l'année un logement autonome et qu'aucune autre personne n'habite avec lui, excepté une personne âgée de moins de 18 ans ou un enfant de 18 ans ou plus qui est aux études à temps plein<sup>5</sup>. Si le particulier est décédé au cours de l'année d'imposition, la condition doit être remplie pour toute la période de l'année précédant son décès. Si ces conditions sont remplies, le montant admissible au crédit est de 1 707 \$<sup>6</sup>.

Un montant additionnel pour famille monoparentale de 2 107 \$<sup>7</sup> est ajouté au montant admissible si, en plus des conditions énoncées précédemment, le particulier a habité à un moment de l'année avec un enfant majeur qui peut lui transférer un montant pour enfant aux études postsecondaires ou à la formation professionnelle et si, pour le mois de décembre, il n'a pas droit de recevoir le paiement de soutien aux enfants<sup>8</sup>.

Le montant admissible maximal combiné pouvant être réclamé en vertu du crédit d'impôt pour personne vivant seule et du montant additionnel pour famille monoparentale est de 3 814 \$<sup>9</sup>, pour un crédit d'une valeur maximale de 572,10 \$.

Le montant admissible peut être réduit en fonction du revenu net. Le total des montants en raison de l'âge, pour personne vivant seule et/ou montant des revenus de retraite admissibles pour le particulier, est réduit de 18,75 %<sup>10</sup> de chaque dollar de revenu net qui excède 33 755<sup>11</sup> \$. Ainsi, un particulier ne peut bénéficier du crédit pour personne vivant seule et du montant additionnel pour famille monoparentale s'il a un revenu supérieur à 54 096 \$<sup>12</sup>.

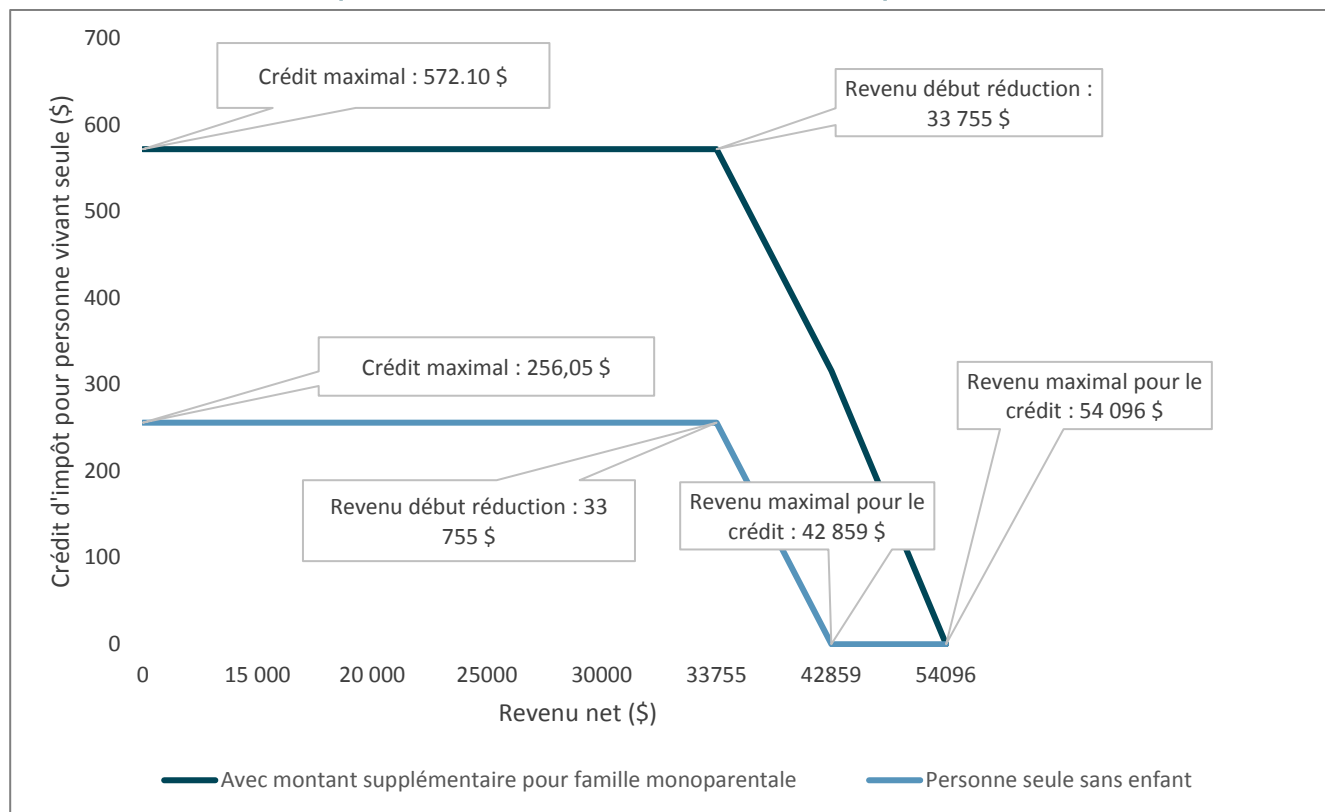
Si, par exemple, le particulier a un revenu net de 40 000 \$ et qu'il a droit au montant pour personne vivant seule et au montant additionnel pour famille monoparentale, le crédit d'impôt sera calculé comme illustré dans le tableau ci-dessous. Pour simplifier le calcul, nous posons l'hypothèse qu'il ne réclame pas de crédit pour revenus de retraite ni en raison de l'âge.

Montant pour personne vivant seule	1 707 \$
Montant additionnel pour famille monoparentale	2 107 \$
Montant pour revenus de retraite	0 \$
Montant en raison de l'âge	0 \$
Total des montants admissibles	3 814 \$
Moins : (40 000 \$ - 33 755 \$) x 18,75 % = 1 170, 94 \$	<u>(1 170,94)</u>
Montant admissible après réduction	<u>2 643,06 \$</u>
<b>Crédit (taux de 15 %)</b>	<b><u>396,46 \$</u></b>

## ILLUSTRATION DE LA MESURE

Le tableau de la page suivante illustre le crédit d'impôt pour personne vivant seule, avec ou sans le montant supplémentaire pour famille monoparentale. Avec le montant supplémentaire, le crédit a une valeur maximale de 572,10 \$ lorsque le revenu est de 33 755 \$ ou moins. Au-delà de ce seuil, la valeur du crédit diminue jusqu'à ce qu'il devienne nul à un revenu net de 54 096 \$ et plus. Sans le montant additionnel pour famille monoparentale, le crédit maximal est de 256,05 \$ lorsque le revenu est de 33 755 \$ ou moins. Au-delà de ce seuil, le crédit diminue jusqu'à ce qu'il devienne nul, advenant un revenu net de 42 859 \$ et plus.

## Crédit pour personne vivant seule en fonction du revenu net pour une famille monoparentale et une personne seule sans enfant, année d'imposition 2017



## HISTORIQUE DE LA MESURE

Le budget de 1985 a mis en place une exemption spéciale pour les célibataires vivant seuls pour reconnaître que les besoins essentiels d'une personne vivant seule sont plus élevés qu'une personne qui partage son logement avec quelqu'un d'autre. L'exemption prévue était de 590 \$ pour 1987 et de 820 \$ pour 1988<sup>13</sup>. Le budget de 1988-1989 a augmenté le montant admissible à 900 \$ et transformé l'exemption en crédit d'impôt de 180 \$. Le montant admissible a subi une série de majorations dans les budgets suivants. En 1996, dans l'optique d'une meilleure équité, le gouvernement annonce que le montant admissible au crédit sera réduit progressivement, et ce, en fonction du revenu du contribuable<sup>14</sup>. Le budget de 1997 modifie le calcul du crédit : aux fins du calcul de la réduction du montant admissible au crédit, trois mesures sont réunies, soit le crédit pour personne vivant seule, le crédit d'impôt en raison de l'âge et pour revenus de retraite. Une seule réduction, établie à 15 % de l'excédent du revenu familial net sur 26 000 \$, est appliquée à l'ensemble des montants de ces crédits attribuables au ménage<sup>15</sup>. Le budget 2000-2001 prévoit l'indexation automatique de plusieurs crédits, dont celui pour personne vivant seule, et ce, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2003<sup>16</sup>. Le budget 2017 apporte des changements au taux applicable aux crédits personnels. Ainsi, le taux du crédit d'impôt pour personne vivant seule passe de 20 % à 16 %<sup>17</sup>, mais sa valeur demeure inchangée puisque le montant admissible est augmenté pour compenser. Le taux de réduction en fonction du revenu du ménage passe également de 15 % à 18,75 %<sup>18</sup>. La mise à jour économique de l'automne 2017 fait passer le taux du crédit de 16 % à 15 %.

## Ressource complémentaire

Revenu Québec, Montant pour personne vivant seule, [En ligne],  
[http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/situation/parent/enfant\\_age\\_scolaire/seule.aspx](http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/situation/parent/enfant_age_scolaire/seule.aspx)

<sup>1</sup> *Loi sur les impôts*, RLRQ, c. I-3, art. 752.0.7.4a)i)

<sup>2</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Discours sur le budget et renseignements supplémentaires 1985-1986*, p.15.

<sup>3</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Dépenses fiscales*, 2016, p. A.35.

<sup>4</sup> Les statistiques fiscales des particuliers regroupent le montant en raison de l'âge, le montant pour personne vivant seule et le montant des revenus de retraite et les données pour chacun des crédits ne sont pas disponibles isolément.

<sup>5</sup> Art. 752.0.7.4a)i)(2) LI

<sup>6</sup> REVENU QUÉBEC, *Taux, seuils et montants relatifs aux retenues et aux cotisations pour 2017*, [en ligne : [http://www.revenuquebec.ca/fr/salle-de-presse/nouvelles-fiscales/2016/2016-11-17\(1\).aspx](http://www.revenuquebec.ca/fr/salle-de-presse/nouvelles-fiscales/2016/2016-11-17(1).aspx)]

<sup>7</sup> Précité, note 9.

<sup>8</sup> Art. 1029.8.61.18 LI

<sup>9</sup>  $1\,707 \$ + 2\,107 \$ = 3\,814 \$$

<sup>10</sup> *Id.*

<sup>11</sup> Précité, note 14.

<sup>12</sup>  $(3\,814 \$ - (18,75 \% \times (54\,096 \$ - 33\,755 \$))) \times 15 \% = 0 \$$

<sup>13</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Discours sur le budget et renseignements supplémentaires 1985-1986*, p.15.

<sup>14</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Discours sur le budget et renseignements supplémentaires 1996-1997*, annexe A, p.25.

<sup>15</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Budget 1997-1998/Renseignements supplémentaires sur les mesures du budget*, p.40.

<sup>16</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Budget 2000-2001/Renseignements supplémentaires sur les mesures du budget*, p.3.

<sup>17</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Budget 2017-2018/Renseignements supplémentaires sur les mesures du budget*, p.A.6.

<sup>18</sup> *Id.* p. A.7





# Crédit pour époux ou conjoint de fait<sup>1</sup>

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

Le crédit pour époux ou conjoint de fait est un crédit d'impôt non remboursable du fédéral qui vise à reconnaître qu'un particulier, dont le conjoint a un revenu modeste ou nul, est moins en mesure de payer son impôt qu'un célibataire gagnant le même revenu<sup>2</sup>.

Pour l'année d'imposition 2016, le crédit pour époux ou conjoint de fait a entraîné une dépense fiscale estimée à 1,5 G\$<sup>3</sup>. Pour l'année d'imposition 2014, un total de 2 100 000 particuliers<sup>4</sup> ont demandé ce crédit. Les hommes (76 %) ont été plus nombreux que les femmes (24 %) à en faire la demande.

	UTILISATION ET COÛT DE LA MESURE	ANALYSE DIFFÉNCIÉE SELON LE SEXE (2013) <sup>5</sup>	
	Total	Femmes	Hommes
Utilisation	2 100 000 particuliers (2014)	24 %	76 %
Coût	1,5 G\$ (2016)	24 %	76 %

## PARAMÈTRES ET CALCUL

Le crédit pour époux ou conjoint de fait est disponible pour un particulier qui, à un moment dans l'année, subvient aux besoins de son époux ou conjoint de fait dont il ne vit pas séparé pour cause d'échec du mariage ou de l'union de fait. Étant donné que les conditions d'admissibilité aux fins du crédit doivent être respectées à un moment de l'année seulement, un particulier peut avoir droit au crédit pour l'année de son mariage et pour l'année de son divorce, ou encore pour l'année où il commence à être reconnu conjoint de fait<sup>6</sup> et l'année où il cesse de l'être<sup>7</sup>.

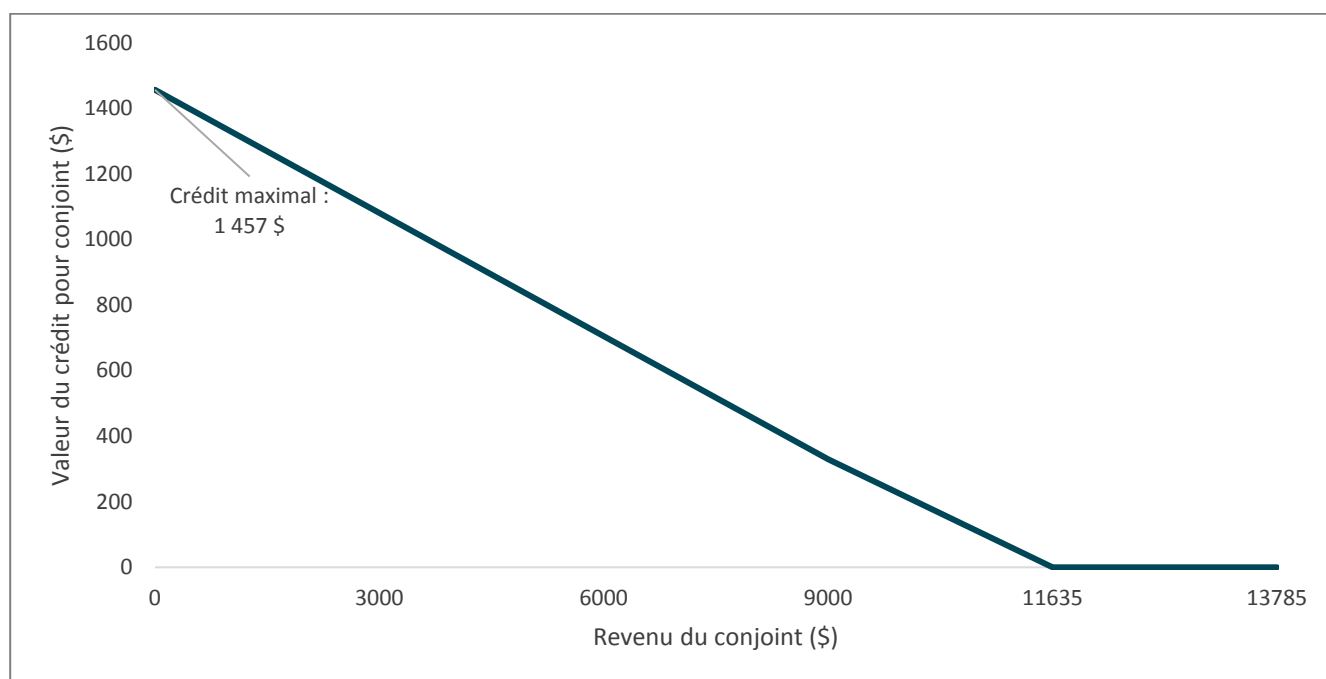
Le crédit pour époux ou conjoint de fait est égal au produit de la multiplication du taux de base<sup>8</sup> pour l'année par le montant pour conjoint (11 635 \$<sup>9</sup> pour 2017). La valeur maximale du crédit pour l'année d'imposition 2017 pour un particulier québécois, en tenant compte de l'abattement pour les résidents du Québec<sup>10</sup>, est de 1 457 \$. Le montant pour conjoint est réduit du revenu net du conjoint à raison d'un dollar pour chaque dollar gagné.

Si le conjoint est à la charge du particulier en raison d'une infirmité mentale ou physique, un montant de 2 150 \$ est ajouté au montant pour conjoint. Le crédit passe donc de 11 635 \$, si le conjoint n'est pas handicapé, à 13 785 \$ si le conjoint est handicapé.

## ILLUSTRATION DE LA MESURE

Le tableau ci-dessous illustre le crédit pour époux ou conjoint de fait en fonction du revenu net du conjoint. Si le revenu est nul et que le conjoint ne souffre pas d'une déficience mentale ou physique, le crédit maximal est de 1 457 \$. Le crédit est diminué du même montant que le revenu du conjoint. Le crédit est réduit à 0 \$ lorsque le revenu du conjoint atteint 11 635 \$.

Valeur du crédit d'impôt pour époux ou conjoint de fait en fonction du revenu du conjoint



## HISTORIQUE DE LA MESURE

Le crédit pour époux ou conjoint de fait tire son origine de l'ancienne exemption pour personne mariée. La réforme fiscale de 1987 a remplacé cette exemption par un crédit de 850 \$, en vigueur à compter de l'année d'imposition 1988<sup>11</sup>.

Jusqu'en 2007, le montant pour conjoint était inférieur au montant personnel de base. Le montant pour conjoint était de 7 581 \$ en 2007 et il était diminué si le revenu du conjoint excédait un certain seuil. Le budget 2007-2008 a haussé le crédit pour conjoint en majorant le montant pour conjoint au montant personnel de base. Ainsi, les familles à un seul revenu ont droit au même allégement fiscal que celui dont bénéficient les familles à deux revenus par le truchement du montant personnel de base<sup>12</sup>. Du même souffle, il a été prévu que le crédit pour époux ou conjoint de fait augmentera au même rythme que le montant

personnel de base. De plus, plutôt que de diminuer seulement à partir d'un certain seuil, le montant pour conjoint sera diminué du même montant que le revenu du conjoint.

Le budget 2011-2012 propose l'instauration du crédit d'impôt pour aidants familiaux afin d'accorder un nouveau soutien aux aidants naturels de personnes à charge ayant une déficience mentale ou physique, ce qui comprend les époux et les conjoints de fait<sup>13</sup>. Le crédit d'impôt pour aidants familiaux est un crédit non remboursable de 15 %, calculé sur un montant de 2 000 \$, et s'applique à compter de l'année d'imposition 2012. Il vient bonifier le crédit d'impôt pour époux ou conjoint de fait.

Le budget 2017-2018 propose de bonifier le montant pour aidants familiaux. Pour les années d'imposition suivant 2017, le montant pour aidants familiaux de 2 000 \$ est augmenté à 2 150 \$<sup>14</sup>.

## Ressource complémentaire

Agence du revenu du Canada, *Ligne 303 – Montant pour époux ou conjoint de fait*, [En ligne], <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/impot/particuliers/sujets/tout-votre-declaration-revenus/declaration-revenus/remplir-declaration-revenus/deductions-credits-depenses/ligne-303-montant-epoux-conjoint-fait.html>

<sup>1</sup> *Loi de l'impôt sur le revenu*, L.R.C. (1985), ch. 1 (5<sup>e</sup> suppl.), art. 118(1)a)

<sup>2</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales 2017*, p.104.

<sup>3</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales 2017*, p.104.

<sup>4</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales 2017*, p.104.

<sup>5</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Statistiques fiscales des particuliers, année d'imposition 2016*, p.3.

<sup>6</sup> Au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, des conjoints de fait sont deux particuliers qui vivent dans une relation conjugale depuis au moins 12 mois ou qui vivent dans une relation conjugale et ont un enfant. Ils ne seront plus considérés conjoints de fait s'ils vivent séparés pour cause d'échec de leur relation pour une période d'au moins 90 jours. (art. 248(1) « conjoint de fait » LIR)

<sup>7</sup> Puisque l'article de loi exige que le particulier subvienne aux besoins de son conjoint pour une partie de l'année et non toute l'année au complet.

<sup>8</sup> Al. 117(2)a) LIR

<sup>9</sup> GOUVERNEMENT DU CANADA, « Rajustement de montants en fonction de l'indexation pour l'impôt des particuliers et les prestations », [En ligne : <<https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/impot/particuliers/foire-questions-particuliers/rajustement-montants-fonction-indexation-impot-particuliers-prestations.html>>]

<sup>10</sup> 11 635\$ \* 15 % - (abattement pour les résidents du Québec de 16,5 %)

<sup>11</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Livre blanc - réforme fiscale 1987*, 18 juin 1987, p.31.

<sup>12</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Le plan budgétaire de 2007*, 19 mars 2007, p.246.

<sup>13</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Le budget de 2011*, Tableau A3.2.

<sup>14</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Mesure fiscales – Renseignements supplémentaires*, Budget 2017-2018, p.12.



# Crédit pour personne à charge admissible<sup>1</sup>

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

Le crédit pour personne à charge admissible est un crédit d'impôt non remboursable du fédéral qui vise à tenir compte du fait qu'un « contribuable qui n'a pas d'époux ou de conjoint de fait, mais qui assure le soutien d'un jeune enfant, d'un parent, d'un grand-parent ou d'un autre proche à charge en raison d'une déficience mentale ou physique est moins en mesure de payer l'impôt qu'un contribuable touchant le même revenu et n'ayant pas de telles personnes à charge »<sup>2</sup>.

Pour l'année d'imposition 2016, le coût du crédit pour personne à charge admissible est estimé à 925 M\$<sup>3</sup>. Pour l'année d'imposition 2014, 935 250 particuliers ont demandé ce crédit<sup>4</sup>. Les femmes (84 %) ont été nettement plus nombreuses que les hommes (16 %) à en faire la demande.

UTILISATION ET COÛT DE LA MESURE			
	Total	Femmes (2014)	Hommes (2014)
Utilisation	935 250 (2014)	84 %	16 %
Coût	925 M\$ (2016)	84 %	16 %

## PARAMÈTRES ET CALCUL

Le crédit d'impôt pour personne à charge admissible est disponible à un particulier qui, à un moment de l'année, n'a pas d'époux ou de conjoint de fait<sup>5</sup>, qui subvient aux besoins d'une personne à charge et qui vit avec cette personne à charge.

Une personne à charge admissible peut être un parent ou un grand-parent qui habite avec le particulier et dont le particulier a la charge, ainsi qu'un enfant, un petit-enfant, un frère ou une sœur qui habite avec le particulier et qui est soit âgé de moins de 18 ans ou soit entièrement à la charge en raison d'une déficience mentale ou physique.

Le crédit pour personne à charge admissible est égal au produit de la multiplication du taux de base<sup>6</sup> pour l'année par le montant pour personne à charge admissible (11 635 \$<sup>7</sup> pour 2017). La valeur maximale du

crédit pour l'année d'imposition 2017 pour un particulier québécois, en tenant compte de l'abattement pour les résidents du Québec<sup>8</sup>, est de 1 457 \$. Le montant pour personne à charge admissible est réduit du revenu net de la personne à charge à raison d'un dollar pour chaque dollar gagné.

MONTANT DU CRÉDIT	TAUX DU CRÉDIT	VALEUR DU CRÉDIT	VALEUR DU CRÉDIT INCLUANT L'ABATTEMENT POUR LES RÉSIDENTS DU QUÉBEC
11 635 \$	15 %	1 745 \$	1 457 \$

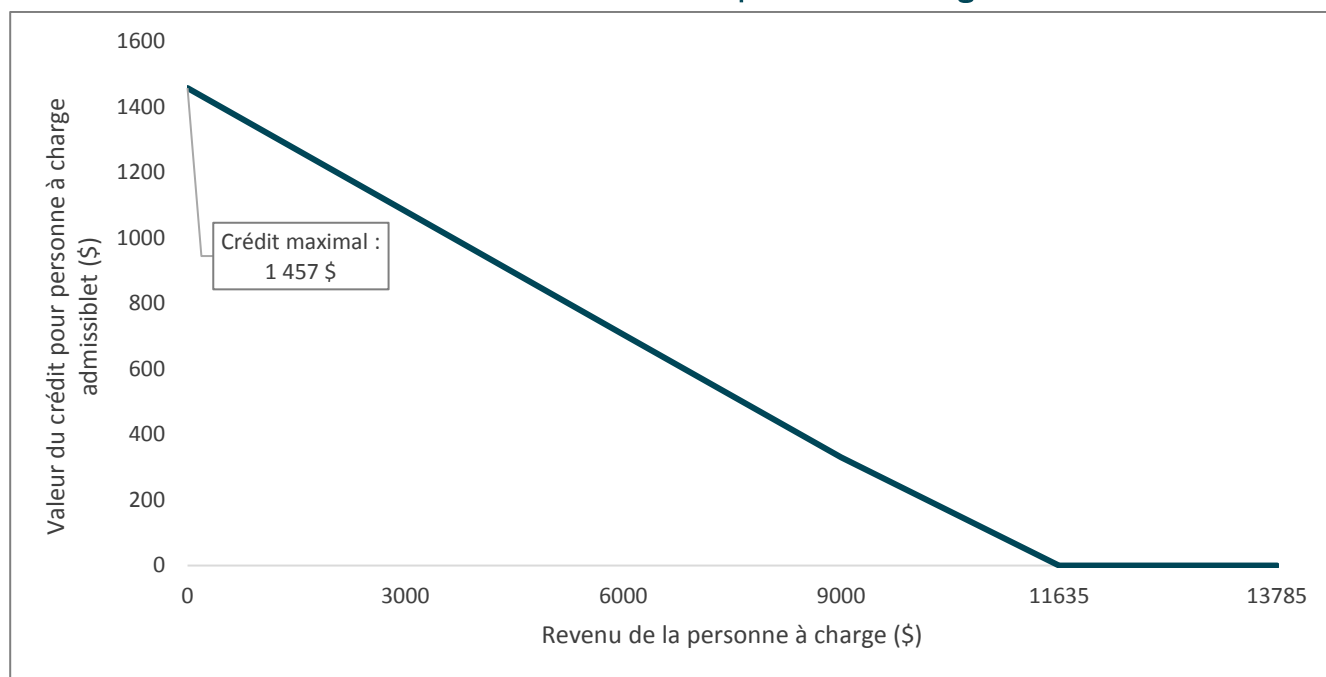
Une seule personne peut demander ce crédit pour une même personne à charge. Il ne peut être partagé et il n'est possible de demander qu'un seul montant pour personne à charge admissible par logement. Mis à part l'année de la séparation, le particulier ne doit pas avoir versé de pension alimentaire à l'égard de la personne à charge admissible.

Si la personne à la charge du particulier est atteinte d'une infirmité mentale ou physique, un montant de 2 150 \$ est ajouté au montant pour personne à charge admissible. Le crédit passe donc de 11 635 \$, si la personne à charge n'est pas handicapée, à 13 785 \$ si la personne à charge est handicapée.

## ILLUSTRATION DE LA MESURE

Le tableau ci-dessous illustre le crédit pour personne à charge admissible en fonction du revenu net du particulier qui en a la charge. Si le revenu est nul et que la personne à charge ne souffre pas d'une déficience mentale ou physique, le crédit maximal est de 1 457 \$. Le crédit est diminué du même montant que le revenu de la personne à charge admissible. Le crédit est réduit à 0 \$ lorsque le revenu de la personne à charge admissible atteint 11 635 \$.

### Valeur du crédit d'impôt pour personne à charge admissible en fonction du revenu de la personne à charge



## HISTORIQUE DE LA MESURE

Le crédit pour personne à charge admissible tire son origine d'une exemption qui existait avant la réforme fiscale de 1987. Il existe dans sa forme actuelle depuis l'année d'imposition 1988. De 1988 à 2006, le crédit pour personne à charge admissible était inférieur au montant personnel de base et celui-ci était réduit à partir d'un seuil de revenu net applicable pour l'année d'imposition. Le budget de 2007 a instauré deux modifications : d'abord, le crédit a été fixé au même montant que le montant personnel de base; puis, le seuil de revenu a été éliminé et, en conséquence, le premier dollar de revenu net réduit d'un dollar le montant pour personne à charge admissible. Ces modifications sont entrées en vigueur à compter de l'année d'imposition 2007. Depuis 2007, le montant pour personne à charge admissible est indexé annuellement et il atteint 11 635 \$ en 2017<sup>9</sup>.

## Ressource complémentaire

Agence du revenu du Canada, *Montant pour une personne à charge admissible*, [En ligne], <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/impot/particuliers/sujets/tout-votre-declaration-revenus/declaration-revenus/remplir-declaration-revenus/deductions-credits-depenses/ligne-305-montant-personne-a-charge-admissible.html>

<sup>1</sup> *Loi de l'impôt sur le revenu*, L.R.C. (1985), ch. 1 (5e suppl.), Alinéa 118(1)b) et articles 118(4), 118(5) et 118.3(2).

<sup>2</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales – 2017*, p.107.

<sup>3</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales – 2017*, p.107.

<sup>4</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales – 2017*, p.107.

<sup>5</sup> Si le particulier a un époux ou un conjoint de fait, celui-ci ne doit pas habiter avec l'époux ou le conjoint de fait, ne doit pas subvenir aux besoins de l'époux ou du conjoint de fait et ne doit pas être à la charge de l'époux ou du conjoint de fait.

<sup>6</sup> Al. 117(2)a) LIR

<sup>7</sup> GOUVERNEMENT DU CANADA, « Rajustement de montants en fonction de l'indexation pour l'impôt des particuliers et les prestations », [En ligne : <<https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/impot/particuliers/foire-questions-particuliers/rajustement-montants-fonction-indexation-impot-particuliers-prestations.html>>]

<sup>8</sup> 11 635 \$ \* 15 % - (abattement du Québec de 16,5 %)

<sup>9</sup> <https://www.fin.gc.ca/taxexp-depfisc/2017/taxexp-depfisc17-fra.pdf>, p.107.



# Transfert de crédit d'un conjoint à l'autre<sup>1</sup>

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

La *Loi sur les impôts* du Québec permet aux conjoints de se transférer entre eux la partie des crédits d'impôt dont ils n'ont pas besoin pour réduire leur impôt à zéro. Cette mesure a été instaurée dans le but d'améliorer la fiscalité des personnes vivant en couple<sup>2</sup>. Cela permet aux conjoints de profiter pleinement des crédits d'impôt non remboursables auxquels ils ont droit<sup>3</sup>.

Pour l'année d'imposition 2016, le coût du transfert de crédit d'un conjoint à l'autre est estimé à 512 M\$<sup>4</sup> pour le gouvernement du Québec. Pour l'année d'imposition 2014, 455 149<sup>5</sup> particuliers ont utilisé cette mesure. Les hommes (73 %) ont été nettement plus nombreux que les femmes (27 %) à en bénéficier, ce sont donc majoritairement des femmes qui transfèrent leur crédit non utilisé à leur conjoint.

UTILISATION ET COÛT DE LA MESURE			
	Total	Femmes (2014)	Hommes (2014)
Utilisation	455 159 particuliers (2014)	27 %	73 %
Coût	512 M\$ (2016)	22 %	78 %

## PARAMÈTRES ET CALCUL

Le transfert de crédit peut seulement s'effectuer entre « conjoints admissibles ». Ainsi, avant d'effectuer le calcul du montant transférable au titre de la partie inutilisée des crédits d'impôt non remboursables, il faut établir l'identité du conjoint admissible.

Le « conjoint admissible » d'un particulier pour l'année est le conjoint de ce dernier au 31 décembre, pourvu qu'ils ne vivent pas séparés<sup>6</sup> en raison d'échec de leur union depuis au moins 90 jours<sup>7</sup>.



## DÉFINITION DE « CONJOINT »

Au sens de la *Loi sur les impôts*, un conjoint est une personne avec qui une autre personne est unie par les liens du mariage, unie civilement ou encore avec qui elle est conjoint de fait. Des conjoints de fait sont soit des personnes qui vivent ensemble maritalement et qui sont parents d'au moins un enfant ou des personnes qui vivent ensemble maritalement depuis plus de 12 mois consécutifs<sup>8</sup>. Aux fins de la *Loi sur les impôts*, un particulier pourrait donc se retrouver avec plus d'un conjoint, si par exemple il est toujours marié avec quelqu'un, mais il a un conjoint de fait. Une présomption est donc à l'effet qu'un particulier ne possède qu'un seul « conjoint admissible » aux fins du *transfert de crédit entre conjoints*<sup>9</sup>.

Des règles spéciales s'appliquent l'année du décès. Les lois fiscales sont adaptées de manière à reconnaître qu'une personne décédée durant l'année est quand même admissible au mécanisme du transfert, et ce, même si elle est décédée en date du 31 décembre.

La déduction disponible au particulier correspond à l'excédent de l'ensemble des montants déductibles dans le calcul de l'impôt à payer du conjoint admissible, à l'exception des montants relatifs aux crédits d'impôt pour les travailleurs d'expérience, pour un don important en culture, pour le report de l'impôt minimum et pour les nouveaux diplômés travaillant dans les régions ressources sur l'impôt autrement à payer du conjoint admissible<sup>10</sup>. L'ensemble des montants déductibles du conjoint admissible doit être réduit de tout transfert fait par le conjoint admissible, à son père ou à sa mère, de la partie inutilisée du crédit d'impôt personnel de base d'un étudiant<sup>11</sup>.

La déduction ne peut être transférée au particulier que si lui et son conjoint admissible pour l'année produisent une déclaration de revenus<sup>12</sup>. Ainsi, malgré l'absence d'impôt à payer par le conjoint admissible, il doit produire une déclaration de revenus pour que son conjoint bénéficie du transfert.

## ILLUSTRATION DE LA MESURE

Le tableau ci-dessous illustre qu'un particulier résidant au Québec dont le revenu imposable est de 0 \$ pour l'année d'imposition 2017 pourra transférer un montant de 2 233,50 \$ à son conjoint si son seul crédit d'impôt non remboursable qui peut faire l'objet d'un transfert est le montant personnel de base.

### MONTANT TRANSFÉRABLE AU CONJOINT

Revenu imposable	0 \$
Crédits d'impôt non remboursables	14 890 \$
Taux des crédits	15 %
Valeurs des crédits d'impôt non remboursables	2 233,50 \$
Impôt sur le revenu imposable	0 \$
Montant pouvant être transféré au conjoint	2233,50 \$

## HISTORIQUE DE LA MESURE

La mesure de transfert de crédit d'un conjoint tire son origine de l'ancien crédit pour conjoint. Le crédit pour conjoint consistait en un crédit d'impôt non remboursable pour un particulier qui subvenait aux besoins de son conjoint. Il avait été mis en place pour éviter de taxer le revenu d'un particulier consacré à la satisfaction des besoins essentiels de son conjoint lorsque ce dernier est à sa charge<sup>13</sup>. Le montant pour conjoint équivalait au montant de base d'un particulier. En 2003, le crédit pour conjoint a été aboli pour laisser place au transfert de crédit entre conjoints, qui permettait le transfert de la partie inutilisée des crédits d'impôt non remboursables d'un conjoint admissible. Cela engendrait ultimement une déduction au moins équivalente au crédit pour conjoint, donc la modification s'est plutôt avérée technique et terminologique que pratique<sup>14</sup>. En 2006, l'article de loi a été modifié afin que la partie inutilisée du crédit d'impôt pour les nouveaux diplômés travaillant dans les régions ressources ne puisse faire l'objet d'un transfert au conjoint de ce nouveau diplômé<sup>15</sup>. En 2009, l'article a été modifié pour empêcher que les crédits d'impôt d'un conjoint admissible fassent à la fois l'objet du transfert de crédit au conjoint et du transfert de la contribution parentale<sup>16</sup>. En 2011, l'article a été modifié afin que la partie inutilisée du crédit d'impôt pour les travailleurs d'expérience ne puisse faire l'objet d'un transfert en faveur du conjoint<sup>17</sup>. En 2015, l'article a été modifié pour empêcher que la partie inutilisée d'un crédit pour don important en culture puisse être transférée<sup>18</sup>.

### Ressource complémentaire

Revenu Québec, *Ligne 431 - Crédits transférés d'un conjoint à l'autre*, [En ligne],  
<http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/declaration/produire/comment/aideligne/ligne431.aspx>

<sup>1</sup> *Loi sur les impôts*, RLRQ, c. I-3, art. 776.41.5

<sup>2</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Discours sur le budget et renseignements supplémentaires 1997-1998*, p.16.

<sup>3</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Dépenses fiscales – édition 2016*, mars 2017, p. B.57.

<sup>4</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Dépenses fiscales – édition 2016*, mars 2017, p. A.36.

<sup>5</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Statistiques fiscales des particuliers*, année d'imposition 2016, p.92.

<sup>6</sup> Art. 776.41.1(a)(i) LI

<sup>7</sup> Art. 776.41.2 LI

<sup>8</sup> GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, *Impôt du Québec : définition du terme « conjoint »*, [En ligne : <<http://www4.gouv.qc.ca/fr/Portail/citoyens/programme-service/Pages/Info.aspx?sqctype=sujet&sqcid=613>>]

<sup>9</sup> Art. 776.41.3 LI

<sup>10</sup> Art. 776.41.5 al. 2 LI

<sup>11</sup> Art. 776.41.5 al. 3 (a) LI

<sup>12</sup> Art. 776.41.5 al. 4 LI

<sup>13</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Discours sur le budget et renseignements supplémentaires 2001-2002*, p.23.

<sup>14</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Budget 2002-2003*, « Renseignements additionnels à l'Énoncé complémentaire à la politique du gouvernement », 19 mars 2002, p. 11.

<sup>15</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Notes explicatives relatives à la Loi sur les impôts*, 2006, art. 776.41.5.

<sup>16</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Notes explicatives relatives à la Loi sur les impôts*, 2009, art. 776.41.5.

<sup>17</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Notes explicatives relatives à la Loi sur les impôts*, 2011, art. 776.41.5.

<sup>18</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Notes explicatives relatives à la Loi sur les impôts*, 2015, art. 776.41.5.

# SECTION 3

## Soutien au revenu





# Crédit d'impôt pour solidarité<sup>1</sup>

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

Le crédit d'impôt pour solidarité est un crédit d'impôt remboursable du Québec « accordé [...] aux ménages à faible ou à moyen revenu pour atténuer l'impact des coûts liés à la taxe de vente du Québec (TVQ) et au coût du logement, tout en reconnaissant que le coût de la vie dans un village nordique est supérieur »<sup>2</sup>.

Pour l'année d'imposition 2016, le crédit d'impôt pour solidarité a entraîné une dépense fiscale estimée à 1,7 G\$<sup>3</sup> au Québec et a bénéficié à environ 2,9 millions de ménages<sup>4</sup>.

UTILISATION ET COÛT DE LA MESURE	
	Total
Utilisation	2,9 millions de ménages (2016)
Coût	1,7 G\$ (2016)

## PARAMÈTRES ET CALCUL

Pour bénéficier du crédit d'impôt pour solidarité, un particulier doit résider au Québec<sup>5</sup> et être majeur<sup>6</sup> au 31 décembre de l'année d'imposition qui précède la période de versement du crédit. Une seule demande de crédit d'impôt pour solidarité peut être présentée par couple.

Le tableau qui suit présente les paramètres du crédit d'impôt pour solidarité pour la période de prestation de juillet 2018 à juin 2019 en les séparant selon ses trois principales composantes, à savoir la composante relative à la TVQ, la composante relative au logement et la composante relative aux habitants des villages nordiques.

## PARAMÈTRES DU CRÉDIT D'IMPÔT POUR SOLIDARITÉ - JUILLET 2018 À JUIN 2019 (en dollars)

### Principaux paramètres

#### Composante relative à la TVQ

- montant de base	287
- montant pour conjoint	287
- montant pour une personne vivant seule	137

#### Composante relative au logement

##### Montant de base pour frais de logement

- pour une personne seule ou famille monoparentale	557
- pour un couple	675
- pour un propriétaire ou locataires multiples	675
- supplément pour enfant	119
- enfant faisant l'objet d'une garde partagée	59,50

#### Composante relative aux villages nordiques

- montant de base	1 690
- montant pour conjoint	1 690
- montant pour enfant à charge	366
- garde partagée	188

#### Taux de réduction

- une seule composante	3 %
- deux ou trois composantes	6 %

#### Seuil de réduction

**34 215**

Le montant maximal pouvant être reçu pour la période de juillet 2018 à juin 2019, par un couple avec deux enfants ayant droit aux composantes TVQ et logement, est de 1 487 \$<sup>7</sup>, alors qu'un particulier vivant seul et sans enfant aurait droit à un montant maximal de 981 \$<sup>8</sup>. Le seuil de revenu à partir duquel le crédit est réduit est de 34 215 \$. Le taux de réduction est de 6 % lorsque le particulier bénéficie d'au moins deux composantes du crédit d'impôt pour solidarité et de 3 % lorsqu'il bénéficie d'une seule composante.

Le calcul du crédit s'effectue en quatre étapes, comme l'illustre le tableau ci-dessous.

<b>1</b>	Déterminer le montant maximal dont peut bénéficier un particulier, avant toute réduction en fonction de son revenu familial <sup>9</sup> , au 31 décembre de l'année précédente <sup>10</sup> . Le montant maximal est calculé en additionnant les montants accordés selon chacune des composantes dont peut se prévaloir un contribuable selon la composition de son ménage et son logement.
<b>2</b>	Calculer la réduction applicable au maximum établi à l'étape 1 en fonction du revenu familial net du particulier. La réduction s'effectue au taux de 6 % (ou 3 % si le particulier ne bénéficie que d'une seule composante) pour chaque dollar qui dépasse le seuil de réduction.
<b>3</b>	Ramener le montant calculé à l'étape 2 sur une base mensuelle.
<b>4</b>	Calculer le montant qui aurait été déterminé si le particulier n'avait eu droit qu'à la composante relative à la TVQ, parce que le crédit versé ne peut être inférieur à ce montant.

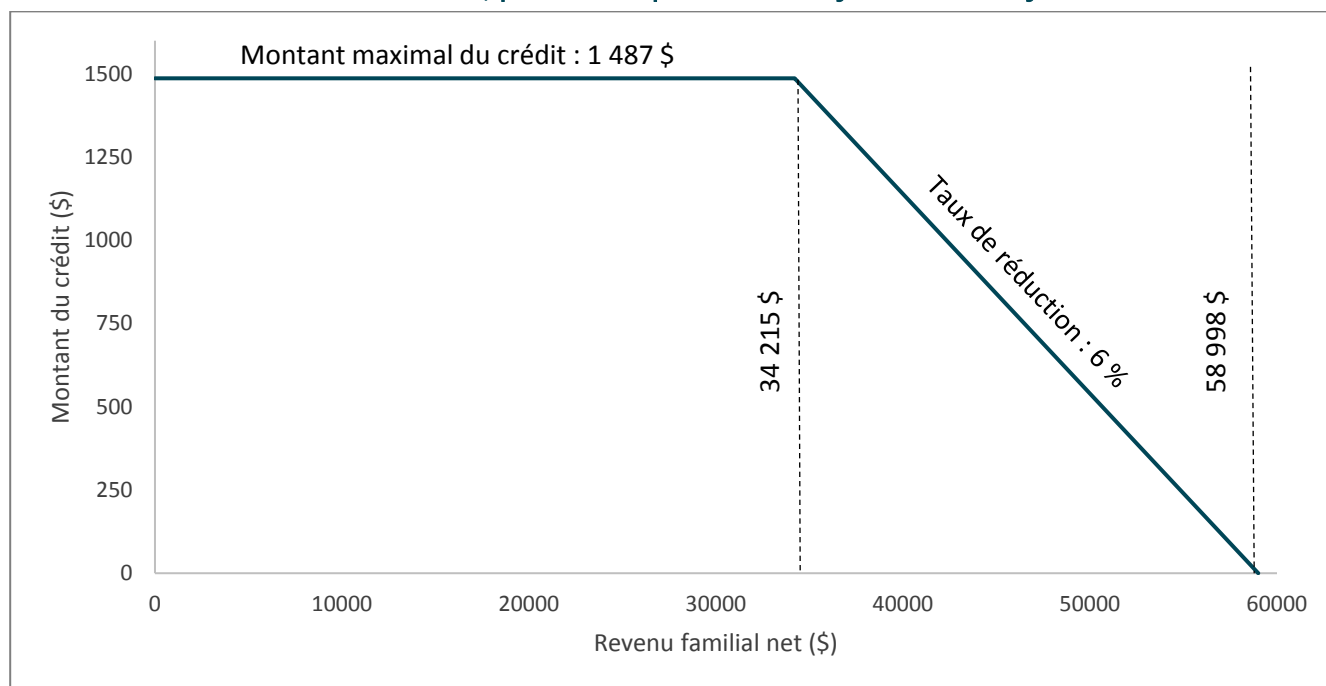
Les montants versés en vertu du crédit d'impôt solidarité ne sont pas imposables. Afin de maintenir le pouvoir d'achat des ménages bénéficiant du crédit d'impôt pour solidarité, les composantes sont indexées annuellement.

La fréquence des versements dépend du montant du crédit. Pour un montant supérieur à 800 \$, les versements seront mensuels. Pour un montant supérieur à 240 \$, mais inférieur à 800 \$, les versements seront trimestriels. Finalement, pour un montant de 240 \$ ou moins, le versement sera annuel (au moins de juillet). Dans le cas d'une garde partagée, le supplément pour les enfants à charge est divisé également entre les parents.

## ILLUSTRATION DE LA MESURE

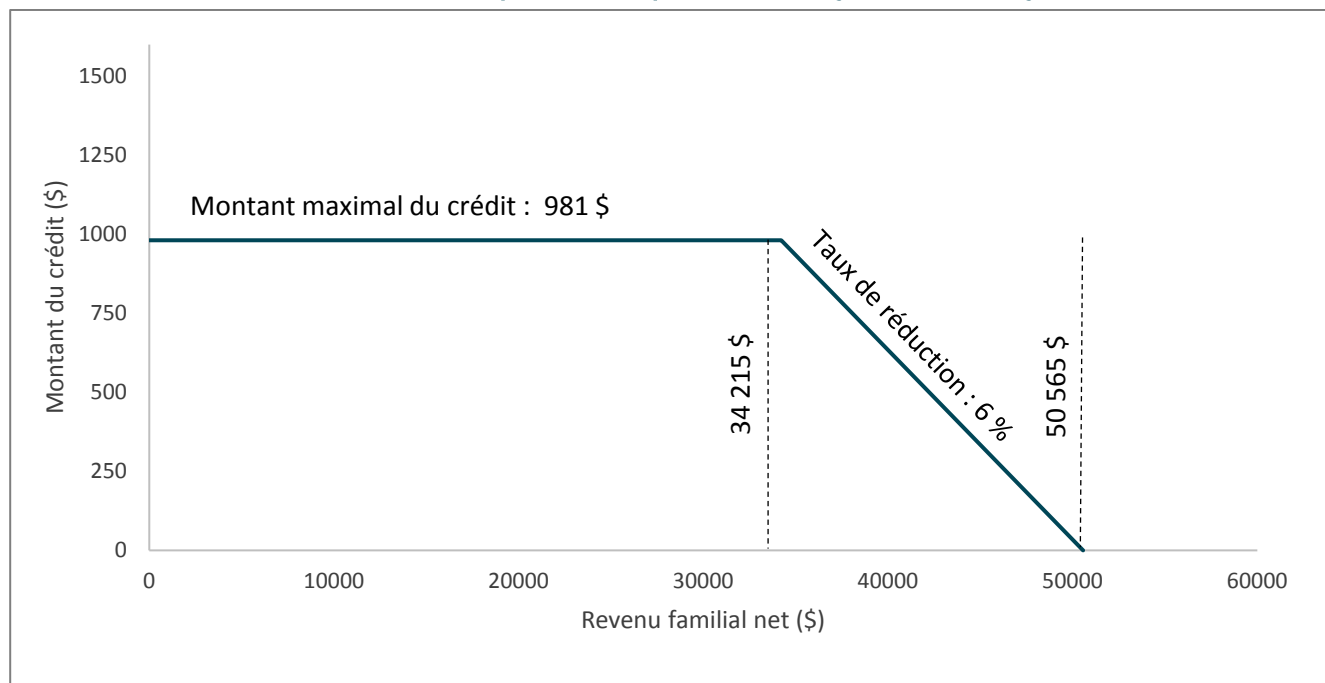
En fonction des paramètres pour la période de juillet 2018 à juin 2019, les couples avec deux enfants bénéficient d'un montant maximal de crédit d'impôt pour solidarité de 1 487 \$. À partir de l'atteinte de seuil de réduction, qui se situe à un revenu familial net de 34 215 \$ pour l'année d'imposition 2017, le crédit diminue en fonction d'un taux de réduction de 6 %. Le seuil de sortie est atteint lorsque le revenu familial net est de 58 998 \$.

**Montant du crédit pour solidarité pour une famille avec deux enfants en fonction du revenu familial net, période de prestation de juillet 2018 à juin 2019**



Dans le cas d'une personne seule, le montant maximal de crédit d'impôt pour solidarité est de 981 \$. À partir de l'atteinte de seuil de réduction, qui se situe à un revenu familial net de 34 215 \$ pour l'année d'imposition 2017, le crédit diminue en fonction d'un taux de réduction de 6 %. Le seuil de sortie est atteint lorsque le revenu familial net est de 50 565 \$.

### Montant du crédit pour solidarité pour une personne vivant seule en fonction du revenu familial net, période de prestation de juillet 2018 à juin 2019



## HISTORIQUE DE LA MESURE

Le crédit d'impôt pour solidarité existe depuis juillet 2011. Il a remplacé le crédit d'impôt pour la taxe de vente du Québec, le remboursement d'impôts fonciers et le crédit d'impôt remboursable pour les particuliers habitant sur le territoire d'un village nordique.

Lors de sa mise en place, le crédit d'impôt pour solidarité était calculé sur une base mensuelle et tenait compte des événements<sup>11</sup> qui se produisaient dans la vie du particulier au fur et à mesure que ceux-ci se produisaient.

À partir de l'année d'imposition 2016, le crédit d'impôt pour solidarité « est déterminé sur une base annuelle plutôt que mensuelle et s'appuie sur les renseignements contenus dans la déclaration de revenus produite pour une année de référence, soit l'année d'imposition qui précède l'année dans laquelle commence une période de versement »<sup>12</sup>.



## Ressource complémentaire

Revenu Québec, *Crédit d'impôt pour solidarité* [En ligne],  
[http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/declaration/produire/comment/aideligne/credit\\_impot\\_solidarite.aspx](http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/declaration/produire/comment/aideligne/credit_impot_solidarite.aspx)

<sup>1</sup> *Loi sur les impôts*, RLRQ, c. I-3., art. 1029.8.116.12 à 1029.8.116.35.

<sup>2</sup> Finances Québec, *Dépenses fiscales édition 2016*, mars 2017, p. B.12.

<sup>3</sup> Finances Québec, *Dépenses fiscales édition 2016*, mars 2017, p. vii.

<sup>4</sup> Budget du Québec 2016-2017, *Régime québécois de soutien du revenu*, p.15.

<sup>5</sup> Il doit également être un citoyen canadien, un résident permanent ou une personne protégée au sens de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* ou encore un résident temporaire ou un titulaire d'un permis de séjour temporaire au sens de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* ayant habité au Canada pendant les 18 derniers mois.

<sup>6</sup> Un particulier mineur peut bénéficier du crédit d'impôt pour la solidarité s'il a un conjoint, s'il a un enfant à charge ou s'il est reconnu comme un mineur émancipé par une autorité compétente.

<sup>7</sup> Montant de base de la composante TVQ (287 \$) + montant pour conjoint de la composante TVQ (287 \$) + montant pour un couple de la composante relative au logement (675 \$) + supplément pour enfant de la composante relative au logement x 2 (238 \$) = 1 487 \$

<sup>8</sup> Montant de base de la composante TVQ (287 \$) + montant pour personne vivant seule de la composante TVQ (137 \$) + montant pour personne seule de la composante relative au logement (557 \$) = 981 \$

<sup>9</sup> Le revenu familial correspond au montant de la ligne 275 de la déclaration de revenus du particulier auquel s'ajoute, le cas échéant, le montant de la ligne 275 de la déclaration de revenus de son conjoint.

<sup>10</sup> Pour la période de juillet 2018 à juin 2019, le crédit est établi en fonction du revenu familial et de la situation du contribuable au 31 décembre 2016.

<sup>11</sup> Par exemple, un changement à la situation financière du particulier, à la composition de son ménage ou à son logement modifiait le calcul de son crédit d'impôt pour solidarité à partir du moment où il survenait.

<sup>12</sup> Finances Québec, *Dépenses fiscales édition 2016*, mars 2017, p. B.15.



# Crédit d'impôt pour la TPS/TVH<sup>1</sup>

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

Le crédit d'impôt pour la TPS/TVH est un crédit d'impôt remboursable du fédéral qui vise à atténuer les caractéristiques régressives de la taxe à la consommation<sup>2</sup>. Ce crédit est accordé aux familles et aux particuliers à faibles et modestes revenus et est déterminé en fonction de la taille ainsi que du revenu des ménages. Cette mesure leur permet de compenser une partie de la TPS qu'ils paient<sup>3</sup>.

Pour l'année d'imposition 2016, le crédit pour la TPS/TVH a entraîné une dépense fiscale estimée à 4,5 G\$<sup>4</sup>. Pour l'année d'imposition 2014, environ 10,3 millions de particuliers<sup>5</sup> ont demandé ce crédit.

UTILISATION ET COÛT DE LA MESURE	
	Total
Utilisation	Environ 10 300 000 particuliers
Coût	4,5 G\$ (2016)

## PARAMÈTRES ET CALCUL

Pour avoir droit au crédit d'impôt pour la TPS/TVH, il faut être résident du Canada et être âgé de 19 ans ou plus. Cependant, une personne ayant moins de 19 ans pourrait tout de même avoir droit au crédit s'il a un enfant à charge ou s'il a un époux ou conjoint de fait.

La valeur du crédit pouvant être accordé dépend du revenu net familial et de la situation familiale selon que la personne soit en couple, qu'elle vive seule ou qu'elle ait des enfants admissibles. Le tableau de la page suivante présente les paramètres du crédit d'impôt pour la TPS/TVH pour la période de juillet 2018 à juin 2019 en les séparant selon ses principales composantes, à savoir : les montants de base, le montant supplémentaire et la réduction du crédit. Lorsqu'une personne a un époux ou un conjoint de fait, seulement l'un d'eux peut recevoir le crédit pour les deux. Le montant de ce crédit est le même, peu importe qui le reçoit.

## PRINCIPAUX PARAMÈTRES (ANNÉE D'IMPOSITION 2017 – PRESTATIONS DE JUILLET 2018 À JUIN 2019) (en dollars)

### Composante du crédit de base

- Montant de base	284
- Montant pour époux ou conjoint de fait ou pour une personne à charge admissible <sup>6</sup>	284
- Montant pour chaque enfant admissible	Nombre d'enfants x 149

### Composante du crédit supplémentaire

Moindre de :

- 149 \$	Maximum : 149
- 2 % x (revenu net familial – 9 209 \$)	
149 \$ pour une famille monoparentale (Si négatif, indiquer zéro)	

**Taux de réduction** 5 %

**Seuil de réduction** 36 976

De plus, en cas de garde partagée d'un enfant de moins de 19 ans, chaque parent admissible doit recevoir la moitié des versements du crédit attribuable à l'enfant visé. Aussi, le crédit sera automatiquement recalculé lorsqu'un enfant aura atteint 19 ans au cours de l'année afin de l'exclure du calcul du crédit du parent. La modification sera faite au crédit du parent lors du prochain versement trimestriel qui suit le 19<sup>e</sup> anniversaire de l'enfant et c'est ce dernier qui pourra alors, s'il est admissible et qu'une déclaration de revenus a été produite, recevoir son propre crédit pour la TPS/TVH<sup>7</sup>.

Le calcul<sup>8</sup> du crédit s'effectue en cinq étapes<sup>9</sup>.

- Déterminer le montant maximal dont peut bénéficier le particulier en fonction de sa situation familiale.
  - Montant de base du particulier;
  - Montant pour époux ou conjoint de fait ou pour une personne à charge (si applicable);
  - Montant pour chaque enfant admissible (si applicable). L'enfant ne doit pas par ailleurs déjà avoir été considéré dans le crédit pour personne à charge admissible.
- Calculer le crédit supplémentaire. Ce crédit doit être calculé uniquement si aucun crédit pour époux ou conjoint de fait n'a été précédemment ajouté. Ce crédit supplémentaire est le moindre de :
  - 149 \$;
  - 2 % du revenu familial net qui dépasse le montant de base de 9 209 \$.

Le supplément de 149 \$ est appliqué progressivement pour un célibataire à partir d'un revenu de 9 209 \$. Ce crédit supplémentaire est donc une mesure d'incitation au travail puisque le crédit d'impôt pour TPS/TVH augmentera en fonction de chaque dollar additionnel gagné par le particulier, jusqu'à concurrence d'un revenu net de 16 659 \$.

Il est important de noter que, pour les familles monoparentales, le montant à retenir n'est pas le moindre des deux montants mentionnés ci-haut, mais bien le montant de 149 \$. De plus, le parent seul peut

demander le crédit pour un enfant à charge de 284 \$ pour un de ses enfants au lieu du crédit pour enfant de base de 149 \$<sup>10</sup>.

3. Additionner le montant de tous ces crédits déterminés aux étapes 1 et 2.

4. Calculer la réduction du crédit. La réduction se calcule comme suit :

$$\text{Réduction} = 5 \% \times (\text{revenu familial net}^{(1)} - \text{montant de base}^{(2)})$$

(1) Le revenu familial net<sup>11</sup> à cette étape correspond au revenu familial net moins le revenu du régime enregistré d'épargne-invalidité (REEI) plus le remboursement du REEI<sup>12</sup>.

(2) Ce montant de base est indexé annuellement et est de 36 976 \$ pour l'année 2017.

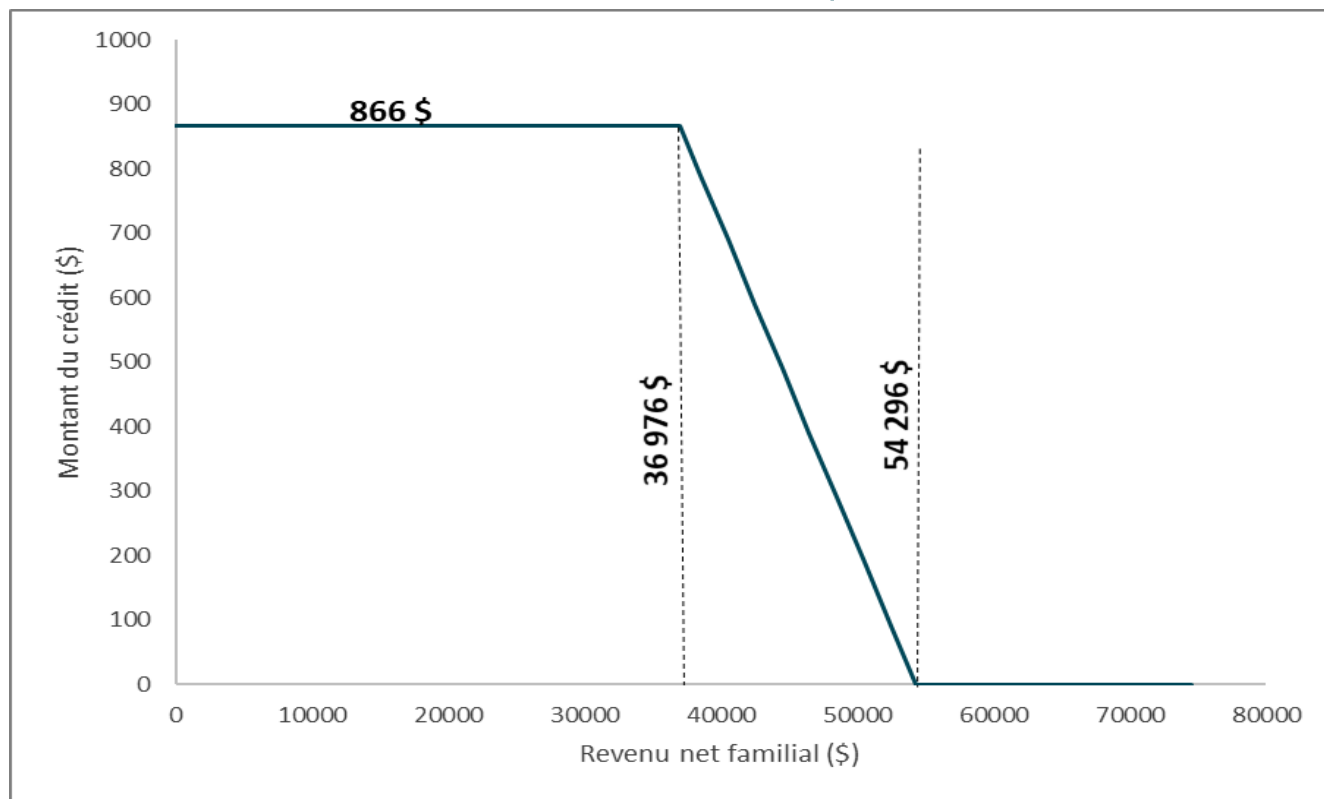
5. Il faut ensuite soustraire au montant obtenu à l'étape 3 le montant de la réduction calculé à l'étape 4. On obtient alors le crédit annuel auquel le particulier a droit.

La fréquence des versements est généralement trimestrielle. Les particuliers reçoivent le montant du crédit en quatre versements qui débutent au mois de juillet suivant l'année de la déclaration de revenus. Ainsi, pour l'année d'imposition 2017, les versements du crédit sont effectués en juillet et octobre 2018 ainsi qu'en janvier et avril 2019. Toutefois, si le montant du crédit est inférieur à 50 \$ pour chacun de ces versements, la totalité de celui-ci sera versée en juillet. De plus, pour pouvoir recevoir ce crédit, il faut produire une déclaration de revenus même si aucun revenu n'a été réalisé au cours de l'année<sup>13</sup>. Il est également à noter que les paiements reçus en vertu de ce crédit sont non imposables.

## ILLUSTRATION DE LA MESURE

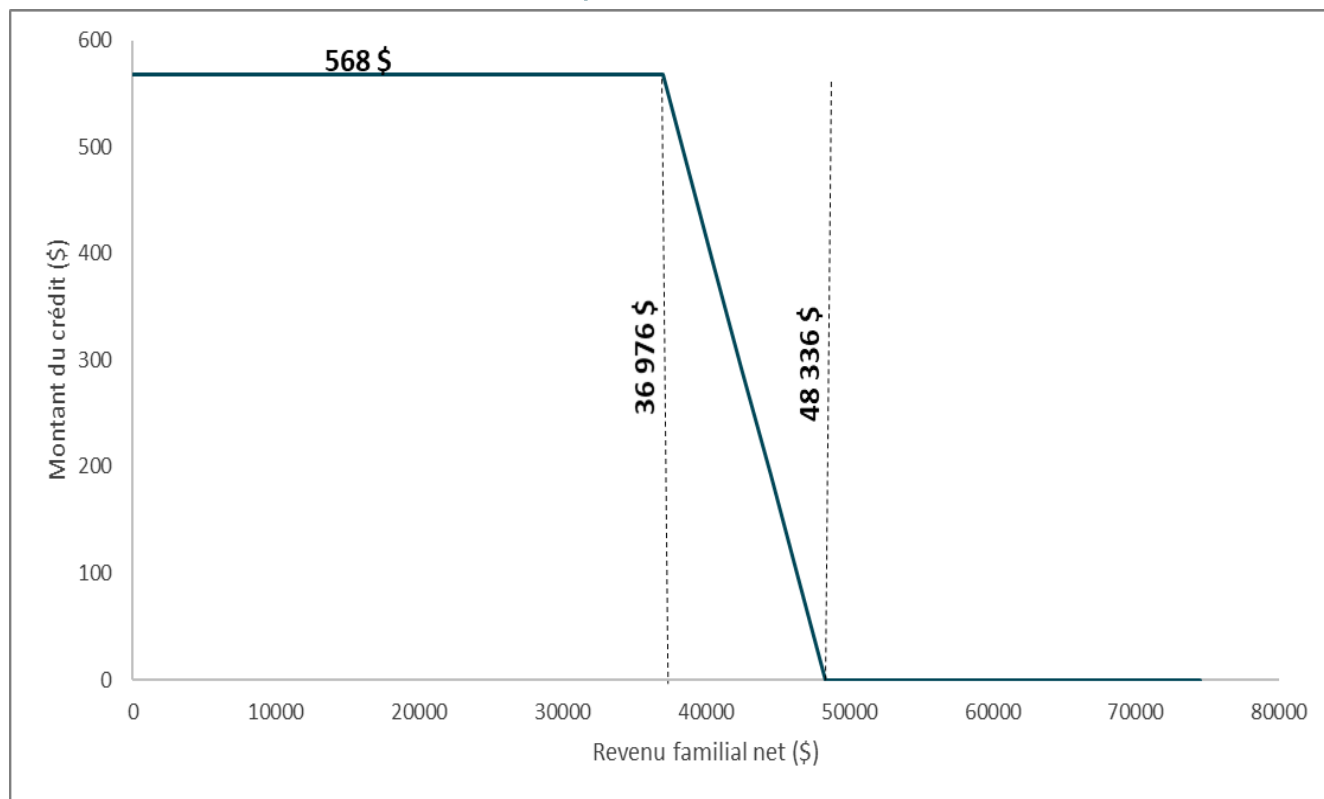
En se basant sur les paramètres de la période de versement de juillet 2018 à juin 2019, on peut constater que les couples avec deux enfants de 18 ans ou moins bénéficient d'un montant de crédit annuel de 866 \$ jusqu'à un revenu familial net de 36 976 \$, ce qui représente un montant trimestriel du crédit de 216,50 \$. Au-delà de ce seuil, le montant du crédit diminue graduellement pour atteindre 0 \$ à un revenu net familial de 54 296 \$.

**Montant du crédit TPS/TVH en fonction du revenu familial net pour un couple  
avec 2 enfants de moins de 18 ans, année de prestations 2018-2019**



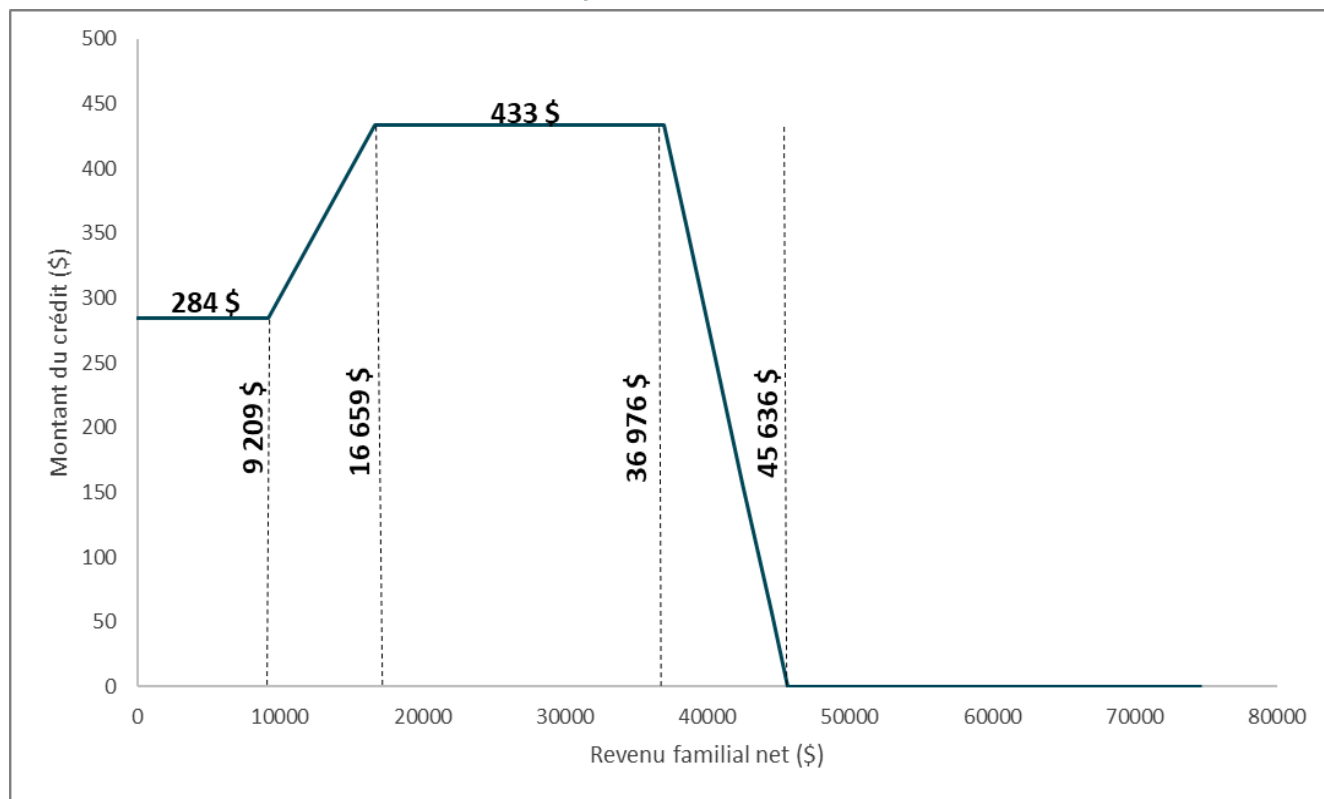
Les couples sans enfant bénéficient d'un montant de crédit de 568 \$ jusqu'à un revenu familial net de 36 976 \$. Au-delà de ce seuil, le montant de crédit diminue graduellement pour atteindre 0 \$ à un revenu familial net de 48 336 \$.

### Montant du crédit TPS/TVH en fonction du revenu familial net pour un couple sans enfant, année de prestations 2018-2019



Finalement, les célibataires bénéficient d'un montant de 284 \$ jusqu'à un revenu familial net de 9 209 \$. Au-delà de ce seuil, le montant du crédit augmente graduellement pour atteindre 433 \$ à un revenu net de 16 659 \$. Les célibataires ont droit au montant de 433 \$ jusqu'à concurrence d'un revenu familial net de 36 976 \$. Au-delà de ce seuil, le montant du crédit diminue graduellement pour atteindre 0 \$ à un revenu net de 45 636 \$.

### Montant du crédit TPS/TVH en fonction du revenu familial net pour un célibataire, année de prestations 2018-2019



## HISTORIQUE DE LA MESURE

Le crédit d'impôt pour la TPS a été mis en place lorsque le gouvernement fédéral a instauré la TPS en 1991. Cette dernière venait remplacer la taxe fédérale de vente (TFV) qui existait depuis 1924. Une des craintes lors de l'instauration de cette nouvelle taxe était l'impact négatif que celle-ci pouvait avoir sur les ménages à faible revenu. Ainsi, afin de leur éviter de devoir porter un fardeau fiscal plus important que sous l'ancien régime de taxes, le gouvernement a instauré le crédit d'impôt pour la TPS<sup>14</sup>. Depuis le budget de 2000, les paramètres de ce crédit sont pleinement indexés annuellement<sup>15</sup>.

À noter que, lorsque le gouvernement fédéral a réduit la TPS de 7 % à 6 % au 1<sup>er</sup> juillet 2006 et de 6 % à 5 % au 1<sup>er</sup> janvier 2008, il n'a pas réduit la valeur du crédit pour TPS.

## Ressource complémentaire

AGENCE DU REVENU DU CANADA, *Crédit pour la TPS/TVH*, En ligne : [https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/formulaires-publications/publications/rc4210-credit-tps-tvh-compris-prestations-credits-provinciaux-liees-periode-juillet-2016-a-juin-2017/credit-tps-tvh.html#P49\\_1900](https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/formulaires-publications/publications/rc4210-credit-tps-tvh-compris-prestations-credits-provinciaux-liees-periode-juillet-2016-a-juin-2017/credit-tps-tvh.html#P49_1900)

<sup>1</sup> *Loi de l'impôt sur le revenu*, L.R.C. (1985), ch.1 (5<sup>e</sup> suppl.), art. 122.5.

<sup>2</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales*, 2017, p.106.

<sup>3</sup> *Id.*, p.333.

<sup>4</sup> *Id.*

<sup>5</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales*, précité, note 2, p.106.

<sup>6</sup> Une personne à charge admissible pour un mois déterminé d'une année en question est une personne autre que l'époux ou le conjoint de fait du particulier et qui, au début du mois déterminé, est :

- l'enfant du particulier ou qui est à la charge du particulier ou à la charge du conjoint du particulier;
- une personne qui vit avec le particulier;
- une personne qui est âgée de moins de 19 ans et qui ne réside pas avec un enfant dont il est le père ou la mère et qui n'est pas marié ou en union de fait.

<sup>7</sup> AGENCE DU REVENU DU CANADA, *Crédit pour la TPS/TVH*, précité, note 4.

<sup>8</sup> AGENCE DU REVENU DU CANADA, *Crédit pour la TPS/TVH – Feuille de calcul pour les prestations de juillet 2017 à juin 2018 (année d'imposition 2016)*, en ligne : <<https://www.canada.ca/content/dam/cra-arc/migration/cra-arc/bnfts/gsthst/gstcc16-fra.pdf>> (consulté le 25 août 2017).

<sup>9</sup> Les montants utilisés sont ceux de l'année d'imposition 2016 pour les prestations de juillet 2017 à juin 2018.

<sup>10</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales*, précité, note 2, p. 106.

<sup>11</sup> Le revenu net familial correspond au montant de la ligne 236 de la déclaration de revenus du particulier auquel s'ajoute, le cas échéant, le montant de la ligne 236 de la déclaration de revenus de son conjoint. Le revenu net des enfants ne fait pas partie du revenu net familial.

<sup>12</sup> Le revenu de la PUGE est déclaré à la ligne 117 de la déclaration de revenus et le remboursement de la PUGE à la ligne 213. Le revenu de REEI est déclaré à la ligne 125 de la déclaration de revenus et le remboursement à la ligne 232.

<sup>13</sup> AGENCE DU REVENU DU CANADA, *Crédit pour la TPS/TVH*, en ligne : <[https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/formulaires-publications/publications/rc4210-credit-tps-tvh-compris-prestations-credits-provinciaux-liees-periode-juillet-2016-a-juin-2017/credit-tps-tvh.html#P386\\_18914](https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/formulaires-publications/publications/rc4210-credit-tps-tvh-compris-prestations-credits-provinciaux-liees-periode-juillet-2016-a-juin-2017/credit-tps-tvh.html#P386_18914)> (consulté le 25 août 2017).

<sup>14</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales*, précité, note 2, p.334.

<sup>15</sup> *Id.*, p.336.



# SECTION 4

## Enfants





# Allocation canadienne pour enfants<sup>1</sup>

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

L'allocation canadienne pour enfants (ACE) est une prestation fédérale qui vise à aider les familles à assumer les frais inhérents à l'éducation de leurs enfants en leur apportant un soutien monétaire<sup>2</sup>. Elle a également comme objectif de reconnaître les coûts supplémentaires associés aux enfants ayant un handicap grave.

L'ACE est une prestation non imposable et réductible en fonction du revenu familial net rajusté (RFNR)<sup>3</sup>. Sa valeur maximale, pour l'année d'imposition 2017 (année de prestation 2018-2019), est de 6 496 \$ par enfant de moins de 6 ans et de 5 481 \$ par enfant de 6 à 17 ans<sup>4</sup>. Un montant additionnel de prestation de 2 771 \$ est ajouté par enfant handicapé admissible. Les montants maximaux et les seuils de réduction de l'ACE sont indexés à l'inflation à compter de l'année de prestation 2018-2019<sup>5</sup>.

Les prestations sont versées mensuellement<sup>6</sup> pour la période de juillet à juin qui suit l'année d'imposition. Par exemple, pour l'année d'imposition 2017, la période de paiements s'échelonna de juillet 2018 à juin 2019.

Pour l'année d'imposition 2016, le coût de l'ACE est estimé à 19,9 G\$.

UTILISATION ET COÛT DE LA MESURE	
	Total
Utilisation	N.D.
Coût	19,9 G\$ (2016) <sup>7</sup>

## PARAMÈTRES ET CALCUL

L'Agence du revenu du Canada (ARC) considère habituellement que c'est le parent féminin qui est le principal responsable des soins de l'enfant lorsque les parents habitent tous deux sous le même toit que l'enfant. Ainsi, c'est le parent féminin qui doit faire la demande<sup>8</sup> à moins que le parent masculin soit le principal responsable de l'enfant<sup>9</sup>.

Pour pouvoir demander l'ACE, la personne qui fait la demande doit être un résident canadien, habiter avec l'enfant admissible et être le principal responsable des soins et de l'éducation de celui-ci. Si l'enfant est en garde partagée, les deux parents peuvent être considérés comme le principal responsable des soins et de l'éducation de l'enfant et ils recevront alors un versement égal à 50 % du montant qu'ils auraient reçu si l'enfant avait vécu à temps plein avec eux.

Le montant de la prestation accordée dépend du revenu familial net rajusté, de l'âge des enfants, du nombre d'enfants et de la condition de ceux-ci. Le tableau ci-dessous présente les paramètres de la prestation de base que peuvent recevoir les familles pour la période de paiements allant de juillet 2018 à juin 2019. Il indique également les paramètres applicables à la prestation pour enfants handicapés qui est un versement supplémentaire inclus dans l'ACE pour aider les familles admissibles qui ont des enfants ayant une déficience grave et prolongée des fonctions physiques et mentales<sup>10</sup>.

### Principaux paramètres (année d'imposition 2017 / années de prestation 2018-2019)

<b>Montant de base de l'ACE</b>	
• Enfant admissible <sup>11</sup> âgé de moins de 6 ans	Nombre d'enfants x 6 496 \$
• Enfant admissible âgé de 6 à 17 ans	Nombre d'enfants x 5 481 \$
<b>1<sup>er</sup> seuil de réduction entre 30 450 \$ et 65 975 \$ de revenu familial net rajusté</b>	
• Pour les familles ayant <b>un</b> enfant admissible	7 %
• Pour les familles ayant <b>deux</b> enfants admissibles	13,5 %
• Pour les familles ayant <b>trois</b> enfants admissibles	19 %
• Pour les familles ayant <b>quatre</b> enfants admissibles <b>ou plus</b>	23 %
<b>2<sup>e</sup> seuil de réduction pour un revenu familial net rajusté supérieur à 65 975 \$</b>	
• Pour les familles ayant <b>un</b> enfant admissible	3,2 %
• Pour les familles ayant <b>deux</b> enfants admissibles	5,7 %
• Pour les familles ayant <b>trois</b> enfants admissibles	8 %
• Pour les familles ayant <b>quatre</b> enfants admissibles <b>ou plus</b>	9,5 %
<b>Seuils et taux de réduction de l'ACE</b>	
(taux de réduction appliqué au montant du revenu familial net rajusté excédent les seuils)	
<b>Montant additionnel de prestation pour enfants handicapés admissibles</b>	Nombre d'enfants x 2 771 \$
<b>Seuil et taux de réduction du montant pour enfants handicapés admissibles (revenu familial net rajusté supérieur à 65 975 \$)</b>	
(taux de réduction appliqué au montant du revenu familial net rajusté excédent le seuil)	
• Pour les familles ayant <b>un</b> enfant de moins de 18 ans admissible au crédit d'impôt pour personnes handicapées	3,2 %
• Pour les familles ayant <b>deux</b> enfants <b>ou plus</b> de moins de 18 ans admissibles au crédit d'impôt pour personnes handicapées	5,7 %

Le calcul de l'ACE se fait comme suit :

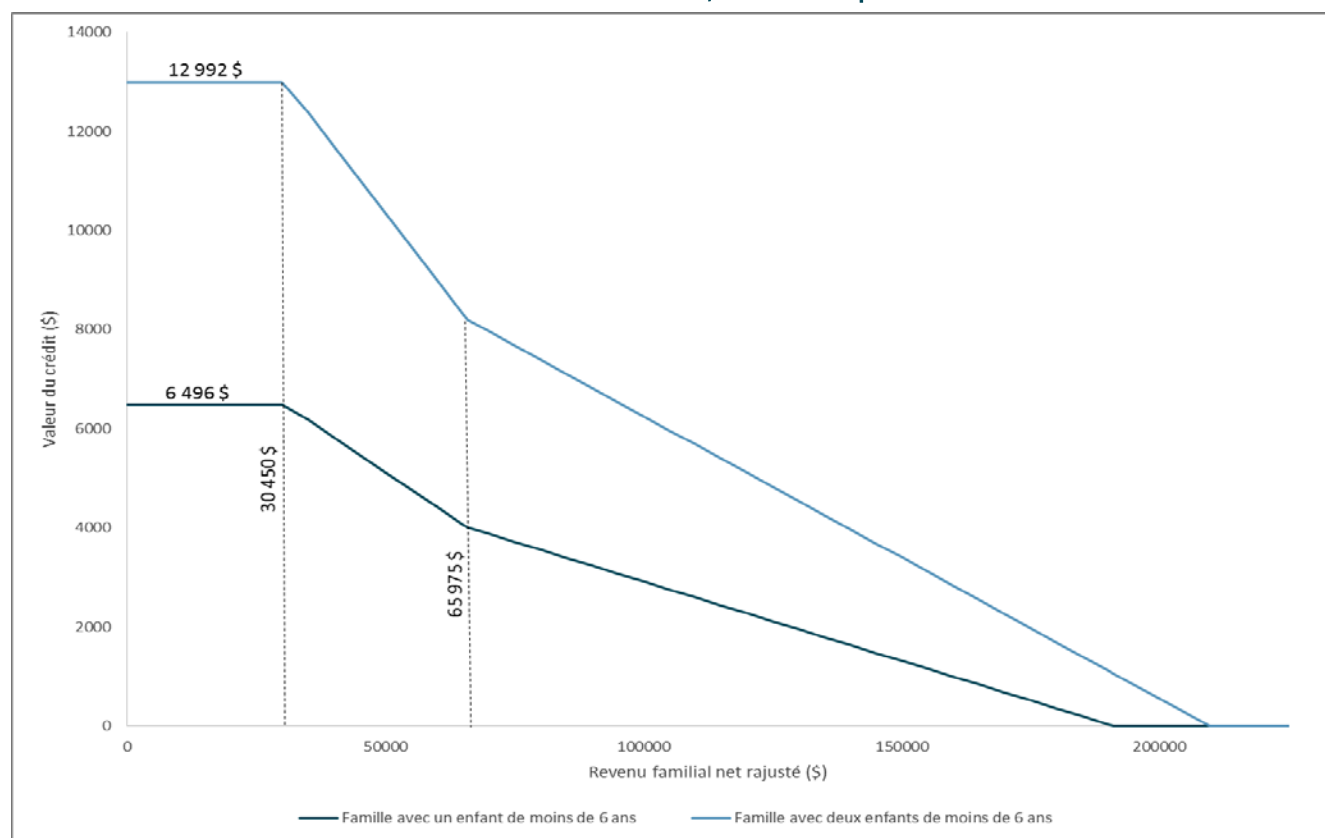
1. Additionner les montants de base de l'ACE pour tous les enfants admissibles.
2. Calculer la réduction de l'allocation selon le revenu familial net rajusté (voir le seuil et taux de réduction de l'ACE applicable dans le tableau des paramètres ci-dessus).  
(Si un ou plusieurs des enfants sont admissibles au crédit d'impôt pour personnes handicapées, suivre les étapes suivantes.)
3. Additionner les montants additionnels de prestation pour enfant handicapé admissible.

4. Calculer la réduction de ce montant additionnel de prestation selon le revenu familial net rajusté (voir le seuil et taux de réduction applicable à cette prestation dans le tableau des paramètres de la page précédente).
5. Le montant de prestation totale est la somme des montants obtenus aux étapes 2 et 4.

## ILLUSTRATION DE LA MESURE

Le graphique ci-dessous fait une comparaison du montant d'ACE pouvant être réclamé par une famille avec un ou deux enfants de moins de 6 ans en fonction de leur RNFR.

**Allocation canadienne pour enfants annuelle versée aux familles comportant un ou deux enfants de moins de 6 ans, année de prestation 2018-2019**



Pour un RNFR de 30 450 \$ ou moins, une famille avec un enfant de moins de 6 ans a droit à une ACE de 6 496 \$ alors qu'une famille avec deux enfants de moins de 6 ans a droit à une ACE de 12 992 \$. Entre 30 450 \$ et 65 975 \$ de RNFR, l'ACE diminue graduellement selon le taux de réduction applicable à chacune des situations familiales. Au-delà d'un RNFR de 65 975 \$, la diminution de l'allocation est moins élevée puisque de nouveaux taux de réduction sont applicables selon la situation familiale sur le RNFR excédant 65 975 \$. L'allocation devient nulle à un RNFR de 191 264 \$ pour une famille avec un enfant de moins de 6 ans et à un RNFR de 209 766 \$ pour une famille avec deux enfants de moins de 6 ans.

## HISTORIQUE DE LA MESURE

L'ACE a été instaurée dans le budget de 2016. Les paiements d'allocation ont débuté en juillet 2016. Cette allocation a remplacé la prestation fiscale canadienne pour enfants, y compris le supplément de la prestation nationale pour enfant, et la prestation universelle pour la garde d'enfants<sup>12</sup>. La prestation fiscale canadienne pour enfants et le supplément de la prestation nationale pour enfants avaient été introduits en 1998<sup>13</sup> alors que la prestation universelle pour la garde d'enfants avait été mise en place en 2006<sup>14</sup>.

L'ACE n'était originalement pas indexée. Puis, à l'automne 2016, le gouvernement fédéral a annoncé son intention de l'indexer à compter de l'année de prestation 2020-2021. Finalement, dans le cadre de son énoncé économique de l'automne 2017, le gouvernement fédéral a annoncé que l'indexation allait s'appliquer à compter de l'année de prestation 2018-2019<sup>15</sup>.

## Ressources complémentaires

AGENCE DU REVENU DU CANADA, *Allocation canadienne pour enfants et les programmes provinciaux et territoriaux connexes*, en ligne : <https://www.canada.ca/content/dam/cra-arc/migration/cra-arc/F/pub/tg/t4114/t4114-17f.pdf>

AGENCE DU REVENU DU CANADA, *Calculateur de prestations pour enfants et familles*, en ligne : <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/prestations-enfants-familles/calculateur-prestations-enfants-familles.html>

<sup>1</sup> *Loi de l'impôt sur le revenu*, L.R.C. (1985), ch.1 (5<sup>e</sup> suppl.), article 122.6.

<sup>2</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales*, 2017, p.63.

<sup>3</sup> Il s'agit du revenu net du demandeur (inscrit à la ligne 236 de sa déclaration de revenus), plus le revenu net de son époux ou conjoint de fait, moins tout revenu reçu de la prestation universelle pour la garde d'enfants (PUGE) et du régime enregistré d'épargne-invalidité (REEL), plus tout montant de la PUGE et du REEL remboursés. Il est toutefois à noter que la PUGE n'entrera plus dans le calcul à l'avenir puisqu'elle a été abolie en 2016.

<sup>4</sup> *Id.*, p.13.

<sup>5</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Document d'information : Renforcer l'allocation canadienne pour enfants*, 24 octobre 2017.

<sup>6</sup> Si le versement mensuel est de moins de 20 \$, la prestation sera versée en un seul paiement au mois de juillet pour la période de paiements en question.

<sup>7</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales*, précité, note 2, p.48.

<sup>8</sup> La demande de l'ACE se fait via le formulaire RC66 et l'annexe RC66SCH, si applicable, ou en ligne, sur le site de l'ARC (en utilisant l'onglet « Demander des prestations pour enfants » dans Mon dossier sur le site de l'ARC) ou encore, si le demandeur est la mère d'un nouveau-né, par le service de demande de prestations automatisées. Pour en savoir plus sur ce service, consulter le lien suivant : [arc.gc.ca/dpa](http://arc.gc.ca/dpa).

<sup>9</sup> Dans ce cas, le père doit joindre au formulaire prescrit une note signée par le parent féminin indiquant que le parent masculin est le principal responsable de tous les enfants.

<sup>10</sup> AGENCE DU REVENU DU CANADA, *Allocation canadienne pour enfants et les programmes provinciaux et territoriaux connexes*, précité, note 8, p.14.

<sup>11</sup> Il s'agit d'une personne à la charge du particulier et qui est âgée de moins de 18 ans. De plus, pour être admissible, aucune allocation spéciale prévue par la *Loi sur les allocations spéciales pour enfants* ne doit avoir été payable pour l'enfant.

<sup>12</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales*, précité, note 2, p.50.

<sup>13</sup> *Id.*, p. 63.

<sup>14</sup> MINISTÈRE DES FINANCES, *Budget en bref de 2006*, 2006, p.9.

<sup>15</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Document d'information : Renforcer l'allocation canadienne pour enfants*, 24 octobre 2017.



# Soutien aux enfants<sup>1</sup>

---

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

Le soutien aux enfants (ci-après SAE) est un crédit d'impôt remboursable québécois qui s'adresse à toutes les familles québécoises ayant des enfants âgés de moins de 18 ans. Il vise notamment à « compenser les besoins essentiels reconnus des enfants »<sup>2</sup>.

Il est versé sous forme de prestation non imposable et réductible en fonction du revenu net familial. La valeur maximale du soutien aux enfants de base pour l'année 2018 est de 2 430 \$ pour le premier enfant, de 1 214 \$ pour le deuxième enfant et de 1 821 \$ pour les enfants suivants. Le paiement de soutien aux enfants comporte une composante universelle, ce qui veut dire que, peu importe le revenu familial, une famille avec un enfant de moins de 18 ans aura toujours droit à un soutien minimal provenant du paiement de soutien aux enfants.

Les prestations sont versées trimestriellement<sup>3</sup> pour la période de juillet à juin qui suit l'année d'imposition. Par exemple, pour l'année d'imposition 2017, la période de paiement s'échelonne de juillet 2018 à juin 2019.

Pour l'année d'imposition 2016, l'ensemble des prestations de soutien aux enfants a entraîné un coût estimé à 2,2 milliards<sup>4</sup> de dollars au gouvernement du Québec et 1,5 million d'enfants<sup>5</sup> ont pu en bénéficier.

## PARAMÈTRES ET CALCUL

Revenu Québec considère habituellement que c'est le parent féminin qui est le principal responsable des soins de l'enfant lorsque les parents féminins et masculins habitent tous deux sous le même toit que l'enfant. Ainsi, c'est le parent féminin qui doit faire la demande, à moins que le parent masculin soit le principal responsable de l'enfant. Dans le cas d'une garde partagée, le paiement de soutien aux enfants est versé à chaque parent selon le pourcentage de temps que l'enfant passe avec eux.

Les familles bénéficient automatiquement du crédit d'impôt lorsqu'elles déclarent la naissance de leur enfant au Directeur de l'état civil. Par la suite, elles doivent remplir leur déclaration de revenus du Québec annuellement pour continuer de recevoir les paiements pour le soutien aux enfants.



Le montant maximal de soutien aux enfants de base pouvant être reçu pour l'année d'imposition 2018 est de 2 430 \$ pour un couple avec un enfant, de 3 644 \$ (2 430 \$ + 1 214 \$) en présence de deux enfants et de 4 858 \$ pour les familles de trois enfants. Chaque enfant additionnel majore le crédit maximal de la famille de 1 821 \$. Sans égard au nombre d'enfants, la famille monoparentale voit sa prestation majorée de 852 \$. Le seuil du revenu familial à partir duquel le crédit est réduit est de 48 246 \$ pour un couple et de 35 096 \$ pour une famille monoparentale. Dans un cas comme dans l'autre, le taux de réduction est de 4 %. Malgré la réduction en fonction du revenu familial au-delà d'un certain seuil, une portion du soutien aux enfants est universelle puisqu'un montant minimum de 682 \$ pour le 1<sup>er</sup> enfant et de 630 \$ pour chaque enfant additionnel est versé aux familles.

PARAMÈTRES DU SOUTIEN AUX ENFANTS – 2017 (année de prestation 2018-2019) (en dollars)		
	Maximum	Minimum
<b>Montant</b>		
1 <sup>er</sup> enfant	2 430	682
2 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> enfants	1 214	630
4 <sup>e</sup> enfant et suivants	1 821	630
Supplément pour famille monoparentale	852	340
<b>Seuil de réduction</b>		
Couple	48 246	-
Famille monoparentale	35 096	-
<b>Taux de réduction</b>	4 %	-
<b>Supplément pour l'achat de fournitures scolaires</b>	100	

Source : Gouvernement du Québec, *Paramètres de régime d'imposition des particuliers pour l'année d'imposition 2018*.

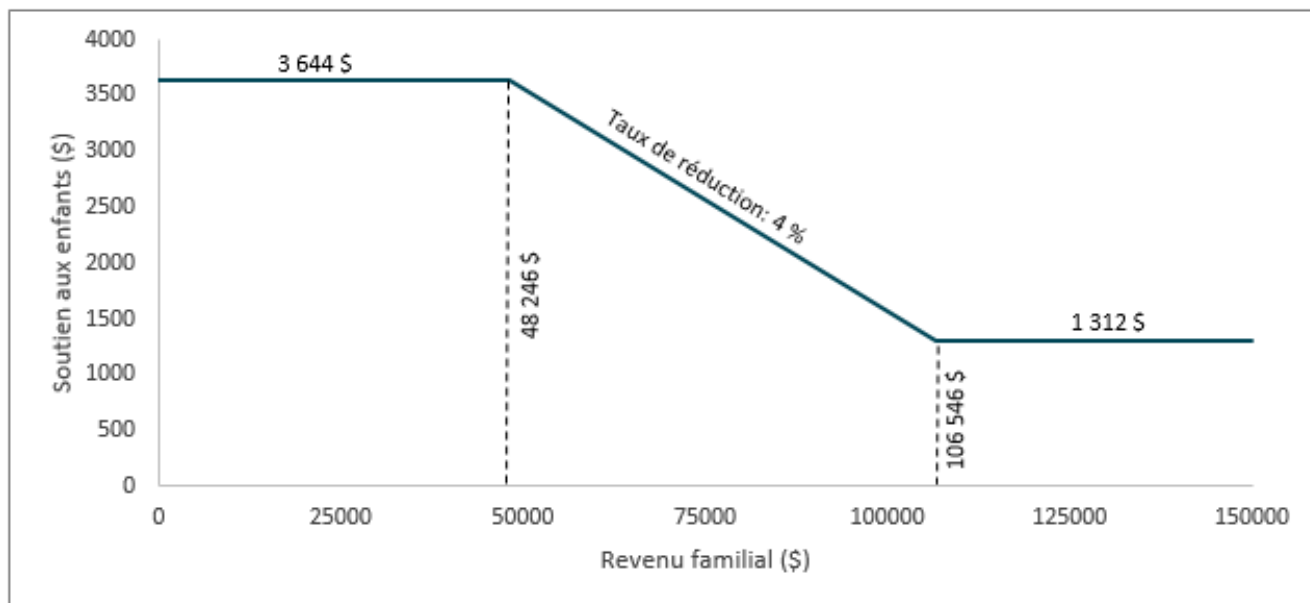
Le soutien aux enfants comprend, depuis l'année d'imposition 2017, un supplément pour l'achat de fournitures scolaires d'une valeur annuelle de 100 \$ pour chaque enfant âgé de 4 à 16 ans au 30 septembre. Ce supplément n'est pas réductible en fonction du revenu familial.

Le soutien aux enfants comprend également un supplément pour enfant handicapé d'une valeur de 192 \$ par mois versé à toutes les familles qui ont un enfant de moins de 18 ans reconnu comme handicapé. Dans certains cas, un supplément additionnel pour enfant handicapé nécessitant des soins exceptionnels peut être réclamé. Ces suppléments ne sont pas réductibles en fonction du revenu familial.

## ILLUSTRATION DE LA MESURE

En fonction des paramètres pour l'année 2018, tous les couples avec deux enfants et ayant un revenu total inférieur à 48 246 \$ ont bénéficié du montant d'aide maximal de 3 644 \$. Les familles avec un revenu de 106 546 \$ ou plus ont droit au montant d'aide minimum de 1 312 \$.

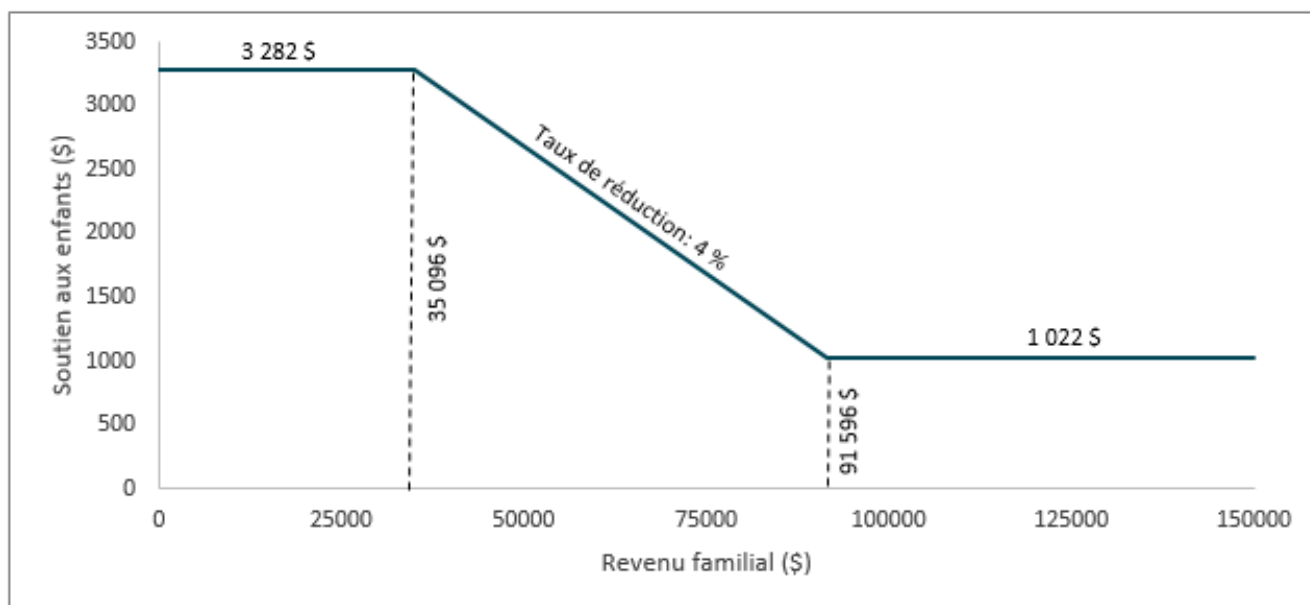
### Soutien aux enfants en fonction du revenu familial pour une famille biparentale avec deux enfants, 2018\*



\* Les données présentées dans ce graphique n'incluent pas le supplément de 100 \$ pour l'achat de fournitures scolaires.

Dans le cas d'une famille monoparentale avec un seul enfant, un montant maximal de 3 282 \$ (2 430 \$ + 852 \$) est versé à celles dont le revenu n'excède pas 35 096 \$. Au-delà de 91 596 \$ de revenus, le montant minimum est de 1 022 \$ (682 \$ + 340 \$).

### Soutien aux enfants en fonction du revenu familial pour une famille monoparentale avec un enfant, 2018\*



\* Les données présentées dans ce graphique n'incluent pas le supplément de 100 \$ pour l'achat de fournitures scolaires.

## HISTORIQUE DE LA MESURE

Le crédit d'impôt remboursable soutien aux enfants a remplacé en 2005 l'allocation familiale, l'allocation pour enfant handicapé, le crédit d'impôt de base pour enfant mineur et la réduction d'impôt à l'égard de la famille. Afin de maintenir le pouvoir d'achat des ménages bénéficiaires, les composantes du crédit sont indexées chaque année en fonction de l'indice des prix à la consommation du Québec<sup>6</sup>.

Depuis avril 2016, un supplément pour enfant handicapé nécessitant des soins exceptionnels s'est ajouté. Puis, lors de la mise à jour économique de décembre 2017, le gouvernement du Québec a annoncé l'ajout du supplément pour l'achat de fournitures scolaires d'une valeur annuelle de 100 \$, et ce, rétroactivement à l'année d'imposition 2017.

### Ressource complémentaire

Retraite Québec, *Le soutien aux enfants*, [En ligne],

[http://www.rrq.gouv.qc.ca/fr/programmes/soutien\\_enfants/Pages/soutien\\_enfants.aspx](http://www.rrq.gouv.qc.ca/fr/programmes/soutien_enfants/Pages/soutien_enfants.aspx)

<sup>1</sup> *Loi sur les impôts*, RLRQ, c.I-3, art.1029.8.61.8 à 1029.8.61.60.

<sup>2</sup> Finances Québec, *Renseignement additionnel sur les mesures fiscales – Budget 2004-2005*.

<sup>3</sup> Les prestations peuvent être versées mensuellement si le bénéficiaire en fait la demande.

<sup>4</sup> Finances Québec, *Dépenses fiscales édition 2016*, mars 2017, p. vii.

<sup>5</sup> Retraite Québec, *Soutien aux enfants : statistiques de l'année 2016, 2017*, p. 20.

<sup>6</sup> Le crédit pour le soutien aux enfants est ajusté selon le taux d'indexation utilisé dans le régime fiscal, soit l'indice des prix à la consommation du Québec (IPC Québec) sans l'alcool et le tabac, entre la période de douze mois se terminant le 30 septembre de l'année précédant l'indexation.



# Crédit d'impôt pour frais d'adoption<sup>1</sup>

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

Le crédit d'impôt pour frais d'adoption est un crédit non remboursable au fédéral et un crédit remboursable au Québec. Il a été instauré en 2005 au fédéral et en 1994 au Québec. Il vise à apporter un soutien aux couples qui désirent adopter un enfant<sup>2</sup> afin de couvrir une partie des coûts reliés à la démarche d'adoption des parents adoptifs puisque ceux-ci peuvent être significatifs (frais d'une agence d'adoption, frais légaux, frais de déplacement, etc.).

Au fédéral, le coût du crédit pour frais d'adoption est estimé à 2 millions \$ pour l'année d'imposition 2016. Pour l'année d'imposition 2014, 2 100 particuliers canadiens ont demandé ce crédit.

Au Québec, le coût du crédit pour frais d'adoption est estimé à 2 millions \$ pour l'année d'imposition 2014<sup>3</sup>. Pour l'année d'imposition 2011, 536 particuliers ont demandé ce crédit<sup>4</sup>.

UTILISATION ET COÛT DE LA MESURE		
	Fédéral	Québec
Utilisation	2 100 particuliers (2014)	536 particuliers (2011)
Coût	2 M\$ (2016)	2 M\$ (2014)

## PARAMÈTRES ET CALCUL

### Fédéral

Un particulier peut demander le crédit d'impôt pour frais d'adoption dans l'année d'imposition où l'adoption est finalisée. L'enfant adopté doit être âgé de moins de 18 ans<sup>5</sup>.

Le calcul du crédit consiste à appliquer le taux de 15 % aux dépenses d'adoption admissibles, jusqu'à concurrence d'un plafond de dépenses de 15 670 \$. Ce plafond est indexé annuellement selon le taux applicable au régime d'imposition des particuliers<sup>6</sup>. La valeur maximale du crédit pour l'année d'imposition

2017 pour un particulier québécois, en tenant compte de l'abattement du Québec remboursable<sup>7</sup>, est de 1 963 \$.

Les dépenses d'adoption admissibles comprennent :

- les sommes versées à un organisme d'adoption;
- les frais de justice et les frais juridiques et administratifs afférents à une ordonnance d'adoption à l'égard de l'enfant;
- les frais de déplacement et de subsistance raisonnables et nécessaires de l'enfant et des parents adoptifs;
- les frais de traduction de documents;
- les frais obligatoires payés à une institution étrangère;
- les sommes obligatoires payées relativement à l'immigration de l'enfant;
- toutes autres sommes raisonnables relatives à l'adoption et exigées par une administration provinciale ou par un organisme d'adoption<sup>8</sup>.

Ces dépenses ne sont pas considérées admissibles si elles sont remboursées au particulier ou s'il a droit à un tel remboursement<sup>9</sup>.

Les deux parents peuvent se répartir le montant des dépenses admissibles, pourvu que le total de leurs dépenses n'excède pas le montant maximal permis pour un seul de ces particuliers<sup>10</sup>.

## Québec

Un particulier résidant au Québec a droit à un crédit remboursable de 50 % des frais admissibles payés par le particulier ou son conjoint, plafonné à 20 000 \$ de dépenses admissibles, pour une valeur de 10 000 \$. Ce montant n'est pas indexé annuellement. Le crédit n'est accordé que si le particulier joint à sa déclaration de revenus une copie du certificat ou du jugement qui confirme l'adoption de l'enfant<sup>11</sup>. Les frais admissibles au crédit comprennent :

- les frais de justice, les frais extrajudiciaires ou administratifs en vue d'obtenir un certificat ou un jugement admissible à l'égard de l'adoption de l'enfant;
- les frais reliés à l'évaluation psychosociale de l'enfant<sup>12</sup>;
- les frais de traduction de documents;
- les frais de voyage de l'escorte et de l'enfant;
- les frais de voyage et de séjour des parents adoptifs;
- les frais exigés par un organisme agréé qui effectue, pour le particulier, les démarches en vue de l'adoption d'un enfant;
- les frais exigés par une institution étrangère qui subvient aux besoins de l'enfant préalablement à l'adoption;
- les frais inhérents à une exigence imposée par une autorité gouvernementale à l'égard de l'adoption d'un enfant.

Comme au fédéral, les dépenses ne doivent pas être remboursées ou remboursables au particulier pour être admissibles<sup>13</sup>.

Les parents adoptifs peuvent également se répartir les dépenses admissibles entre eux, pourvu que le total de leurs dépenses respecte le plafond prescrit<sup>14</sup>.

Tableau synthèse

PARAMÈTRES	FÉDÉRAL	QUÉBEC
Montant maximal admissible	15 670 \$	20 000 \$
Taux du crédit	15 %	50 %
Indexation annuelle	OUI	NON

## ILLUSTRATION DE LA MESURE

Voici un exemple détaillé illustrant la mesure<sup>15</sup>.

Un couple entreprend des procédures d'adoption en 2016. Ils vont chercher l'enfant adopté en Inde en 2017. Ils engagent 7 000 \$ de dépenses d'adoption admissibles en 2016 et 15 000 \$ en 2017.

Un membre du couple peut demander un crédit d'impôt fédéral non remboursable de 1 963 \$ :

- 15 % x le moindre de :
  - a) **15 670 \$**
  - b) 22 000 \$ (total des dépenses d'adoption admissibles)
- $15 \% \times 15\,670 \$ = 2\,351 \$ - 388 \$$  (abattement du Québec remboursable de 16,5 %) = **1 963 \$**

Un membre du couple peut demander un crédit d'impôt remboursable du Québec de 10 000 \$ :

- Le moindre de :
  - a) 10 000 \$
  - b) 11 000 \$ (50 % x 22 000 \$)

## HISTORIQUE DE LA MESURE

### Fédéral

Le crédit d'impôt pour frais d'adoption a été mis en place à partir de l'année d'imposition 2005. Un taux de 16 % s'appliquait alors aux frais d'adoption admissibles d'un enfant de moins de 18 ans. Le montant maximum de dépenses admissibles à l'égard d'une adoption donnée était de 10 000 \$. Ce montant est indexé depuis 2005. Le crédit pouvait s'appliquer aux frais d'adoption admissibles encourus entre le moment où l'enfant était jumelé à la famille d'adoption et celui où il commençait à vivre en permanence avec la famille<sup>16</sup>.

Afin de mieux tenir compte des frais que les parents adoptifs doivent encourir avant d'être jumelés à un enfant, le budget de 2013 a prolongé la période d'adoption en considérant le début de cette période comme étant le moment où le parent adoptif fait une demande d'adoption ou, s'il est antérieur, le moment où un tribunal canadien est saisi de la requête en adoption.

Le budget de 2014 a augmenté à 15 000 \$ le plafond des dépenses admissibles<sup>17</sup>. Ce montant est indexé annuellement.

## Québec

Le tableau ci-dessous présente les modifications apportées au crédit d'impôt pour frais d'adoption depuis sa mise en place.

### Historique du crédit d'impôt remboursable des frais d'adoption au Québec

BUDGET	MODIFICATION	RAISON/RÉSULTAT
<b>1994<sup>18</sup></b>	Instauration du crédit pour frais d'adoption	20 % des premiers 5 000 \$ de dépenses engagées aux fins d'une adoption, pour un crédit maximal de 1 000 \$
<b>1995<sup>19</sup></b>	Augmentation du plafond des dépenses à 10 000 \$	Puisque les frais d'adoption internationale dépassaient largement le plafond initial de 5 000 \$
<b>1999<sup>20</sup></b>	Augmentation du seuil des dépenses de 10 000 \$ à 15 000 \$	Hausse du crédit maximal à 3 000 \$
<b>2000<sup>21</sup></b>	Augmentation du taux du crédit à 25 %	Hausse du crédit maximal à 3 750 \$
<b>2001<sup>22</sup></b>	Augmentation du taux du crédit à 30 % et du plafond des dépenses admissibles à 20 000 \$	Hausse du crédit maximal à 6 000 \$
<b>2006<sup>23</sup></b>	Modification des dépenses admissibles pour inclure tous frais exigés par une autorité gouvernementale	Pour mieux reconnaître les frais reliés à l'adoption internationale
<b>2008<sup>24</sup></b>	Augmentation du taux du crédit à 50 %	Hausse du crédit maximal à 10 000 \$

## Ressources complémentaires

Gouvernement du Canada, *Ligne 313 – Frais d'adoption*, [En ligne], <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/impot/particuliers/sujets/tout-votre-declaration-revenus/declaration-revenus/remplir-declaration-revenus/deductions-credits-depenses/ligne-313-frais-adoption.html>

Gouvernement du Québec, *Crédit d'impôt pour frais d'adoption*, [En ligne], [http://www4.gouv.qc.ca/FR/Portail/Citoyens/Evenements/DevenirParent/Pages/cred\\_impot\\_frais\\_adopt.aspx](http://www4.gouv.qc.ca/FR/Portail/Citoyens/Evenements/DevenirParent/Pages/cred_impot_frais_adopt.aspx)

- 
- <sup>1</sup> *Loi de l'impôt sur le revenu*, L.R.C. (1985), ch. 1 (5<sup>e</sup> spp.), art. 118.01 et *Loi sur les impôts*, RLRQ, c. I-3, art. 1029.8.62 à 1029.8.66.
- <sup>2</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales 2017*, p. 83.
- <sup>3</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Dépenses fiscales – édition 2016*, mars 2017, p. A-35.
- <sup>4</sup> GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, *Rapport final sur la Commission d'examen sur la fiscalité québécoise*, Vol. 2, Mars 2015, p. 48.
- <sup>5</sup> Par. 118.01(1) "enfant admissible" LIR
- <sup>6</sup> Art. 117.1 LIR
- <sup>7</sup> Plafond de dépenses (15 670 \$) x taux du crédit (15 %) – Abattement du Québec remboursable (16,5 %)
- <sup>8</sup> 118.01(1) "dépense d'adoption admissible" LIR
- <sup>9</sup> Par. 118.01(2) LIR
- <sup>10</sup> Par. 118.01(3) LIR
- <sup>11</sup> Art. 1029.8.62 "certificat admissible" et "jugement admissible" LI et Art. 1029.8.64
- <sup>12</sup> Tel qu'exigé par *Loi sur la protection de la jeunesse*, RLRQ c P-34.1, art. 71.7
- <sup>13</sup> Alinéa 1029.8.62(2)
- <sup>14</sup> Art. 1029.8.66 LI
- <sup>15</sup> Exemple inspiré de PAPILLON Marc et Robert MORIN, « Impôt sur le revenu des particuliers et sociétés », 33<sup>e</sup> édition, 2016-2017, p. 869
- <sup>16</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Mesures fiscales : Renseignements supplémentaires*, Budget 2013-2014, « Mesures visant l'impôt sur le revenu des particuliers »
- <sup>17</sup> Précité, note 2.
- <sup>18</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Budget 1994-1995/Renseignements supplémentaires sur les mesures du budget*, p. 14.
- <sup>19</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Budget 1995-1996/Renseignements supplémentaires sur les mesures du budget*, p. 85.
- <sup>20</sup> Précité, note 4.
- <sup>21</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Budget 2000-2001/Renseignements supplémentaires sur les mesures du budget*, p. 19.
- <sup>22</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Budget 2001-2002/Renseignements supplémentaires sur les mesures du budget*, p. 18.
- <sup>23</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Budget 2006-2007/Renseignements supplémentaires sur les mesures du budget*, p. 32.
- <sup>24</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Budget 2008-2009/Renseignements supplémentaires sur les mesures du budget*, p. A-64.





# Crédit d'impôt pour le traitement de l'infertilité<sup>1</sup>

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

Le crédit pour le traitement de l'infertilité est un crédit d'impôt remboursable du Québec qui vise à reconnaître les coûts devant être supportés par une personne infertile souhaitant fonder une famille<sup>2</sup>.

Pour l'année d'imposition 2016, le crédit pour le traitement de l'infertilité a entraîné une dépense fiscale estimée à 22 M\$<sup>3</sup>.

UTILISATION ET COÛT DE LA MESURE	
	Total
Utilisation	N.D.
Coût	22 M\$ (2016)

Le coût de cette mesure a bondi en 2016 par rapport à 2015 (coût de 3 M\$). L'augmentation du coût s'explique par le fait que le gouvernement du Québec a mis fin, le 11 novembre 2015, à la couverture publique de la quasi-totalité des services se rapportant à des activités de fécondation *in vitro*<sup>4</sup>.

## PARAMÈTRES ET CALCUL

Le crédit pour le traitement de l'infertilité peut être demandé par toute personne qui réside au Québec au 31 décembre de l'année en question et qui a engagé, durant l'année, des frais liés à un traitement de fécondation *in vitro* pour elle ou pour son conjoint<sup>5</sup>. De plus, pour les frais engagés depuis le 11 novembre 2015, aucun des deux conjoints ne doit déjà avoir eu un enfant avant le début du traitement d'infertilité ni avoir subi une stérilisation volontaire dans une optique de contraception<sup>6</sup>.

Le calcul du crédit d'impôt tient compte du revenu familial et de la situation familiale des ménages. Le taux du crédit varie graduellement de 80 % à 20 %<sup>7</sup>, selon la tranche de revenus. Ces différentes tranches sont sujettes à une indexation annuelle. La demande du crédit se fait dans la déclaration de revenus<sup>8</sup> qui doit être accompagnée du formulaire de demande du crédit<sup>9</sup>. Une demande de versement anticipé peut

également être faite si toutes les conditions d'admissibilité sont rencontrées et que les formulaires prescrits sont remplis<sup>10</sup>.

Le tableau ci-dessous présente les différents paramètres de ce crédit.

#### PRINCIPAUX PARAMETRES (2017) (en dollars)

##### Frais admissibles payés pour le traitement de l'infertilité

Moindre de :

- Frais réellement payés
- Plafond de 20 000 \$

Maximum : 20 000 \$

##### Taux du crédit

De 20 % à 80 %

Taux déterminé selon les tables du crédit

##### Montant maximal du crédit d'impôt selon le revenu familial

4 000 \$ - 16 000 \$

#### Frais admissibles payés pour le traitement de l'infertilité<sup>11</sup>

Pour être considérés comme des frais admissibles, les frais engagés ne doivent pas être assumés par un régime d'assurance maladie et ne doivent pas être des frais pouvant être remboursés à la personne qui suit le traitement. De plus, ces frais engagés doivent viser le transfert d'un seul embryon ou d'un maximum deux embryons<sup>12</sup> dans le cas d'une femme âgée de 37 ans ou plus. Finalement, pour que ces frais soient admissibles, il faut également que les activités de fécondation *in vitro* soient pratiquées dans un centre de procréation assistée qui est titulaire d'un permis délivré conformément à la *Loi sur les activités cliniques et de recherche en matière de procréation assistée*<sup>13</sup>.

Voici des exemples de frais étant considérés comme admissibles :

- Frais payés pour une activité de fécondation *in vitro* pratiquée par un médecin;
- Frais payés pour une évaluation faite par un psychologue, un travailleur social ou un thérapeute conjugal et familial;
- Frais payés pour des médicaments prescrits et non couverts par un régime d'assurance;
- Frais de déplacement payés pour suivre un traitement de fécondation *in vitro* dans un centre éloigné à au moins 80 kilomètres de l'endroit où la personne habite si aucun traitement n'est offert dans sa localité;
- Frais de déplacement et de logement engagés après le 30 juin 2016 par une personne s'il n'existe aucun centre de procréation assistée au Québec à moins de 200 kilomètres de l'endroit où elle habite<sup>14</sup>.

## Taux du crédit d'impôt pour traitement de l'infertilité selon le revenu familial, s'il y a un conjoint (2017)<sup>15</sup>

Revenu familial (\$)		Taux (%)	Revenu familial (\$)		Taux (%)	Revenu familial (\$)		Taux (%)
Supérieur à	Sans dépasser		Supérieur à	Sans dépasser		Supérieur à	Sans dépasser	
0	50 919	80	75 085	76 292	59	100 457	101 666	38
50 919	52 127	79	76 292	77 501	58	101 666	102 874	37
52 127	53 336	78	77 501	78 708	57	102 874	104 082	36
53 336	54 544	77	78 708	79 917	56	104 082	105 290	35
54 544	55 753	76	79 917	81 125	55	105 290	106 498	34
55 753	56 960	75	81 125	82 333	54	106 498	107 707	33
56 960	58 169	74	82 333	83 542	53	107 707	108 915	32
58 169	59 377	73	83 542	84 750	52	108 915	110 124	31
59 377	60 585	72	84 750	85 958	51	110 124	111 332	30
60 585	61 793	71	85 958	87 166	50	111 332	112 540	29
61 793	63 001	70	87 166	88 375	49	112 540	113 748	28
63 001	64 210	69	88 375	89 583	48	113 748	114 955	27
64 210	65 418	68	89 583	90 792	47	114 955	116 164	26
65 418	66 626	67	90 792	92 000	46	116 164	117 372	25
66 626	67 834	66	92 000	93 208	45	117 372	118 581	24
67 834	69 043	65	93 208	94 417	44	118 581	119 789	23
69 043	70 251	64	94 417	95 623	43	119 789	120 998	22
70 251	71 459	63	95 623	96 832	42	120 998	122 206	21
71 459	72 668	62	96 832	98 040	41	122 206	ou plus	20
72 668	73 876	61	98 040	99 249	40			
73 876	75 085	60	99 249	100 457	39			

Il existe également une table pour une personne qui n'a pas de conjoint où le revenu familial applicable aux différents taux représente la moitié de celui présenté à la table ci-dessus pour un couple.

### Calcul du crédit d'impôt

Le calcul du crédit se fait en quatre étapes :

1. Établir le revenu familial de l'année en question<sup>16</sup>.
2. Additionner tous les frais payés pour le traitement de l'infertilité. Ce montant ne peut excéder 20 000 \$.
3. Déterminer le taux du crédit applicable selon le revenu familial.
4. Calcul du crédit d'impôt :
  - Multiplier le montant de frais établi à l'étape 2 par le taux déterminé à l'étape 3.
  - Soustraire du montant obtenu le montant de crédit indiqué par le conjoint dans sa déclaration de revenus à la ligne 462<sup>17</sup>.

### Demande de versements anticipés<sup>18</sup>

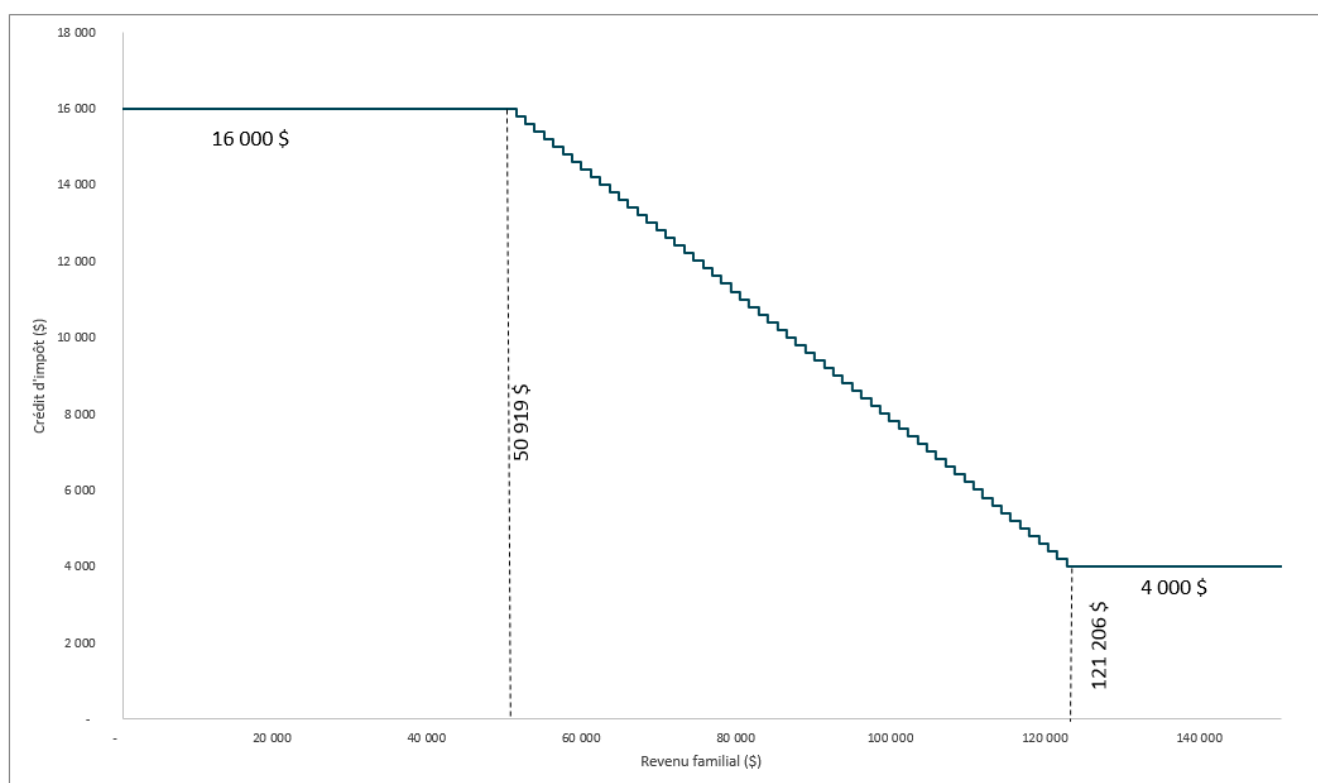
Pour être admissible à une demande de versements anticipés du crédit d'impôt pour traitement de l'infertilité, la personne doit être résidente du Québec au moment où la demande est faite, des frais admissibles au crédit d'impôt doivent avoir été payés<sup>19</sup> et le revenu familial estimé ne doit pas dépasser, pour 2017, 99 249 \$ si la personne a un conjoint, ou 49 635\$ si elle n'a pas de conjoint. De plus, le montant

de crédit estimé auquel la personne a droit doit dépasser 2 000 \$. Si le montant est mal évalué et qu'un montant moindre aurait dû être versé par anticipation, il y aura alors un impôt à payer pour la différence<sup>20</sup>. La demande doit être faite sur les formulaires prescrits et devra être accompagnée de documents prouvant les frais payés<sup>21</sup>.

## ILLUSTRATION DE LA MESURE

Un couple ayant payé des frais admissibles de 20 000 \$ ou plus a droit au crédit d'impôt maximal de 16 000 \$ si le revenu familial se situe entre 0 et 50 919 \$. Au-delà de ce seuil, le montant du crédit diminue graduellement pour atteindre un crédit minimum de 4 000 \$ au-delà d'un revenu familial de 122 206 \$.

Crédit d'impôt pour le traitement de l'infertilité pour un couple



## HISTORIQUE DE LA MESURE

Le crédit d'impôt pour le traitement de l'infertilité existe depuis l'année d'imposition 2000. Le 5 août 2010, certains traitements de procréation assistée deviennent couverts par le régime d'assurance maladie du Québec et les médicaments prescrits dans le cadre de telles activités ont été ajoutés à la liste des médicaments couverts par le régime général d'assurance médicaments du Québec. Depuis l'année d'imposition 2011, la liste des frais admissibles au crédit a été modifiée afin de tenir compte de cela et pour faire en sorte que seuls les frais n'étant pas couverts par une couverture publique puissent faire l'objet d'une

demande de crédit<sup>22</sup>. Quelques années plus tard, soit le 11 novembre 2015, le gouvernement a mis fin à la couverture publique de la quasi-totalité des services se rapportant à des activités de fécondation *in vitro*<sup>23</sup>. Le crédit a alors fait l'objet d'une restructuration afin de tenir compte de cette nouvelle modification et de nouvelles conditions d'admissibilité ont également été ajoutées afin que ce crédit soit réservé uniquement aux personnes n'ayant pas d'enfant et qui n'ont pas fait le choix d'une stérilisation volontaire. De plus, le calcul du crédit a aussi été revu afin de mieux tenir compte de la capacité financière des ménages. Deux tables de taux, selon la situation familiale, couple ou personne sans conjoint, ont alors été introduites et un plafond de 20 000 \$ a été établi pour les frais engagés<sup>24</sup>.

## Ressources complémentaires

REVENU QUÉBEC, *Crédit d'impôt pour traitement de l'infertilité*, en ligne : <http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/credits/infertilite/default.aspx>

REVENU QUÉBEC, *Formulaire TP-1029.8.66.2 (Crédit d'impôt pour traitement de l'infertilité)*, 2016, en ligne : [http://www.revenuquebec.ca/documents/fr/formulaires/tp/tp-1029.8.66.2\(2016-10\).pdf](http://www.revenuquebec.ca/documents/fr/formulaires/tp/tp-1029.8.66.2(2016-10).pdf)

REVENU QUÉBEC, *Formulaire TP-1029.8.66.2A (Crédit d'impôt pour traitement d'infertilité – Demande de versement anticipé)*, 2016, en ligne : [http://www.revenuquebec.ca/documents/fr/formulaires/tp/tp-1029.8.66.2a\(2017-01\).pdf](http://www.revenuquebec.ca/documents/fr/formulaires/tp/tp-1029.8.66.2a(2017-01).pdf)

REVENU QUÉBEC, *Formulaire TP-1029.8.66.2A (Attestation relative au traitement de l'infertilité)*, 2016, en ligne : [http://www.revenuquebec.ca/documents/fr/formulaires/tp/tp-1029.8.66.2m\(2016-10\).pdf](http://www.revenuquebec.ca/documents/fr/formulaires/tp/tp-1029.8.66.2m(2016-10).pdf)

<sup>1</sup> *Loi sur les impôts*, RLRQ, c.I-3, art.1029.8.66.1 à 1029.8.66.5.8.

<sup>2</sup> FINANCE QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2016*, mars 2017, p. B.48.

<sup>3</sup> FINANCE QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2016*, précité, note 2, p.A.27.

<sup>4</sup> *Id.*

<sup>5</sup> SERVICE QUÉBEC, *Crédit d'impôt pour traitement de l'infertilité*.

<sup>6</sup> *Id.*

<sup>7</sup> FINANCE QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2016*, précité, note 2, p. B.47.

<sup>8</sup> À la ligne 462 de la déclaration.

<sup>9</sup> Formulaire TP-1029.8.66.2. « Crédit d'impôt pour traitement de l'infertilité ».

<sup>10</sup> Formulaire TP-1029.8.66.2A « Crédit d'impôt pour traitement de l'infertilité – Demande de versement anticipé » et le formulaire TP-1029.8.66.2M « Attestation relative au traitement de l'infertilité ».

<sup>11</sup> Formulaire TP-1029.8.66.2, précité, note 7.

<sup>12</sup> Conformément à la décision d'un médecin.

<sup>13</sup> *Loi sur les activités cliniques et de recherche en matière de procréation assistée*, RLRQ, c. A.5.01.

<sup>14</sup> Formulaire TP-1029.8.66.2, précité, note 7.

<sup>15</sup> Cette table de taux de 2017 est tirée du formulaire TP-1029.8.66.2.

<sup>16</sup> Il s'agit de la somme du montant indiqué à la ligne 275 de votre déclaration de revenus et de celle du conjoint.

<sup>17</sup> Cette ligne correspond aux « autres crédits » tels que le crédit d'impôt remboursable pour frais médicaux, crédit pour aidant naturel, crédit pour frais d'adoption, etc.

<sup>18</sup> REVENU QUÉBEC, *Versement anticipé du crédit d'impôt pour traitement de l'infertilité*, en ligne : <http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/credits/infertilite/anticipe-conditions.aspx>.

<sup>19</sup> Des reçus et pièces justificatives prouvant le paiement de ces frais doivent avoir été conservés.

<sup>20</sup> Par exemple, si le montant du crédit calculé sur le formulaire TP-1029.8.66.2 joint à la déclaration de revenus est de 10 000 \$ alors qu'un montant de 12 000 \$ a été reçu à titre de versements anticipés, le particulier devra rembourser la somme excédentaire reçue de 2 000 \$.

<sup>21</sup> Remplir le formulaire TP-1029.8.66.2A et le formulaire TP-1029.8.66.2M et joindre les documents demandés.

<sup>22</sup> FINANCE QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2012*, mars 2013, p. B.59.

<sup>23</sup> FINANCE QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2016*, précité, note 2, p. B.46.

<sup>24</sup> *Id.*, p. B.47.



# Déduction pour frais de garde d'enfants<sup>1</sup>

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

La déduction pour frais de garde d'enfants est une mesure fédérale qui a pour objectif de reconnaître les dépenses engagées par les parents seuls ou les familles à deux revenus pour gagner un revenu d'emploi, poursuivre des études ou effectuer des travaux de recherche<sup>2</sup>. Il s'agit d'une déduction applicable dans le calcul du revenu net du particulier.

Pour l'année d'imposition 2016, la déduction pour frais de garde d'enfants a entraîné une dépense fiscale estimée à 1,3 G\$. Pour l'année d'imposition 2014, un total de 1 332 440 particuliers canadiens ont demandé ce crédit. Les femmes (73 %) ont été plus nombreuses que les hommes (27 %) à en faire la demande.

UTILISATION ET COÛT DE LA MESURE			
	Total	Femmes (2014)	Hommes (2014)
Utilisation	1 332 440 (2014) <sup>3</sup>	73 %	27 %
Coût	1,3 G\$ (2016) <sup>4</sup>	71 %	29 %

## PARAMÈTRES ET CALCUL

Pour pouvoir être déductibles du revenu, les frais de garde doivent tout d'abord avoir été payés par le particulier ou une autre personne<sup>5</sup> pour un enfant admissible afin que lui ou cette autre personne puisse gagner un revenu d'un emploi ou d'une entreprise, suivre une formation professionnelle, étudier ou effectuer des recherches subventionnées. De plus, la déduction permise est assujettie à un plafond. Sauf exception, c'est le particulier ou l'autre personne ayant le revenu net<sup>6</sup> le moins élevé qui pourra alors demander la déduction. Cependant, dans certains cas bien précis, la personne ayant le revenu le plus élevé peut demander au complet ou en partie la déduction. Tel est le cas, notamment, lorsque le parent ayant le revenu le moins élevé avait une déficience, était alité ou dans un fauteuil roulant ou était aux études.

## Frais de garde admissibles

Les frais admissibles consistent essentiellement aux frais engagés par une personne pour lui permettre d'occuper un emploi ou d'exploiter une entreprise, de fréquenter un établissement d'enseignement ou de faire de la recherche pour laquelle elle a reçu une subvention. Les frais doivent avoir été engagés pour un enfant admissible qui vit avec la personne ou l'autre personne<sup>7</sup> au moment où ceux-ci sont payés.

## Enfants admissibles

Un enfant admissible est un enfant de moins de 16 ans à un moment donné de l'année en question, à moins qu'il soit un enfant à la charge du particulier ou à celle de son époux ou conjoint de fait en raison d'une déficience mentale ou physique. Dans ce cas, il n'y a alors aucune limite d'âge. Pour être admissible, l'enfant doit également être, selon le cas :

- un enfant du particulier, y compris celui de son époux ou conjoint de fait.
- un enfant dont le revenu net ne dépasse pas le montant personnel de base de l'année en question et qui était à la charge du particulier ou de son époux ou conjoint de fait<sup>8</sup>.

## Calcul de la déduction pour frais de garde d'enfants

La déduction que le parent ayant le revenu le moins élevé peut demander est égale à : **A – B**.

A : Moindre de :

- a) Le total des montants annuels de frais de garde d'enfants selon l'âge et la condition de l'enfant (par enfant) :
  - Enfant de moins de 7 ans : **8 000 \$**,
  - Enfant pouvant demander le crédit pour personnes handicapées, peu importe son âge : **11 000 \$**,
  - Enfant âgé de 7 à 16 ans ou souffrant d'une incapacité mentale ou physique ne se qualifiant pas au crédit pour déficience : **5 000 \$**;
- b) 2/3 du revenu gagné<sup>9</sup>;
- c) Les montants de frais de garde engagés dans l'année ou le montant demandé. Les montants payés à un pensionnat ou à une colonie de vacances sont limités à :
  - **200 \$** par semaine pour un enfant de moins de 7 ans,
  - **275 \$** par semaine pour un enfant admissible au montant pour personnes handicapées,
  - **125 \$** par semaine pour un enfant de 7 ans ou plus;

B : Le montant déduit par le particulier ayant le revenu le plus élevé.

Le montant que le particulier ayant le revenu le plus élevé peut déduire correspond au **moindre de A et B** :

A : Moindre de :

- a) Le total des montants annuels de frais de garde d'enfants selon l'âge et la condition de l'enfant (par enfant);
- b) 2/3 du revenu gagné;
- c) Les montants de frais de garde engagés dans l'année ou le montant demandé.



B : A x C

A : Total des montants périodiques de frais de garde d'enfants pour un enfant admissible correspondant aux 1/40 du montant annuel de frais de garde d'enfants, à savoir les montants périodiques suivants :

- Enfant de moins de 7 ans : **200 \$** par semaine (1/40 x 8 000 \$),
- Enfant pouvant demander le crédit pour personnes handicapées, peu importe son âge <sup>10</sup> : **275 \$** par semaine (1/40 x 11 000 \$),
- Enfant âgé de 7 ans ou plus : **125 \$** par semaine (1/40 x 5 000 \$);

C : La somme des nombres suivants :

- a) Le nombre de semaines de l'année durant lesquelles les frais de garde ont été engagés et tout au long desquelles le particulier ayant le revenu le moins élevé était :
  - Un étudiant d'un établissement d'enseignement agréé ou d'une école secondaire et était inscrit à un programme d'une durée d'au moins trois semaines consécutives au cours de laquelle il devait consacrer au moins dix heures de travail par semaine,
  - Une personne infirme physique ou mentalement selon l'attestation d'un médecin,
  - Une personne détenue dans une prison pendant au moins deux semaines durant l'année,
  - Une personne qui, pour cause d'échec du mariage ou de l'union de fait, vivait séparée du particulier à la fin de l'année et pendant une période d'au moins 90 jours ayant commencé au cours de l'année;
- b) Le nombre de mois de l'année, à l'exception d'un mois qui comprend en tout ou en partie une semaine mentionnée ci-dessus, dont chacun est un mois au cours desquels les frais de garde ont été engagés et pendant lequel le particulier ayant le revenu le moins élevé était un étudiant qui fréquentait un établissement d'enseignement agréé ou une école secondaire et y était inscrit à un programme d'une durée d'au moins trois semaines consécutives, au cours duquel il devait consacrer au moins 12 heures par mois.

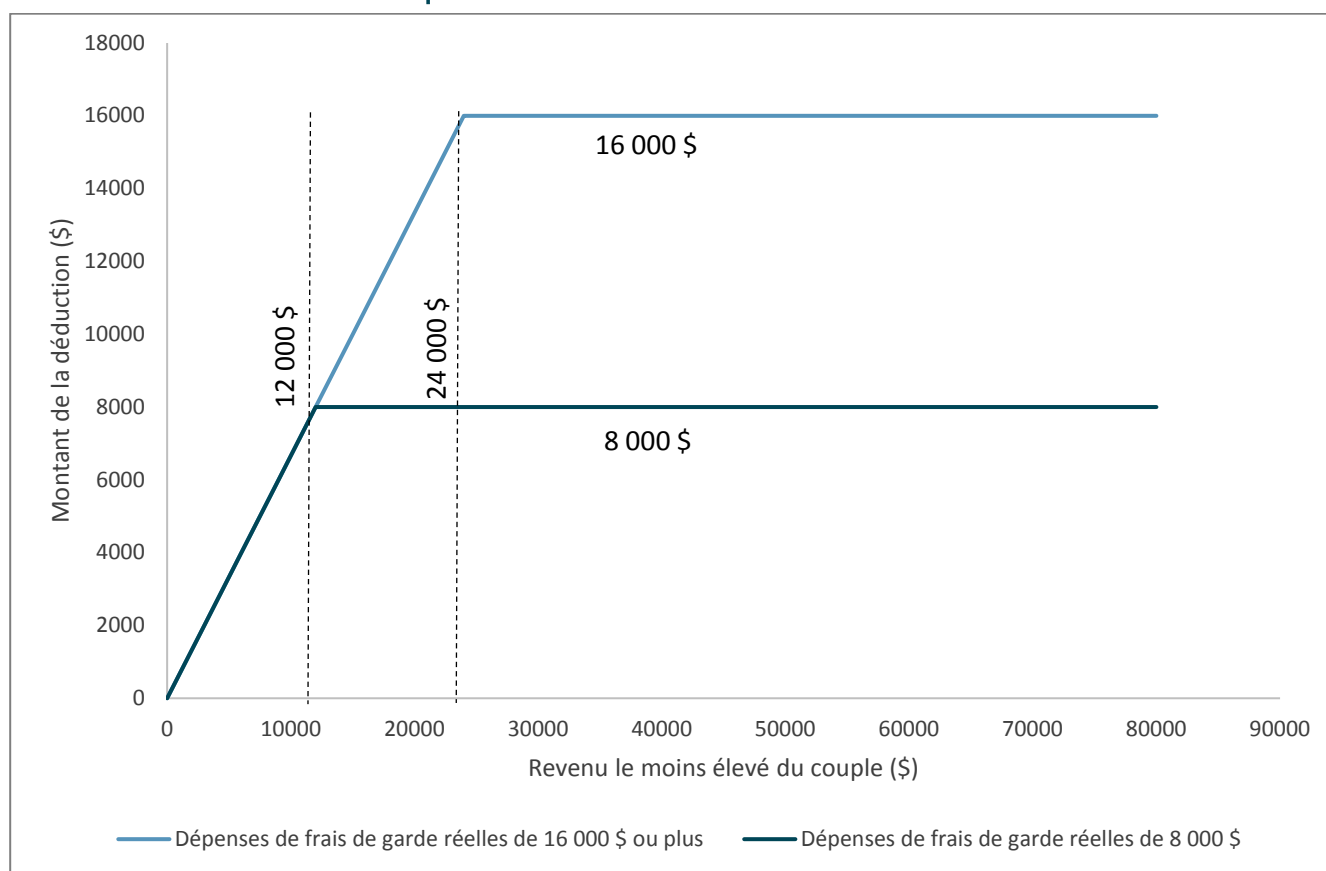
Il existe également un autre calcul à faire dans certaines situations lorsqu'un particulier était aux études à temps complet ou à temps partiel pendant l'année en question, mais nous ne détaillerons pas ce calcul. Cependant, il est à noter qu'une partie supplémentaire du formulaire prescrit sur lequel le calcul de la déduction est fait pourrait être à remplir<sup>11</sup>.

Il est également à noter que, dans le cas de parents qui sont séparés et qui se partagent la garde d'un enfant, l'Agence du revenu du Canada est d'avis que chaque parent peut alors déduire les frais de garde se rapportant à la période au cours de laquelle l'enfant résidait avec lui<sup>12</sup>.

## ILLUSTRATION DE LA MESURE

L'illustration de la page suivante présente la déduction pouvant être prise par la personne ayant le revenu le moins élevé en fonction de son revenu net pour des dépenses réelles en frais de garde de 8 000 \$ et de 16 000 \$ ou plus. Le cas illustré est celui d'un couple ayant deux enfants de moins de 7 ans. Aucune des situations particulières ci-dessus mentionnées n'est rencontrée (infirmité mentale ou physique, détention en prison, échec du couple, etc.). La limite applicable selon l'âge et la condition de l'enfant est de 16 000 \$ puisque les deux enfants ont moins de 7 ans. Le revenu net et le revenu gagné sont identiques.

### Couple avec deux enfants de moins de 7 ans



Pour des dépenses de frais de garde réelles de 8 000 \$, on constate que la déduction augmente graduellement jusqu'à un revenu de 12 000 \$ pour atteindre une déduction maximale de 8 000 \$. Au-delà de ce revenu, le montant de la déduction demeure de 8 000 \$. Pour des dépenses de frais de garde réelles de 16 000 \$ ou plus, on constate que la déduction augmente graduellement jusqu'à un revenu de 24 000 \$ pour atteindre une déduction maximale de 16 000 \$. Au-delà de ce revenu, le montant de la déduction demeure de 16 000 \$.

## HISTORIQUE DE LA MESURE

Cette déduction est en vigueur depuis l'année d'imposition 1972. Le budget de 1988-1989 a éliminé la limite maximale de 8 000 \$ de frais de garde d'enfants par contribuable; la limite par enfant a été maintenue. Le budget de 1996-1997 a ensuite fait passer l'âge maximum d'un enfant admissible de 14 ans à 16 ans<sup>13</sup>. À compter de l'année d'imposition 2015, les montants maximaux relatifs à la déduction pour frais de garde ont été augmentés de 1 000 \$, faisant ainsi passer de 7 000 \$ à 8 000 \$ la limite pour un enfant de moins de 7 ans, de 4 000 \$ à 5 000 \$ pour un enfant de 7 ans à 16 ans et de 10 000 \$ à 11 000 \$ pour un enfant admissible au crédit d'impôt pour personnes handicapées<sup>14</sup>.

## Ressources complémentaires

AGENCE DU REVENU DU CANADA, *Déduction pour frais de garde d'enfants*, En ligne : <https://www.canada.ca/content/dam/cra-arc/migration/cra-arc/F/pbg/tf/t778/t778-16f.pdf>

AGENCE DU REVENU DU CANADA, *Ligne 214 – Frais de garde d'enfants*, En ligne : <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/impot/particuliers/sujets/tout-votre-declaration-revenus/declaration-revenus/remplir-declaration-revenus/deductions-credits-dependances/ligne-214-frais-garde-enfants.html>

<sup>1</sup> *Loi de l'impôt sur le revenu*, L.R.C. (1985), ch.1 (5<sup>e</sup> suppl.), art.63.

<sup>2</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales*, 2017, p.135.

<sup>3</sup> AGENCE DU REVENU DU CANADA, *Statistiques finales de la T1, édition de 2016 (année d'imposition 2014)*, tableau final 4 pour l'ensemble du Canada.

<sup>4</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales*, précité, note 2, p.36.

<sup>5</sup> Voir la note 7 pour la définition de ce terme.

<sup>6</sup> Il s'agit du montant inscrit à la ligne 236 de la déclaration de chaque personne auquel il ne faut pas tenir compte des montants inscrits à la ligne 214 (frais de garde) et à la ligne 235 (remboursement des prestations de programmes sociaux).

<sup>7</sup> Il s'agit d'une autre personne qui a vécu avec le particulier à un moment donné pendant l'année en question ou à un moment donné dans les 60 premiers jours de l'année suivant l'année en question. Il peut donc s'agir du père ou de la mère de l'enfant admissible, l'époux ou le conjoint de fait du particulier qui est le parent de l'enfant admissible ou une personne qui demande pour cet enfant un montant à la ligne 305, 306, 315 ou 367 de son annexe 1 (<https://www.canada.ca/content/dam/cra-arc/migration/cra-arc/F/pbg/tf/t778/t778-16f.pdf>).

<sup>8</sup> AGENCE DU REVENU DU CANADA, Formulaire T778F, « Déduction pour frais de garde d'enfants pour 2016 ».

<sup>9</sup> Le revenu gagné prend en considération les éléments suivants : les revenus tirés d'une charge ou d'un emploi sans considérer les éléments déductibles de ces revenus, les bourses d'études ou de perfectionnement, les subventions aux apprentis, les subventions de recherches, les montants d'assistance sociale dans le cadre de projets du gouvernement fédéral, les paiements pour services de volontaires, les revenus tirés d'une entreprise, la pension d'invalidité reçue du Régime de rentes du Québec ou du Régime de pensions du Canada.

<sup>10</sup> Il faut alors joindre le formulaire T2201 « Certificat pour le crédit d'impôt pour personnes handicapées ».

<sup>11</sup> Formulaire T778, partie D.

<sup>12</sup> AGENCE DU REVENU DU CANADA, interprétation technique, 2011-0405961E5, « Child Care Expenses – Joint Custody », 2012.

<sup>13</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales*, précité, note 2, p.135.

<sup>14</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Archivé - Le PM annonce des baisses d'impôt et de nouveaux avantages pour les familles*, en ligne : <<https://www.fin.gc.ca/n14/14-155-fra.asp>> (consulté le 1<sup>er</sup> septembre 2017).



# Crédit d'impôt pour frais de garde d'enfants<sup>1</sup>

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

Le crédit d'impôt pour frais de garde d'enfants est un crédit d'impôt remboursable du Québec. Il vise à reconnaître les coûts reliés au travail, à la poursuite d'études ou à la recherche d'un emploi que doivent supporter les parents pour assurer des services de garde à leurs enfants<sup>2</sup>.

Pour l'année d'imposition 2016, le crédit d'impôt pour frais de garde d'enfants a entraîné une dépense fiscale estimée à 639 M\$. Pour l'année d'imposition 2014, un total de 462 863 particuliers ont demandé ce crédit. Les femmes (56 %) ont été plus nombreuses que les hommes (44 %) à en faire la demande.

UTILISATION ET COÛT DE LA MESURE			
	Total	Femmes (2014)	Hommes (2014)
Utilisation	462 863 (2014) <sup>3</sup>	56 %	44 %
Coût	639 M\$ (2016) <sup>4</sup>	66 %	34 %

## PARAMÈTRES ET CALCUL

Un particulier peut demander ce crédit s'il résidait au Québec le 31 décembre d'une année donnée et si les frais de garde ont été payés par lui ou son conjoint au 31 décembre pour un enfant admissible qui vivait avec l'un d'eux. De plus, ces frais doivent avoir été engagés pendant que l'un d'eux occupait un emploi, exploitait une entreprise, faisait de la recherche pour laquelle il avait reçu une subvention, exerçait une profession, recherchait activement un emploi, fréquentait un établissement d'enseignement<sup>5</sup> ou encore s'il recevait des prestations du Régime québécois d'assurance parentale ou d'assurance-emploi. Ces frais doivent également avoir été payés à un particulier, à une garderie, à un centre de vacances et de loisirs, à un pensionnat ou à une colonie de vacances pour assurer des services de garde à l'enfant<sup>6</sup>.

Ce crédit d'impôt est établi en fonction du revenu familial; des taux différents de crédit sont prévus en fonction des différentes tranches du revenu familial<sup>7</sup>. Certains frais de garde payés sont admissibles au crédit d'impôt alors que d'autres ne le sont pas. De plus, les paramètres du crédit sont indexés annuellement.

La demande de celui-ci se fait lors de la production de la déclaration de revenus ou par une demande de versements anticipés. Un particulier et son conjoint peuvent partager le crédit d'impôt entre eux s'ils y ont tous deux droit<sup>8</sup>.

Le calcul du crédit d'impôt varie en fonction de trois paramètres : 1) le montant des frais de garde admissibles payés pour des enfants admissibles; 2) le plafond des frais de garde admissibles selon l'âge ou la situation de l'enfant admissible; 3) le taux du crédit d'impôt établi en fonction du revenu familial.

## Frais de garde admissibles et non admissibles<sup>9</sup>

Les frais de garde doivent avoir été payés pour des enfants admissibles. De plus, ces frais sont considérés comme admissibles, sous réserve de certaines exclusions, s'ils sont engagés pour des services de garde par un particulier, une garderie, un pensionnat ou une colonie de vacances<sup>10</sup>. Le tableau ci-dessous dresse une liste non exhaustive de frais de garde admissibles et non admissibles.

FRAIS DE GARDE ADMISSIBLES	FRAIS DE GARDE NON ADMISSIBLES
<ul style="list-style-type: none"><li>- Frais payés à une garderie qui n'offre pas de places à contribution réduite.</li><li>- Frais additionnels payés pour les jours fériés et les journées de vacances, y compris les frais payés pour les places à contribution fixée par le gouvernement lorsqu'aucun service de garde n'est offert ni qu'aucune subvention n'est versée pour ces journées.</li><li>- Frais payés pour une place dans un service de garde scolaire qui n'est pas à contribution réduite.</li><li>- Frais payés à un camp de jour.</li><li>- Frais payés à un pensionnat ou une colonie de vacances jusqu'à concurrence de :<ul style="list-style-type: none"><li>• Enfant de moins de 7 ans : <b>200 \$ par semaine</b></li><li>• Enfant atteint d'une déficience mentale ou physique grave et prolongée : <b>275 \$ par semaine</b></li><li>• Tout autre enfant : <b>125 \$ par semaine</b></li></ul></li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- La contribution parentale payée pour une place à contribution réduite.</li><li>- Une partie des frais payés pour les services de base offerts par un service de garde en milieu scolaire subventionné pour une journée pédagogique suivant le 30 juin 2015.</li><li>- Les sommes versées à la mère ou au père de l'enfant ou une personne avec qui le particulier vit maritalement.</li><li>- Les frais médicaux, d'hospitalisation et de transport.</li><li>- Les frais pour des services d'enseignement.</li><li>- Les frais de garde qui sont déjà réclamés aux fins du crédit d'impôt pour frais de garde par un autre particulier à l'égard du même enfant.</li></ul>

## Enfant admissible<sup>11</sup>

L'enfant doit répondre à l'une des conditions suivantes pour être considéré comme un enfant admissible en 2017 :

- Il doit être âgé d'au plus 16 ans et être l'enfant du particulier ou de son conjoint;
- Il doit être âgé d'au plus 16 ans et être à la charge du particulier ou son conjoint et son revenu pour l'année ne doit pas dépasser 10 222 \$ en 2017<sup>12</sup>;
- Il doit être l'enfant du particulier ou de son conjoint, être à la charge de l'un d'eux et avoir une infirmité;
- Il doit être à la charge du particulier ou de son conjoint, avoir une infirmité et avoir un revenu pour l'année ne dépassant pas 10 222 \$ en 2017.

## Plafond des frais de garde en 2017<sup>13</sup>

ENFANT ADMISSIBLE	PLAFOND
Enfant admissible atteint d'une déficience grave et prolongée des fonctions mentales ou physiques	11 000 \$ <sup>14</sup>
Enfant admissible âgé de moins de 7 ans à la fin de l'année	9 000 \$
À l'égard de tout autre enfant admissible	5 000 \$

## Table des taux applicables du crédit en 2017 en fonction du revenu familial<sup>15</sup>

Revenu familial			Revenu familial		
		Taux du crédit d'impôt %			Taux du crédit d'impôt %
Supérieur à	Sans excéder	2017	Supérieur à	Sans excéder	2017
-	35 060	75	96 085	137 940	57
35 060	36 355	74	137 940	139 255	54
36 355	37 660	73	139 255	140 555	52
37 660	38 950	72	140 555	141 860	50
38 950	40 250	71	141 860	143 170	48
40 250	41 545	70	143 170	144 480	46
41 545	42 860	69	144 480	145 780	44
42 860	44 155	68	145 780	147 095	42
44 155	45 445	67	147 095	148 400	40
45 445	46 735	66	148 400	149 695	38
46 735	48 050	65	149 695	151 010	36
48 050	49 345	64	151 010	152 315	34
49 345	50 640	63	152 315	153 635	32
50 640	51 935	62	153 635	154 940	30
51 935	53 240	61	154 940	156 245	28
53 240	96 085	60	156 245	ou plus	26

## Calcul du crédit

Le calcul de ce crédit se fait en cinq étapes<sup>16</sup> :

1) Calculer le montant des frais de garde :

- 1.1) Établir les montants de frais de garde d'enfants qui sont admissibles et qui sont engagés pour un enfant admissible tout en tenant compte des plafonds prévus pour les frais payés à un pensionnat ou à une colonie de vacances,
- 1.2) Le montant des frais de garde qui devra être retenu aux fins du calcul du crédit sera le moins élevé du plafond applicable et des frais de garde calculés à l'étape 1.1;

2) Établir le revenu familial<sup>17</sup>;

3) Déterminer le taux applicable en fonction du revenu familial établi à l'étape 2;

- 4) Multiplier les frais de garde établis à l'étape 1 par le taux applicable identifié à l'étape 3 afin d'obtenir le montant du crédit d'impôt;
- 5) Diminuer le montant obtenu à l'étape 4 par le montant demandé par le conjoint pour ce crédit dans sa déclaration.

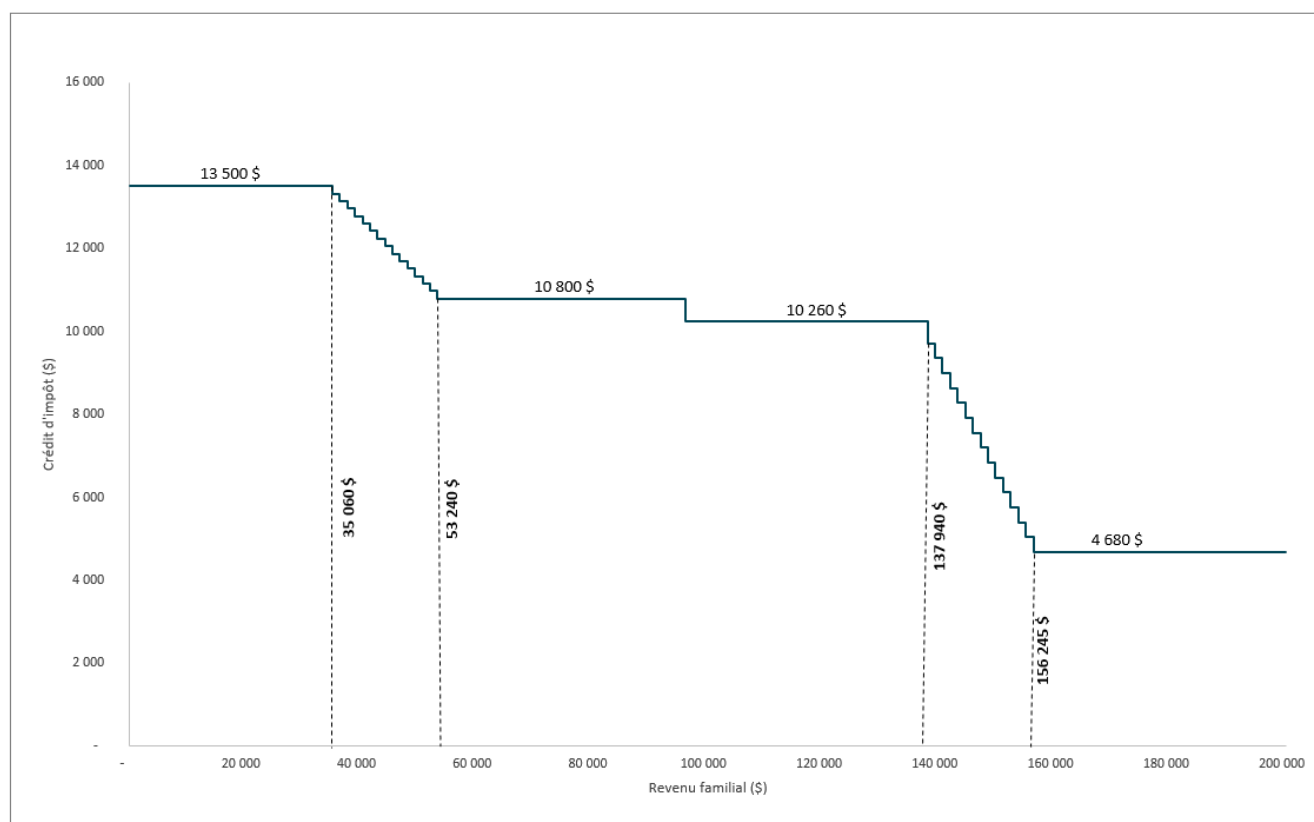
### Demande de versements anticipés<sup>18</sup>

Il est également possible pour le particulier de demander le crédit d'impôt pour frais de garde à l'avance plutôt que d'attendre le moment de la production de sa déclaration d'impôt. Pour avoir droit aux versements anticipés, en plus d'avoir engagé les frais de garde dans le but d'exercer un emploi, poursuivre des études ou faire de la recherche subventionnée, le particulier doit résider au Québec au moment de la demande, être le parent biologique ou adoptif de l'enfant et il doit vivre avec ce dernier. Il doit également estimer avoir droit à un montant de crédit d'impôt de plus de 1 000 \$ pour l'année. Cette condition n'est toutefois pas applicable si le particulier pense avoir droit à une prime au travail de plus de 500 \$ pour l'année en question<sup>19</sup>. Cette demande permettra au particulier de recevoir des versements mensuels du crédit chaque 15<sup>e</sup> jour du mois<sup>20</sup>. Le barème des taux pour le calcul du crédit pour l'année 2017 selon le revenu familial estimé, pour une demande de versements anticipés, peut être consulté sur le site de Revenu Québec<sup>21</sup>.

## ILLUSTRATION DE LA MESURE

L'illustration de la page suivante présente la situation d'un ménage ayant payé des frais de garde, en 2017, de plus de 18 000 \$ pour deux enfants admissibles de moins de 7 ans. Le plafond des frais de garde donnant droit au crédit d'impôt pour un enfant de moins de 7 ans est de 9 000 \$.

## Crédit d'impôt pour frais de garde de deux enfants de moins de 7 ans



Pour un revenu familial allant de 0 \$ à 35 060 \$, le taux du crédit applicable est de 75 %, ce qui donne droit à un crédit maximal de 13 500 \$. Au-delà d'un revenu familial de 35 060 \$, le crédit diminue graduellement pour atteindre 10 800 \$ pour un revenu familial allant de 53 241 \$ à 96 085 \$. De 96 086 \$ à 137 940 \$ de revenu familial, le crédit est de 10 260 \$. Au-delà d'un revenu familial de 137 940 \$, le crédit diminue graduellement pour atteindre un crédit de 4 680 \$ à partir d'un revenu familial de 156 246 \$.

## HISTORIQUE DE LA MESURE

Le crédit d'impôt pour frais de garde pour enfants existe depuis 1994. À cette date, la déduction pour frais de garde a été transformée en un crédit d'impôt remboursable pour frais de garde dont le taux dépend du revenu familial<sup>22</sup>. En 1998, les plafonds de réduction pour frais de garde ont été augmentés à 7 000 \$ pour les enfants de moins de 7 ans ou handicapés et à 4 000 \$ pour les autres enfants<sup>23</sup>. À compter de 2007, le crédit a été simplifié et bonifié<sup>24</sup>. En effet, depuis ces modifications, les frais de garde ne sont plus limités par le revenu gagné du particulier et de la personne assumant les frais d'entretien de l'enfant. Aussi, ces frais n'ont plus à être répartis entre le particulier et son conjoint admissible. De plus, de 2003 à 2008, la table de taux applicables comportait cinquante tranches de revenu familial. Le nombre de tranches a été réduit à trente-trois à partir de 2009 afin de diminuer l'écart entre le coût net de garde supporté par les familles de la classe moyenne ne bénéficiant pas du programme gouvernemental de places à contribution réduite et celui supporté par les familles qui bénéficient d'une telle place<sup>25</sup>.



## Ressources complémentaires

REVENU QUÉBEC, *Crédit d'impôt pour frais de garde*, en ligne :

[http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/credits/credit\\_enfant/default.aspx](http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/credits/credit_enfant/default.aspx)

REVENU QUÉBEC, *Le crédit d'impôt remboursable pour frais de garde d'enfants*, en ligne :

[http://www.revenuquebec.ca/documents/fr/publications/in/in-103\(2017-04\).pdf](http://www.revenuquebec.ca/documents/fr/publications/in/in-103(2017-04).pdf)

REVENU QUÉBEC, *455- Crédit d'impôt pour frais de garde d'enfants*, en ligne :

<http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/declaration/produire/comment/aideligne/remb-solde/ligne455.aspx>

<sup>1</sup> *Loi sur les impôts*, RLRQ, c.I-3, art.1029.8.67 à 1029.8.82.

<sup>2</sup> FINANCE QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2016*, mars 2017, p.B.52.

<sup>3</sup> FINANCE QUÉBEC, *Statistiques fiscales des particuliers – année d'imposition 2014, décembre 2017*, p.49.

<sup>4</sup> FINANCE QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2016*, précité, note 2, p. A.35.

<sup>5</sup> Les établissements d'enseignement visés par ce crédit sont notamment les établissements d'études secondaires, les établissements d'études postsecondaires, les établissements reconnus par le ministre du Revenu, etc.

<sup>6</sup> REVENU QUÉBEC, « Le crédit d'impôt remboursable pour frais de garde d'enfants », en ligne : [http://www.revenuquebec.ca/documents/fr/publications/in/in-103\(2017-04\).pdf](http://www.revenuquebec.ca/documents/fr/publications/in/in-103(2017-04).pdf) (consulté le 1<sup>er</sup> septembre 2017), p.6 et 7.

<sup>7</sup> FINANCE QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2016*, précité, note 2, B.48.

<sup>8</sup> Pour pouvoir se partager le crédit, chacun doit remplir une annexe C et la joindre à sa déclaration.

<sup>9</sup> Pour plus d'exemples de frais de garde admissibles et non admissibles, consulter le lien suivant : [http://www.revenuquebec.ca/documents/fr/publications/in/in-103\(2017-04\).pdf](http://www.revenuquebec.ca/documents/fr/publications/in/in-103(2017-04).pdf).> (consulté le 1<sup>er</sup> septembre 2017).

<sup>10</sup> FINANCE QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2016*, précité, note 2, p.B.51.

<sup>11</sup> REVENU QUÉBEC, « Crédit d'impôt pour frais de garde d'enfants », en ligne : [http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/credits/credit\\_enfant/conditions.aspx](http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/credits/credit_enfant/conditions.aspx) (consulté le 1<sup>er</sup> septembre 2017).

<sup>12</sup> Le revenu de l'enfant correspond au montant inscrit à la ligne 275 de sa déclaration de revenus.

<sup>13</sup> FINANCE QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2016*, précité, note 2, p.B.51.

<sup>14</sup> Pour pouvoir bénéficier de ce plafond, le particulier pourrait avoir à joindre le formulaire TP-752.0.14 « Attestation de déficience » ou le formulaire fédéral T2201 « Certificat pour le crédit d'impôt pour personnes handicapées ».

<sup>15</sup> FINANCE QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2016*, précité, note 2, p.B.51.

<sup>16</sup> Le calcul du crédit se fait à l'annexe C de la déclaration d'impôt.

<sup>17</sup> Il s'agit du montant inscrit à la ligne 236 de la déclaration de la personne et de son conjoint.

<sup>18</sup> Il faut remplir le formulaire TPZ-1029.8.F, joindre les documents demandés et faire remplir le TPZ-1029.8.F.A par la personne qui fournit les services de garde.

<sup>19</sup> REVENU QUÉBEC, *Conditions d'admissibilité aux versements anticipés du crédit d'impôt pour frais de garde d'enfants*, en ligne : [http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/credits/credit\\_enfant/versements/conditions.aspx](http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/credits/credit_enfant/versements/conditions.aspx) (consulté le 1<sup>er</sup> septembre 2017).

<sup>20</sup> REVENU QUÉBEC, *Versements anticipés du crédit d'impôt pour frais de garde d'enfants*, en ligne : [http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/credits/credit\\_enfant/versements/default.aspx](http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/credits/credit_enfant/versements/default.aspx) (consulté le 1<sup>er</sup> septembre 2017).

<sup>21</sup> Le montant reçu en versements anticipés du crédit d'impôt pour frais de garde d'enfants devra être indiqué à la ligne 441 de la déclaration d'impôt. L'annexe C de la déclaration devra également être remplie afin de déterminer le montant du crédit d'impôt auquel le particulier avait réellement droit dans l'année. Puisque la demande de versements anticipés se base sur une estimation du revenu familial pour l'année, il se peut que le montant du crédit ait été sous-évalué ou surévalué selon le cas.

<sup>22</sup> FINANCE QUÉBEC, Budget 1994-1995, *Discours sur le budget et Renseignements supplémentaires*, p.12.

<sup>23</sup> FINANCE QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 1998*, p.8.

<sup>24</sup> FINANCE QUÉBEC, Budget 2007-2008, *Renseignements additionnels sur les mesures du Budget*, Mai 2007, p.A.48.

<sup>25</sup> FINANCE QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2008*, janvier 2009, p.B.34 et ss.



# Contribution additionnelle pour services de garde subventionnés<sup>1</sup>

---

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

La contribution additionnelle pour services de garde subventionnés est un montant que les parents québécois qui utilisent les services d'une garderie subventionnée doivent verser en plus de la contribution de base. La contribution de base est le montant qui doit être versé par tous les parents dont l'enfant fréquente un service de garde subventionné alors que la contribution additionnelle est un montant qui s'ajoute au montant de base et qui est modulé en fonction du revenu net familial<sup>2</sup>. Ces deux contributions sont indexées annuellement le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année<sup>3</sup>.

Pour être admissible à un programme de places à contribution réduite, le parent qui signe l'entente avec le service de garde doit être soit un citoyen canadien, soit un résident permanent, soit séjourner au Québec dans le but d'y travailler, doit être un étudiant étranger titulaire d'un certificat d'acceptation ou récipiendaire d'une bourse d'études du Québec ou encore être autorisé à séjourner au Québec selon les lois sur l'immigration<sup>4</sup>. La contribution de base est payée directement au service de garde par les parents alors que la contribution additionnelle doit être payée à Revenu Québec lors de la production de la déclaration de revenus<sup>5</sup>, et ce, au plus tard le 30 avril de l'année suivante<sup>6</sup>.

La contribution de base pour l'année 2017 est de 7,75 \$ par jour<sup>7</sup> par enfant. Pour un revenu net familial<sup>8</sup> de 50 920 \$ (en 2016 ou 2017) et moins, aucune contribution additionnelle n'a à être payée. Cependant, au-delà d'un revenu net familial de 50 920 \$ (2016), les parents doivent déboursier un certain montant à titre de contribution additionnelle pour l'année d'imposition 2017 jusqu'à concurrence d'un montant de 13,45 \$ par jour. Pour un deuxième enfant, la contribution additionnelle est réduite de moitié et aucune contribution additionnelle n'est demandée pour le troisième enfant et les suivants<sup>9</sup>.

Le gouvernement souligne qu'il a ajouté la contribution additionnelle dans le but de permettre une gestion optimale des places à contribution réduite et d'assurer la pérennité, la qualité, l'accessibilité et l'équité des services offerts aux familles par les services de garde subventionnés du Québec<sup>10</sup>.

## PARAMÈTRES ET CALCUL

Sauf exception<sup>11</sup>, la contribution pour frais de garde est d'au moins 7,75 \$ par jour par enfant. Elle peut être supérieure à ce montant si les parents doivent payer une contribution additionnelle. Celle-ci varie en fonction du revenu familial net et du nombre d'enfants.

### PRINCIPAUX PARAMÈTRES (2017)

<b>Contribution de base</b>	Nombre d'enfants x 7,75 \$ par jour
<b>Plus :</b>	
<b>Contribution additionnelle<sup>12</sup></b>	
- Revenu net familial de 50 920 \$ et moins (2016 ou 2017)	0 \$
- Revenu net familial supérieur à 50 920\$ et inférieur ou égal à 76 380 \$ en 2016	0,70 \$ par jour pour le 1 <sup>er</sup> enfant et 0,35 \$ pour le 2 <sup>e</sup> enfant
- Revenu net familial supérieur à 76 380 \$ et inférieur ou égal à 161 380 \$ en 2016	Entre 0,70 \$ et 13,45 \$ pour le 1 <sup>er</sup> enfant et une contribution réduite de 50 % pour le 2 <sup>e</sup> enfant <sup>13</sup>
- Revenu net familial de plus de 161 380 \$ en 2016	Contribution additionnelle de 13,45 \$ pour le 1 <sup>er</sup> enfant et une contribution réduite de 50 % pour le 2 <sup>e</sup> enfant
<b>Contribution additionnelle maximale par jour pour un seul enfant</b>	13,45 \$ par jour
<b>Contribution additionnelle maximale par jour pour deux enfants</b>	20,18 \$ par jour

Le nombre de jours de garde de chaque enfant est pertinent afin de calculer le montant annuel de contribution devant être versé et afin de déterminer lequel des enfants est considéré comme le 1<sup>er</sup> enfant et lequel est considéré comme le deuxième enfant. Le premier enfant est celui pour lequel le nombre de jours est le plus élevé. Si le nombre de jours est le même que d'autres enfants de la famille, il s'agit alors du plus âgé d'entre eux. Le deuxième enfant est ensuite celui pour lequel le nombre de jours est le plus élevé après le premier enfant. Si ce nombre est le même pour certains autres enfants, le deuxième enfant est le plus âgé de ceux-ci. Le nombre de jours de garde est inscrit sur le relevé 30<sup>14</sup> que les parents ont reçu de la garderie subventionnée fréquentée par leurs enfants.

De plus, les jours pour lesquels le service de garde est fermé, pour notamment des raisons de vacances du prestataire de services de garde ou de jours fériés, ne sont pas comptés dans le nombre de jours inscrit sur le relevé 30. Cependant, les journées où l'enfant est absent de la garderie pour quelques raisons (maladie, congé, voyage, etc.) seront comptées dans le nombre de jours apparaissant sur le relevé 30 et la contribution additionnelle devra donc être payée pour ces jours d'absence de l'enfant.

Il est également à noter que la contribution additionnelle ne donne pas droit au crédit pour frais de garde au Québec. Toutefois, la contribution de base et la contribution additionnelle sont admissibles à la déduction pour frais de garde d'enfant au fédéral.

Le calcul de la contribution additionnelle annuelle pour 2017 se fait comme suit<sup>15</sup> :

1. Établir le revenu net familial pour l'année (2017) et pour l'année précédente (2016). Si ce revenu est égal ou inférieur à 50 920 \$ pour une des deux années, aucune contribution additionnelle n'est à payer. Dans ce cas, le calcul se termine à cette étape-ci et la contribution additionnelle est nulle.
2. Établir qui est le 1<sup>er</sup> enfant et le 2<sup>e</sup> enfant pour qui les parents ont droit à la contribution réduite de 50 %.
3. Calculer la contribution additionnelle par jour pour chaque enfant en fonction du revenu net familial de l'année précédente (2016) :

**Premier enfant :**

- Revenu net familial supérieur à 50 920 et inférieur ou égal à 76 380 : 0,70 \$
- Revenu net familial supérieur à 76 380 et inférieur ou égal à 161 380 :

$$\frac{(\text{Revenu net familial} - 76\,380 \$) \times 3,9 \%}{260} + 0,70 \$$$

- Revenu net familial de plus de 161 380 \$ : 13,45 \$

**Deuxième enfant :**

- Revenu net familial supérieur à 50 920 et inférieur ou égal à 76 380 : 0,35 \$
- Revenu net familial supérieur à 76 380 et inférieur ou égal à 161 380 :

$$50 \% \times \left( \frac{(\text{Revenu net familial} - 76\,380 \$) \times 3,9 \%}{260} \right) + 0,35 \$$$

- Revenu net familial de plus de 161 380 \$ : 6,73 \$

4. Calculer la contribution additionnelle annuelle :

$$\begin{aligned} & (\text{contribution additionnelle journalière de l'enfant 1} \times \text{nombre de jours}) \\ & + \\ & (\text{contribution additionnelle journalière de l'enfant 2} \times \text{nombre de jours}) \end{aligned}$$

Le nombre de jours est celui indiqué sur le relevé 30 de chaque enfant.

## Services de garde visés

La contribution additionnelle s'applique pour les services de garde subventionnés concernés par la *Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance (LSGEE)*. Cela vise donc les centres de la petite enfance (CPE), les garderies subventionnées et les services de garde en milieu familial offrant des places à contribution réduite, mais ne vise pas les services de garde fournis en milieu scolaire, les garderies non subventionnées et les frais payés à des camps de jour ou de vacances puisqu'ils ne sont pas régis par cette loi<sup>16</sup>.

## Cas des enfants en garde partagée

Le relevé 30 sera émis au parent qui était tenu de payer la contribution de base en vertu d'une entente qu'il a signée avec le service de garde subventionné. De plus, si les deux parents sont signataires du contrat de

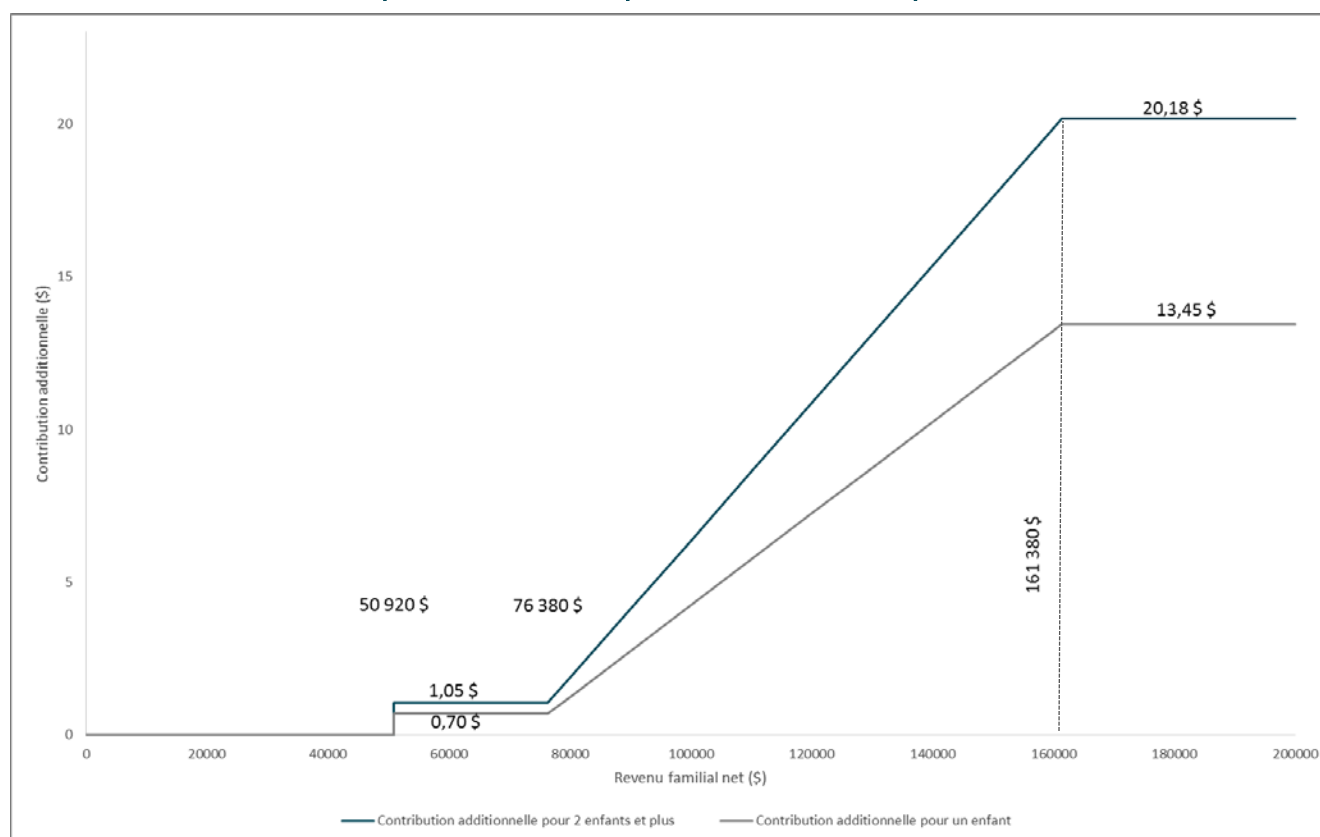
services de garde, chacun recevra alors un relevé 30 avec un certain nombre de jours totalisant ensemble le nombre de jours totaux. Chacun devra alors payer une contribution additionnelle, le cas échéant, en fonction du nombre de jours inscrit sur le relevé 30<sup>17</sup>.

## ILLUSTRATION DE LA MESURE

L'illustration ci-dessous compare la contribution additionnelle par jour payable par une famille ayant un enfant et une famille ayant deux enfants ou plus en fonction de leur revenu net familial.

Aucune contribution additionnelle n'est à payer en dessous d'un revenu net familial de 50 920 \$, autant pour une famille avec un enfant qu'une famille avec deux enfants ou plus. Au-delà de ce revenu net familial, les parents avec un enfant doivent payer une contribution additionnelle de 0,70 \$ par jour alors que ceux de deux enfants et plus doivent payer une contribution additionnelle de 1,05 \$ par jour jusqu'à un revenu net familial de 76 380 \$. Au-delà de ce revenu, la contribution additionnelle augmente graduellement pour plafonner à 13,45 \$ pour une famille avec un enfant et à 20,18 \$ pour une famille avec deux enfants ou plus ayant un revenu net familial de plus de 161 380 \$.

**Contribution additionnelle en fonction du revenu net familial  
pour un enfant et pour deux enfants et plus**



## HISTORIQUE DE LA MESURE

La contribution additionnelle modulée en fonction du revenu net familial est en place depuis le 22 avril 2015 et s'ajoute à la contribution de base. Le budget de 2016-2017 a introduit la diminution de 50 % de la contribution additionnelle à l'égard du deuxième enfant, qui est rétroactive à l'année 2015<sup>18</sup>.

### Ressources complémentaires

REVENU QUÉBEC, « Contribution additionnelle pour services de garde subventionnés », en ligne : [http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/situation/parent/autres\\_infos/contraddsdgsubv.aspx](http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/situation/parent/autres_infos/contraddsdgsubv.aspx)

FAMILLE QUÉBEC, « Révision du programme de services de garde subventionnés », en ligne : <https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/services-de-garde/revision-programme-services-garde/nouvelle-tarification/Pages/prevoir-contribution-additionnelle.aspx>

<sup>1</sup> *Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance*, RLRQ, c. S-4.1.1. (LSGEE), art.88.2.

<sup>2</sup> FAMILLE QUÉBEC, « Révision du programme de services de garde subventionnés – Nouvelle tarification », en ligne : <<https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/services-de-garde/revision-programme-services-garde/nouvelle-tarification/Pages/index.aspx>> (20 septembre 2017).

<sup>3</sup> FINANCE QUÉBEC, « Provision pour frais de garde », 8 mars 2017, en ligne : <[http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/outils/provision\\_fr.asp](http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/outils/provision_fr.asp)> (consulté le 20 septembre 2017).

<sup>4</sup> FAMILLE QUÉBEC, « Programme de places à contribution réduite », en ligne : <<http://www4.gouv.qc.ca/FR/Portail/Citoyens/programme-service/Pages/Info.aspx?sqctype=sujet&sqcid=25>> (consulté le 17 octobre 2017).

<sup>5</sup> Toutefois, il est possible pour le parent de remplir le formulaire prescrit applicable et de le remettre à son employeur afin que celui-ci fasse une retenue d'impôt à la source de ce montant.

<sup>6</sup> REVENU QUÉBEC, « Contribution additionnelle pour services de garde subventionnés », en ligne : <[http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/situation/parent/autres\\_infos/contraddsdgsubv.aspx](http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/situation/parent/autres_infos/contraddsdgsubv.aspx)> (consulté le 20 septembre 2017).

<sup>7</sup> À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la contribution de base a été indexée à 8,05 \$ par jour.

<sup>8</sup> Le revenu net familial correspond au revenu net du particulier (ligne 275 de la déclaration de revenus) et de celui de son conjoint, s'il a un conjoint au 31 décembre de l'année.

<sup>9</sup> FINANCE QUÉBEC, « Provision pour frais de garde », précité, note 2.

<sup>10</sup> SERVICES QUÉBEC, « Adoption du projet de loi no 28 : Pour assurer la pérennité, la qualité, l'Accessibilité et l'équité des services offerts aux familles dans le réseau des services de garde éducatifs du Québec », en ligne : <<http://www.fil-information.gouv.qc.ca/Pages/Article.aspx?idArticle=2304215659&lang=en>> (consulté le 20 septembre 2017)

<sup>11</sup> Peut être exempté du paiement de la contribution de base pour son enfant âgé de moins de 5 ans un parent qui reçoit une prestation en application du Programme d'aide sociale ou du Programme de solidarité sociale.

<sup>12</sup> Cette contribution se calcule à l'annexe I de la déclaration de revenus.

<sup>13</sup> La contribution correspond au montant de la multiplication de 3,9 % par l'excédent du revenu net familial de l'année précédente sur 76 380 \$, le tout divisé par 260. À ce résultat, il faut ajouter le montant de 0,70 \$. On retient le montant avec seulement les deux premières décimales et la deuxième est augmentée d'une unité si la troisième est supérieure au chiffre 4. (art. 88.2 LSGEE)

<sup>14</sup> À la case B du relevé 30.

<sup>15</sup> REVENU QUÉBEC, Annexe I, « Contribution additionnelle pour services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés ».

<sup>16</sup> FAMILLE QUÉBEC, « Révision du programme de services de garde subventionnés – Services de garde visés », en ligne : <<https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/services-de-garde/revision-programme-services-garde/nouvelle-tarification/Pages/services-de-garde-vises.aspx>> (consulté le 20 septembre 2017).

<sup>17</sup> CQFF, « La contribution additionnelle visant les services de garde subventionnés : un tour d'horizon, des surprises et des éléments de planification », en ligne : <<https://www.cqff.com/liens/FGE.pdf>, p.B-7> (consulté le 20 septembre 2017).

<sup>18</sup> FAMILLE QUÉBEC, « Révision du programme de services de garde subventionnés – Nouvelle tarification », précité, note 1.



# Crédit d'impôt pour activités des enfants<sup>1</sup>

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

Le crédit d'impôt pour activités des enfants est un crédit d'impôt remboursable du Québec. Il vise à « aider les familles à faible ou à moyen revenu à offrir à leurs enfants d'âge scolaire des activités leur permettant de développer leurs aptitudes et leurs habiletés, notamment par le sport et les arts »<sup>2</sup>.

Pour l'année d'imposition 2016, le crédit d'impôt pour activités des enfants a entraîné une dépense fiscale de 22 millions de dollars<sup>3</sup>.

## PARAMÈTRES ET CALCUL

Le crédit d'impôt pour activités des enfants consiste à appliquer un taux de 20 % aux frais d'inscription ou d'adhésion admissibles, jusqu'à concurrence du plafond général par enfant de 500 \$ pour l'année d'imposition 2017. Le crédit a donc une valeur maximale de 100 \$ ( $500\$ \times 20\%$ ). Toutefois, l'admissibilité au crédit est conditionnelle à ce que le revenu familial ne dépasse pas 135 085 \$, seuil au-dessus duquel il n'est plus possible d'en bénéficier.

### PARAMÈTRES DU CRÉDIT D'IMPÔT POUR ACTIVITÉS DES ENFANTS – ANNÉE D'IMPOSITION 2017

Plafond général par enfant	500 \$
Valeur maximale du crédit	100 \$
Seuil de revenu familial maximal à partir duquel il n'est plus possible de bénéficier du crédit	135 085 \$

Le crédit d'impôt pour activités des enfants vise les frais admissibles payés à l'égard d'un enfant âgé entre 6 ans et 15 ans inclusivement. Ces frais incluent l'inscription à un programme<sup>4</sup> « qui comprend des activités physiques ou des activités artistiques, culturelles ou récréatives convenant aux enfants et dont la durée est d'au moins huit semaines consécutives ou d'au moins cinq jours consécutifs »<sup>5</sup>. Ces frais incluent également « l'adhésion de l'enfant à un club, une association ou une organisation semblable qui offre des activités

physiques ou des activités artistiques, culturelles ou récréatives à condition que la durée de l'adhésion soit d'au moins huit semaines consécutives »<sup>6</sup>.

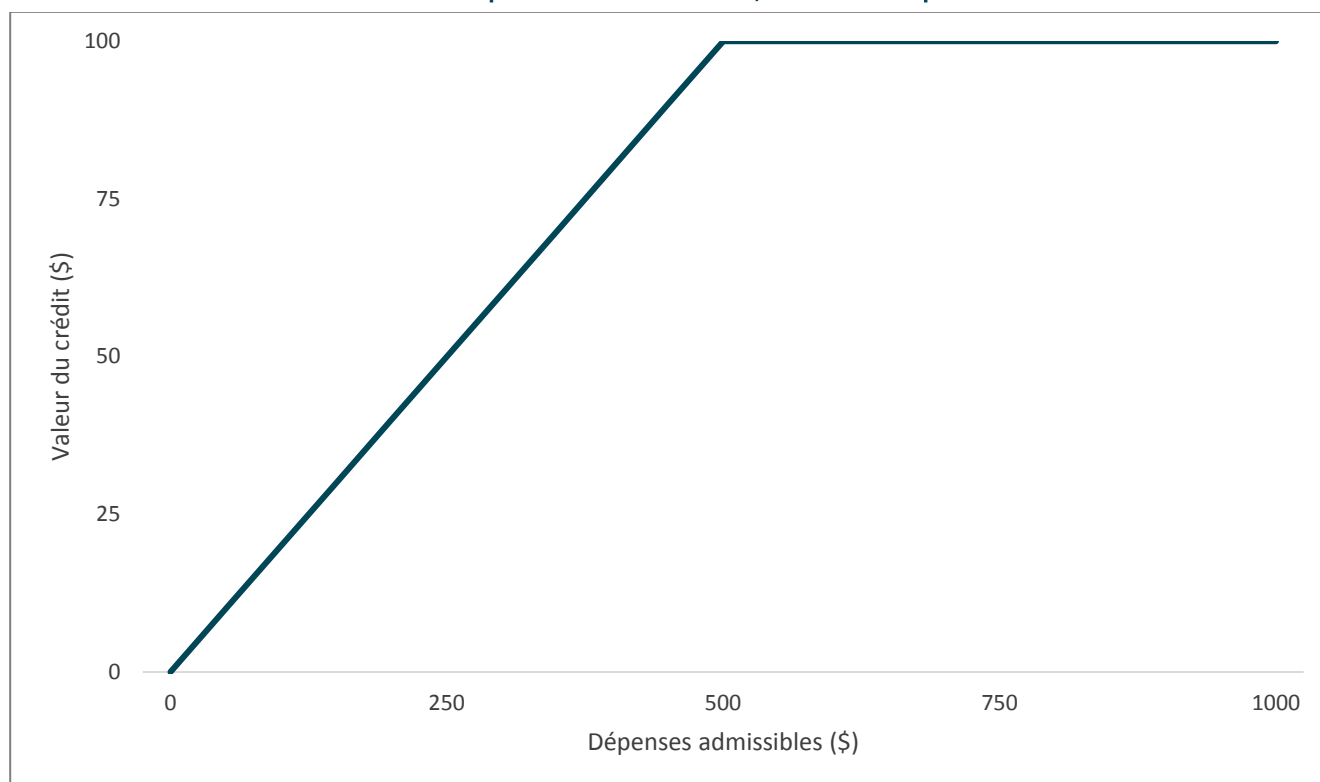
Le montant du crédit d'impôt peut être fractionné entre les conjoints à condition que le total réclamé n'excède pas le montant maximal permis pour un seul de ces particuliers à l'égard de l'enfant.

Si l'enfant est atteint d'une déficience, son âge d'admissibilité s'étend jusqu'à 17 ans inclusivement. À la condition que les frais admissibles payés pour cet enfant soient d'au moins 25 % du plafond général par enfant, soit de 125 \$ en 2017, le particulier peut y ajouter un montant supplémentaire équivalant au plafond général par enfant. Le plafond des frais admissibles augmente alors à 1 000 \$, ce qui a pour effet d'accroître la valeur maximale du crédit à 200 \$ pour l'année d'imposition 2017.

## ILLUSTRATION DE LA MESURE

Le graphique suivant illustre la valeur du crédit d'impôt pour activités des enfants en fonction des dépenses admissibles pour l'année d'imposition 2017.

**Valeur du crédit d'impôt pour activités des enfants  
en fonction des dépenses admissibles, année d'imposition 2017**



Pour des dépenses admissibles de 250 \$, la valeur du crédit d'impôt pour activités des enfants s'élève à 50 \$ et elle atteint sa valeur maximale de 100 \$ lorsque les dépenses admissibles atteignent 500 \$. Toutefois, dès que le revenu familial dépasse 135 085 \$, la valeur du crédit est réduite à zéro.



## HISTORIQUE DE LA MESURE

Le crédit d'impôt pour activités des enfants existe depuis l'année d'imposition 2013. Son taux est demeuré à 20 % depuis son instauration<sup>7</sup>. À l'origine, le plafond général était de 100 \$ par enfant pour une valeur maximale de 20 \$. Le plafond a ensuite été augmenté de 100 \$ par année pour atteindre 500 \$ en 2017, soit une valeur maximale de 100 \$.

ANNÉE D'IMPOSITION	PLAFOND GÉNÉRAL	VALEUR MAXIMALE DU CRÉDIT
2013	100 \$	20 \$
2014	200 \$	40 \$
2015	300 \$	60 \$
2016	400 \$	80 \$
2017	500 \$	100 \$

Le revenu familial maximal pour bénéficier du crédit a été indexé chaque année, ce qui a eu pour effet de le faire passer de 130 000 \$ en 2013 à 135 085 \$ en 2017.

### Ressources complémentaires

Revenu Québec, *Crédit d'impôt pour activités des enfants* [En ligne],  
[http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/credits/activites\\_enfants/](http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/credits/activites_enfants/)

Revenu Québec, *Crédit d'impôt pour activités des enfants (Ligne 462)* [En ligne],  
<http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/declaration/produire/comment/aideligne/remb-solde/ligne462/point25.aspx>

<sup>1</sup> *Loi de l'impôt sur le revenu*, L.R.C. (1985), ch.1 (5<sup>e</sup> suppl.), art.63.

<sup>2</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Dépenses fiscales – édition 2016*, mars 2017, p.B.52.

<sup>3</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Dépenses fiscales – édition 2016*, mars 2017, p. A.35.

<sup>4</sup> Ce programme ne doit pas faire partie d'un programme d'études d'une école.

<sup>5</sup> REVENU QUÉBEC, *Guide - Déclaration de revenus 2017*, p. 95.

<sup>6</sup> Ibid.

<sup>7</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Dépenses fiscales – édition 2016*, mars 2017, p.B.52.



# SECTION 5

## Études





# Exemption/déduction pour bourse d'études (Fédéral<sup>1</sup> et Québec<sup>2</sup>)

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

L'exemption pour bourse d'études est une mesure fédérale qui vise à encourager les Canadiens à vivre des expériences d'éducation en fournissant une aide fiscale supplémentaire aux étudiants<sup>3</sup>.

La déduction pour bourse d'études est une mesure du Québec qui vise à accroître l'intérêt financier des étudiants à poursuivre leurs études et à accroître la réalisation d'œuvres remarquables ainsi qu'à assurer la formation d'une relève scientifique au Québec en incitant les étudiants à poursuivre des études supérieures<sup>4</sup>.

Pour l'année d'imposition 2016, l'exemption pour bourse d'études a entraîné une dépense fiscale estimée à 245 M\$ au fédéral. Pour l'année d'imposition 2013, un total de 920 000 particuliers ont demandé ce crédit.

Pour l'année d'imposition 2016, la déduction pour bourse d'études a entraîné une dépense fiscale estimée à 68 M\$ au Québec.

UTILISATION ET COÛT DE LA MESURE		
	Québec	Fédéral
Utilisation	N.D.	920 000 particuliers (2013) <sup>5</sup>
Coût	68 M\$ (2016) <sup>6</sup>	245 M\$ (2016) <sup>7</sup>

## PARAMÈTRES ET CALCUL

### Fédéral

L'exemption pour bourse d'études du fédéral est une mesure d'allègement qui consiste en une pleine exemption, dans certains cas, du montant de la bourse reçue par l'étudiant en lien avec son inscription dans un programme de niveau primaire, secondaire ou postsecondaire.

Le montant d'exemption minimal auquel un étudiant a droit est de 500 \$. Toutefois, le montant d'exemption peut être plus important dans certaines situations. Ce montant varie en fonction du niveau de scolarité du boursier et de son statut d'étudiant à temps plein ou à temps partiel.

SITUATION DE L'ENFANT	MONTANT DE L'EXEMPTION
<p><b>Si le boursier est un étudiant fréquentant une école primaire ou secondaire</b></p> <p>L'étudiant a reçu une bourse relativement à son inscription à un programme dans une école primaire ou secondaire.</p>	<p><b>Montant de l'exemption = montant de la bourse</b></p>
<p><b>Si le boursier est un étudiant à temps plein<sup>8</sup></b></p> <p>L'étudiant a reçu une bourse :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>relativement à son inscription à un programme d'études;</li> <li>le programme d'études en est un pour lequel l'étudiant, selon le cas : <ul style="list-style-type: none"> <li>peut demander un <u>crédit d'impôt pour études</u> à titre d'étudiant à <u>temps plein</u> pour l'année d'imposition en question, pour l'année précédente ou pour l'année subséquente<sup>9</sup>;</li> <li>est un <u>étudiant admissible</u><sup>10</sup> dans l'année d'imposition en question, dans l'année précédente ou dans l'année subséquente s'il est : <ul style="list-style-type: none"> <li>soit inscrit dans un programme de formation admissible comme étudiant à temps plein d'un établissement d'enseignement agréé;</li> <li>soit un étudiant qui est inscrit à un programme de formation déterminé d'un établissement d'enseignement agréé exigeant qu'il y consacre au moins 12 heures au cours du mois.</li> </ul> </li> </ul> </li> </ul>	<p><b>Montant de l'exemption = montant de la bourse</b></p>
<p><b>Si le boursier est un étudiant à temps partiel<sup>11</sup></b></p> <p>L'étudiant a reçu une bourse :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>relativement à son inscription à un programme d'études;</li> <li>le programme d'études en est un pour lequel l'étudiant, selon le cas : <ul style="list-style-type: none"> <li>peut demander un <u>crédit d'impôt pour études</u> à titre d'étudiant à <u>temps partiel</u>;</li> <li>est un <u>étudiant admissible</u><sup>12</sup>.</li> </ul> </li> </ul>	<p><b>Montant de l'exemption = coût du matériel lié au programme + frais payés relativement au programme + 500 \$ (jusqu'à concurrence du montant de la bourse reçue)</b></p>

De plus, si une bourse était reçue pour la production d'une œuvre littéraire, dramatique, musicale ou artistique, le montant de l'exemption se limiterait aux dépenses raisonnables engagées par rapport à la production de cette œuvre.

Au fédéral<sup>13</sup>, les bourses d'études doivent être incluses dans le calcul du revenu net du boursier<sup>14</sup>. Toutefois, avant d'inscrire un montant dans sa déclaration de revenus fédérale, l'étudiant doit au préalable réduire le montant de bourse reçu par « l'exemption pour bourses d'études » auquel il a droit<sup>15</sup>.

Dans bien des cas, l'exemption sera d'un montant équivalent au total des bourses reçues. Ainsi, aucune somme n'aura à être ajoutée dans le revenu net du boursier.

## TRAITEMENT FÉDÉRAL

Montant total des bourses  
et récompenses

-

Montant de l'exemption  
pour bourse

=

Montant à inclure au  
revenu net du particulier

## Québec

La mesure d'allégement du Québec consiste en une pleine déduction du montant de la bourse reçue dans le calcul du revenu imposable de l'étudiant<sup>16</sup>.

Toute bourse reçue par un étudiant est déductible de son revenu imposable au Québec, à l'exception des montants reçus à titre de bénéfice en vertu d'un régime enregistré d'épargne-études, dans le cours d'une entreprise ou en raison ou à l'occasion d'une charge ou d'un emploi. Dans de tels cas, la déduction n'est pas permise et le boursier doit alors s'imposer sur le montant reçu<sup>17</sup>.

De plus, certaines bourses reçues par des étudiants atteints d'une déficience fonctionnelle majeure ou celles reçues par des étudiants d'un village nordique n'ont tout simplement pas à être incluses dans le calcul du revenu net du boursier<sup>18</sup>. Ainsi, la bourse n'étant pas incluse au revenu net de l'étudiant, elle ne viendra pas affecter négativement les crédits d'impôt auxquels il a droit.

Pour ce qui est du Québec<sup>19</sup>, il n'y a pas d'exemption de bourse lors du calcul du revenu net comme au fédéral<sup>20</sup>. Le total des bourses reçues devra être ajouté au revenu net<sup>21</sup>. Ce sera lors du calcul du revenu imposable qu'il sera possible d'appliquer une déduction d'un montant équivalent<sup>22</sup>. Au final, il n'y aura pas d'impôt à payer sur les bourses reçues. Toutefois, ce traitement différent au niveau provincial fera en sorte que l'étudiant aura un revenu net plus élevé au Québec, ce qui pourrait affecter négativement certains crédits d'impôt<sup>23</sup> auxquels il a droit.

## TRAITEMENT DU QUÉBEC

### Calcul du revenu net

Parmi les montants à ajouter au revenu net :

- Montant de bourses et récompenses (ligne 154 de sa déclaration provinciale)

### Calcul du revenu imposable

Parmi les déductions possibles dans le calcul du revenu imposable :

- Montant de bourses et récompenses déductibles (ligne 295 de sa déclaration fédérale)

## ILLUSTRATION DE LA MESURE

Un étudiant inscrit à temps plein à l'université a reçu une bourse de 10 000 \$. Il s'agit de son seul revenu pour l'année. Le tableau de la page suivante compare le traitement d'une telle bourse au fédéral et au Québec.

	FÉDÉRAL	QUÉBEC
Montant de la bourse	10 000 \$	10 000 \$
Revenu net	0 \$ (10 000 \$ - 10 000 \$) <sup>24</sup>	10 000 \$ <sup>25</sup>
Revenu imposable	0 \$	0 \$ (10 000 \$ - 10 000 \$) <sup>26</sup>
Impôt	0 \$	0 \$

## HISTORIQUE DE LA MESURE

L'exemption pour bourse d'études du fédéral existe depuis 1972. En 2000, l'exemption pour bourse passe de 500 \$ à 3 000 \$. En 2006, le plafond de 3 000 \$ a été aboli, permettant ainsi aux étudiants de bénéficier d'une exemption égale au montant total reçu à titre de bourse d'études de niveau postsecondaire. Un an plus tard, le gouvernement étend cette exonération aux étudiants de niveau primaire et secondaire<sup>27</sup>. En 2010, deux restrictions s'ajoutent. D'abord, la bourse doit avoir été versée dans le but de soutenir l'inscription à un programme d'études. Puis, le montant d'exemption que peut demander un étudiant à temps partiel est limité<sup>28</sup>. Finalement, à partir de l'année d'imposition 2017, le crédit d'impôt pour études et pour manuels étant abrogé, c'est le critère d'« étudiant admissible » qui s'applique dorénavant afin de déterminer le droit à une exemption pour bourse.

La déduction pour bourse au Québec existe également depuis 1972. Elle était de 500 \$ entre 1972 et 2000. Puis, en 2000, la déduction permise est passée de 500 \$ à 3 000 \$, pour finalement être remplacée par une déduction complète des bourses et récompenses en 2001<sup>29</sup>.

### Ressources complémentaires

AGENCE DU REVENU DU CANADA, Folio d'impôt sur le revenu S1-F2-C3, « Bourses d'études, subventions de recherches et autres montants d'aide à l'éducation », en ligne : <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/impot/renseignements-techniques/impot-revenu/folios-impot-revenu/serie-1-particuliers/folio-2-etudiants/folio-impot-revenu-s1-f2-c3-bourses-etudes-subventions-recherches-autres-montants-aide-a-education.html>

REVENU QUÉBEC, « Déduction pour bourse d'études ou aide au paiement de frais de scolarité », en ligne : <http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/situation/etudiant/bourse-etudes-scolarite.aspx>



- 
- <sup>1</sup> *Loi de l'impôt sur le revenu*, L.R.C. (1985), ch.1 (5<sup>e</sup> suppl.), art. 56 (3).
- <sup>2</sup> *Loi sur les impôts*, RLRQ, c. I-3, art. 312 g)
- <sup>3</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales*, 2017, p. 178.
- <sup>4</sup> FINANCE QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2016*, mars 2017, p. B.35.
- <sup>5</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales*, précité, note 1, p.178.
- <sup>6</sup> FINANCE QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2016*, mars 2017, précité, note 2, tableau A.7.
- <sup>7</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales*, précité, note 1, p.178.
- <sup>8</sup> La question de savoir si un étudiant est inscrit comme étudiant à temps plein est une question de faits propre à chaque cas. Un étudiant qui suit régulièrement un programme de formation sera considéré comme un étudiant à temps plein.
- <sup>9</sup> Ce crédit est abrogé à compter de l'année 2017, il faut donc se baser sur le critère « d'étudiant admissible » pour les années qui suivront.
- <sup>10</sup> AGENCE DU REVENU DU CANADA, Folio de l'impôt sur le revenu, S1-F2-C1, « Crédit d'impôt pour études et pour manuels », 21 juin 2016, n° 1.8.1 à 1.8.5.
- <sup>11</sup> Un étudiant sera considéré à temps partiel s'il n'est pas considéré comme inscrit à temps plein et s'il consacre au moins 12 heures par mois à un programme de formation déterminé.
- <sup>12</sup> Pour être considéré comme un étudiant admissible, l'étudiant doit être inscrit à un programme de formation admissible comme étudiant à temps plein d'un établissement d'enseignement agréé ou être inscrit à un programme de formation déterminé d'un établissement d'enseignement agréé exigeant que chaque étudiant du programme y consacre au moins 12 heures au cours du mois ainsi qu'avoir atteint l'âge de 16 ans avant la fin de l'année et être inscrit au programme en vue d'acquérir ou d'améliorer sa compétence à exercer une activité professionnelle. Un étudiant à temps partiel peut être considéré comme un étudiant à temps plein aux fins de la définition d'étudiant admissible s'il est admissible au crédit d'impôt pour personne handicapée ou s'il a une déficience mentale ou physique attestée et qui l'empêcherait vraisemblablement d'être inscrit à temps plein.
- <sup>13</sup> AGENCE DU REVENU DU CANADA, Folio d'impôt sur le revenu S1-F2-C3, « Bourses d'études, subventions de recherches et autres montants d'aide à l'éducation », 26 avril 2017, no. 3.90 et ss.
- <sup>14</sup> Le montant de la bourse apparaîtra sur le feuillet T4A qui sera remis par l'organisme qui a offert la bourse à l'étudiant.
- <sup>15</sup> *Loi de l'impôt sur le revenu*, L.R.C. (1985), ch.1 (5<sup>e</sup> suppl.), al. 56(1)n), par.56(3) et par.56(3.1).
- <sup>16</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales*, précité, note 2, p. B.35.
- <sup>17</sup> FINANCE QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2016*, mars 2017, précité, note 2, p. B.35.
- <sup>18</sup> *Id.*
- <sup>19</sup> FINANCE QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2016*, mars 2017, précité, note 2, p.B.35 et B.36.
- <sup>20</sup> Le montant de la bourse reçue apparaîtra sur le relevé 1 de l'étudiant à la case O et sera identifié sous le code RB.
- <sup>21</sup> *Loi sur les impôts*, RLRQ, c.I-3, art. 312, al. g).
- <sup>22</sup> *Id.*, art. 725, al. c.0.1).
- <sup>23</sup> Par exemple, si un étudiant a un salaire de 18 000 \$ et une bourse de 17 500 \$, il devra inscrire un revenu net de 35 500 \$ dans sa déclaration de revenus. Puisque son revenu net dépasse 33 935 \$, son crédit d'impôt pour solidarité sera diminué. Il aura donc droit à 879 \$ plutôt que 973 \$. Si la bourse n'avait pas été incluse dans le revenu net de l'étudiant, son revenu aurait été de 18 000 \$ et il aurait alors eu droit au montant maximal de crédit d'impôt pour solidarité de 973 \$.
- <sup>24</sup> Aucun montant ne sera à inclure à la ligne 130 de sa déclaration de revenus fédérale.
- <sup>25</sup> L'étudiant devra inclure un montant de 10 000 \$ dans le calcul de son revenu net à la ligne 154 de sa déclaration de revenus du Québec.
- <sup>26</sup> L'étudiant peut réclamer une déduction de 10 000 \$ dans le calcul de son revenu imposable à la ligne 295 de sa déclaration de revenus du Québec.
- <sup>27</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales*, précité, note 1, p.178.
- <sup>28</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Notes explicatives concernant la Loi de l'impôt sur le revenu et des règlements connexes*, Octobre 2011, p.44.
- <sup>29</sup> FINANCE QUÉBEC, *Description des dépenses fiscales (partie 2)*, 2002-2003, p.36.



# Montants pour enfant aux études postsecondaires<sup>1</sup>

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

Le montant pour les enfants mineurs aux études postsecondaires et le montant transféré par un enfant majeur aux études postsecondaires sont des crédits d'impôt non remboursables du Québec.

Le montant pour enfant mineur aux études postsecondaires vise à procurer un allègement fiscal aux parents qui ont des enfants mineurs qui poursuivent à temps plein des études secondaires, en formation professionnelle ou des études postsecondaires, en reconnaissant que leurs enfants ont des besoins financiers essentiellement similaires à ceux d'un adulte<sup>2</sup>.

Le montant transféré par un enfant majeur aux études postsecondaires à titre de contribution parentale vise à tenir compte du soutien financier que les parents apportent à leurs enfants majeurs pour poursuivre des études lorsque ceux-ci ont un faible revenu<sup>3</sup>.

Pour l'année d'imposition 2016, le montant pour enfant mineur aux études postsecondaires a entraîné une dépense fiscale estimée à 3 M\$. Le montant transféré par un enfant majeur aux études postsecondaires a entraîné une dépense fiscale estimée à 40 M\$ pour un total de 43 M\$.

UTILISATION ET COÛT DE LA MESURE	
	Total
Utilisation	N.D.
Coût	43 M\$ (2016) <sup>4</sup>

## PARAMÈTRES ET CALCUL

### Montant pour enfant mineur aux études postsecondaires

Pour pouvoir demander ce montant, le particulier doit avoir à sa charge un enfant de 17 ans ou moins tout au long de l'année en question, qui poursuit à temps plein des études postsecondaires ou des études secondaires en formation professionnelle. Il peut donc s'agir de l'enfant du particulier ou de son conjoint,

d'une personne dont le particulier ou son conjoint a la garde et exerce une surveillance (de droit ou de fait), du conjoint de l'enfant du particulier ou du conjoint de l'enfant du conjoint du particulier<sup>5</sup>.

L'enfant ne doit pas avoir un conjoint qui a déduit un montant pour crédits transféré d'un conjoint à l'autre<sup>6</sup>. Ce montant peut être fractionné avec une autre personne ayant subvenu aux besoins de l'enfant mineur<sup>7</sup>.

Le crédit est calculé en fonction du montant pour études postsecondaires, du nombre de sessions d'études complétées durant l'année ainsi qu'en fonction du revenu de l'enfant mineur pour l'année. Le tableau ci-dessous indique les principaux paramètres utilisés pour le calcul du montant pour enfant mineur aux études postsecondaires.

#### PRINCIPAUX PARAMÈTRES (2017)

<b>Montant de base pour enfant mineur aux études postsecondaires</b>	Maximum : 5 722 \$
- Par session : montant à la case A du relevé 8 (maximum : 2 861 \$)	
- Pour un maximum de deux sessions par année	
<b>Revenu de l'enfant mineur</b>	
- Revenu net de l'enfant mineur <sup>8</sup>	
- Plus : Déduction pour particulier habitant une région éloignée reconnue <sup>9</sup>	
- Moins : Bourses d'études ou toute aide financière semblable <sup>10</sup>	
<b>Réduction du montant</b>	(Revenu de l'enfant à charge)
<b>Taux du crédit</b>	15 %

Le programme suivi à temps plein par l'enfant doit être un programme d'un établissement d'enseignement désigné par le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport ou le ministre responsable de l'Enseignement supérieur aux fins de l'application du Programme de prêts et bourses pour les études secondaires en formation professionnelle à temps plein et pour les études postsecondaires à temps plein<sup>11</sup>. Cela vise également les programmes d'enseignement suivis à l'extérieur du Québec de niveau équivalent au niveau collégial ou universitaire et qui sont reconnus par le ministre.

Un étudiant qui est inscrit à temps partiel en raison d'une déficience fonctionnelle majeure<sup>12</sup> est réputé poursuivre à temps plein ses études au cours de l'année en question<sup>13</sup>.

Le calcul de ce crédit se fait comme suit<sup>14</sup> :

1. Établir le montant pour études postsecondaires;
2. Établir le revenu de l'enfant mineur;
3. Calculer le montant de réduction en fonction du revenu de l'enfant;
4. Soustraire au montant établi à l'étape 1 le montant de réduction calculé à l'étape 3;
5. Multiplier le montant obtenu à l'étape 4 par le taux de crédit de 15 %.

## Montant transféré par un enfant majeur aux études postsecondaires

Pour avoir droit au montant transféré par un enfant majeur âgé de 18 ans ou plus tout au long de l'année en question, ce dernier doit transférer<sup>15</sup> un montant à titre de contribution parentale reconnue à ses parents<sup>16</sup>, il doit poursuivre des études secondaires à la formation professionnelle ou des études postsecondaires à temps plein et il doit avoir complété au moins une session d'études qu'il a commencée durant l'année en question<sup>17</sup>. Si un montant pouvait être transféré aux parents par l'enfant majeur, mais que celui-ci a décidé de ne pas effectuer ce transfert, les parents pourraient alors demander un montant pour autres personnes à charge<sup>18</sup>. L'enfant majeur peut décider de répartir ce montant entre son père et sa mère<sup>19</sup>.

Ce crédit est calculé en fonction du montant de base reconnu, du montant pour études postsecondaires, du nombre de sessions d'études complétées durant l'année, des indemnités de remplacement de revenu, du montant reçu au titre de crédit d'impôt pour solidarité et du revenu imposable de l'enfant<sup>20</sup>. Le tableau ci-dessous fait état des principaux paramètres utilisés pour le calcul du montant transféré par un enfant majeur aux études postsecondaires.

PRINCIPAUX PARAMÈTRES (2017)	
<b>Montant de base</b>	4 500 \$
<b>Montant pour études postsecondaires</b>	
- Par session : montant à la case A du relevé 8 (maximum : 2 861 \$)	
- Pour un maximum de deux sessions par année	Maximum : 5 722 \$
<b>Réduction du montant de base si l'enfant a eu 18 ans dans l'année<sup>21</sup></b>	
- Nombre de mois dans l'année qui précèdent l'anniversaire de l'enfant majeur (incluant le mois de l'anniversaire)	
X	
- 375	(375 x nombre de mois)
<b>Réduction du montant par le montant pour indemnités de remplacement de revenu de l'enfant<sup>22</sup></b>	
<b>Réduction du montant par le montant du crédit d'impôt pour solidarité reçu dans l'année en question par l'enfant</b>	
- Crédit d'impôt pour solidarité x 6,66	
<b>Réduction du montant</b>	(Revenu imposable de l'enfant majeur)
- En fonction du revenu imposable de l'enfant <sup>23</sup>	
<b>Taux du crédit</b>	15 %

Les établissements d'enseignement où l'enfant majeur suit son programme sont les mêmes que ceux visés par le montant pour enfant mineur suivant des études postsecondaires. De plus, un enfant majeur inscrit à temps partiel en raison d'une déficience fonctionnelle majeure est aussi, aux fins de ce crédit, réputé poursuivre des études à temps plein<sup>24</sup>.

Le calcul de ce crédit se fait comme suit :

1. Additionner le montant de base de 4 500 \$ et le montant pour études postsecondaires;
2. Calculer la réduction du montant si l'enfant majeur a eu 18 ans au cours de l'année;
3. Soustraire du montant obtenu à l'étape 1 le montant obtenu à l'étape 2;

4. Soustraire le montant pour indemnités de remplacement du revenu de l'enfant du montant obtenu à l'étape 3;
5. Soustraire le montant du crédit d'impôt pour solidarité (multiplié par 6,66) reçu dans l'année en question du montant obtenu à l'étape 4;
6. Calculer le montant de réduction en fonction du revenu imposable de l'enfant;
7. Soustraire au montant obtenu à l'étape 5 le montant de réduction calculé à l'étape 6;
8. Multiplier le montant obtenu à l'étape 7 par le taux du crédit de 15 %.

Les montants de base utilisés pour déterminer ces crédits d'impôt sont indexés annuellement<sup>25</sup>.

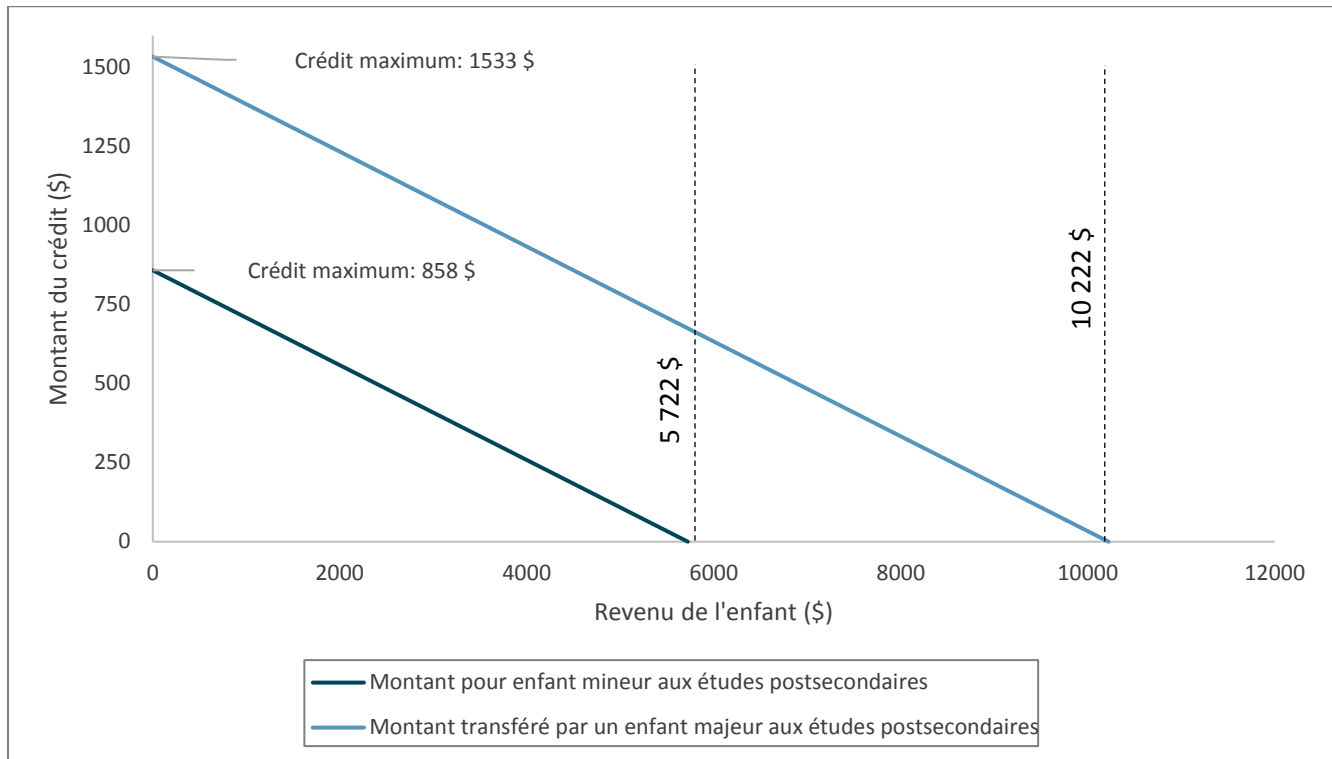
## ILLUSTRATION DE LA MESURE

Le graphique de la page suivante illustre la variation du montant maximal des crédits pour montant pour enfant mineur aux études postsecondaires et pour montant transféré par un enfant majeur aux études postsecondaires en fonction du revenu de l'enfant aux études postsecondaires.

La situation du montant pour enfant mineur aux études postsecondaires est celle d'un enfant mineur qui a complété deux sessions d'études postsecondaires à temps plein et qui était âgé de 17 ans ou moins tout au long de l'année. Le montant maximum de crédit pouvant être demandé par un parent de l'enfant est de 858 \$. Ce crédit diminue graduellement plus le revenu du mineur est élevé, pour atteindre 0 \$ à un revenu de 5 722 \$.

La situation du montant transféré par un enfant majeur aux études postsecondaires est celle d'un enfant majeur qui a complété deux sessions d'études postsecondaires à temps plein et qui avait 18 ans ou plus tout au long de l'année. L'enfant a décidé de transférer le montant à un de ses parents. Ainsi, le montant maximum de crédit pouvant être demandé par le parent de l'enfant est de 1 533 \$. Ce crédit diminue graduellement plus le revenu imposable de l'enfant majeur est élevé, pour atteindre 0 \$ à un revenu imposable de 10 222 \$. Dans ces conditions, il est important de noter que l'enfant a reçu un crédit solidarité d'au moins 284 \$<sup>26</sup> en 2017, ce qui entraîne une réduction de 1 891,44 \$ (facteur de multiplication de 6,66). Le montant transféré par un enfant majeur aux études postsecondaires maximal est donc de 8 330,56 \$ et sa valeur de 1 250 \$.

## Montant maximal des crédits pour montant pour enfant mineur aux études postsecondaires et pour montant transféré par un enfant majeur aux études postsecondaires en fonction du revenu de l'enfant aux études postsecondaires, année d'imposition 2017



## HISTORIQUE DE LA MESURE

Les montants pour les enfants aux études postsecondaires existent depuis l'année d'imposition 1988. Avant cette date, ils existaient sous la forme d'une exemption personnelle depuis 1986<sup>27</sup>.

À partir de l'année d'imposition 2005, un enfant mineur à temps partiel atteint d'une déficience fonctionnelle majeure est réputé poursuivre des études à temps plein<sup>28</sup> et la réduction du montant de base pour une personne à charge qui a eu 18 ans dans l'année est introduite<sup>29</sup>.

À partir de l'année d'imposition 2007, le crédit d'impôt pour enfant mineur aux études postsecondaires est modifié afin que le revenu utilisé pour calculer la réduction ne tienne plus compte des bourses d'études. De plus, un facteur de 80 % est maintenant appliqué au montant de réduction de manière à corriger une situation où « l'écart entre le taux d'imposition de 16 % applicable à la première tranche de revenu imposable [...] et le taux de 20 % applicable à la transformation, en crédit d'impôt pour enfants mineurs en formation professionnelle ou aux études postsecondaires, du montant de besoins essentiels reconnus accordé à son égard, fait en sorte de réduire ce montant de 1,25 \$ pour chaque dollar de revenu gagné par l'enfant »<sup>30</sup>. La notion d'enfant est également précisée afin de prévoir qu'un particulier ne peut demander le crédit pour son enfant mineur si le conjoint de cet enfant a déduit un montant en vertu du transfert entre conjoints<sup>31</sup>. Le crédit d'impôt pour enfant majeur aux études est remplacé par le mécanisme de transfert par l'enfant majeur aux études postsecondaires de la contribution parentale reconnue<sup>32</sup>.

À partir de l'année d'imposition 2017, le taux applicable aux crédits d'impôt est dorénavant le taux d'imposition applicable à la première tranche de revenu imposable. Le facteur de 80 % applicable au taux de réduction n'est plus nécessaire et est donc conséquemment éliminé.

### Ressources complémentaires

REVENU QUÉBEC, « 367 -Montant pour personnes à charge et montant transféré par un enfant majeur aux études postsecondaires », en ligne : <http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/declaration/produire/comment/aideligne/ligne367.aspx>

REVENU QUÉBEC, « Annexe S », en ligne : [http://www.revenuquebec.ca/documents/fr/formulaires/tp/2016-12/TP-1.D.S\(2016-12\).pdf](http://www.revenuquebec.ca/documents/fr/formulaires/tp/2016-12/TP-1.D.S(2016-12).pdf)

REVENU QUÉBEC, « Annexe A », en ligne : [http://www.revenuquebec.ca/documents/fr/formulaires/tp/2016-12/TP-1.D.A\(2016-12\).pdf](http://www.revenuquebec.ca/documents/fr/formulaires/tp/2016-12/TP-1.D.A(2016-12).pdf)

- 
- <sup>1</sup> *Loi sur les impôts*, RLRQ, c.I-3, articles 752.0.1 à 752.0.2.2 et articles 776.41.12 à 776.41.20.
- <sup>2</sup> *Id.*, p.B.54.
- <sup>3</sup> FINANCES QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2016*, précité, note 2, p.B.57.
- <sup>4</sup> 3 M\$ (2016) pour le montant pour enfant mineur aux études postsecondaires et 40 M\$ (2016) pour le montant transféré par un enfant majeur aux études postsecondaires. (FINANCES QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2016*, précité, note 2, p.A.35).
- <sup>5</sup> REVENU QUÉBEC, *Guide de déclaration de revenus*, 2016, p. 49.
- <sup>6</sup> REVENU QUÉBEC, « Montants pour enfant aux études postsecondaires », en ligne : <<http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/credits/charge/default.aspx>> (consulté le 14 septembre 2017).
- <sup>7</sup> La répartition de ce montant se fait à la ligne 21 de l'annexe A pour l'enfant en question où un pourcentage est indiqué.
- <sup>8</sup> Il s'agit du montant inscrit à la ligne 275 de la déclaration de revenus de l'enfant.
- <sup>9</sup> Il s'agit du montant inscrit à la ligne 236 de la déclaration de revenus de l'enfant.
- <sup>10</sup> Il s'agit du montant inscrit à la ligne 154 de la déclaration de revenus de l'enfant.
- <sup>11</sup> FINANCES QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2016*, mars 2017, p.B.54.
- <sup>12</sup> Au sens du *Règlement sur l'aide financière aux études*, RLRQ, c.A-13.3, r.1.
- <sup>13</sup> FINANCES QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2016*, précité, note 2, p.B.54.
- <sup>14</sup> Le calcul du montant se fait sur l'annexe A qui est jointe à la déclaration et ce montant est indiqué à la ligne 367 de la déclaration de revenus pour le calcul du crédit.
- <sup>15</sup> Pour ce faire, l'enfant doit remplir l'annexe S de sa déclaration de revenus afin de déterminer le montant qu'il peut transférer à son ou ses parents et pour les désigner comme personnes bénéficiaires de ce montant. Le ou les parents doivent ensuite remplir et joindre l'annexe A à leur déclaration de revenus et indiquer à la ligne 28 de la partie B de cette annexe le montant transféré. Ce montant devra ensuite être reporté à la ligne 367 de la déclaration de revenus afin de calculer le crédit dont ils ont droit.
- <sup>16</sup> Le terme « parents » signifie une personne avec qui l'enfant a un lien de filiation, une personne qui est le conjoint du père ou de la mère de l'enfant, une personne qui est le père ou la mère du conjoint de l'enfant ou encore une personne qui a eu la garde de l'enfant, a exercé sa surveillance et a subvenu entièrement à ses besoins avant qu'il ait 19 ans.
- <sup>17</sup> REVENU QUÉBEC, « Montants pour enfant aux études postsecondaires », précité, note 4.
- <sup>18</sup> REVENU QUÉBEC, « 367 -Montant pour personnes à charge et montant transféré par un enfant majeur aux études postsecondaires », en ligne : <<http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/declaration/produire/comment/aideligne/ligne367.aspx>> (consulté le 14 septembre 2017).
- <sup>19</sup> REVENU QUÉBEC, « Montant transféré par un enfant majeur aux études postsecondaires », en ligne : <[http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/situation/etudiant/credits/majeur\\_post-secondaire.aspx](http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/situation/etudiant/credits/majeur_post-secondaire.aspx)> (consulté le 14 septembre 2017).
- <sup>20</sup> FINANCES QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2016*, précité, note 2, p.B.56 et B.57.
- <sup>21</sup> On procède à une telle réduction, car les besoins essentiels reconnus des personnes de moins de 18 ans sont déjà couverts par le crédit d'impôt remboursable pour le soutien aux enfants. (FINANCES QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2016*, précité, note 2, p. B.55)
- <sup>22</sup> Ce montant est inscrit à la ligne 358 de la déclaration de revenus de l'enfant. Il s'agit notamment d'un montant reçu à titre d'indemnités par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail (CNESST) ou de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ).
- <sup>23</sup> Il s'agit du montant à la ligne 299 de la déclaration de revenus de l'enfant majeur.
- <sup>24</sup> FINANCES QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2016*, précité, note 2, p.B.56.
- <sup>25</sup> FINANCES QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2016*, mars 2017, p.B.54.
- <sup>26</sup> Il s'agit de la composante pour la TVQ de base pour l'année d'imposition 2017 lorsque le revenu se situe sous le seuil de réduction.
- <sup>27</sup> FINANCES QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2016*, précité, note 2, p.B.53.
- <sup>28</sup> FINANCES QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2008*, janvier 2009, p.B.20.
- <sup>29</sup> *Id.*, p.B.22.
- <sup>30</sup> QUÉBEC, ministère des Finances, *Budget 2007-2008, Renseignements additionnels sur les mesures du budget*, 24 mai 2007, p. A.22 et ss.
- <sup>31</sup> QUÉBEC, ministère des Finances, *Budget 2007-2008, Renseignements additionnels sur les mesures du budget*, 24 mai 2007, p. A.22 et ss.
- <sup>32</sup> *Id.*, p. A.28.





# Montant pour autres personnes à charge<sup>1</sup>

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

Le montant pour autres personnes à charge est un crédit d'impôt non remboursable du Québec qui vise à ne pas imposer le revenu d'un particulier qui est consacré pour subvenir aux besoins essentiels d'une personne à charge âgée de 18 ans ou plus<sup>2</sup>.

Pour l'année d'imposition 2016 le montant pour enfant mineur aux études postsecondaires a entraîné une dépense fiscale estimée à 13 M\$.

UTILISATION ET COÛT DE LA MESURE	
	Total
Utilisation	N.D.
Coût	13 M\$ (2016) <sup>3</sup>

## PARAMÈTRES ET CALCUL

Pour qu'un particulier puisse demander un montant pour autres personnes à charge, la personne à charge doit être âgée de 18 ans ou plus, être unie au particulier par les liens du sang, du mariage ou de l'adoption, et cette personne doit avoir habité ordinairement avec le particulier. Cette personne ne peut pas être le conjoint du particulier, ni un enfant majeur aux études postsecondaires qui a transféré un montant, ni une personne dont le conjoint a déduit un montant pour crédits transférés d'un conjoint à l'autre<sup>4</sup>. Ce montant peut donc être demandé par un particulier pour un enfant majeur qui n'a pas poursuivi des études postsecondaires à temps plein, pour un enfant majeur qui n'a pas transféré un montant pour enfant majeur aux études postsecondaires ou encore pour un frère, une sœur, un neveu, une nièce, un parent, un grand-parent, un oncle, une tante ou ceux et celles du conjoint du particulier<sup>5</sup>. Ce montant peut être fractionné avec une autre personne ayant subvenu aux besoins de la personne à charge<sup>6</sup>.

Ce crédit est calculé en fonction du montant de base reconnu et du revenu de la personne à charge. Le tableau ci-dessous indique les principaux paramètres utilisés pour le calcul du montant pour autres personnes à charge.

#### PRINCIPAUX PARAMÈTRES (2017)

##### Montant de base

- Montant par enfant à charge : 4 168 \$

##### Réduction du montant de base pour l'autre personne à charge

##### si elle a eu 18 ans dans l'année

- Nombre de mois dans l'année qui précèdent l'anniversaire de la personne à charge (incluant le mois de l'anniversaire)

X

- 347,33

(347,33 x nombre de mois)

##### Revenu de la personne à charge

- Revenu net de la personne à charge<sup>7</sup>
- Plus : Déduction pour particulier habitant une région éloignée reconnue<sup>8</sup>
- Moins : Bourses d'études ou toute aide financière semblable<sup>9</sup>

##### Réduction du montant

(Revenu de la personne à charge)

##### Taux du crédit

15 %

Le calcul de ce crédit se fait comme suit :

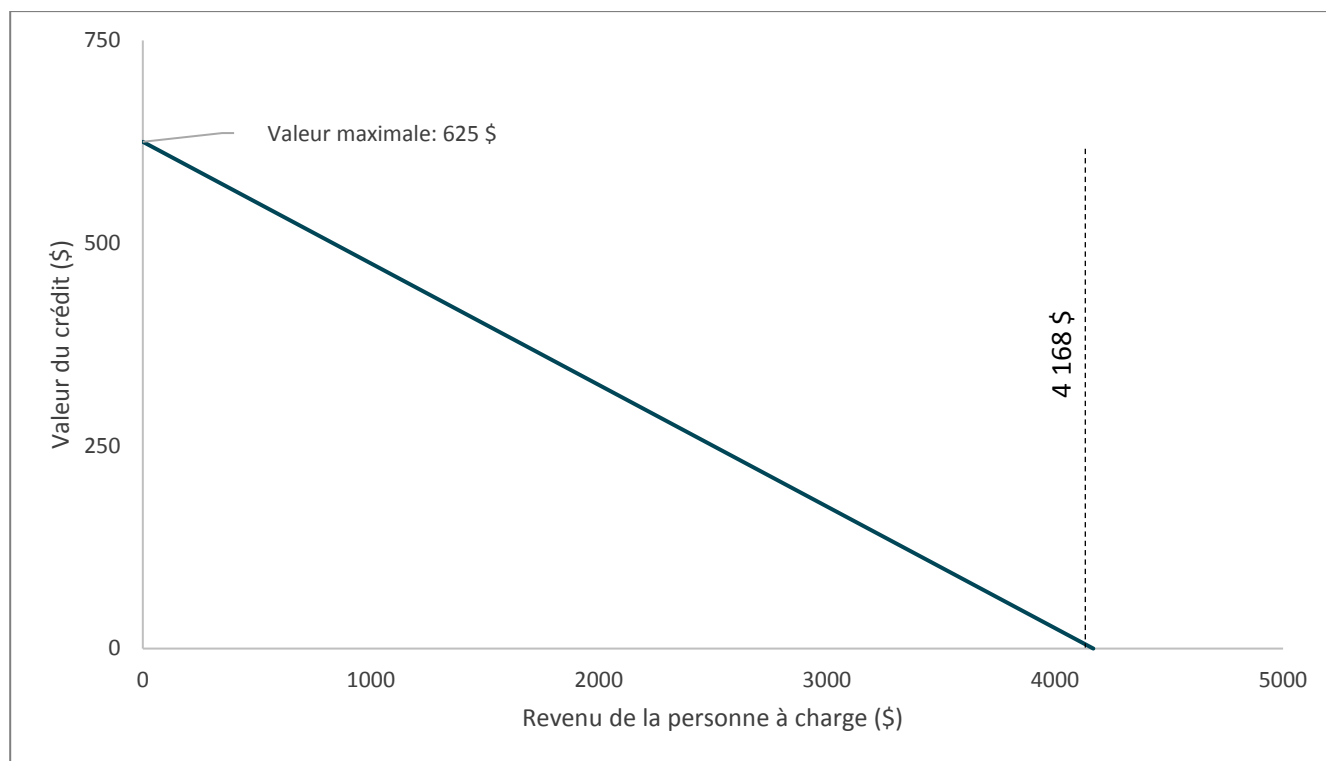
1. Calculer la réduction du montant pour l'autre personne à charge si elle a eu 18 ans au cours de l'année;
2. Soustraire au montant de base de 4 168 \$ le montant calculer à l'étape 1;
3. Établir le revenu de l'autre personne à charge;
4. Calculer le montant de réduction en fonction du revenu de l'autre personne à charge;
5. Soustraire au montant établi à l'étape 2 le montant de réduction calculé à l'étape 4;
6. Multiplier le montant obtenu à l'étape 5 par le taux du crédit de 15 %.

## ILLUSTRATION DE LA MESURE

Le graphique de la page suivante illustre la variation du montant du crédit en fonction du revenu de la personne à charge.

La situation représentée ci-dessous est celle d'un autre enfant à charge qui avait 18 ans ou plus tout au long de l'année. Le montant maximum de crédit pouvant être demandé par le particulier ayant subvenu aux besoins de la personne à charge est de 625 \$ (4 168 \$ x 15 %). Ce crédit diminue au fur et à mesure que le revenu du mineur augmente. Ce crédit diminue graduellement plus le revenu du mineur est élevé pour atteindre 0 \$ à un revenu de 4 168 \$.

### Montant pour un enfant à charge qui avait 18 ans tout au long de l'année



## HISTORIQUE DE LA MESURE

Le montant pour autres personnes à charge existe depuis l'année d'imposition 1988. Avant cette date, il existait sous la forme d'une exemption personnelle depuis 1986<sup>10</sup>.

Entre 2007 et 2016, le crédit d'impôt pour personne à charge est modifié afin que le revenu utilisé pour calculer la réduction ne tienne plus compte des bourses d'études. De plus, un facteur de 80 % est maintenant appliqué au montant de réduction de manière à corriger une situation où « l'écart entre le taux d'imposition de 16 % applicable à la première tranche de revenu imposable [...] et le taux de 20 % applicable à la transformation, en crédit d'impôt pour enfant mineur en formation professionnelle ou aux études postsecondaires, du montant de besoins essentiels reconnus accordé à son égard, fait en sorte de réduire ce montant de 1,25 \$ pour chaque dollar de revenu gagné par l'enfant »<sup>11</sup>.

À partir de l'année d'imposition 2017, le taux applicable aux crédits d'impôt est dorénavant le taux d'imposition applicable à la première tranche de revenu imposable. Le facteur de 80 % applicable au taux de réduction n'est plus nécessaire et est donc conséquemment éliminé.

## Ressources complémentaires

REVENU QUÉBEC, « 367 -Montant pour personnes à charge et montant transféré par un enfant majeur aux études postsecondaires », en ligne :

<http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/declaration/produire/comment/aideligne/ligne367.aspx>

REVENU QUÉBEC, « Annexe A », en ligne : [http://www.revenuquebec.ca/documents/fr/formulaires/tp/2016-12/TP-1.D.A\(2016-12\).pdf](http://www.revenuquebec.ca/documents/fr/formulaires/tp/2016-12/TP-1.D.A(2016-12).pdf)

<sup>1</sup> *Loi sur les impôts*, RLRQ, c.I-3, articles 752.0.1 à 752.0.2.2 et articles 776.41.12 à 776.41.20.

<sup>2</sup> FINANCES QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2016*, précité, note 2, p.B.55.

<sup>3</sup> 3 M\$ (2016) pour le montant pour enfant mineur aux études postsecondaires, 40 M\$ (2016) pour le montant transféré par un enfant majeur aux études postsecondaires et 13 M\$ (2016) pour le montant pour autres personnes à charge. (FINANCES QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2016*, précité, note 2, p.A.35)

<sup>4</sup> REVENU QUÉBEC, « 367 -Montant pour personnes à charge et montant transféré par un enfant majeur aux études postsecondaires », précité, note 10.

<sup>5</sup> *Id.*

<sup>6</sup> La répartition de ce montant se fait à la ligne 54 de l'annexe A pour la personne à charge en question, où un pourcentage est indiqué.

<sup>7</sup> Il s'agit du montant inscrit à la ligne 275 de la déclaration de revenus de l'enfant.

<sup>8</sup> Il s'agit du montant inscrit à la ligne 236 de la déclaration de revenus de l'enfant.

<sup>9</sup> Il s'agit du montant inscrit à la ligne 154 de la déclaration de revenus de l'enfant.

<sup>10</sup> FINANCES QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2016*, précité, note 2, p.B.53.

<sup>11</sup> QUÉBEC, ministère des Finances, *Budget 2007-2008, Renseignements additionnels sur les mesures du budget*, 24 mai 2007, p.A.22 et ss.



# Crédit d'impôt pour frais de scolarité<sup>1</sup>

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

Le crédit d'impôt pour frais de scolarité est un crédit d'impôt non remboursable qui existe à la fois au fédéral et au Québec. Il vise à reconnaître les frais d'inscription à des programmes ou des cours admissibles en procurant un allègement d'impôt aux étudiants<sup>2</sup> et à reconnaître que les frais de scolarité sont des dépenses faites dans le but d'entrer sur le marché du travail, donc pour gagner un revenu<sup>3</sup>.

Pour l'année d'imposition 2016, le crédit d'impôt pour frais de scolarité a entraîné une dépense fiscale estimée à 1 215 M\$ au fédéral. Pour l'année d'imposition 2014, un total de 1 785 810 particuliers ont demandé ce crédit. Les femmes (56 %) ont été plus nombreuses que les hommes (44 %) à en faire la demande. Les données du fédéral pour l'année d'imposition 2016 comprennent le crédit pour études et pour manuels qui a été aboli à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017<sup>4</sup>.

Pour l'année d'imposition 2016, le crédit d'impôt pour frais de scolarité a entraîné une dépense fiscale estimée à 71 M\$ au Québec. Pour l'année d'imposition 2014, un total de 288 479 particuliers ont demandé ce crédit. Les femmes (59 %) ont été plus nombreuses que les hommes (41 %) à en faire la demande.

### Utilisation et coût de la mesure et analyse différenciée selon le sexe

	UTILISATION DE LA MESURE	ANALYSE DIFFÉRENCIÉE SELON LE SEXE (2014)		
		TOTAL	FEMMES	HOMMES
FÉDÉRAL	Utilisation	1 785 810 (2014) <sup>5</sup>	56 %	44 %
	Coût	1 215 M\$ (2016) <sup>6</sup>	54 %	46 %
QUÉBEC	Utilisation	288 479 (2014) <sup>7</sup>	59 %	41 %
	Coût	71 M\$ (2016) <sup>8</sup>	54 %	46 %

## PARAMÈTRES ET CALCUL

Le crédit d'impôt pour frais de scolarité bénéficie aux étudiants et aux personnes qui les soutiennent. Au fédéral, pour l'année d'imposition 2017, il correspond au taux de 15 % du montant des frais de scolarité et d'examen admissibles. Au Québec, il correspond à 8 % de ces frais.

Tant au fédéral qu'au Québec, la partie inutilisée du crédit d'impôt pour les frais de scolarité qui ont été payés par l'étudiant ou une autre personne pour l'année en question peut être transférée à un parent<sup>9</sup> ou un grand-parent<sup>10</sup> qui assure son soutien ou contribue, à sa façon, à favoriser son éducation<sup>11</sup>. Elle peut également être transférée à un conjoint<sup>12</sup> aux fins du crédit fédéral. Aussi, tout montant de frais de scolarité qui n'a jamais servi à calculer ce crédit peut être reporté dans le futur par l'étudiant, mais ne peut pas être transféré à quiconque par la suite<sup>13</sup>.

Autant au fédéral qu'au Québec, la demande du crédit se fait dans la déclaration de revenus du particulier<sup>14</sup> en joignant les annexes pertinentes<sup>15</sup>.

Le tableau ci-dessous présente les principaux paramètres des crédits d'impôt pour frais de scolarité du fédéral et du Québec pour l'année d'imposition 2017.

PRINCIPAUX PARAMÈTRES (2017)		
	FÉDÉRAL	QUÉBEC
Taux du crédit	15 %	8 % depuis 2013, mais demeure de 20 % pour certains frais qui n'ont pas encore été utilisés <sup>16</sup> .
Montant minimal de frais de scolarité et d'examen donnant droit au crédit	100 \$ par établissement	100 \$
Montant maximal de frais de scolarité pouvant être transférés	5 000 \$ (auquel il faut soustraire le montant demandé par l'étudiant pour les frais de l'année en question)	(8 % x frais de scolarité admissibles) – impôt autrement à payer <sup>17</sup>

Ces crédits étant des crédits d'impôt non remboursables, l'étudiant ne pourra demander ce crédit pour l'année en question si son impôt est déjà nul avant l'application de ce crédit. Cependant, le montant des frais de scolarité admissibles pourra être transféré à une personne ou encore reporté à une année ultérieure.

### Crédit fédéral

#### *Calcul du crédit d'impôt*

Un étudiant peut demander, pour une année donnée, un crédit d'impôt pour les frais de scolarité admissibles<sup>18</sup> qu'il a payés et qui correspond à 15 % de ces frais. Toutefois, si l'étudiant n'a pas d'impôt à payer pour l'année en question, il ne pourra pas utiliser ce crédit pour diminuer son impôt payable puisqu'il n'a tout simplement aucun impôt à payer. Cependant, ce crédit ne sera pas perdu, car il pourra décider de

le transférer à un parent ou de le reporter à une année subséquente. Si, par exemple, l'année suivante, l'étudiant a un impôt payable, les frais de scolarité inutilisés de l'année précédente pourront dans un premier temps être pris en compte dans le calcul du crédit afin de diminuer son impôt payable de l'année et, ensuite, s'il subsiste encore un montant d'impôt à payer, le montant des frais de scolarité de l'année sera également pris en compte dans le calcul du crédit.

Quant au montant pouvant être transféré à un parent, il peut s'agir du plein montant des frais de scolarité de l'année en question si l'étudiant a décidé de transférer tout le montant de ses frais de scolarité (jusqu'à concurrence d'un montant de 5 000 \$). Si l'étudiant a utilisé une partie de ce montant pour diminuer son impôt, la différence entre le montant total auquel il avait droit et le montant effectivement utilisé par lui pourra alors être transféré à un parent. Le parent appliquera ensuite le taux de 15 % à ce montant, ce qui correspondra au crédit qu'il pourra réclamer dans sa déclaration de revenus.

Le montant total de frais de scolarité inutilisés que l'étudiant pourra prendre en compte dans une année en question dans le calcul de son crédit d'impôt correspondra à tous les montants de frais de scolarité qui n'ont pas déjà été transférés ou utilisés par l'étudiant dans une année antérieure.

### *Frais de scolarité et d'examen admissibles*

Les principaux frais de scolarité admissibles sont ceux payés aux établissements d'enseignement admissibles tels que les universités, les collèges ou autres établissements semblables offrant des cours de niveau postsecondaire. Depuis 2017, certains cours axés sur les compétences professionnelles qui ne sont pas de niveau postsecondaire sont aussi admissibles. Les principaux frais d'examen admissibles sont ceux payés relativement à un examen professionnel à un établissement d'enseignement situé au Canada, à une association professionnelle, à un ministère provincial ou toutes institutions semblables et dont l'examen est nécessaire à l'obtention d'un statut professionnel reconnu au Canada ou à l'obtention d'un permis ou d'une qualification pour exercer un métier au Canada. Toutefois, les frais de scolarité ou d'examen mentionnés ci-dessus ne seront pas admissibles s'ils sont payés pour le compte de l'étudiant ou qu'ils lui sont remboursés par son employeur ou celui de ses parents alors qu'aucun montant n'est inclus dans le revenu de l'étudiant ou de ses parents.

## Crédit du Québec

### *Calcul du crédit*

Le calcul du crédit d'impôt du Québec est semblable à celui du fédéral, à quelques exceptions près. Tout d'abord, contrairement au crédit fédéral, le taux du crédit du Québec est de 8 % depuis 2013 et était de 20 % avant 2013. Ainsi, il est important de distinguer les frais de scolarité payés et inutilisés des années 1997 au 27 mars 2013 de ceux payés après cette date puisque le taux du crédit n'est pas le même. De plus, il est également à noter que, au Québec, il n'y a pas de limite de 5 000 \$ de frais transférables comme c'est le cas au fédéral.

Sinon, comme au fédéral, le montant du crédit d'impôt demandé par l'étudiant pour une année en question est limité au montant d'impôt payable. De plus, les frais de scolarité inutilisés durant une année en question peuvent également être reportés à des années subséquentes.

## Frais de scolarité et d'examen admissibles<sup>19</sup>

Comme au fédéral, les principaux frais de scolarité admissibles au crédit provincial sont ceux payés pour l'année à un établissement d'enseignement pour un programme d'étude postsecondaire. De plus, les principaux frais d'examen admissibles sont ceux payés pour un examen permettant à l'étudiant d'obtenir un statut professionnel, un permis ou une qualification nécessaire à l'exercice d'un métier ou d'une profession. Toutefois, les frais de scolarité ou d'examen mentionnés ci-dessus ne seront pas admissibles s'ils sont payés pour le compte de l'étudiant ou qu'ils lui sont remboursés par son employeur ou celui de ses parents alors qu'aucun montant n'est inclus dans le revenu de l'étudiant ou de ses parents.

## ILLUSTRATION DE LA MESURE

Un étudiant dispose de 2 000 \$ de frais de scolarité inutilisés avant l'année d'imposition 2017. Au cours de l'année d'imposition 2017, ses frais de scolarité admissibles s'élèvent à 3 000 \$, ce qui correspond à un crédit pour frais de scolarité de 450 \$<sup>20</sup> au fédéral (taux de 15 %) et de 240 \$ au Québec (taux de 8 %).

L'étudiant a un revenu imposable de 4 000 \$ en 2017, ce qui fait que son impôt payable est nul. Le crédit d'impôt maximal que l'étudiant peut transférer dans l'année est de 450 \$ au fédéral et de 240 \$ au provincial, ce qui correspond au crédit pour frais de scolarité de 2017. Il ne peut transférer la partie inutilisée des frais de scolarité des années antérieures.

Si l'étudiant transfère son crédit de 2017 à ses parents, le montant qu'il pourra reporter aux années futures est de 2 000 \$ au fédéral et 2 000 \$ au Québec, soit la partie inutilisée des frais de scolarité antérieurs à 2017. Si l'étudiant décide de reporter en totalité ses frais de scolarité de 2017 plutôt que de les transférer, la partie inutilisée de ses frais de scolarité s'élèvera à 5 000 \$ au fédéral (crédit d'une valeur de 900 \$ au taux de 15 %) et à 5 000 \$ au Québec (crédit d'une valeur de 480 \$ au taux de 8 %).

ILLUSTRATION DU CRÉDIT D'IMPÔT FÉDÉRAL ET DU QUÉBEC (2017)		
	Fédéral	Québec
Partie inutilisée des frais de scolarité et examen	2 000 \$	2 000 \$ (au taux de 8 %)
Frais de scolarité admissibles payés pour l'année	3 000 \$	3 000 \$
Taux du crédit	15 %	8 %
Crédit pour les frais de scolarité payés pour l'année 2017	450 \$ <sup>21</sup>	240 \$ <sup>22</sup>
Revenu imposable de l'étudiant	4 000 \$	4 000 \$
Impôt payable	—	—
Crédit maximal pouvant être transféré par l'étudiant à une personne	450 \$ <sup>23</sup>	240 \$ <sup>24</sup>
Montant pouvant être reporté aux années suivantes si l'étudiant transfère un montant égal au montant maximal qu'il peut transférer	2 000 \$	2 000 \$
Montant pouvant être reporté aux années suivantes si l'étudiant ne transfère pas un montant	5 000 \$ (crédit possible de 900 \$)	5 000 \$ (crédit possible de 480 \$)



## HISTORIQUE DE LA MESURE

Le crédit d'impôt pour frais de scolarité fédéral existe, dans sa mouture actuelle, depuis la réforme fiscale fédérale de 1987. C'est également à partir de ce moment qu'une portion de la mesure est devenue transférable. Auparavant, et ce depuis 1961, il y avait une déduction possible des frais de scolarité dans le calcul du revenu. Depuis 1997, les montants pour frais inutilisés peuvent être reportés à une année ultérieure. Le budget de 2011 a rendu les examens professionnels admissibles aux fins du crédit et la durée minimale d'études à l'étranger est passée de 13 semaines à 3 semaines consécutives<sup>25</sup>. À partir de l'année d'imposition 2017, l'admissibilité au crédit d'impôt pour frais de scolarité a été élargie afin d'inclure les frais payés pour les cours qui servent à acquérir ou à améliorer des compétences à exercer une activité professionnelle, mais qui ne sont pas de niveau postsecondaire.

Le crédit d'impôt pour frais de scolarité du Québec existe depuis 1997. Auparavant, la mesure prenait la forme d'une déduction dans le calcul du revenu<sup>26</sup>. Depuis l'année 2005, les frais payés à une organisation professionnelle du Canada ou des États-Unis pour un examen professionnel nécessaire à la délivrance d'un permis d'exercice par un ordre sont considérés comme des frais d'examen admissibles aux fins du crédit d'impôt<sup>27</sup>. Depuis 2007, la partie inutilisée du crédit d'impôt pour frais de scolarité peut être transférée par l'étudiant à ses parents ou grands-parents afin de mieux reconnaître leur soutien dans son éducation<sup>28</sup>. En 2013, le taux du crédit d'impôt a été modifié de manière à ce que les frais de scolarité payés pour une session d'études commencée après le 28 mars 2013 donnent dorénavant droit à un crédit d'impôt au taux de 8 %, alors que ceux avant cette date donnaient droit à un crédit au taux de 20 %. De plus, les frais d'examen payés pour un examen passé après le 1<sup>er</sup> mai 2013 donnent également droit à un crédit de 8 % plutôt que de 20 %<sup>29</sup>. Ce changement de taux a également eu un impact sur les montants pouvant être transférés pour l'année 2013 par un enfant à son parent ou grand-parent<sup>30</sup>.

### Ressources complémentaires

#### FÉDÉRAL

AGENCE DU REVENU DU CANADA, Folio de l'impôt sur le revenu S1-F2-C2, « Crédit d'impôt pour frais de scolarité », 26 avril 2017.

#### QUÉBEC

REVENU QUÉBEC, « 398 – Crédit d'impôt pour frais de scolarité ou d'examen », en ligne : <http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/declaration/produire/comment/aideligne/ligne398.aspx>

- <sup>1</sup> Loi de l'impôt sur le revenu, L.R.C. (1985), ch.1 (5<sup>e</sup> suppl.), art. 118.5 et ss. et Loi sur les impôts, RLRQ, c.I-3, art. 752.0.18.10 et ss.
- <sup>2</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales*, 2017, p.84.
- <sup>3</sup> FINANCES QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2016*, mars 2017, p. B.39.
- <sup>4</sup> Ce crédit n'existe plus, mais le montant non utilisé découlant des années antérieures à 2017 peut être demandé pour les années après 2016. (AGENCE DU REVENU DU CANADA, Folio de l'impôt sur le revenu S1-F2-C2, précité, note 8, n° 2.46).
- <sup>5</sup> AGENCE DU REVENU DU CANADA, *Statistiques finales de la T1, édition de 2016 (année d'imposition 2014)*, tableau final 4 pour l'ensemble du Canada.
- <sup>6</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales*, précité, note 2, p. 35.
- <sup>7</sup> FINANCES QUÉBEC, *Statistiques fiscales des particuliers – année d'imposition 2013*, juin 2016, p. 91.
- <sup>8</sup> FINANCES QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2016*, précité, note 4, p. A.27.
- <sup>9</sup> Il s'agit du parent naturel, par alliance ou adoptif de l'étudiant ou du conjoint de l'étudiant ou encore d'une personne dont l'étudiant est entièrement à sa charge et qui en a ou en avait la garde, la surveillance (en droit ou en fait) juste avant que l'étudiant ait atteint 19 ans.
- <sup>10</sup> Il s'agit des grands-parents de l'étudiant, des conjoints des grands-parents de l'étudiant ou des grands-parents du conjoint de l'étudiant.
- <sup>11</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales*, précité, note 4, p.84 et FINANCES QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2016*, mars 2017, p. B.41.
- <sup>12</sup> Il s'agit du conjoint de fait ou de l'époux de l'étudiant.
- <sup>13</sup> REVENU QUÉBEC, « 398 – Crédit d'impôt pour frais de scolarité ou d'examen », en ligne : <<http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/declaration/produire/comment/aideligne/ligne398.aspx>> (consulté le 21 septembre 2017) et AGENCE DU REVENU DU CANADA, Folio de l'impôt sur le revenu S1-F2-C2, « Crédit d'impôt pour frais de scolarité », 26 avril 2017, n° 2.46.
- <sup>14</sup> La demande se fait à la ligne 398 ou 398.1 de la déclaration de revenus du Québec et à la ligne 323 ou 324 de l'annexe 1 ou la ligne 360 de l'annexe 2 de la déclaration de revenus fédérale.
- <sup>15</sup> Au fédéral, l'étudiant doit remplir l'annexe 11 et la joindre à sa déclaration de revenus. S'il décide de transférer un montant, il devra également désigner le bénéficiaire du transfert en remplissant le formulaire applicable. La personne à qui le montant a été transféré devra l'indiquer dans son annexe 2 ou dans son annexe 1. Au Québec, l'étudiant qui demande ou transfère le crédit d'impôt doit remplir l'annexe T et la joindre à sa déclaration de revenus. La personne à qui le montant est transféré doit, quant à elle, remplir la partie D de l'annexe A et la joindre à sa déclaration de revenus. Même si l'étudiant ne demande pas le crédit dans l'année et qu'il ne transfère pas de montant à une personne, il devrait tout de même remplir ces annexes puisqu'elles permettront de tenir à jour les montants inutilisés qui pourront être reportés à une année future.
- <sup>16</sup> Le taux demeure de 20 % pour les frais payés pour les années 1997 à 2012, pour ceux payés pour une session d'études postsecondaires ayant commencée avant le 28 mars 2013, pour ceux payés à un établissement reconnu par le ministre du Revenu auquel il était inscrit avant le 29 mars 2013 et pour ceux payés pour passer un examen en 2013 avant le 1<sup>er</sup> mai 2013.
- <sup>17</sup> L'impôt autrement à payer est calculé en tenant compte uniquement des crédits d'impôt non remboursables qui s'appliquent, selon l'ordre d'application des crédits, avant le crédit pour frais de scolarité et d'examen.
- <sup>18</sup> Si l'étudiant a reçu un T2202A de son établissement d'enseignement, le montant à indiquer est celui apparaissant sur ce formulaire. Si l'étudiant a payé des frais à un établissement d'enseignement accrédité par le ministre, l'établissement lui aura alors fourni une lettre d'attestation mentionnant les frais payés. Si des frais d'examen professionnel ont été payés, l'organisme en question aura fourni un reçu pour examen professionnel à l'étudiant précisant les frais admissibles.
- <sup>19</sup> REVENU QUÉBEC, « 398 – Crédit d'impôt pour frais de scolarité ou d'examen », précité, note 8.
- <sup>20</sup> Valeur de 375,75 \$ en tenant compte de l'abattement pour les résidents du Québec de 16,5 %.
- <sup>21</sup> Ce crédit ne peut être demandé par l'étudiant en 2016 puisqu'il s'agit d'un crédit d'impôt non remboursable et que son impôt est déjà nul en raison de ses faibles revenus de l'année 2016. Cependant, il peut décider de soit transférer ce montant ou encore de reporter ce montant à plus tard.
- <sup>22</sup> *Id.*
- <sup>23</sup>  $15\% \times 3\,000 = 450 \$$
- <sup>24</sup>  $8\% \times 3\,000 \$ = 240 \$$
- <sup>25</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales*, précité, note 2, p.84.
- <sup>26</sup> FINANCES QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2016*, précité, note 4, p. B-39.
- <sup>27</sup> QUÉBEC, ministère des Finances, *Budget 2007-2008, Renseignements additionnels sur les mesures fiscales du budget*, 24 mai 2007, p. A.39.
- <sup>28</sup> *Id.*, A.39 et A.40.
- <sup>29</sup> FINANCES QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2016*, précité, note 4, p. B-39 et B-40.
- <sup>30</sup> *Id.*, B-40.



# Crédit d'impôt pour intérêts payés sur un prêt étudiant<sup>1</sup>

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

Le crédit d'impôt pour intérêts payés sur un prêt étudiant est un crédit d'impôt non remboursable qui existe à la fois au fédéral et au Québec. Il vise à permettre aux particuliers de gérer leur niveau d'endettement lié aux études<sup>2</sup> et d'alléger le fardeau découlant de l'obligation de payer des intérêts sur un prêt étudiant<sup>3</sup>.

Pour l'année d'imposition 2016, le crédit d'impôt pour frais de scolarité a entraîné une dépense fiscale estimée à 40 M\$ au fédéral. Pour l'année d'imposition 2014, un total de 563 980 particuliers ont demandé ce crédit. Les femmes (60 %) ont été plus nombreuses que les hommes (40 %) à en faire la demande.

Pour l'année d'imposition 2016, le crédit d'impôt pour frais de scolarité a entraîné une dépense fiscale estimée à 11 M\$ au Québec. Pour l'année d'imposition 2014, un total de 151 364 particuliers ont demandé ce crédit. Les femmes (60 %) ont été plus nombreuses que les hommes (40 %) à en faire la demande.

UTILISATION ET COÛT DE LA MESURE				
		Total	Femmes (2014)	Hommes (2014)
FÉDÉRAL	Utilisation	563 980 (2014) <sup>4</sup>	60 %	40 %
	Coût	40 M\$ (2016) <sup>5</sup>	61 %	39 %
QUÉBEC	Utilisation	151 364 (2014) <sup>6</sup>	60 %	40 %
	Coût	11 M\$ (2016) <sup>7</sup>	58 %	42 %

## PARAMÈTRES ET CALCUL

Les bénéficiaires du crédit d'impôt pour intérêts payés sur un prêt étudiant sont les particuliers ayant un prêt d'études admissible.

Le taux du crédit s'établit à 15 % au fédéral et 20 % au Québec. La valeur maximale du crédit varie en fonction du montant des intérêts payés sur un prêt étudiant.

Ce ne sont pas les intérêts payés sur tous les types de prêts étudiants qui sont admissibles au crédit d'impôt. En effet, seuls les montants pour intérêts payés sur les prêts étudiants suivants le sont :

- Prêts obtenus en vertu de la *Loi sur l'aide financière aux études*;
- Prêts obtenus en vertu de la *Loi fédérale sur les prêts aux étudiants*;
- Prêts obtenus en vertu de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*;
- Prêts obtenus en vertu de la *Loi sur les prêts aux apprentis*;
- Prêts obtenus en vertu d'une loi provinciale ou territoriale semblable régissant l'octroi d'aide financière aux étudiants de niveau postsecondaire.

Ainsi, les intérêts payés sur une marge de crédit étudiante ou les intérêts payés en paiement intégral ou partiel d'un jugement ne sont pas admissibles au crédit d'impôt puisqu'ils ne sont pas payés dans le cadre d'un des programmes d'aide financière mentionnés ci-dessus.

Le particulier qui a contracté ce type de prêt peut demander le crédit si lui ou une personne avec qui il est lié a payé les intérêts dus au cours de l'année. Cependant, il est le seul à pouvoir le demander. Autrement dit, le crédit n'est pas transférable à une autre personne, comme un conjoint ou un parent.

Tant au fédéral qu'au Québec, toute partie du crédit d'impôt qui est inutilisée peut être appliquée en réduction de l'impôt à payer dans les années subséquentes. Au fédéral, le report du crédit est cependant limité à cinq années suivant le paiement des intérêts.

Le crédit d'impôt fédéral se calcule en appliquant un taux de 15 % au montant d'intérêts payés au cours de l'année ou d'une des cinq années d'imposition précédentes s'ils n'ont pas été déjà inclus, pour une autre année d'imposition, dans le calcul de ce crédit<sup>8</sup>.

Le crédit d'impôt du Québec se calcule en appliquant un taux de 20 % au montant d'intérêts payés au cours de l'année et les intérêts reportés des années antérieures<sup>9</sup>.

## ILLUSTRATION DE LA MESURE

Un prêt a été consenti à un particulier en vertu de la *Loi sur l'aide financière aux études*. Le particulier a payé un montant de 600 \$ d'intérêts en 2015, 400 \$ en 2016 et 200 \$ en 2017. Il n'a jamais réclamé de crédit dans sa déclaration de revenus du Québec et du fédéral pour les intérêts payés. L'impôt payable au fédéral est de 200 \$ et de 140 \$ au Québec.

### Calcul du crédit au Fédéral :

$15 \% \times (200 \$ \text{ (en 2017)} + 1\,000 \$ \text{ (montant reporté de 2015 et 2016)}) = 180 \$$

### Calcul du crédit au Québec :

$20 \% \times (200 \$ \text{ (en 2017)} + 1\,000 \$ \text{ (montant reporté de 2015 et 2016)}) = 240 \$$

	FÉDÉRAL	QUÉBEC
Impôt payable	200 \$	140 \$
Montant du crédit	(180 \$)	(240 \$)
Impôt après le crédit	20 \$	0 \$
Intérêts reportables	---	500 \$ (ce qui représente un crédit de 100 \$)

## HISTORIQUE DE LA MESURE

Le crédit d'impôt pour intérêts payés sur un prêt étudiant existe depuis 1998, tant au fédéral qu'au Québec. Le fédéral et le Québec ont étendu le crédit aux prêts canadiens obtenus en vertu de la *Loi sur les prêts aux apprentis*<sup>10</sup> à partir de l'année d'imposition 2015<sup>11</sup>.

### Ressources complémentaires

#### FÉDÉRAL

AGENCE DU REVENU DU CANADA, « Ligne 319 - Intérêts payés sur vos prêts étudiants », en ligne : <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/impot/particuliers/sujets/tout-votre-declaration-revenus/declaration-revenus/remplir-declaration-revenus/deductions-credits-depenses/ligne-319-interets-payes-vos-prets-etudiants.html>

#### QUÉBEC

REVENU QUÉBEC, « 385 – intérêts payés sur un prêt étudiant », en ligne : <http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/declaration/produire/comment/aideligne/ligne385.aspx>

<sup>1</sup> *Loi de l'impôt sur le revenu*, L.R.C. (1985), ch.1 (5<sup>e</sup> suppl.), art. 118.62 et *Loi sur les impôts*, RLRQ, c.I-3, art. 750.0.18.15.

<sup>2</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales*, 2017, p.86.

<sup>3</sup> FINANCES QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2016*, précité, note 2, p.B.41.

<sup>4</sup> AGENCE DU REVENU DU CANADA, *Statistiques finales de la T1, édition de 2016 (année d'imposition 2014)*, tableau final 4 pour l'ensemble du Canada.

<sup>5</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales*, précité, note 2, p.35.

<sup>6</sup> FINANCES QUÉBEC, *Statistiques fiscales des particuliers – année d'imposition 2014, décembre 2017*, p.91.

<sup>7</sup> FINANCES QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2016*, précité, note 4, p.A.35.

<sup>8</sup> Le montant des intérêts admissibles doit être indiqué à la ligne 319 de l'annexe 1 de la déclaration de revenus du particulier.

<sup>9</sup> Si, par exemple, l'impôt payable est moins élevé que le crédit d'impôt pour intérêts payés sur des prêts étudiants, il est possible de reporter ce montant dans le futur. Pour calculer un montant d'intérêts à reporter dans des années subséquentes, il faut alors compléter l'annexe M de la déclaration de revenus.

<sup>10</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales*, 2017, p.86.

<sup>11</sup> FINANCES QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2016*, mars 2017, p.B.41.



# Crédit d'impôt pour les nouveaux diplômés travaillant dans une région ressource éloignée<sup>1</sup>

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

Le crédit d'impôt pour les nouveaux diplômés travaillant dans une région ressource éloignée est un crédit d'impôt non remboursable du Québec qui vise à susciter l'intérêt des jeunes diplômés à migrer vers des régions ressources éloignées et à lutter contre l'exode des jeunes de ces régions<sup>2</sup>.

Pour l'année d'imposition 2016, le crédit d'impôt pour les nouveaux diplômés travaillant dans une région ressource éloignée a entraîné une dépense fiscale estimée à 48 M\$. Pour l'année d'imposition 2014, un total de 24 533 particuliers ont demandé ce crédit. Les femmes (51 %) ont été légèrement plus nombreuses que les hommes (49 %) à en faire la demande.

UTILISATION ET COÛT DE LA MESURE			
	Total	Femmes (2014)	Hommes (2014)
Utilisation	24 533 (2014) <sup>3</sup>	53 %	47 %
Coût	48 M\$ (2016) <sup>4</sup>	51 %	49 %

## PARAMÈTRES ET CALCUL

Les bénéficiaires du crédit d'impôt pour les nouveaux diplômés travaillant dans une région ressource éloignée sont les jeunes diplômés qui vont travailler dans des régions ressources éloignées dans un domaine en lien avec le diplôme qu'ils ont obtenu. Ce crédit peut atteindre 40 % du salaire pour une valeur maximale de 3 000 \$ par année et pour un montant cumulatif maximal de 10 000 \$ ou 8 000 \$, selon le cas<sup>5</sup>.

Pour pouvoir demander ce crédit<sup>6</sup>, le particulier doit, au 31 décembre de l'année visée par la demande, résider dans une région ressource éloignée du Québec. Il doit également avoir travaillé habituellement dans une telle région pour une entreprise que son employeur exploitait dans cette région et ses fonctions doivent être liées à son domaine de spécialisation pour lequel il a reçu une formation qui l'a mené à l'obtention d'un diplôme reconnu<sup>7</sup>. De plus, le particulier doit soit : 1) avoir commencé à occuper un emploi admissible dans les 24 mois suivants la date à laquelle la formation menant à un diplôme reconnu a été complétée ou, si le

diplôme est un diplôme universitaire de 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> cycle, dans les 24 mois suivants la date à laquelle le particulier a obtenu ce diplôme après la rédaction d'un essai, mémoire ou thèse nécessaire à son obtention; soit 2) avoir eu droit à ce crédit d'impôt pour une année passée et avoir résidé dans une telle région pendant toute la période qui débute à la fin de cette année passée et se termine le 31 décembre de l'année visée par la demande.

Le crédit d'impôt pour nouveau diplômé travaillant dans une région ressource éloignée varie en fonction du montant cumulatif du crédit d'impôt, de l'impôt sur le revenu et du salaire admissible. Le tableau ci-dessous présente les principaux paramètres du crédit.

<b>PRINCIPAUX PARAMÈTRES (2017)<sup>8</sup></b>	
<b>Montant cumulatif du crédit d'impôt</b> Montant de 10 000 \$ si : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les fonctions de l'emploi occupé en 2017 étaient liées au domaine de la spécialisation pour laquelle le particulier a obtenu un diplôme reconnu de niveau collégial ou universitaire</li> <li>• Une des situations suivantes est rencontrée : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Soit que le particulier avait droit à ce crédit pour la première fois en 2017</li> <li>○ Soit qu'il y avait droit en 2015, 2016 ou 2017 pour un emploi donnant droit au montant cumulatif maximal de 10 000 \$</li> <li>○ Soit qu'il avait droit à ce crédit dans une année passée pour un emploi donnant droit au montant cumulatif de 8 000 \$ et que l'emploi occupé en 2017 est un nouvel emploi que le particulier a commencé à occuper dans le délai de 24 mois suivants l'obtention d'un diplôme reconnu</li> </ul> </li> <li>• Montant de 8 000 \$ dans les autres cas</li> </ul>	<b>Montant cumulatif maximal : 10 000 \$ ou 8 000 \$</b>
<b>Montant du crédit par année<sup>9</sup></b> Moins élevé de : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Impôt sur le revenu imposable<sup>10</sup></li> <li>• Le montant admissible qui est le moindre de : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ 40 % x salaires admissibles<sup>11</sup></li> <li>○ Montant cumulatif (10 000 \$ ou 8 000 \$) - montant demandé dans une année passée à titre de crédit d'impôt pour un nouveau diplômé travaillant dans une région ressource éloignée. (Pour un particulier ayant occupé des emplois lui donnant droit à des montants cumulatifs différents, consulter le détail du calcul ci-dessous)</li> </ul> </li> <li>• 3 000 \$</li> </ul>	<b>Montant annuel maximal : 3 000 \$</b>

## Diplômes reconnus

Le tableau ci-dessous dresse une liste des diplômes reconnus de niveau secondaire et de niveau postsecondaire<sup>12</sup>.

DIPLOMES RECONNUS	
Niveau secondaire	Niveau postsecondaire
Diplôme d'études professionnelles (DEP) décerné par le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport (ci-après « MELS »).	Diplôme d'études collégiales (DEC) en formation technique décernée par le ministre responsable de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (ci-après « MEES ») ou par un établissement d'enseignement collégial si cette responsabilité lui a été déléguée par le MEES.
Attestation de spécialisation professionnelle (ASP) décernée par le MELS.	Une attestation d'études collégiales (AEC) en formation technique décernée par un établissement d'enseignement collégial du Québec.
Attestation de formation professionnelle (AFP) décernée par le MELS.	Un diplôme d'études universitaires de premier, deuxième ou troisième cycle décerné par une université québécoise.
Diplôme décerné par un établissement d'enseignement hors Canada et qui est admis en équivalence par le ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (ci-après « MIDI ») de l'un des diplômes de niveau secondaire ci-haut mentionnés.	Un diplôme d'études universitaires de premier, deuxième ou troisième cycle décerné par une université située au Canada, mais à l'extérieur du Québec.
<p>Diplôme décerné par un établissement d'enseignement situé hors Québec, mais à l'intérieur du Canada, pour une formation professionnelle et qui respecte une des conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• À la suite d'une évaluation comparative effectuée avant le 1<sup>er</sup> juillet 2015 par le MIDI, le diplôme est admis en équivalence d'un DEP, ASP ou AFP.</li> <li>• Selon une attestation écrite fournie par l'établissement d'enseignement responsable de la formation, le diplôme est admis en équivalence d'un DEP, ASP ou AFP.</li> </ul>	<p>Un diplôme décerné par un établissement d'enseignement situé au Canada, mais à l'extérieur du Québec, pour une formation technique et qui respecte une des conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• À la suite d'une évaluation comparative effectuée avant le 1<sup>er</sup> juillet 2015 par le MIDI, le diplôme est admis en équivalence d'un DEC ou d'un AEC.</li> <li>• Selon une attestation écrite fournie par l'établissement d'enseignement responsable de la formation, le diplôme est admis en équivalence d'un DEC ou d'un AEC.</li> </ul>
	Un diplôme décerné par un établissement d'enseignement situé à l'extérieur du Canada et qui est, à la suite d'une évaluation comparative effectuée par le MIDI, admis comme équivalent à un DEP, AEC ou diplôme d'études universitaires.
	Une attestation d'études pour une formation postsecondaire de l'École nationale de théâtre du Canada, du Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec, de l'École du Barreau du Québec ou de l'École nationale de police du Québec.



## Régions ressources éloignées

Les régions, municipalités régionales de comtés (ci-après « MRC ») et les villes qui sont considérées comme des régions ressources éloignées aux fins du crédit d'impôt sont les suivantes<sup>13</sup> :

RÉGIONS RESSOURCES ÉLOIGNÉES	
Bas-Saint-Laurent	MRC d'Antoine-Labelle
Saguenay–Lac-Saint-Jean	MRC de La Vallée-de-la-Gatineau
Abitibi-Témiscamingue	MRC de Mékinac
Côte-Nord	MRC de Pontiac
Nord-du-Québec	La Tuque, La Bostonnais et Lac-Édouard
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	

## Emploi et salaire admissible

Le salaire admissible au calcul est celui gagné par le particulier alors qu'il exerce un ou plusieurs emplois admissibles durant l'année. Un emploi admissible est un emploi ou une charge dont les fonctions sont habituellement exercées par le nouveau diplômé dans une région ressource éloignée pour une entreprise que son employeur exploite dans cette région et dans le domaine de spécialité pour lequel il a obtenu un diplôme reconnu<sup>14</sup>.

## Calcul du crédit

La première étape du calcul du crédit consiste à déterminer le revenu imposable du particulier.

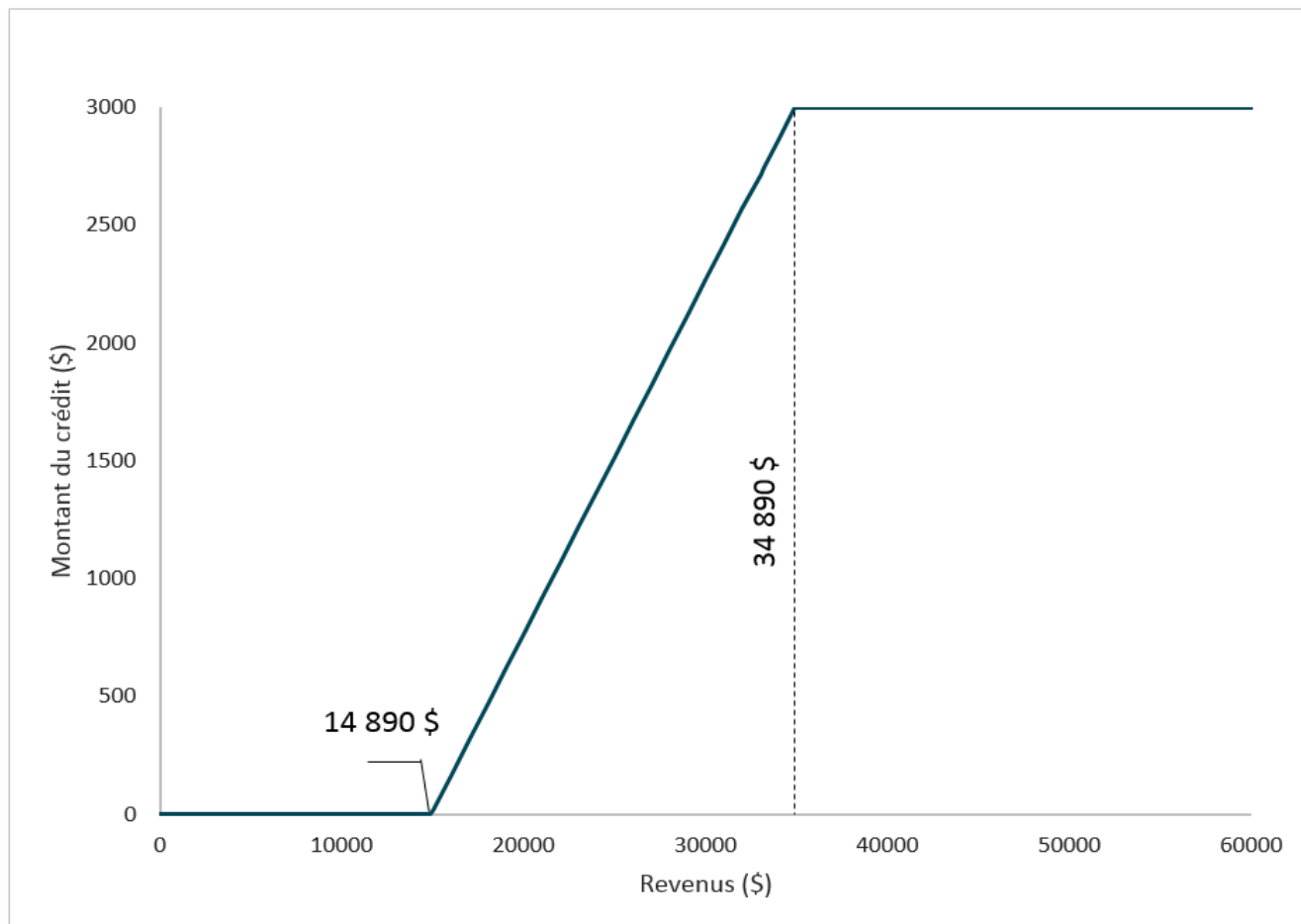
Une fois que c'est fait, la deuxième étape est de calculer le montant admissible au crédit qui correspond au moindre de 40 % du salaire admissible ou au montant de 10 000 \$ ou de 8 000 \$, selon le cas applicable au particulier, moins les montants réclamés antérieurement au titre de crédit pour nouveau diplômé travaillant dans une région ressource éloignée.

Finalement, la troisième étape consiste à calculer le crédit qui correspond au moindre de l'impôt sur le revenu imposable, du montant admissible ou du plafond annuel de 3 000 \$.

## ILLUSTRATION DE LA MESURE

Le graphique de la page suivante illustre le montant du crédit d'impôt auquel un particulier a droit en fonction de son revenu imposable pour la première année qu'il demande le crédit. Il faut donc tenir pour acquis qu'aucun montant n'a déjà été demandé lors d'une année antérieure, ce qui aurait fait diminuer le montant cumulatif. Aux fins de la situation présentée, le particulier a uniquement gagné un salaire admissible durant l'année et n'a pas droit au montant accordé en raison de l'âge ou pour personne vivant seule ou pour revenus de retraite. Il n'a également pas droit au montant pour personnes à charge et montant transféré par un enfant majeur aux études postsecondaires. Aussi, il ne peut réclamer le crédit d'impôt pour travailleur de 63 ans ou plus ni celui pour cotisations syndicales, professionnelles ou autres<sup>15</sup>.

### Montant du crédit pour les nouveaux diplômés travaillant dans une région ressource éloignée en fonction du revenu admissible



Pour un revenu imposable de 14 890 \$ et moins, le montant du crédit est nul. En effet, le crédit d'impôt pour nouveau diplômé travaillant dans une région ressource éloignée étant un crédit non remboursable, celui-ci sera nul tant que le particulier aura un impôt à payer qui est nul. À partir d'un revenu imposable de 14 890 \$, le montant du crédit augmente graduellement pour atteindre le crédit maximal annuel de 3 000 \$ à un revenu imposable de 34 890 \$.

## HISTORIQUE DE LA MESURE

Le crédit d'impôt pour les nouveaux diplômés travaillant dans une région ressource éloignée existe depuis le 11 mars 2003 pour les nouveaux diplômés commençant après cette date à occuper un emploi admissible dans une région ressource éloignée<sup>16</sup>. De 2003 à 2005, un nouveau diplômé qui travaillait dans une région ressource éloignée admissible pour y occuper un emploi admissible pouvait bénéficier d'un crédit d'impôt remboursable pouvant atteindre 8 000 \$. Dans le but de favoriser davantage la rétention des nouveaux diplômés dans ces régions, le gouvernement a remplacé cette aide fiscale en 2006 par un crédit d'impôt non remboursable réparti sur une période minimale de trois ans<sup>17</sup>. À partir de l'année 2006, les nouveaux

diplômés pouvaient réduire leur impôt à payer d'un montant maximal de 3 000 \$ par année jusqu'à concurrence d'un montant cumulatif de 8 000 \$. Depuis le 20 mars 2012, ce montant cumulatif est de 10 000 \$ pour les nouveaux diplômés ayant commencé à occuper, après cette date, un emploi relié à leur domaine de spécialisation et qui sont titulaires d'un diplôme de niveau postsecondaire<sup>18</sup>.

## Ressource complémentaire

REVENU QUÉBEC, « Crédit d'impôt pour nouveau diplômé travaillant dans une région ressource éloignée », en ligne : <http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/declaration/produire/comment/aideligne/ligne392.aspx>

<sup>1</sup> *Loi sur les impôts*, RLRQ, c.I-3, art. 776.1.5.0.16 et ss.

<sup>2</sup> FINANCES QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2016*, mars 2017, p.B.59.

<sup>3</sup> FINANCES QUÉBEC, *Statistiques fiscales des particuliers – année d'imposition 2013*, juin 2016, p.91.

<sup>4</sup> FINANCES QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2016*, précité, note 2, p.A.36.

<sup>5</sup> REVENU QUÉBEC, « Crédit d'impôt pour nouveau diplômé travaillant dans une région ressource éloignée », en ligne : <http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/declaration/produire/comment/aideligne/ligne392.aspx> (consulté le 20 septembre).

<sup>6</sup> La demande de ce crédit se fait en joignant le formulaire TP-776.1.ND à la déclaration de revenus.

<sup>7</sup> REVENU QUÉBEC, « Crédit d'impôt pour nouveau diplômé travaillant dans une région ressource éloignée », précité, note 2.

<sup>8</sup> REVENU QUÉBEC, *Crédit d'impôt pour nouveau diplômé travaillant dans une région ressource éloignée*, Formulaire TP-776.1.ND.

<sup>9</sup> Ce montant doit être reporté à la ligne 392 de la déclaration de revenus du Québec du particulier.

<sup>10</sup> Ce montant d'impôt se calcul comme suit : Montant de la ligne 401 de la déclaration de revenus – (montants des lignes 359 à 367 x 20 %) – montants des lignes 391 à 397.

<sup>11</sup> Ce montant est le total des salaires et autres avantages se rapportant aux emplois admissibles auxquels il faut soustraire la partie des déductions qui se rapportent aux salaires admissibles et qui sont demandées aux lignes 205 et 207 de la déclaration de revenus du Québec.

<sup>12</sup> REVENU QUÉBEC, *Crédit d'impôt pour nouveau diplômé travaillant dans une région ressource éloignée*, précité, note 7.

<sup>13</sup> REVENU QUÉBEC, *Crédit d'impôt pour nouveau diplômé travaillant dans une région ressource éloignée*, précité, note 7.

<sup>14</sup> REVENU QUÉBEC, *Crédit d'impôt pour nouveau diplômé travaillant dans une région ressource éloignée*, précité, note 7.

<sup>15</sup> Il s'agit des montants des lignes 359 à 367, 391 et 397 qui doivent être soustraits au montant de la ligne 401 aux fins du paramètre « impôt sur le revenu imposable » pertinent le calcul du crédit d'impôt.

<sup>16</sup> QUÉBEC, ministère des Finances, *Budget 2003-2004, Renseignements additionnels sur les mesures fiscales du budget*, juin 2003, p.137.

<sup>17</sup> FINANCES QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2007*, novembre 2007, p.B.100 et 101.

<sup>18</sup> FINANCES QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2012*, mars 2013, p.B.74.



# SECTION 6

## Travail





# Crédit canadien pour emploi<sup>1</sup>

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

Le crédit canadien pour emploi est un crédit d'impôt non remboursable du fédéral qui reconnaît que le fait d'occuper un emploi engendre nécessairement des frais (achat de vêtements, achat de matériel, transport, etc.) et vise à aider les particuliers à assumer ces frais<sup>2</sup> de manière à rendre le travail plus attrayant. Les dépenses inhérentes à un emploi peuvent constituer un obstacle à l'accession au marché du travail pour les particuliers à faible revenu.

Pour l'année d'imposition 2016, le coût du crédit canadien pour emploi est estimé à 2,3 milliards de dollars<sup>3</sup> pour le fédéral. Pour l'année d'imposition 2014, environ 17,6 millions de particuliers ont demandé ce crédit<sup>4</sup>. Les hommes (52 %) ont été légèrement plus nombreux que les femmes (48 %) à en faire la demande.

UTILISATION ET COÛT DE LA MESURE <sup>5</sup>			
	Total	Femmes (2014)	Hommes (2014)
Utilisation	±17 600 000 (2014)	48 %	52 %
Coût	2,26 G\$ (2016)	48 %	52 %

## PARAMÈTRES ET CALCUL

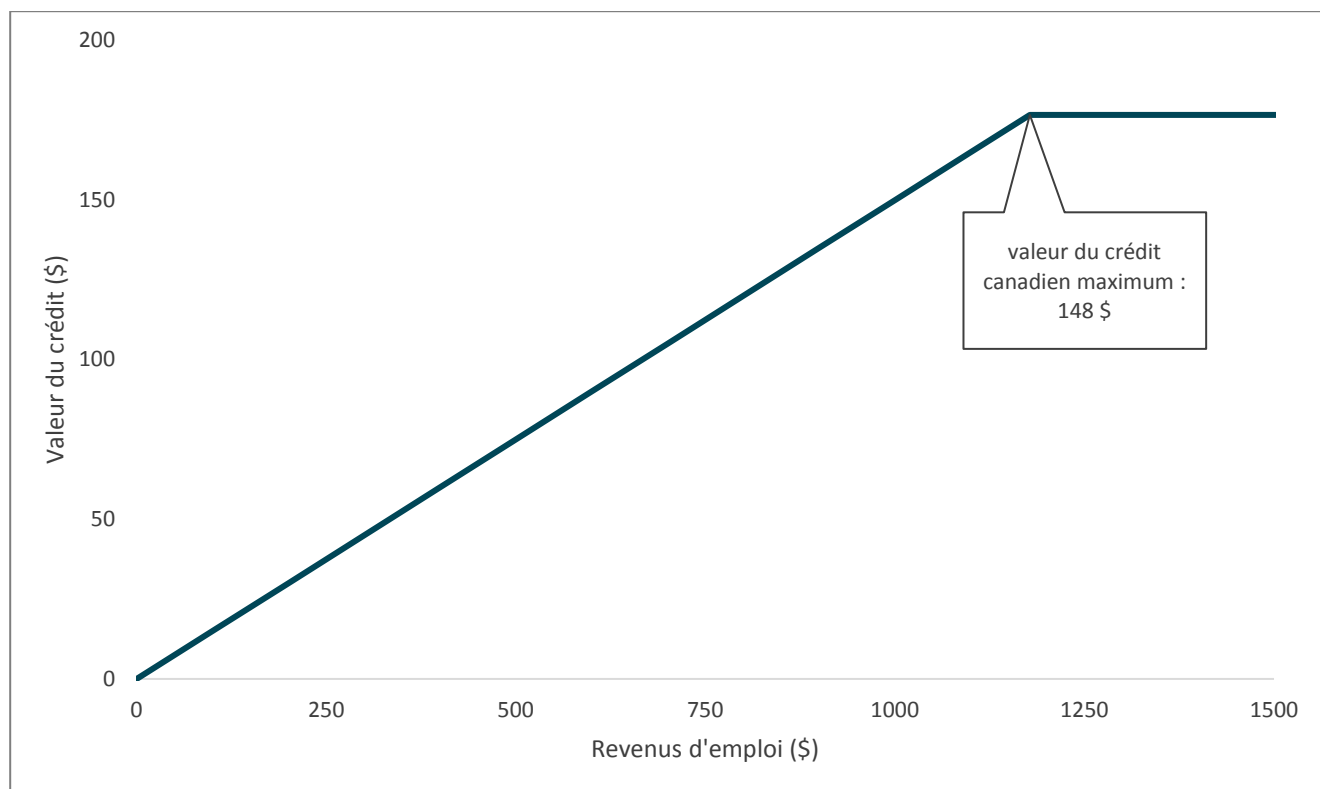
Tout particulier canadien qui a gagné un revenu d'emploi dans l'année est admissible au crédit canadien pour emploi. Les travailleurs autonomes ne sont quant à eux pas admissibles au crédit.

La valeur du crédit est obtenue en multipliant le taux de la première tranche de revenus du barème d'imposition des particuliers, soit 15 %, par le moindre de 1 178 \$<sup>6</sup> et le revenu d'emploi du particulier pour l'année. La valeur maximale du crédit pour l'année d'imposition 2017 pour un particulier québécois, en tenant compte de l'abattement pour les résidents du Québec<sup>7</sup>, est de 148 \$.

## ILLUSTRATION DE LA MESURE

Le graphique ci-dessous illustre le crédit canadien pour emploi en fonction du revenu d'emploi d'un particulier pour une année d'imposition. Le crédit canadien pour emploi augmente proportionnellement avec le revenu d'emploi jusqu'au plafond de 1 178 \$ de revenus pour un résident du Québec. Pour tout revenu d'emploi supérieur à 1 178 \$, le crédit maximal de 148 \$ est atteint.

Crédit canadien pour emploi en fonction du revenu, pour un résident du Québec



## HISTORIQUE DE LA MESURE

Le crédit canadien pour emploi existe depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2006. Le budget 2006-2007<sup>8</sup> prévoyait d'abord un montant maximum de 500 \$ qui a été augmenté à 1 000 \$ à compter de l'année d'imposition 2007. Ce montant maximum est indexé selon l'inflation depuis.



## Ressource complémentaire

Agence du revenu du Canada, *Ligne 363 – Montant canadien pour emploi*, [En ligne], <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/impot/particuliers/sujets/tout-votre-declaration-revenus/declaration-revenus/remplir-declaration-revenus/deductions-credits-depenses/ligne-363-montant-canadien-emploi.html>

---

<sup>1</sup> *Loi de l'impôt sur le revenu*, L.R.C. (1985), ch. 1 (5<sup>e</sup> suppl.), art. 118(10).

<sup>2</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Le plan budgétaire de 2006 – Cibler les priorités*, p. 72.

<sup>3</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales – 2017*, p.36.

<sup>4</sup> *Id.*, p. 68.

<sup>5</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Statistiques sur le revenu 2016 (Année d'imposition 2014)*, p. 2.

<sup>6</sup> GOUVERNEMENT DU CANADA, « Rajustement de montants en fonction de l'indexation pour l'impôt des particuliers et les prestations », [En ligne : <<https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/impot/particuliers/foire-questions-particuliers/rajustement-montants-fonction-indexation-impot-particuliers-prestations.html>>]

<sup>7</sup> Par. 120(2) LIR.

<sup>8</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Le plan budgétaire de 2006 – Cibler les priorités*, p. 72.



# Déduction pour travailleurs<sup>1</sup>

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

La déduction pour travailleurs est une mesure du Québec qui vise à reconnaître que les particuliers qui sont sur le marché du travail doivent consacrer une partie de leurs revenus aux dépenses inhérentes à leur travail tels que l'achat de vêtements, les frais de repas et les frais de transport. La mesure a pour objectif de soutenir les particuliers qui, par leur prestation de travail, participent activement à l'économie québécoise.

Pour l'année d'imposition 2016, la déduction pour travailleurs a entraîné une dépense fiscale estimée à 725 M\$<sup>2</sup>. Pour l'année d'imposition 2014, un total de 4 431 508 particuliers<sup>3</sup> ont demandé ce crédit. Les hommes (52 %) ont été plus nombreux que les femmes (48 %) à en faire la demande.

UTILISATION ET COÛT DE LA MESURE			
	Total	Femmes (2014)	Hommes (2014)
Utilisation	4 431 508 (2014)	48 %	52 %
Coût	725 M\$ (2016)	47 %	53 %

## PARAMÈTRES ET CALCUL

La déduction pour travailleurs permet à un particulier de déduire de son revenu, pour l'année d'imposition 2017, le moindre de 1 140 \$<sup>4</sup> et de 6 % de son revenu de travail admissible.

Puisqu'il s'agit d'une déduction dans le calcul du revenu du particulier, la valeur de la mesure varie en fonction du revenu du particulier. Ainsi, plus le taux marginal d'imposition du particulier est élevé, plus la valeur de la déduction pour travailleurs est grande.

Le revenu de travail admissible comprend les revenus d'emploi, les revenus nets d'une entreprise exploitée activement par le particulier, le montant net des subventions de recherche, les prestations du Programme de protection des salariés et les sommes reçues dans le cadre d'un programme d'incitation au travail<sup>5</sup>.

Les revenus d'emploi composés uniquement d'avantages imposables provenant d'un ancien emploi sont exclus du revenu de travail admissible.

Les revenus d'emploi reçus comme membre élu d'un conseil municipal, membre du conseil ou du comité exécutif d'une communauté métropolitaine ou d'une municipalité régionale de comté, membre d'une commission ou d'une société municipale de services publics ou comme membre d'une commission scolaire ainsi que ceux membres de l'Assemblée nationale, de la Chambre des communes du Canada, du Sénat ou de la législature d'une autre province<sup>6</sup> sont également exclus du revenu de travail admissible puisque ces travailleurs bénéficient déjà d'un allègement fiscal sur une partie de leurs revenus<sup>7</sup>.

## ILLUSTRATION DE LA MESURE

La déduction pour travailleurs d'un particulier dont le revenu est de 50 000 \$ aura l'effet suivant sur son revenu net et son impôt à payer, comme le démontre le tableau suivant.

REVENU NET AU QUÉBEC SANS DÉDUCTION POUR TRAVAILLEURS		REVENU NET AU QUÉBEC AVEC DÉDUCTION POUR TRAVAILLEURS	
Revenu net d'emploi	50 000 \$	Revenu net d'emploi	50 000 \$
	0 \$	moins la déduction pour travailleurs	(1 140) \$
		Le moindre de :	
		1) 1 140 \$	
		2) 6 % x 50 000 = 3 000	
Revenu net	<u>50 000 \$</u>	Revenu net	<u>48 860 \$</u>
Impôt à payer	<u>5 631 \$</u>	Impôt à payer	<u>5 403 \$</u>

Sans la déduction pour travailleurs, le revenu net au Québec serait de 50 000 \$ et l'impôt à payer serait de 5 631 \$<sup>8</sup>. Avec la déduction pour travailleurs, le revenu net au Québec diminue à 48 860 \$ et l'impôt à payer diminue à 5 403 \$<sup>9</sup>. La déduction permet une réduction d'impôt de 228 \$ pour un travailleur dont le revenu est de 50 000 \$.

## HISTORIQUE DE LA MESURE

La déduction pour travailleurs existe depuis l'année d'imposition 2006. Elle était alors de 6 % du revenu de travail admissible pour l'année, jusqu'à concurrence de 500 \$<sup>10</sup>. À compter de l'année d'imposition 2007, le crédit maximal a été haussé à 1 000 \$<sup>11</sup> et, depuis l'année d'imposition 2009, la limite de 1 000 \$ a été indexée automatiquement chaque année afin que sa valeur ne soit pas réduite par l'inflation<sup>12</sup>.

## Ressource complémentaire

Revenu Québec, 201 – *Déduction pour travailleur*, [En ligne],  
<http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/declaration/produire/comment/aideligne/revenu-net/ligne201.aspx>

<sup>1</sup> *Loi sur les impôts*, RLRQ, c. I-3, art. 358.0.3.

<sup>2</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Dépenses fiscales – édition 2016*, mars 2017, p. A.23.

<sup>3</sup> FINANCES QUÉBEC, *Statistiques fiscales des particuliers – année d'imposition 2014*, décembre 2017, p.91.

<sup>4</sup> REVENU QUÉBEC, « Taux, seuils et montants relatifs aux retenues et aux cotisations pour 2017 », [En ligne : <[http://www.revenuquebec.ca/fr/salle-de-presse/nouvelles-fiscales/2016/2016-11-17\(1\).aspx](http://www.revenuquebec.ca/fr/salle-de-presse/nouvelles-fiscales/2016/2016-11-17(1).aspx)>]

<sup>5</sup> Art. 358.0.3 al.1 LI

<sup>6</sup> Art. 358.0.3 al.2 LI

<sup>7</sup> Pour plus de renseignements sur cet allègement fiscal, voir : REVENU QUÉBEC, « Allocation de dépenses versée à un membre d'un organisme municipal ou scolaire », [En ligne : <<http://www.revenuquebec.ca/fr/entreprises/ras/casparticuliers/typesremu/avantagesimposables/autres/allocmunicipalscolaire.aspx>>]

<sup>8</sup> Le total de 5 631 \$ est obtenu en multipliant par le taux de la première tranche du barème d'imposition (15 %) un montant de 27 815 \$ (42 705 \$ qui correspond au seuil maximal de la première tranche - 14 890 \$ qui correspond au montant personnel de base) et en multipliant par le taux de la deuxième tranche du barème d'imposition (20 %) un montant de 7 295 \$ (50 000 \$ qui correspond au revenu du particulier - 42 705 \$).

<sup>9</sup> Le calcul est le même qu'à la note précédente, duquel on réduit le montant de la déduction pour travailleur, soit 228 \$ (1 140 \$ x 20 %).

<sup>10</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Budget 2005-2006/Renseignements supplémentaires sur les mesures du budget*, p. 7.

<sup>11</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Budget 2006-2007/Renseignements supplémentaires sur les mesures du budget*, p. 1.

<sup>12</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Budget 2008-2009/Renseignements supplémentaires sur les mesures du budget*, p. A-54.



# Prestation fiscale pour le revenu de travail<sup>1</sup>

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

La prestation fiscale pour le revenu de travail (PFRT) est un crédit d'impôt remboursable fédéral destiné aux travailleurs à faible revenu qui vise à faire en sorte que l'intégration du marché du travail soit plus avantageuse financièrement pour un particulier que de recevoir des prestations de dernier recours. Un particulier qui intègre le marché du travail peut perdre une partie importante de chaque dollar gagné en raison de l'impôt à payer et de la réduction des prestations en fonction du revenu. La PFRT compense pour les frais liés à l'emploi et incite à la fois les particuliers à quitter les programmes d'aide sociale pour rejoindre le marché du travail et les travailleurs à demeurer sur le marché du travail<sup>2</sup>.

Pour l'année d'imposition 2016, la PFRT a entraîné une dépense fiscale estimée à 1,2 G\$<sup>3</sup>. Pour l'année d'imposition 2014, environ 1,4 million de particuliers<sup>4</sup> ont demandé ce crédit.

UTILISATION ET COÛT DE LA MESURE	
Total	
Utilisation	1,4 million de particuliers (2014)
Coût	1,2 G\$ (2016)

## PARAMÈTRES ET CALCUL

La PFRT se compose de deux parties : la « PFRT de base »<sup>5</sup> et le supplément pour personnes handicapées<sup>6</sup>.

Un particulier qui a résidé tout au long de l'année au Canada et qui est âgé de 19 ans ou plus à la fin de l'année peut demander la PFRT<sup>7</sup>. S'il est âgé de moins de 19 ans, il peut être admissible s'il a un époux ou conjoint de fait ou s'il a un enfant à sa charge<sup>8</sup>. Un seul des conjoints peut demander la PFRT<sup>9</sup>.

La PFRT peut être versée sous forme de versements anticipés si une demande est faite à cet égard par le particulier<sup>10</sup>. Les versements anticipés ne peuvent excéder la moitié du montant annuel estimatif de PFRT. Le solde est crédité lorsque la cotisation de l'année d'imposition est établie<sup>11</sup>. Le conjoint qui a demandé les versements anticipés doit être celui qui demande la PFRT.

Le montant de PFRT dépend du revenu du particulier, de sa situation familiale et de sa province de résidence. Certaines provinces, dont le Québec, ont conclu une entente avec le fédéral pour fixer un montant de PFRT différent pour leurs résidents de façon à ce que la mesure s'harmonise mieux avec les programmes provinciaux de soutien du revenu en vigueur<sup>12</sup>.

Aux fins du calcul de la PFRT, le « revenu de travail »<sup>13</sup> constitue la totalité du revenu d'emploi (sans les déductions fiscales liées à l'emploi<sup>14</sup>) et du revenu d'entreprise du particulier. Le « revenu net rajusté »<sup>15</sup> constitue le total du revenu du particulier et de son conjoint, sans tenir compte d'une série de versements<sup>16</sup>.

Le montant de PFRT de base disponible dépend de la situation familiale du particulier. Le tableau ci-dessous présente les montants maximaux et les seuils de la PFRT pour les résidents du Québec<sup>17</sup> pour l'année d'imposition 2017<sup>18</sup>.

Pour une personne vivant seule, la PFRT de base est égale à 20,5 % de l'excédent du revenu de travail du particulier sur 2 400 \$, jusqu'à concurrence d'un montant de 1 662 \$. Le crédit est réduit de 20 % de chaque dollar gagné qui dépasse le seuil de 11 816 \$.

Pour un couple sans enfant, le crédit est de 20,5 % de l'excédent du revenu de travail familial sur 3 600 \$, jusqu'à concurrence de 2 593 \$. Le crédit est réduit de 20 % de chaque dollar gagné qui dépasse le seuil de 18 154 \$.

Pour une famille monoparentale, le crédit est de 12 % de l'excédent du revenu de travail sur 2 400 \$, jusqu'à concurrence de 973 \$. Le crédit est réduit de 20 % de chaque dollar gagné qui dépasse le seuil de 11 854 \$.

Pour un couple avec enfants, le crédit est de 8 % de l'excédent du revenu de travail familial sur 3 600 \$, jusqu'à concurrence de 1 012 \$. Le crédit est réduit de 20 % de chaque dollar gagné qui dépasse le seuil de 18 232 \$.

Le montant des prestations maximales est indexé annuellement<sup>19</sup>.

**Paramètre de la PFRT de base au Québec - 2017**  
(en dollars, sauf indication contraire)

	Revenus exclus	Taux de majoration	Montant maximal	Seuil de réduction	Taux de réduction	Seuil de sortie
<b>PFRT de base</b>						
Personne seule	2 400	20,5 %	1 662	11 816	20 %	20 126
Couple sans enfant	3 600	20,5 %	2 593	18 154	20 %	31 119
Familles monoparentales	2 400	12,0 %	973	11 854	20 %	16 719
Couple avec enfant	3 600	8,0 %	1 012	18 232	20 %	23 292

Le supplément pour les personnes handicapées est disponible pour tout particulier qui a résidé tout au long de l'année au Canada, qui est âgé de 19 ans ou plus à la fin de l'année et qui est admissible au crédit d'impôt pour personnes handicapées<sup>20</sup>. Les montants accordés varient en fonction de la situation familiale du particulier. Le tableau « Paramètres du supplément pour personnes handicapées - 2017 » qui suit présente

les montants maximaux et les seuils du supplément pour personnes handicapées pour les résidents du Québec<sup>21</sup>, et ce, pour l'année d'imposition 2017<sup>22</sup>.

Pour une personne vivant seule, le supplément est égal à 40 % de l'excédent du revenu de travail du particulier sur 1 200 \$, jusqu'à concurrence d'un montant de 534 \$. Le crédit est réduit de 20 % de chaque dollar gagné qui dépasse le seuil de 20 125 \$.

Pour un couple sans enfant, le crédit est de 20 % de l'excédent du revenu de travail sur 1 200 \$, jusqu'à concurrence de 534 \$. Le crédit est réduit de 20 % de chaque dollar gagné qui dépasse le seuil de 31 118 \$. La réduction est de 10 % plutôt que 20 % si le conjoint a également droit au crédit pour personnes handicapées.

Pour une famille monoparentale, le crédit est de 40 % de l'excédent du revenu de travail sur 1 200 \$, jusqu'à concurrence de 534 \$. Le crédit est réduit de 20 % de chaque dollar gagné qui dépasse le seuil de 16 718 \$.

Pour un couple avec enfants, le crédit est de 20 % de l'excédent du revenu de travail sur 1 200 \$, jusqu'à concurrence de 534 \$. Le crédit est réduit de 20 % de chaque dollar gagné qui dépasse le seuil de 23 291 \$. La réduction est de 10 % plutôt que 20 % si le conjoint a également droit au crédit pour personnes handicapées.

#### Paramètre du supplément pour personnes handicapées - 2017 (en dollars, sauf indication contraire)

	Revenus exclus	Taux de majoration	Montant maximal	Seuil de réduction	Taux de réduction	Seuil de sortie	Seuil conjoint CIPH
<b>Supplément pour personnes handicapées</b>							
Personne seule	1 200	40,0 %	534	20 125	20 %	22 795	----
Couple sans enfant	1 200	20,0 %	534	31 118	20 % / 10 %*	33 788	36 458
Familles monoparentales	1 200	40,0 %	534	16 718	20 %	19 388	----
Couple avec enfant	1 200	20,0 %	534	23 291	20 % / 10 %*	25 961	28 631

\* Si le conjoint a également droit au crédit pour personnes handicapées, le taux de réduction est de 10 % plutôt que 20 %.

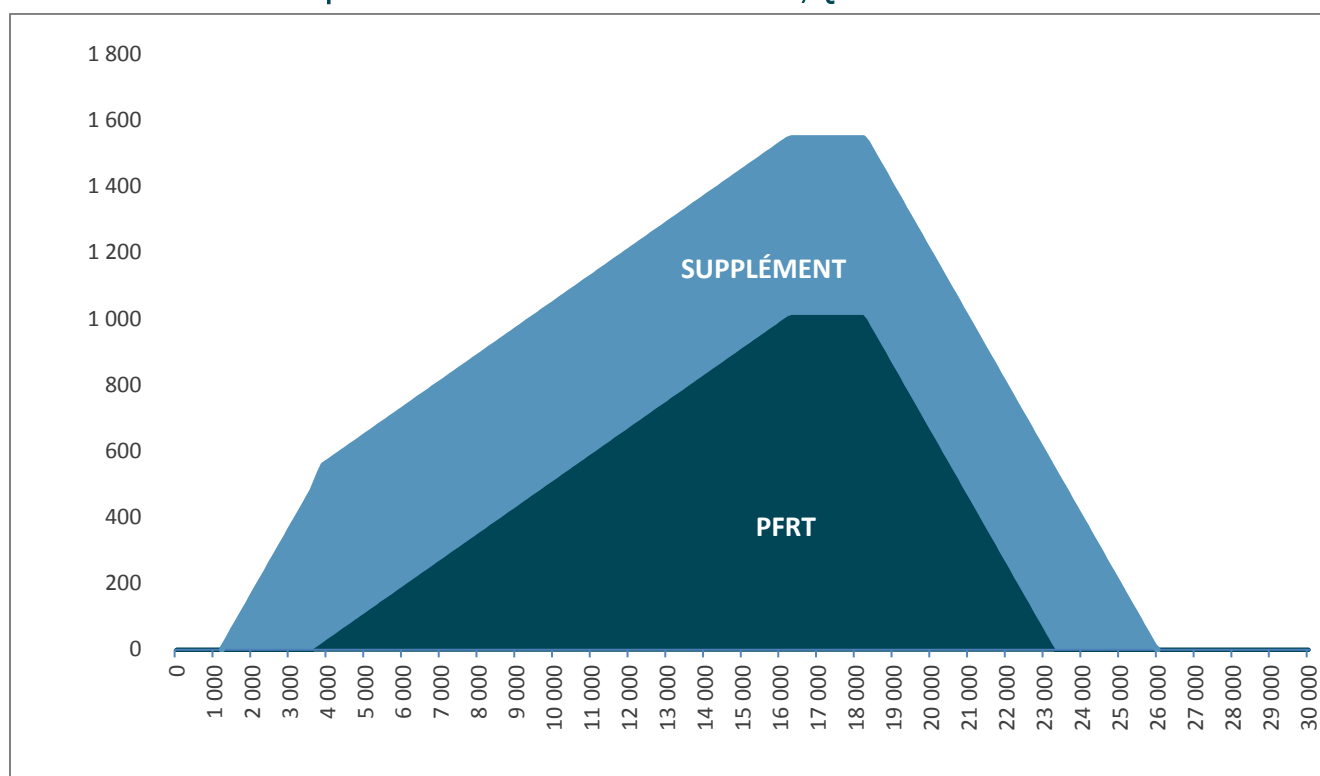
## ILLUSTRATION DE LA MESURE

La figure de la page suivante illustre le montant des prestations de PFRT de base et du supplément de la PFRT<sup>23</sup> pour un couple avec enfants<sup>24</sup>. Le calcul des prestations s'effectuant de façon indépendante, le montant de PFRT illustré (composante PFRT de base) est également valide pour un couple ne bénéficiant pas du supplément de la PFRT.

On remarque d'abord que le supplément de la PFRT s'applique à compter de 1 200 \$ de revenu de travail, au taux de 20 %. Lorsque la PFRT de base s'ajoute, progressant au taux de 8 % pour chaque dollar de revenu de travail gagné au-delà de 3 600 \$, le taux combiné des prestations passe à 28 %, jusqu'à ce que la prestation maximale de supplément de PFRT de 534 \$ soit atteinte lorsque le revenu de travail est de 3 868 \$.

Par la suite, le montant de supplément de PFRT demeure inchangé tandis que la prestation de PFRT de base croît au rythme de 8 % du revenu de travail jusqu'à 16 244 \$. À ce revenu, le ménage bénéficie du montant maximal de la PFRT de 1 012 \$. Les prestations combinées s'élèvent alors à 1 546 \$. Lorsque le revenu familial excède 18 232 \$, les ménages voient leur prestation de PFRT de base réduire en fonction de leur revenu au taux de 20 %, jusqu'à ne plus bénéficier de la prime lorsque le revenu familial excède 23 292 \$. À l'atteinte de ce niveau de revenus, les prestations de supplément de la PFRT commencent alors à leur tour à être réduites, également au taux de 20 %. Ces prestations sont réduites à zéro lorsque le revenu atteint 25 959 \$.

**Montant de la PFRT de base et du supplément de la PFRT  
pour une famille avec deux enfants, Québec - 2017**



On remarque que la réduction de la PFRT de base et du supplément de PFRT sont coordonnés, les prestations de la première mesure sont réduites à zéro avant que la réduction du supplément ne débute, minimisant l'impact sur le taux effectif marginal d'imposition.

## HISTORIQUE DE LA MESURE

La PFRT existe depuis l'année d'imposition 2007. Au départ, il s'agissait d'un crédit d'impôt remboursable de 20 % du revenu de travail jusqu'à concurrence d'une prestation maximale de 500 \$ pour une personne vivant seule et de 1 000 \$ pour les couples ou familles monoparentales<sup>25</sup>. À compter de l'année d'imposition 2008, les familles peuvent demander un paiement anticipé correspondant à la moitié du montant annuel



estimatif de la PFRT<sup>26</sup>. Le budget 2009-2010 propose de bonifier l'allègement fiscal que procure la PFRT. Le crédit augmente à 25 % du revenu de travail et la prestation maximale est haussée à 925 \$ pour un célibataire et à 1 680 \$ pour un ménage<sup>27</sup>. Le montant maximum du supplément de la PFRT pour les personnes admissibles au crédit d'impôt pour personnes handicapées augmente dans la même proportion que la PFRT pour les personnes vivant seules. Les montants maximaux sont indexés depuis 2009. En 2016, les ministres des Finances du Canada s'entendent pour bonifier le Régime de pensions du Canada; pour compenser les nouvelles cotisations pour les travailleurs à faible revenu, des propositions législatives sont faites pour augmenter la PFRT<sup>28</sup>. Finalement, dans le budget 2018<sup>29</sup>, le ministère des Finances du Canada annonce que la PFRT deviendra l'Allocation canadienne pour les travailleurs et sera bonifiée à compter de l'année 2019 de manière à ce que l'allocation soit égale à 26 % de chaque dollar gagné au-delà de 3 000 \$, jusqu'à une allocation maximale de 1 355 \$ pour les personnes seules sans personne à charge et de 2 335 \$ pour les familles. Elle sera réduite de 12 % du revenu net rajusté de plus de 12 820 \$ pour les personnes seules sans personne à charge, et de 17 025 \$ pour les familles. En raison de l'harmonisation avec la prime au travail, les paramètres seront différents pour le Québec, mais ils ne sont pas encore dévoilés.

## Ressource complémentaire

Gouvernement du Canada, *Prestation fiscale pour le revenu de travail (PFRT)*, [En ligne], [www.arc.gc.ca/pftr](http://www.arc.gc.ca/pftr)

- <sup>1</sup> *Loi de l'impôt sur le revenu*, L.R.C. (1985), ch. 1 (5<sup>e</sup> appl.), art. 122.7.
- <sup>2</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Le plan budgétaire de 2007*, p. 82.
- <sup>3</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales 2017*, p. 227.
- <sup>4</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales 2017*, p. 227.
- <sup>5</sup> Art. 122.7(2) LIR
- <sup>6</sup> Art. 122.7(3) LIR
- <sup>7</sup> Un particulier qui est fonctionnaire d'un pays étranger, qui est étudiant à temps complet pendant plus de 13 semaines dans l'année et qui n'a pas d'enfant à charge ou qui est détenu en prison pendant au moins 90 jours dans l'année n'a pas droit à la PFRT.
- <sup>8</sup> Art. 122.7(1) « particulier admissible ».
- <sup>9</sup> Art. 122.7(4) LIR
- <sup>10</sup> Art. 122.7(6) LIR
- <sup>11</sup> Art. 122.7(7) LIR
- <sup>12</sup> Art. 122.71 LIR
- <sup>13</sup> Art. 122.7(1) « revenu de travail »
- <sup>14</sup> Par. 8(1) LIR
- <sup>15</sup> Art. 122.7(1) « revenu net rajusté ».
- <sup>16</sup> Versement provenant d'un régime d'épargne-invalidité (al.56(1)(q.1) LIR, du gain résultant du défaut d'un débiteur de payer une dette (art. 79 LIR), et les déductions prévues suivant les remboursements en vertu de la *Loi canadienne sur l'épargne-études* (par. 60(y) LIR) ou la *Loi canadienne sur l'épargne-invalidité* (par. 60(z) LIR).
- <sup>17</sup> Le Québec possède ses propres taux et montants de PFRT afin que celle-ci soit mieux harmonisée avec les autres mesures de soutien du revenu. Voir : GOUVERNEMENT DU CANADA, *Québec – Trousse générale d'impôt et de prestations 2016*, « Annexe 6 - Prestation fiscale pour le revenu de travail - Québec ».
- <sup>18</sup> PAPIILLON, Marc et Robert, MORIN. *Impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés*, 33<sup>e</sup> édition, 2016-2017, p. 933.
- <sup>19</sup> Art. 117.1 LIR.
- <sup>20</sup> Par. 118.3(1) LIR.
- <sup>21</sup> GOUVERNEMENT DU CANADA, *Québec – Trousse générale d'impôt et de prestations 2016*, « Annexe 6 - Prestation fiscale pour le revenu de travail - Québec ».
- <sup>22</sup> PAPIILLON, Marc et Robert, MORIN. *Impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés*, 33<sup>e</sup> édition, 2016-2017, p. 933.
- <sup>23</sup> Dans ce scénario, un seul des deux membres du couple bénéficie du supplément.
- <sup>24</sup> Le nombre d'enfants n'influe pas directement sur le calcul des prestations. Aucuns frais de garde ne sont considérés dans ce scénario. L'ajout de frais de garde affecte le revenu net rajusté, repoussant le seuil de réduction de la mesure (ainsi que le seuil de sortie de la mesure) à des niveaux de revenus de travail plus élevés.
- <sup>25</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Le plan budgétaire de 2007*, p. 83-85.
- <sup>26</sup> *Id.*
- <sup>27</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Le plan d'action économique du Canada, Budget 2009-2010*, p. 126.
- <sup>28</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, « Les ministres des Finances du Canada s'entendent sur le renforcement du Régime de pensions du Canada », Communiqué 2016-081 du ministère des Finances du Canada, 20 juin 2016.
- <sup>29</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Mesures fiscales : Renseignements supplémentaires*, *Budget 2018*, (2018), p. 8.



# Crédit d'impôt remboursable attribuant une prime au travail<sup>1</sup>

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

Le crédit d'impôt attribuant une prime au travail est un crédit d'impôt remboursable du Québec qui vise à soutenir et valoriser l'effort de travail ainsi qu'à inciter les personnes à quitter l'aide sociale pour intégrer le marché du travail. En effet, dans certains cas, des personnes à faible revenu peuvent être peu enclines à accepter un emploi puisque chaque dollar de salaire gagné est réduit considérablement lorsqu'on considère les augmentations d'impôt et de cotisations combinées aux réductions de prestations et de certains avantages (ex. coût des médicaments) découlant de ce revenu de travail supplémentaire.

Pour l'année d'imposition 2016, la prime au travail a entraîné une dépense fiscale estimée à 325 M\$<sup>2</sup> au Québec. Pour l'année d'imposition 2015, le crédit a bénéficié environ 533 000 ménages<sup>3</sup>.

UTILISATION ET COÛT DE LA MESURE	
Total	
Utilisation	533 000 ménages (2015)
Coût	325 M\$ (2016)

## PARAMÈTRES ET CALCUL

Pour bénéficier de la prime au travail, un particulier doit résider au Québec<sup>4</sup> et être majeur<sup>5</sup> au 31 décembre de l'année d'imposition qui précède la période de versement du crédit. Il ne doit pas être étudiant à temps plein, sauf s'il a un conjoint ou un enfant qui réside avec lui.

La prime au travail est constituée de la prime au travail générale et d'une prime au travail adaptée<sup>6</sup>. Le montant de la prime au travail varie en fonction du type de ménage et elle est réductible en fonction du revenu familial net. Les montants reçus à titre de prime au travail ne sont pas imposables.

Le crédit est conçu de façon à ce que la prime augmente pendant que les prestations d'aide sociale diminuent à la suite d'une augmentation du revenu de travail. Le montant maximal de la prime au travail est atteint au moment où le bénéficiaire n'a plus accès aux prestations d'aide sociale. Une fois ce seuil de revenu

dépassé, la prime au travail diminue progressivement au fur et à mesure que le revenu s'accroît. La prime au travail adaptée pour les personnes présentant des contraintes sévères à l'emploi est revalorisée pour refléter le seuil de sortie du programme de solidarité sociale. Finalement, un supplément à la prime au travail de 200 \$ est accordé à un particulier qui retourne sur le marché du travail après avoir reçu de l'aide financière de dernier recours durant au moins 36 des 42 derniers mois.

## Prime au travail générale

Une personne seule ou une famille monoparentale doit avoir un revenu de travail supérieur à 2 400 \$ et un couple avec ou sans enfant un revenu de travail supérieur à 3 600 \$ afin d'être admissible à la prime au travail. Le montant maximal de la prime au travail pouvant être reçu par un couple avec au moins un enfant est de 3 162 \$. Il est de 2 432 \$ pour une famille monoparentale, de 1 138 \$ pour un couple sans enfant et de 730 \$ pour une personne seule. Le seuil de revenu à partir duquel le montant de la prime au travail commence à être réduit est de 16 248 \$ pour un couple avec ou sans enfant et de 10 506 \$ pour les familles monoparentales et les personnes seules. Le taux de réduction est de 10 % pour l'ensemble des ménages. Le seuil de sortie au-delà duquel un ménage n'a plus droit à la prime pour le travail est de 47 868 \$ pour les couples avec enfant, de 34 824 \$ pour les familles monoparentales, de 27 631 \$ pour les couples sans enfant et de 17 801 \$ pour les personnes seules.

### PARAMÈTRES DE LA PRIME AU TRAVAIL GÉNÉRALE - ANNÉE D'IMPOSITION 2017 (en dollars sauf indication contraire)

	Revenus exclus	Taux de majoration	Montant maximal	Seuil de réduction	Taux de réduction	Seuil de sortie
Personne seule	2 400	9 %	730	10 506	10 %	17 801
Couple sans enfant	3 600	9 %	1 138	16 248	10 %	27 631
Famille monoparentale	2 400	30 %	2 432	10 506	10 %	34 824
Couple avec enfant	3 600	25 %	3 162	16 248	10 %	47 868

## Prime au travail adaptée

Le fonctionnement de la prime au travail adaptée est le même que pour la prime au travail générale, sauf qu'elle a été bonifiée pour refléter les seuils de sortie du Programme de solidarité sociale.

Une personne seule ou un couple, sans égard à la présence d'enfant, doit avoir un revenu de travail supérieur à 1 200 \$ afin d'être admissible à la prime au travail adaptée. Le montant maximal de la prime au travail pouvant être reçu par un couple avec au moins un enfant est de 3 666 \$. Il est de 3 057 \$ pour une famille monoparentale, de 2 017 \$ pour un couple sans enfant et de 1 345 \$ pour une personne seule. Le seuil de revenu à partir duquel le montant de la prime commence à être réduit est de 19 532 \$ pour un couple avec ou sans enfant et de 13 428 \$ pour les familles monoparentales et les personnes seules. Le taux de réduction est de 10 % pour l'ensemble des ménages. Le seuil de sortie au-delà duquel un ménage n'a plus droit à la prime pour le travail est de 56 196 \$ pour les couples avec enfant, de 43 998 \$ pour les familles monoparentales, de 39 697 \$ pour les couples sans enfant et de 26 879 \$ pour les personnes seules.

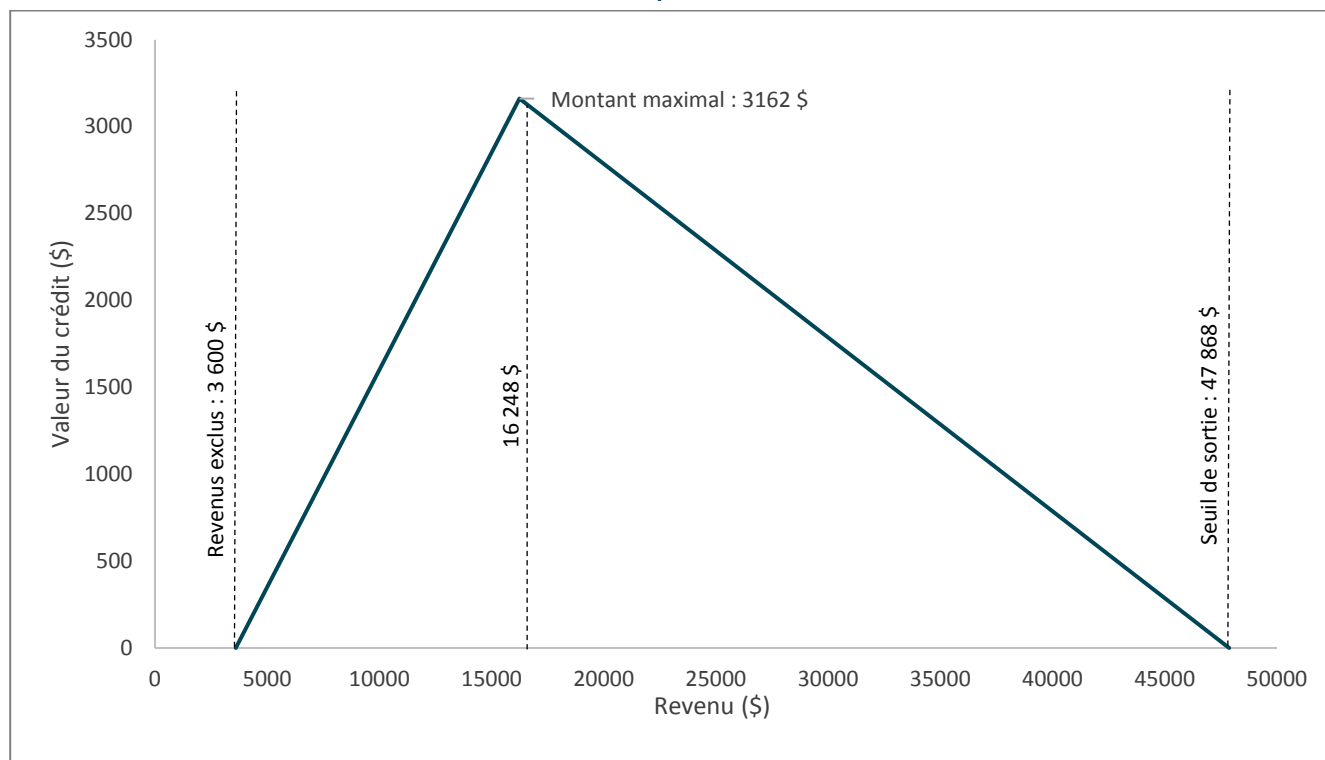
**PARAMÈTRES DE LA PRIME AU TRAVAIL ADAPTÉE – ANNÉE D'IMPOSITION 2017**  
(en dollars sauf indication contraire)

	Revenus exclus	Taux de majoration	Montant maximal	Seuil de réduction	Taux de réduction	Seuil de sortie
Personne seule	1 200	11 %	1 345	13 428	10 %	26 879
Couple sans enfant	1 200	11 %	2 017	19 532	10 %	39 697
Famille monoparentale	1 200	30 %	3 057	13 428	10 %	43 998
Couple avec enfant	1 200	25 %	3 666	19 532	10 %	56 196

## ILLUSTRATION DE LA MESURE

En fonction des paramètres pour l'année d'imposition 2017, un particulier en couple qui a au moins un enfant voit sa prime au travail progresser de 25 % pour chaque dollar de revenu de travail gagné au-delà de 3 600\$, et ce, jusqu'à 16 248 \$ de revenu de travail. À ce revenu, le ménage bénéficie du montant maximal de la prime au travail, soit 3 162 \$. Au-delà de ce niveau de revenu, le particulier voit sa prime au travail réduite en fonction de son revenu familial net selon un taux de réduction de 10 %, jusqu'à ne plus bénéficier de la prime lorsque le revenu familial net excède 47 868 \$.

### Montant de la prime au travail générale en fonction du revenu pour une famille avec enfant, année d'imposition 2017



## HISTORIQUE DE LA MESURE

Le crédit d'impôt attribuant une prime au travail existe depuis l'année d'imposition 2005. Il a remplacé le programme d'aide aux parents pour leurs revenus de travail (Programme APPORT), qui a été en place de 1988 à 2004 inclusivement. Ce programme s'adressait uniquement aux familles alors que la prime au travail vise tous les types de ménages.

À partir de l'année d'imposition 2008, la prime au travail adaptée a été mise en place « afin d'assurer une meilleure intégration entre le régime fiscal et le régime de la sécurité du revenu pour les personnes présentant des contraintes sévères à l'emploi »<sup>7</sup>. Le supplément à la prime au travail entre également en vigueur.

À partir de l'année d'imposition 2016, le taux servant au calcul du montant maximal pour les ménages sans enfant augmente de 2 points de pourcentage, passant de 7 % à 9 % pour la prime au travail générale et de 9 % à 11 % pour la prime au travail adaptée.

À partir de l'année d'imposition 2018, Revenu Québec procédera au versement automatique de la prime au travail aux particuliers qui produiront leur déclaration de revenus sans demander la prime au travail alors qu'ils y sont admissibles. Selon le gouvernement du Québec, « le versement automatique permettra à près de 56 000 personnes additionnelles de recevoir la prime au travail ou le bouclier fiscal »<sup>8</sup>. Les critères d'admissibilité au supplément de la prime au travail pour les prestataires de longue durée quittant l'aide financière de dernier recours seront élargis.

En décembre 2017<sup>9</sup>, le gouvernement du Québec a annoncé que le taux de majoration de la prime au travail augmentera graduellement<sup>10</sup> de 2,6 points de pourcentage<sup>11</sup> pour les ménages sans enfant de 2018 à 2022. Le taux de la prime générale passera donc de 9 % à 11,6 % et celui de la prime au travail adaptée de 11 % à 13,6 %.

## Ressource complémentaire

Revenu Québec, *LA PRIME AU TRAVAIL, LA PRIME AU TRAVAIL ADAPTÉE ET LE SUPPLÉMENT À LA PRIME AU TRAVAIL* [En ligne], <https://www.revenuquebec.ca/fr/services-en-ligne/formulaires-et-publications/details-courant/in-245>

<sup>1</sup> *Loi sur les impôts*, RLRQ, c.I-3, articles 1029.8.116.1 à 1029.8.116.11.

<sup>2</sup> Finances Québec, *Dépenses fiscales édition 2016*, mars 2017, p. A.36. Le montant de 325 M\$ est réparti de la manière suivante : 313 M\$ pour la prime au travail générale, 8 M\$ pour la prime au travail adaptée et 4 M\$ pour le supplément aux prestataires de longue durée quittant l'aide financière de dernier recours ou le programme alternative jeunesse.

<sup>3</sup> Budget du Québec 2016-2017, *Régime québécois de soutien du revenu*, p.29.

<sup>4</sup> Il doit également être un citoyen canadien, un résident permanent ou une personne protégée au sens de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* ou encore un résident temporaire ou un titulaire d'un permis de séjour temporaire au sens de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* ayant habité au Canada pendant les 18 derniers mois.

<sup>5</sup> Un particulier mineur peut bénéficier du crédit d'impôt pour la solidarité s'il a un conjoint, s'il a un enfant à charge ou s'il est reconnu comme un mineur émancipé par une autorité compétente.

<sup>6</sup> La prime au travail adaptée bénéficie aux personnes présentant des contraintes sévères à l'emploi et du supplément pour les prestataires de longue durée quittant l'aide financière de dernier recours ou le Programme alternative jeunesse.

<sup>7</sup> Finances Québec, « Renseignements additionnels sur les mesures fiscales », *Budget 2007-2008*, P. A.39.

<sup>8</sup> Finances Québec, Plan économique du Québec – Mise à jour de novembre 2017, p. C.18.

<sup>9</sup> Finances Québec, Bulletin d'information 2017-13, 11 décembre 2017.

<sup>10</sup> Les augmentations seront de 0,4 point de pourcentage pour l'année d'imposition 2018, 1,1 point de pourcentage pour l'année d'imposition 2019, 0,3 point de pourcentage pour l'année 2020 et 0,4 point de pourcentage par année pour les années 2021 et 2022.

<sup>11</sup> Une hausse de 1,8 point de pourcentage avait été annoncée lors de la mise à jour économique de novembre 2017, mais la hausse a été bonifiée par l'annonce de décembre 2017.



# Crédit d'impôt bouclier fiscal

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

Le crédit d'impôt bouclier fiscal est un crédit d'impôt remboursable du Québec qui vise à rendre l'effort de travail plus attrayant en permettant « aux ménages d'accroître leur revenu disponible à la suite d'un effort additionnel de travail »<sup>1</sup>. En effet, puisqu'une augmentation du revenu familial peut entraîner une augmentation de l'impôt sur le revenu ainsi qu'une diminution, voire la perte de crédits fiscaux, certaines personnes peuvent être désintéressées à travailler davantage<sup>2</sup>. Le bouclier fiscal vient donc contrer ce problème en compensant en partie la perte de la prime au travail et du crédit pour frais de garde d'enfants pour les ménages qui ont réussi à augmenter leur revenu de travail.

Pour l'année d'imposition 2016, le crédit d'impôt bouclier fiscal a entraîné une dépense fiscale estimée à 61 M\$<sup>3</sup> et il a permis de protéger près de 400 000 ménages contre une baisse de leurs transferts sociofiscaux<sup>4</sup>.

UTILISATION ET COÛT DE LA MESURE	
Total	
Utilisation	Près de 400 000 ménages (2016)
Coût	61 M\$ (2016)

## PARAMÈTRES DE LA MESURE

Le bouclier fiscal consiste à utiliser un revenu net modifié aux fins du calcul de la prime au travail et du crédit d'impôt pour frais de garde d'enfants. Le bouclier fiscal réduit de 75 % l'augmentation du revenu familial par rapport à l'année précédente, jusqu'à concurrence d'une augmentation de revenu de travail de 3 000 \$ par particulier. Puisque la prime au travail et le crédit d'impôt pour frais de garde d'enfants sont deux prestations fiscales réductibles en fonction du revenu familial, le bouclier fiscal allège la perte des crédits qui serait normalement survenue s'il n'y avait pas un ajustement du revenu pour ces crédits. Si un particulier et son conjoint demandent le crédit d'impôt bouclier fiscal, le montant total auquel le couple a droit est réparti entre les deux conjoints à parts égales.



Un particulier peut demander une prestation à l'égard du bouclier fiscal dans sa déclaration de revenus s'il réside au Québec à la fin de l'année et qu'il répond aux critères suivants :

- Ses revenus de travail ont augmenté par rapport à ceux de l'année précédente;
- Ses prestations fiscales liées à la prime au travail et/ou au crédit d'impôt pour frais de garde d'enfants sont réduites en raison de la hausse de ses revenus de travail.

Pour le calcul de la prime au travail et du crédit pour frais de garde, le particulier admissible au bouclier peut réduire de son revenu net de l'année courante de :

75 % du moindre de :

- Hausse du revenu de travail par rapport à l'année fiscale précédente (maximum 3 000 \$ par travailleur);
- Hausse du revenu familial net par rapport à l'année fiscale précédente.

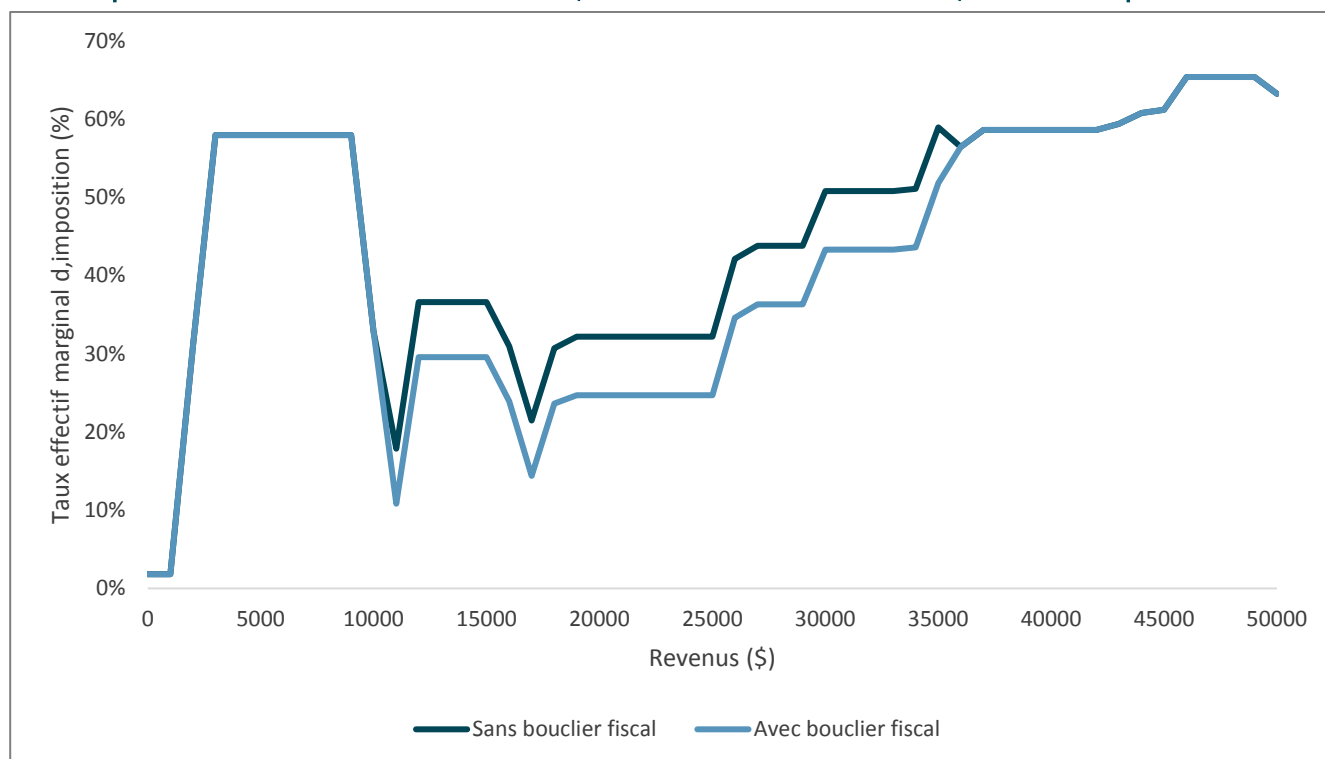
Le crédit d'impôt bouclier fiscal maximal pour la partie « prime au travail » est de 225 \$ par travailleur. Pour la partie « crédit pour frais de garde d'enfants », le bouclier fiscal dépendra du revenu familial, de la composition de la famille, du nombre d'enfants et du montant réel des frais de garde. Pour le montant maximal admissible de frais de garde par enfants de moins de 7 ans (sans déficience grave) de 9 000 \$, le montant du crédit bouclier, s'il s'applique, pourra être d'un minimum de 90 \$ jusqu'à un maximum de 360 \$, dans des cas de revenus très précis pour un couple.

## ILLUSTRATION DE LA MESURE

Le bouclier fiscal a pour effet de réduire le taux effectif marginal d'imposition. L'imposition marginale implicite résulte de la coexistence de la progressivité de l'impôt qui fait croître l'impôt à payer lorsque le revenu s'accroît et de certains transferts gouvernementaux, qui eux, diminuent lorsque le revenu s'accroît.

Pour une famille monoparentale avec un enfant de 8 ans, le taux implicite d'imposition du gouvernement fédéral et du Québec en l'absence de bouclier fiscal peut atteindre 36,6 % à 12 000 \$ de revenu familial pour l'année d'imposition 2017. Lorsque le revenu familial dépasse 36 000 \$, le taux effectif marginal d'imposition tourne autour de 60 %. Le graphique de la page suivante présente le cas d'une famille qui ne paie aucuns frais de garde<sup>5</sup> et illustre l'effet du bouclier fiscal lorsque survient une hausse du revenu familial de 1 000 \$. L'effet du bouclier fiscal est ici de diminuer le taux effectif marginal d'imposition d'un peu plus de 7 points de pourcentage pour des revenus allant de 11 000 \$ jusqu'à 36 000 \$, après quoi le crédit n'a plus d'effet dans ce cas où il n'y a pas de frais de garde.

## Taux effectifs marginaux d'imposition pour une hausse de revenu de 1 000 \$ pour une famille monoparentale avec un enfant de 8 ans, avec et sans bouclier fiscal, année d'imposition 2017



## HISTORIQUE DE LA MESURE

Le crédit d'impôt bouclier fiscal existe depuis l'année d'imposition 2016. Cette mesure tire son origine de la Commission d'examen sur la fiscalité québécoise qui, dans son rapport final déposé en 2015<sup>6</sup>, proposait une mesure fiscale qui compenserait de 50 % la perte de plusieurs crédits d'impôt en raison d'une augmentation des revenus, soit la prime au travail, le crédit pour frais de garde, le crédit pour solidarité et la prime pour travailleurs d'expérience. Le gouvernement a plutôt choisi de compenser davantage la perte de prestations, soit pour 75 %, mais uniquement pour la prime au travail et le crédit de frais de garde. Dans le budget 2015-2016, le plafond du bouclier fiscal était fixé à 2 500 \$ par travailleur. Le budget 2016-2017 a augmenté ce plafond à 3 000 \$ par travailleur<sup>7</sup>.

## Ressource complémentaire

Revenu Québec, *Bouclier fiscal*, [En ligne],  
[http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/credits/bouclier\\_fiscal/default.aspx](http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/credits/bouclier_fiscal/default.aspx)

---

<sup>1</sup> Plan économique 2016-2017, p. 33.

<sup>2</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Budget 2015-2016 – Renseignements additionnels 2015-2016*, 26 mars 2015, p. A.12-A.16.

<sup>3</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Dépenses fiscales – édition 2016*, mars 2017, p. A.27.

<sup>4</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Budget du Québec 2016-2017 - Régime québécois de soutien du revenu*, p.33.

<sup>5</sup> Le bouclier fiscal atténue donc uniquement la réduction de prime au travail entraînée par une hausse du revenu familial.

<sup>6</sup> COMMISSION D'EXAMEN SUR LA FISCALITÉ QUÉBÉCOISE, *Se tourner vers l'avenir du Québec*, Volume 2, mars 2015, p. 27-34. p. 13,14.

<sup>7</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Budget 2016-2017 – Renseignements additionnels*, 17 mars 2016, p. A.22.



# Cotisation syndicale ou professionnelle (Fédéral<sup>1</sup> et Québec<sup>2</sup>)

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

La déduction pour cotisations syndicales et professionnelles est une mesure fédérale qui vise à reconnaître que ces dépenses sont des frais obligatoires relatifs à un emploi et qu'elles sont donc engagées dans le but de gagner un revenu<sup>3</sup>. Au Québec, ces cotisations font plutôt l'objet d'un crédit d'impôt non remboursable.

Pour l'année d'imposition 2016, la déduction fédérale pour cotisations syndicales et professionnelles a entraîné une dépense fiscale estimée à 985 M\$. Pour l'année d'imposition 2014, un total de 5 820 090 particuliers ont demandé ce crédit. Les femmes (51 %) ont été plus nombreuses que les hommes (49 %) à en faire la demande.

Pour l'année d'imposition 2016, le crédit d'impôt pour cotisations syndicales et professionnelles du Québec a entraîné une dépense fiscale estimée à 118 M\$ au Québec. Pour l'année d'imposition 2014, un total de 1 778 134 particuliers ont demandé ce crédit. Les hommes (52 %) ont été plus nombreux que les femmes (48 %) à en faire la demande.

UTILISATION ET COUT DE LA MESURE				
		Total	Femmes (2014)	Hommes (2014)
FÉDÉRAL	Utilisation	5 820 090 <sup>4</sup> (2014)	51 %	49 %
	Coût	985 M\$ <sup>5</sup> (2016)	46 %	54 %
QUÉBEC	Utilisation	1 778 134 <sup>6</sup> (2014)	48 %	52 %
	Coût	118 M\$ <sup>7</sup> (2016)	47 %	53 %

## PARAMÈTRES ET CALCUL

### Déduction au fédéral

La déduction fédérale pour cotisations syndicales et professionnelles consiste en une déduction dans le calcul du revenu net du particulier. La déduction est appliquée dans le calcul du revenu tiré d'un emploi<sup>8</sup>,

dans le cas d'un employé, ou dans le calcul du revenu tiré d'une entreprise ou de l'exercice d'une profession, dans le cas d'un travailleur autonome qui exploite une entreprise ou exerce une profession.

Pour un employé, les sommes qu'il a payées personnellement pour des cotisations admissibles sont déductibles dans le calcul de son revenu tiré d'un emploi. Elles sont également déductibles si elles ont été payées pour lui, à condition que celles-ci aient été incluses dans le calcul de son revenu pour l'année.

Les cotisations admissibles<sup>9</sup> pouvant être déduites par un employé dans le calcul du revenu d'emploi sont les suivantes :

- Les cotisations annuelles<sup>10</sup> de membre d'associations professionnelles requises pour la conservation d'un statut professionnel reconnu par la loi;
- Les cotisations annuelles requises pour demeurer membre d'une association de fonctionnaires dont le principal objectif est de favoriser l'amélioration des conditions d'emploi ou de travail des membres ou d'un syndicat<sup>11</sup>;
- Les cotisations annuelles qui ont été retenues par l'employeur, en vertu d'une convention collective, sur la rémunération du particulier et versées à un syndicat ou à une association visée au point précédent et dont le contribuable n'était pas membre;
- Les cotisations à un comité paritaire ou consultatif ou à un groupement semblable dont une législation provinciale prévoit le paiement en raison de l'emploi que le particulier exerce pour l'année;
- Les cotisations versées à un office des professions et dont une législation provinciale prévoit le paiement.

Un travailleur autonome peut déduire de son revenu tiré de l'exploitation d'une entreprise toute cotisation payée à des associations ou autres entités semblables, dans la mesure où les montants sont raisonnables<sup>1</sup> et que ceux-ci sont déductibles selon la règle générale<sup>1</sup> à l'effet que ces dépenses ont été engagées dans le but de tirer un revenu d'entreprise<sup>1</sup>.

## Crédit d'impôt du Québec

Le crédit d'impôt peut être demandé par un particulier si les cotisations versées se rapportent à son emploi, dans le cas d'un employé, ou à son entreprise ou l'exercice de sa profession, dans le cas d'un travailleur autonome<sup>12</sup>.

Les principaux paramètres de ce crédit d'impôt pour l'année 2017 sont présentés dans le tableau suivant.

PRINCIPAUX PARAMÈTRES (2017)	
Taux	10 %
Montant sur lequel le taux est appliqué	Cotisations admissibles versées par un employé pour un emploi occupé dans l'année en question <sup>13</sup>
Limite	Le montant du crédit est limité au montant d'impôt à payer

Les cotisations admissibles pour l'employé sont notamment les cotisations annuelles à une association professionnelle afin de maintenir un statut de professionnel reconnu par une loi, les cotisations annuelles permettant d'être membre d'une association de salariés ou encore les cotisations annuelles retenues sur la rémunération du particulier par son employeur conformément à une convention collective. Pour le travailleur autonome, les cotisations admissibles sont notamment les cotisations annuelles à une association professionnelle afin de maintenir un statut professionnel reconnu par une loi, les cotisations annuelles requises pour permettre au particulier d'être membre d'une association artistique reconnue ou encore les contributions requises en vertu de l'article 10 de la *Loi modifiant le Code des professions* ou l'article 196.2 du *Code des professions*.

Pour le travailleur autonome, les autres types de cotisations non admissibles au crédit d'impôt peuvent être déductibles dans le calcul du revenu tiré de l'exploitation de son entreprise, dans la mesure où elles sont considérées comme étant engagées dans le but de gagner un revenu de son entreprise ou de l'exercice de sa profession.

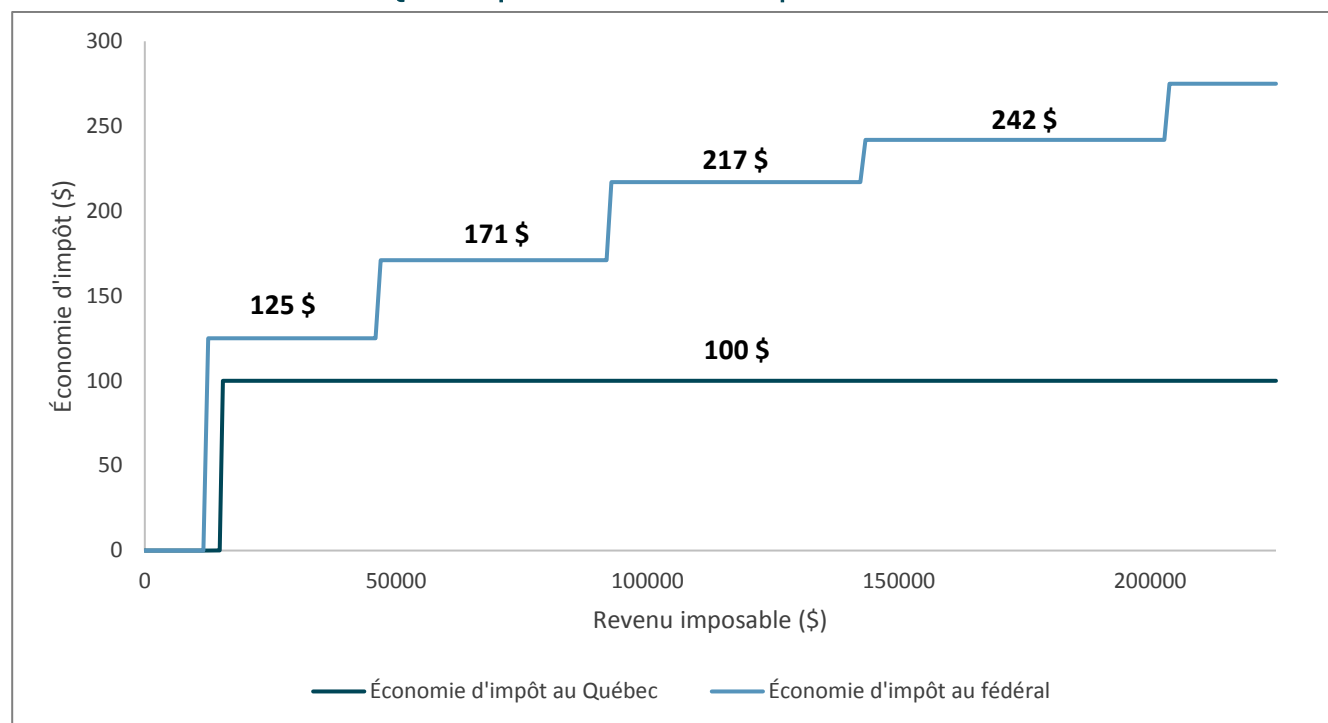
Si l'employeur a payé ou remboursé en tout ou en partie la cotisation de l'employé et que c'est ce dernier qui est le principal bénéficiaire de ce paiement et non l'employeur, le montant payé constituera un avantage imposable que l'employé devra inclure dans le calcul de son revenu d'emploi. Toutefois, ce montant payé ou remboursé par l'employeur, qui a été inclus dans le revenu du particulier, sera considéré comme étant payé par l'employé aux fins du crédit d'impôt pour cotisation syndicale ou professionnelle. Ainsi, le particulier pourrait aussi, dans ce cas, demander le crédit d'impôt pour les cotisations en question<sup>14</sup>.

De plus, comme au fédéral, il est tout de même possible pour un particulier de déduire dans le calcul du revenu net un montant qu'il paie dans l'année au titre d'une assurance responsabilité professionnelle si celle-ci est nécessaire pour permettre au particulier de maintenir le statut professionnel qui lui est reconnu par la loi<sup>15</sup>.

## ILLUSTRATION DE LA MESURE

L'illustration de la page suivante compare l'économie d'impôt approximative qu'entraînent les mesures fiscales du fédéral et du Québec pour un employé vivant au Québec qui a payé une cotisation annuelle de 1 000 \$ à son ordre professionnel en fonction de son revenu imposable.

### Comparaison de l'économie d'impôt engendrée par la déduction au fédéral et le crédit au Québec pour des cotisations professionnelles de 1 000 \$



Au fédéral, la cotisation de 1 000 \$ vient réduire la base d'imposition. L'économie d'impôt est donc fonction du barème progressif d'imposition et sera donc plus importante plus le revenu imposable sera élevé.

Au Québec, le crédit est de 100 \$, peu importe le revenu imposable du particulier qui se situe au-delà d'un revenu imposable de 15 557 \$. En deçà d'un revenu imposable de 14 890 \$, le crédit est nul puisque l'impôt payable est nul. Toutefois, au-delà de ce revenu imposable, le montant augmente graduellement pour atteindre le crédit maximal de 100 \$ (10 % x 1 000 \$) à un revenu imposable de 15 557 \$ puisque, à un tel revenu, l'impôt payable est alors de 100 \$.

L'économie d'impôt générée par le crédit d'impôt non remboursable du Québec est plus neutre entre les contribuables que la déduction fédérale. En effet, elle ne varie pas en fonction du barème progressif d'imposition et représente donc une économie d'impôt identique pour chaque contribuable pour un même montant de cotisation syndicale ou professionnelle, et ce, peu importe leurs revenus<sup>16</sup>.

## HISTORIQUE DE LA MESURE

La déduction fédérale a été instaurée dans le budget de 1951 et s'applique depuis l'année d'imposition 1951<sup>17</sup>.

Le crédit d'impôt du Québec existe depuis 1997. Auparavant, une déduction était possible dans le calcul du revenu pour les cotisations syndicales et professionnelles. À partir de l'année 2015, le taux du crédit est passé de 20 % à 10 %<sup>18</sup>.

## Ressources complémentaires

AGENCE DU REVENU DU CANADA, « ligne 212 – Cotisations annuelles syndicales, professionnelles et semblables », en ligne : <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/impot/particuliers/sujets/tout-votre-declaration-revenus/declaration-revenus/remplir-declaration-revenus/deductions-credits-depenses/ligne-212-cotisations-annuelles-syndicales-professionnelles-semblables.html>

REVENU QUÉBEC, « 397 – Crédit d'impôt pour cotisations syndicales, professionnelles ou autres », en ligne : <http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/declaration/produire/comment/aideligne/ligne397.aspx>

<sup>1</sup> *Loi de l'impôt sur le revenu*, L.R.C. (1985), ch.1 (5<sup>e</sup> suppl.), s.-al. 8(1*i*)(i) et (iv) à (vii).

<sup>2</sup> *Loi sur les impôts*, RLRQ, c. I-3, art. 752.0.18.3 et ss.

<sup>3</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales*, 2017, p.123.

<sup>4</sup> AGENCE DU REVENU DU CANADA, *Statistiques finales de la T1, édition de 2016 (année d'imposition 2014)*, tableau final 4 pour l'ensemble du Canada.

<sup>5</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales*, précité, note 3, p.35.

<sup>6</sup> FINANCES QUÉBEC, *Statistiques fiscales des particuliers – année d'imposition 2014, décembre 2017*, p.91.

<sup>7</sup> FINANCES QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2016*, précité, note 4, p.A.35.

<sup>8</sup> La déduction est demandée à la ligne 212 de la déclaration de revenus fédérale du particulier.

<sup>9</sup> Ces montants apparaissent soit sur un reçu distinct, soit à la case 44 du feuillet T4 et comprennent toute TPS/TVH payée.

<sup>10</sup> Pour être considérés comme des cotisations annuelles, il doit s'agir de montants qui puissent revenir périodiquement et non d'une cotisation spéciale. (<https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/formulaires-publications/publications/it103r-archvee-cotisations-payees-a-syndicat-a-comite-paritaire-consultatif/archvee-cotisations-payees-a-syndicat-a-comite-paritaire-consultatif.html>)

<sup>11</sup> Syndicat au sens de l'article 3 du *Code canadien du travail* ou de toute loi provinciale prévoyant des enquêtes sur les conflits de travail, la conciliation ou le règlement de ceux-ci.

<sup>12</sup> Aussi, la totalité de son revenu d'emploi ou d'entreprise ne doit pas être déductible dans le calcul de son revenu imposable en vertu de la déduction pour indien ou d'une des déductions diverses (voir la ligne 297 du *Guide général d'impôt et de prestations 2016*).

<sup>13</sup> Ce montant peut apparaître sur un reçu, à la case F du relevé 1 du particulier (ou sur le feuillet T4 du fédéral si l'employé n'a pas reçu de relevé 1) ou à la case 201 du relevé 15.

<sup>14</sup> REVENU QUÉBEC, Bulletin d'interprétation et des pratiques administratives concernant les lois et règlements, IMP. 37-2/R3, « Paiement ou remboursement par un employeur des montants exigibles d'un employé membre d'une association professionnelle », 22 décembre 2016, n° 8 et 9.

<sup>15</sup> *Loi sur les impôts*, précité, note 2, art. 75.1.

<sup>16</sup> Puisqu'il s'agit d'un crédit d'impôt non remboursable, un particulier qui n'a pas d'impôt à payer ne pourra bénéficier du crédit et un particulier dont l'impôt à payer est moindre que la valeur du crédit pourra en bénéficier uniquement jusqu'à concurrence de son impôt payable.

<sup>17</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales*, précité, note 3, p.123.

<sup>18</sup> FINANCES QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2016*, précité, note 4, p.B.111.





# Crédit d'impôt pour fournitures scolaires des enseignants et éducateurs de la petite enfance<sup>1</sup>

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

Le crédit d'impôt pour fournitures scolaires des enseignants et éducateurs de la petite enfance est un crédit remboursable fédéral qui vise à reconnaître les coûts qui sont souvent engagés par les enseignants et les éducateurs de la petite enfance à leurs propres frais pour des dépenses admissibles qui enrichissent le milieu d'apprentissage<sup>2</sup>.

Pour l'année d'imposition 2016, le crédit a entraîné une dépense fiscale estimée à 25 M\$ au fédéral.

UTILISATION ET COÛT DE LA MESURE	
	Total
Utilisation	N.D.
Coût	25 M\$ (2016) <sup>3</sup>

## PARAMÈTRES ET CALCUL

Les bénéficiaires du crédit d'impôt sont les enseignants et les éducateurs de la petite enfance.

Le calcul du crédit se fait en multipliant les dépenses admissibles au titre de fournitures scolaires, pour un maximum de 1 000 \$, par le taux de 15 %.

Les éducateurs et enseignants admissibles à ce crédit sont ceux qui sont à l'emploi d'une école primaire ou secondaire ou d'un établissement réglementé de service de garde d'enfants. De plus, ceux-ci doivent être titulaires d'un brevet, permis, diplôme ou licence en enseignement ou en éducation de la petite enfance qui est reconnu et qui est valide dans la province où il est employé<sup>4</sup>. Ce crédit doit être demandé dans la déclaration de revenus du particulier pour des dépenses faites dans l'année d'imposition<sup>5</sup>.

L'Agence du revenu du Canada (ARC) pourrait vouloir s'assurer de l'admissibilité des dépenses demandées. Pour ce faire, l'enseignant ou l'éducateur doit demander à son employeur d'attester<sup>6</sup> l'admissibilité des fournitures effectuées et garder cette preuve dans ses dossiers avec ses reçus, car s'il n'est pas en mesure de fournir une telle attestation à l'ARC, cette dernière pourrait refuser la demande de crédit, et ce, même si l'enseignant ou l'éducateur a gardé une copie de tous ses reçus<sup>7</sup>.

Le montant du crédit d'impôt varie en fonction des paramètres ci-dessous.

## PRINCIPAUX PARAMÈTRES

### Dépenses admissibles

Moindre de :

- Dépenses réelles
- 1 000

Montant maximal : 1 000 \$

Taux du crédit

15 %

Valeur maximale du crédit

150 \$

Les dépenses admissibles sont des montants payés pour des fournitures scolaires par un enseignant ou un éducateur de la petite enfance pour lesquels il n'a pas le droit de recevoir de remboursement, d'allocation ou d'aide, à moins que la somme reçue soit incluse dans le calcul de son revenu imposable et qu'elle ne puisse pas être déduite. Ces fournitures scolaires doivent avoir été achetées à des fins d'enseignement ou d'aide à l'apprentissage et elles doivent être utilisées par l'enseignant ou l'éducateur dans l'exercice de ses fonctions dans une école primaire, secondaire ou dans un établissement réglementé de service de garde d'enfants. De plus, pour être admissibles, les fournitures scolaires ne doivent pas par ailleurs avoir déjà été déduites ou utilisées dans le calcul d'une déduction pour toute année d'imposition.

Le tableau ci-dessous dresse une liste d'exemples de fournitures scolaires utilisées directement dans une école ou un établissement réglementé de service de garde d'enfants<sup>8</sup>.

FOURNITURES UTILISÉES	SEULS BIENS DURABLES ADMISSIBLES COMME FOURNITURES SCOLAIRES	FOURNITURES NON VISÉES
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Papier de construction destiné aux activités</li> <li>- Matériel destiné aux expériences scientifiques (vinaigre, bicarbonate de soude, bâtonnets, etc.)</li> <li>- Matériel artistique (papier, colle, peinture, etc.)</li> <li>- Matériel de papeterie (crayons, stylos, affiches, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Jeux et casse-tête</li> <li>- Livres pour usage en classe</li> <li>- Contenants comme des boîtes de plastique et des boîtes de documents</li> <li>- Logiciels de soutien éducatifs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ordinateurs et tablettes</li> <li>- Tapis sur lesquels les enfants s'assoient</li> </ul>

Pour que la dépense soit admissible, elle doit être payée dans l'année. Autrement dit, une dépense faite dans une autre année, même si le bien est utilisé dans l'année d'imposition en cours, ne peut être considérée dans le calcul du crédit pour l'année en cours. De plus, un bien usagé appartenant à l'enseignant ou

l'éducateur et qui est apporté en classe ne peut entrer dans le calcul du crédit, car il n'a pas été acquis dans l'année en question.

## ILLUSTRATION DE LA MESURE

### ILLUSTRATIONS DU CRÉDIT D'IMPÔT POUR FOURNITURES SCOLAIRES DES ENSEIGNANTS ET ÉDUCATEURS

**PREMIER CAS :** Une enseignante a acheté pour 800 \$ en 2017 de fournitures admissibles qu'elle utilise dans sa classe en 2017.

$15\% \times (\text{moindre de } \underline{800 \$} \text{ et } 1\,000 \$) = 120 \$,$

**DEUXIÈME CAS :** Une enseignante a acheté pour 1 500 \$ en 2017 de fournitures admissibles qu'elle utilise dans sa classe en 2017.

$15\% \times (\text{moindre de } 1\,500 \$ \text{ et } \underline{1\,000 \$}) = 150 \$$

## HISTORIQUE DE LA MESURE

Le crédit d'impôt pour fournitures scolaires des enseignants et éducateurs est une mesure récente qui existe depuis l'année d'imposition 2016<sup>9</sup>.

## Ressource complémentaire

AGENCE DU REVENU DU CANADA, « Crédit d'impôt pour fournitures scolaires des enseignants et éducateurs de la petite enfance », en ligne : <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/programmes/a-propos-agence-revenu-canada-arc/budgets-gouvernement-federal/budget-2016-assurer-croissance-classe-moyenne/credit-impot-fournitures-scolaires-enseignants-educateurs-petite-enfance.html>

<sup>1</sup> *Loi de l'impôt sur le revenu*, L.R.C. (1985), ch.1 (5<sup>e</sup> suppl.), article 122.9.

<sup>2</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales*, 2017, p.82.

<sup>3</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales*, précité, note 2, p.48.

<sup>4</sup> AGENCE DU REVENU DU CANADA, « Crédit d'impôt pour fournitures scolaires des enseignants et éducateurs de la petite enfance », en ligne : <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/programmes/a-propos-agence-revenu-canada-arc/budgets-gouvernement-federal/budget-2016-assurer-croissance-classe-moyenne/credit-impot-fournitures-scolaires-enseignants-educateurs-petite-enfance.html> (consulté le 11 septembre 2017).

<sup>5</sup> Lignes 468 et 469 de la déclaration de revenus des particuliers.

<sup>6</sup> L'attestation de l'employeur doit prendre la forme d'une déclaration signée par celui-ci (ou par son cadre délégué) qui fait état du montant payé pour les fournitures scolaires admissibles achetées dans l'année pour lesquelles l'enseignant ou l'éducateur n'a pas droit à un remboursement, une allocation ou autre forme d'aide.

<sup>7</sup> AGENCE DU REVENU DU CANADA, « Crédit d'impôt pour fournitures scolaires des enseignants et éducateurs de la petite enfance », précité, note 3.

<sup>8</sup> AGENCE DU REVENU DU CANADA, « Crédit d'impôt pour fournitures scolaires des enseignants et éducateurs de la petite enfance », précité, note 3 et CANADA, ministère des Finances du Canada, *Budget 2016-2017, Mesures fiscales : Renseignements supplémentaires*, 22 mars 2016, p.15.

<sup>9</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales*, précité, note 2, p.52.



# Crédit d'impôt pour pompier volontaire et pour volontaire participant à des opérations de recherche et de sauvetage<sup>1</sup>

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

Le montant pour pompier volontaire et le crédit d'impôt pour volontaire participant à des activités de recherche et de sauvetage sont des crédits d'impôt non remboursables du fédéral. Le crédit d'impôt pour pompier volontaire et pour volontaire participant à des opérations de recherche et de sauvetage est un crédit d'impôt non remboursable du Québec. Ces crédits visent à reconnaître l'importance du rôle que les pompiers volontaires et les volontaires participant à des activités de recherche et de sauvetage jouent pour assurer la sécurité de la population<sup>2</sup>.

Pour l'année d'imposition 2016, le montant pour pompier volontaire et le crédit d'impôt pour volontaire participant à des activités de recherche et de sauvetage ont entraîné une dépense fiscale estimée à 17 M\$<sup>3</sup> pour le fédéral. Pour l'année d'imposition 2014, un total de 46 400<sup>4</sup> particuliers ont demandé ce crédit. Les hommes (90 %) ont été nettement plus nombreux que les femmes (10 %) à en faire la demande.

Pour l'année d'imposition 2016, le crédit d'impôt pour pompier volontaire et pour volontaire participant à des opérations de recherche et de sauvetage a entraîné une dépense fiscale estimée à 3 M\$<sup>5</sup> pour le Québec. Pour l'année d'imposition 2014, un total de 6 440 particuliers<sup>6</sup> ont demandé ce crédit. Les hommes (95 %) ont été nettement plus nombreux que les femmes (5 %) à en faire la demande.

UTILISATION ET COÛT DE LA MESURE				
		Total	Femmes (2014)	Hommes (2014)
FÉDÉRAL	Utilisation	46 400 (2014)	10 %	90 %
	Coût	15 M\$ (2016)	10 %	90 %
QUÉBEC	Utilisation	6 440 (2014)	5 %	95 %
	Coût	3 M\$ (2016)	5 %	95 %

## PARAMÈTRES ET CALCUL

Le montant pour pompier volontaire, le crédit d'impôt pour volontaire participant à des activités de recherche et de sauvetage et le crédit d'impôt pour pompier volontaire et pour volontaire participant à des opérations de recherche et de sauvetage s'adressent, selon le cas, aux pompiers volontaires ayant effectué au moins 200 heures de services de pompier volontaire auprès d'un service d'incendie<sup>7</sup> ainsi qu'aux volontaires participant à des activités de recherche et de sauvetage ayant effectué au moins 200 heures de services admissibles à titre de participant à des activités de recherche.

Au fédéral, la valeur de chacun des crédits est obtenue en multipliant le montant du crédit, soit 3 000 \$, par le taux de la première tranche du barème d'imposition des particuliers, soit 15 %, pour un total de 450 \$. La valeur maximale du crédit pour l'année d'imposition 2017 pour un particulier québécois, en tenant compte de l'abattement pour les résidents du Québec<sup>8</sup>, est de 376 \$. Il est possible pour un particulier de bénéficier de l'un ou l'autre des crédits, mais le montant combiné des crédits ne peut dépasser 3 000 \$.

Au Québec, la valeur du crédit est obtenue en multipliant le montant du crédit, soit 3 000 \$, par le taux de la première tranche du barème d'imposition des particuliers, soit 15 %, pour une valeur maximale de 450 \$ pour l'année d'imposition 2017.

Tant au fédéral qu'au Québec, les heures de services de volontaires en recherche et sauvetage admissibles<sup>9</sup> peuvent être combinées aux heures de services de pompiers volontaires pour le calcul des 200 heures.

Le service de pompier volontaire consiste principalement à intervenir et à être de permanence en cas d'incendie ou de situations d'urgence connexes, à assister à des réunions tenues par le service d'incendie et à participer aux activités de formation indispensables liées à la prévention ou à l'extinction d'incendies<sup>10</sup>. Les heures de services d'un pompier, autrement qu'à titre de pompier volontaire pour le compte d'un service d'incendie, ne sont pas incluses dans les heures de services admissibles au crédit<sup>11</sup>.

Les services admissibles de volontaires en recherche et sauvetage sont les services fournis par un particulier en sa qualité de volontaire auprès d'un organisme admissible de recherche et sauvetage et consistent principalement à intervenir et à être de permanence en cas de situations de recherche et sauvetage ou de situations d'urgence connexes, à assister à des réunions tenues par l'organisme et à participer aux activités de formation indispensables liées à la prestation de services de recherche et sauvetage<sup>12</sup>.

Sur demande du ministre, le particulier qui demande un de ces crédits d'impôt doit fournir une attestation qui atteste du nombre d'heures fournies à titre de pompier volontaire ou de volontaire en recherche et sauvetage.

Le particulier qui demande le crédit d'impôt pour les pompiers volontaires ne peut bénéficier de l'exemption fiscale pouvant atteindre 1 000 \$ au fédéral et 1 140 \$ au Québec des honoraires versés par un gouvernement, municipalité ou une autorité publique pour les fonctions de pompier<sup>13</sup>.

## HISTORIQUE DE LA MESURE

Le crédit fédéral et le crédit du Québec pour pompier volontaire existent depuis l'année d'imposition 2011. Le crédit fédéral pour volontaires participant à des activités de recherche et de sauvetage existe depuis l'année d'imposition 2014.

Au fédéral, il n'y a eu aucune modification depuis la mise en place des crédits. Au Québec, le taux du crédit est passé de 16 % à 15 % lors de la mise à jour économique de l'automne 2017.

### Ressources complémentaires

Revenu Québec, 390 – *Crédit d'impôt pour pompier volontaire et pour volontaire participant à des opérations de recherche et de sauvetage*, [En ligne], <http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/declaration/produire/comment/aideligne/ligne390.aspx>

Agence du revenu du Canada, *Ligne 362 – Montant pour les pompiers volontaires et Ligne 395 – Montant pour les volontaires en recherche et sauvetage*, [En ligne], <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/impot/particuliers/sujets/tout-votre-declaration-revenus/declaration-revenus/remplir-declaration-revenus/deductions-credits-depenses/ligne-362-montant-pompiers-volontaires-ligne-395-montant-volontaires-recherche-sauvetage.html>

<sup>1</sup> *Loi de l'impôt sur le revenu*, L.R.C. (1985), ch. 1 (5<sup>e</sup> suppl.), art. 118.06 et 118.07 et *Loi sur les impôts*, RLRQ, c. I-3, art. 752.0.10.0.4 et 752.0.10.0.5.

<sup>2</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Mesures fiscales : Renseignements supplémentaires et avis de motion de voies et moyens (le 6 juin 2011)*, Budget 2011-2012.

<sup>3</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales 2017*, p. 44.

<sup>4</sup> Agence du revenu du Canada, « Statistiques fiscales sur le revenu 2016 (année d'imposition 2014), Tableau final 4 pour l'ensemble du Canada.

<sup>5</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Dépenses fiscales*, 2016, p. A.36.

<sup>6</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Statistiques fiscales des particuliers, année d'imposition 2014*, p. 92.

<sup>7</sup> Al. 118.06(2)a) LIR et par. 752.0.10.0.5(a) LI

<sup>8</sup> Montant pour pompier volontaire (3 000\$) x Taux du crédit (15 %) – Abattement pour les résidents du Québec (16,5 %)

<sup>9</sup> Services fournis auprès d'un organisme admissible de recherche et sauvetage, au sens que donne à ces expressions l'article 752.0.10.0.6 LI.

<sup>10</sup> Par. 118.06(1) LIR et art. 752.0.10.0.4 «services de pompier volontaire admissibles» LI

<sup>11</sup> Par. 118.06(1) LIR et art. 752.0.10.0.4 «services exclus» LI

<sup>12</sup> Par. 118.07 (1) « services admissibles de volontaire en recherche et sauvetages »

<sup>13</sup> Par. 81(4) LIR et Art. 39.6 LI



# Crédit d'impôt pour athlète de haut niveau<sup>1</sup>

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

Le crédit d'impôt pour athlète de haut niveau est un crédit remboursable du Québec qui vise à apporter un soutien financier aux athlètes québécois pour les aider à atteindre le plus haut sommet de leur discipline sportive et contribuer au développement du sport. Le crédit permet de couvrir une partie des frais déboursés par les athlètes de haut niveau pour performer dans leur sport tels que les coûts d'entraînement, l'inscription aux compétitions, l'achat et l'entretien de matériel.

Pour l'année d'imposition 2016, le crédit d'impôt pour athlète de haut niveau a entraîné une dépense fiscale estimée à 6 M\$<sup>2</sup>.

UTILISATION ET COÛT DE LA MESURE	
	Total
Utilisation	N.D.
Coût	6 M\$ (2016)

## PARAMÈTRES ET CALCUL

Les athlètes considérés de haut niveau sont directement visés par leur fédération sportive respective et le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur délivre directement aux athlètes, au cours du mois de février, les attestations officielles à joindre à leur déclaration de revenus du Québec.

Le particulier qui obtient une attestation délivrée par le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport certifiant qu'il est un athlète de haut niveau peut demander le crédit d'impôt remboursable. L'attestation est délivrée à l'égard d'athlètes du niveau de performance « Excellence », « Élite » ou « Relève », selon le cas, dans un sport individuel ou collectif<sup>3</sup>.

Pour obtenir le crédit, le particulier doit joindre à sa déclaration de revenus une copie de l'attestation<sup>4</sup>.



Le crédit d'impôt est un montant fixe qui dépend du type de sport de l'athlète et de son niveau. Contrairement à la majorité des autres crédits d'impôt, le montant alloué n'est pas soumis à une multiplication par un taux quelconque. Le tableau<sup>5</sup> ci-dessous présente la valeur des crédits disponibles.

**Montant maximal du crédit d'impôt remboursable  
pour athlète de haut niveau, année d'imposition 2017**

	EXCELLENCE	ÉLITE	RELÈVE
<b>Sport individuel</b>	4 000 \$	4 000 \$	2 000 \$
<b>Sport collectif</b>	2 000 \$	2 000 \$	1 000 \$

La valeur de ces crédits est proportionnelle au nombre de jours de l'année où l'athlète est considéré à ce tel niveau de performance, tel qu'indiqué dans l'attestation délivrée. Pour un même jour donné, l'athlète ne peut être considéré comme pratiquant un sport à deux niveaux de performance différents. Par contre, il peut cumuler plusieurs niveaux de performance à l'intérieur d'une même année.

## ILLUSTRATION DE LA MESURE

Si l'attestation délivrée à l'égard du particulier indique que, pour l'année d'imposition, il est reconnu avoir été, pendant 150 jours, un athlète du niveau élite dans un sport collectif, le crédit sera de :

$$2\,000 \$ \times 150 \text{ jours} \div 365 \text{ jours} = 822 \$$$

Si l'attestation indique que le particulier a été un athlète d'excellence dans un sport individuel pour les 215 autres jours de l'année, le crédit sera de :

$$(2\,000 \$ \times 150 \text{ jours} \div 365 \text{ jours}) + (4\,000 \$ \times 215 \text{ jours} \div 365 \text{ jours}) = 3\,178 \$$$

## HISTORIQUE DE LA MESURE

Le crédit d'impôt pour athlète de haut niveau existe depuis l'année d'imposition 2000 et n'a pas subi de modification depuis son entrée en vigueur.

## Ressource complémentaire

Gouvernement du Québec, *Crédit d'impôt pour athlète de haut niveau*, [En ligne],  
<http://www4.gouv.qc.ca/fr/Portail/citoyens/programme-service/Pages/Info.aspx?sqctype=sujet&sqcid=617>

---

<sup>1</sup> *Loi sur les impôts*, RLRQ, c. I-3, art. 1029.8.119 à 1029.8.121

<sup>2</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Dépenses fiscales – édition 2016*, mars 2017, p. A.35.

<sup>3</sup> Art. 1029.8.119 LI

<sup>4</sup> Art. 1029.8.120 LI

<sup>5</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Budget 2000-2001/Renseignements supplémentaires sur les mesures du budget*, p. 21.



# Crédit d'impôt pour les travailleurs d'expérience<sup>1</sup>

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

Le crédit d'impôt pour travailleurs d'expérience est un crédit d'impôt non remboursable du Québec qui vise à éliminer l'impôt à payer sur une partie du revenu de travail des personnes âgées afin d'inciter les travailleurs expérimentés à demeurer ou retourner sur le marché du travail<sup>2</sup>.

Pour l'année d'imposition 2016, le crédit d'impôt pour travailleurs d'expérience a entraîné une dépense fiscale estimée à 106 M\$<sup>3</sup>. Pour l'année d'imposition 2014, un total de 124 605 particuliers<sup>4</sup> ont demandé ce crédit. Les hommes (64 %) ont été nettement plus nombreux que les femmes (36 %) à en faire la demande.

UTILISATION ET COÛT DE LA MESURE			
	Total	Femmes (2014)	Homme (2014)
Utilisation	124 605 (2014)	36 %	64 %
Coût	106M\$ (2016)	35 %	65 %

## PARAMÈTRES ET CALCUL

Le crédit d'impôt pour travailleurs d'expérience est appliqué en diminution de l'impôt à payer du travailleur admissible. La partie inutilisée, le cas échéant, n'est pas transférable ni reportable.

Aux fins du calcul du crédit, il faut d'abord déterminer le revenu de travail admissible du travailleur d'expérience. Le revenu de travail admissible d'un particulier pour une année constitue tout traitement, salaire et autres gratifications provenant d'une charge ou d'un emploi, le revenu net d'une entreprise exploitée activement par le particulier et certaines subventions relatives à l'emploi<sup>5</sup>. Les revenus suivants sont exclus du revenu de travail admissible : tout revenu d'emploi composé uniquement d'avantages imposables reliés à un emploi antérieur, tout montant déduit dans le calcul du revenu du particulier et tout revenu d'emploi si le particulier a un lien de dépendance avec l'employeur<sup>6</sup>.

Un particulier qui réside au Québec le 31 décembre 2017 et qui est âgé de 63 ans ou plus peut déduire, dans le calcul de son impôt à payer pour une année d'imposition, 15 % du moindre du montant maximal de revenu admissible<sup>7</sup> et de l'excédent de son revenu de travail admissible sur 5 000 \$<sup>8</sup>. Le crédit est réductible en fonction du revenu de travail<sup>9</sup>. La réduction est de 5 % du revenu de travail admissible qui excède le seuil de réduction, fixé à 33 755 \$<sup>10</sup> pour 2017.

**Montant maximal admissible au crédit d'impôt pour les travailleurs d'expérience  
selon l'âge et l'année d'imposition (en dollars)**

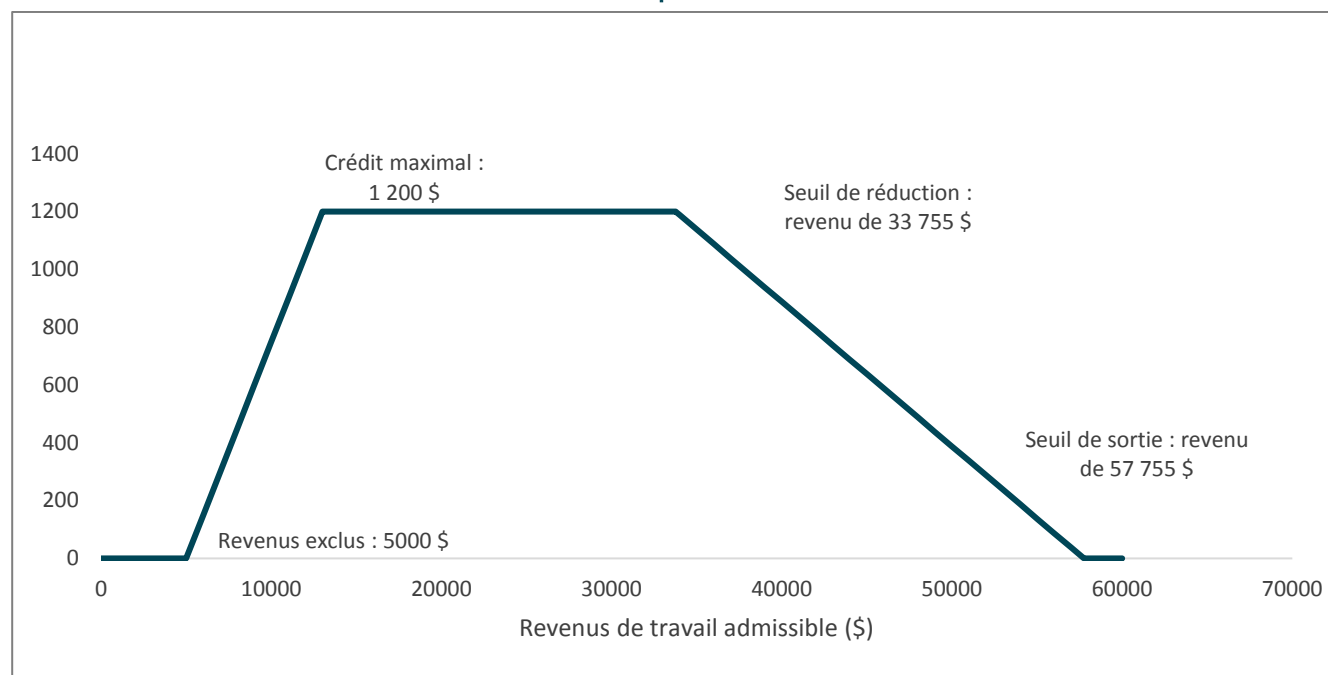
	2015	2016	2017	2018
<b>62 ans</b>	-	-	-	4 000
<b>63 ans</b>	-	-	4 000	6 000
<b>64 ans</b>	-	4 000	6 000	8 000
<b>65 ans</b>	4 000	6 000	8 000	10 000

Lorsqu'un particulier atteint l'âge d'admissibilité en cours d'année, il a droit au crédit au prorata du nombre de mois où il a l'âge d'admissibilité au cours de l'année d'imposition donnée.

## ILLUSTRATION DE LA MESURE

Le graphique de la page suivante illustre le crédit d'impôt disponible pour un travailleur âgé d'au moins 65 ans en 2017, selon son revenu de travail admissible. Le crédit d'impôt est nul si le revenu de travail du particulier est de 5 000 \$ ou moins. Lorsque le revenu de travail est de 13 000 \$ ou plus, le plafond de revenus de travail est atteint, donc le particulier bénéficie du crédit maximal de 1 200 \$. Le crédit d'impôt diminue lorsque le revenu de travail excède le seuil de réduction, fixé à 33 755 \$ pour l'année d'imposition 2017. Lorsque le revenu de travail est de 57 755 \$ ou plus, le seuil de sortie est atteint et le particulier n'est plus admissible au crédit d'impôt pour travailleurs d'expérience.

## Crédit d'impôt d'un travailleur âgé de 65 ans ou plus selon son revenu de travail admissible, année d'imposition 2017



## HISTORIQUE DE LA MESURE

Le crédit d'impôt pour les travailleurs d'expérience existe depuis l'année d'imposition 2012. Sa mise en place a été faite de manière graduelle et, au départ, le crédit était applicable sur le revenu de travail qui excédait les premiers 5 000 \$ pour les personnes âgées de 65 ans et plus, jusqu'à concurrence de 3 000 \$ de revenus de travail admissibles<sup>11</sup>.

Le budget 2014-2015 a augmenté le crédit en haussant le plafond du revenu admissible à 4 000 \$<sup>12</sup>.

Le budget 2015-2016 a bonifié le crédit pour travailleurs d'expérience en faisant passer graduellement l'âge d'admissibilité de 65 ans à 63 ans sur deux ans et en haussant graduellement le plafond du revenu de travail admissible de 4 000 \$ à 10 000 \$ d'ici 2018. Le crédit est également devenu réductible en fonction du revenu pour mieux cibler les ménages à faibles ou moyens revenus.

Le budget 2016-2017 a annoncé que l'âge d'admissibilité diminuera à 62 ans dès l'année d'imposition 2018<sup>13</sup>.

Dans sa mise à jour économique de l'automne 2017, le gouvernement du Québec a annoncé que le taux de la première tranche de revenus passait de 16 % à 15 %. Afin de ne pas diminuer la valeur du crédit pour travailleurs d'expérience, le gouvernement a du même souffle annoncé l'élimination, à partir de l'année d'imposition 2017, du facteur de pondération de 94 % qui prenait en considération la déduction au taux de 6 % accordée aux travailleurs.

## Ressource complémentaire

Revenu Québec, 391 – *Crédit d'impôt pour travailleur de 64 ans ou plus*, [En ligne], <http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/declaration/produire/comment/aideligne/ligne391.aspx>

<sup>1</sup> *Loi sur les impôts*, RLRQ, c. I-3, art. 752.0.10.0.2 et 752.0.10.0.3

<sup>2</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Renseignements additionnels – Budget 2016-2017*, p. A.24.

<sup>3</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Dépenses fiscales – édition 2016*, mars 2017, p. A.27.

<sup>4</sup> FINANCES QUÉBEC, *Statistiques fiscales des particuliers – année d'imposition 2014*, décembre 2017, p.91.

<sup>5</sup> Art. 752.0.10.0.2 « revenu de travail admissible »

<sup>6</sup> Art. 752.0.10.0.2 « revenu de travail exclu »

<sup>7</sup> Art. 752.0.10.0.2 « plafond de revenu de travail excédentaire »

<sup>8</sup> Art. 752.0.10.3 al. 1

<sup>9</sup> Cette réduction ne s'applique pas aux particuliers nés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1951 et dont le crédit d'impôt ne dépasse pas 600 \$; ils bénéficient d'une clause « grand-père » mise en place au moment de l'instauration de la réduction.

<sup>10</sup> Seuil de 33 505 \$ pour 2016 indexé à 0,74 % selon : REVENU QUÉBEC, « Taux, seuils et montants relatifs aux retenues et aux cotisations pour 2017 », 17 novembre 2016, [En ligne : <[http://www.revenuquebec.ca/fr/salle-de-presse/nouvelles-fiscales/2016/2016-11-17\(1\).aspx](http://www.revenuquebec.ca/fr/salle-de-presse/nouvelles-fiscales/2016/2016-11-17(1).aspx)>

<sup>11</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Le plan budgétaire – Budget 2011-2012*, p. E.58.

<sup>12</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Renseignements additionnels sur les mesures fiscales du budget, Budget 2014-2015*, p.27.

<sup>13</sup> Le budget 2016-2017 propose, une fois de plus, que l'âge d'admissibilité tombe à 62 ans à compter de l'année d'imposition 2018. Voir : MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Budget 2016-2017, Renseignements additionnels sur les mesures fiscales*, p. A.25.

# SECTION 7

## Aînés







# Crédit en raison de l'âge<sup>1</sup>

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

Le crédit en raison de l'âge est un crédit d'impôt non remboursable, tant au fédéral qu'au Québec, qui vise à alléger le fardeau fiscal des personnes âgées ayant un faible ou moyen revenu<sup>2</sup>.

Pour l'année d'imposition 2016, le coût du crédit en raison de l'âge est estimé à 3,33 G\$<sup>3</sup> pour le gouvernement fédéral. Pour l'année d'imposition 2014, environ 5,4 millions de particuliers<sup>4</sup> ont demandé ce crédit. Les femmes (55 %) ont été plus nombreuses que les hommes (45 %) à en faire la demande.

Pour l'année d'imposition 2016, le coût du crédit en raison de l'âge est estimé à 240 M\$<sup>5</sup> pour le gouvernement du Québec. Pour l'année d'imposition 2011, environ 2 millions de particuliers<sup>6</sup> ont demandé ce crédit.

### Fédéral

UTILISATION ET COÛT DE LA MESURE		ANALYSE DIFFÉRENCIÉE SELON LE SEXE (2014) <sup>7</sup>	
	Total	Femmes	Homme
Utilisation	5,4 millions de particuliers (2014)	55 %	45 %
Coût	3,33 milliards \$ (2016)	56 %	44 %

### Québec

UTILISATION ET COÛT DE LA MESURE	
	Total
Utilisation	2,01 millions de particuliers (2011)
Coût	240 M\$ (2016)

## PARAMÈTRES ET CALCUL

Le crédit en raison de l'âge peut soit être utilisé par le particulier, soit être transféré, en tout ou en partie, à son conjoint<sup>8</sup>. Tant au fédéral qu'au Québec, le conjoint est admissible au transfert du crédit s'il ne vit pas séparément du particulier à la fin de l'année.

### Fédéral

Un particulier qui a atteint l'âge de 65 ans ou plus à la fin de l'année d'imposition peut demander le crédit en raison de l'âge si son revenu net est inférieur à 84 597 \$.

Le montant admissible au crédit est de 7 225 \$<sup>9</sup>, auquel s'applique le taux d'imposition inférieur du revenu des particuliers, soit 15 %, pour une valeur maximale de 1 084 \$. Pour l'année d'imposition 2017, la valeur maximale du crédit pour un particulier québécois, en tenant compte de l'abattement pour les résidents du Québec<sup>10</sup>, est de 905 \$. De plus, le montant admissible au crédit est réduit de 15 % du revenu net du particulier qui excède 36 430 \$<sup>11</sup>. Ainsi, un revenu net de 84 597 \$ réduit le crédit d'impôt à 0 \$<sup>12</sup>.

Si, par exemple, un particulier a atteint l'âge de 65 ans en 2017 et qu'il a un revenu net de 50 000 \$, le crédit d'impôt en raison de l'âge est donc réduit à 649,98 \$, comme illustré ci-dessous.

Montant admissible au crédit	7 225 \$
Moins : $(50\,000 \$ - 36\,430 \$) \times 15 \% = 2\,035,50 \$$	(2 035,50 \$)
Montant admissible au crédit	<u>5 189,50 \$</u>
Crédit au taux de 15 %	<u>778,43 \$</u>
<b>Valeur après abattement</b>	<b><u>649,98 \$</u></b>

### Québec

Le particulier qui a atteint l'âge de 65 ans ou plus à la fin de l'année d'imposition est éligible au crédit en raison de l'âge<sup>13</sup>.

Le montant admissible au crédit est de 3 132 \$<sup>14</sup>, auquel s'applique un taux de 15 %<sup>15</sup>, pour un crédit de 470 \$. Le montant admissible peut subir une réduction et celle-ci est calculée différemment du fédéral. Au Québec, la réduction est calculée à partir du montant en raison de l'âge, soit 3 132 \$, auquel s'ajoutent les montants pour personne vivant seule et/ou du montant des revenus de retraite admissibles pour le particulier et, le cas échéant, pour son conjoint. L'ensemble de ces montants est réduit de 18,75 %<sup>16</sup> de chaque dollar de revenu familial, soit le revenu du particulier additionné au revenu de son conjoint, qui excède 33 755 \$<sup>17</sup>. Le crédit obtenu est partageable entre les conjoints.

Ainsi, un particulier peut bénéficier du crédit en raison de l'âge au Québec s'il a un revenu familial inférieur à 50 459 \$<sup>18</sup>.

Si, par exemple, le particulier et son conjoint ont un revenu net familial de 50 000 \$ et que tous deux ont droit au crédit d'impôt en raison de l'âge, le crédit d'impôt sera calculé comme l'illustre le tableau ci-

dessous (pour simplifier le calcul, nous posons l'hypothèse qu'ils ne réclament pas de crédits pour revenus de retraite ni pour personne vivant seule).

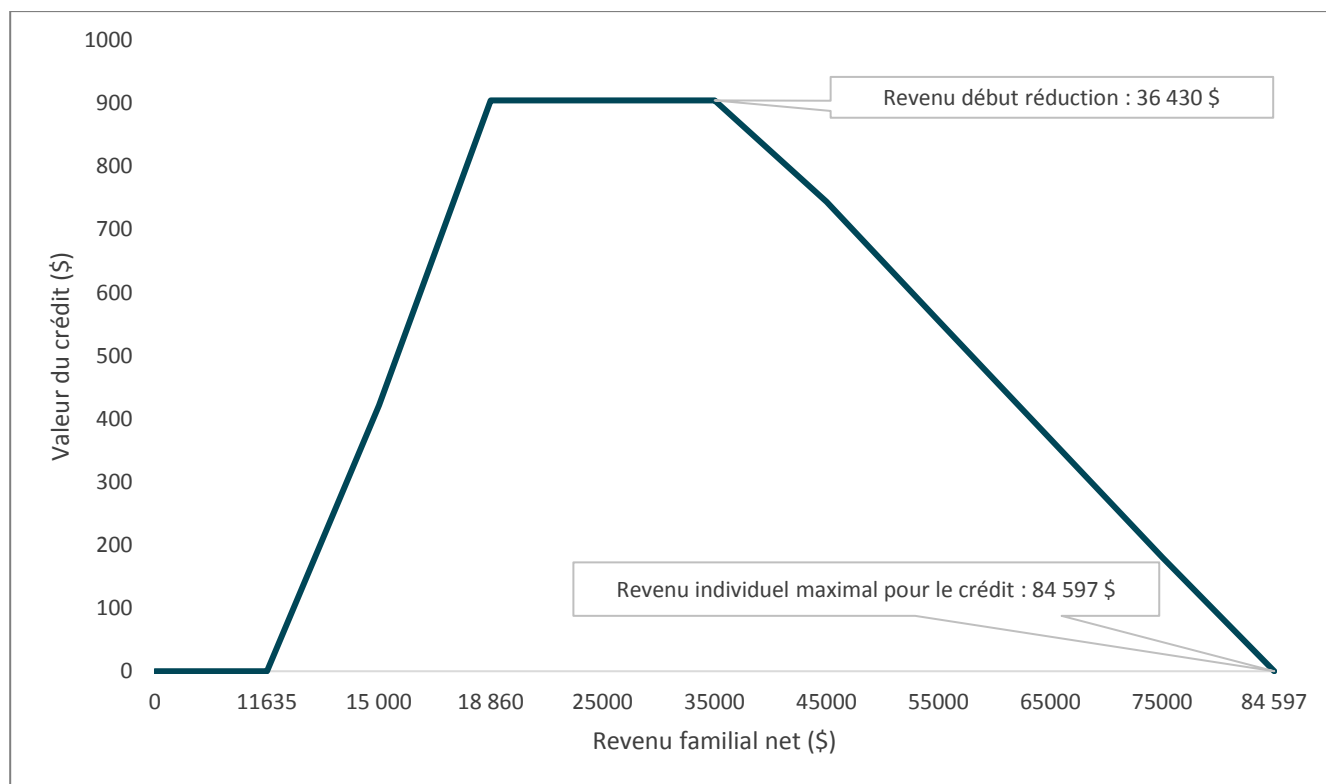
Montant en raison de l'âge du particulier	3 132 \$
Montant en raison de l'âge du conjoint	3 132 \$
Montant pour revenu de retraite du particulier	0 \$
Montant pour revenu de retraite du conjoint	0 \$
Montant pour personne vivant seule	0 \$
Montant additionnel pour famille monoparentale	0 \$
Total des montants admissibles	6 264 \$
Moins : $(50\,000 \$ - 33\,755 \$) \times 18,75 \% = 3\,045,94 \$$	<u>(3 045,94 \$)</u>
Montant admissible après réduction	<u>3 218,06 \$</u>
Crédit à 15 %	<u>482,71 \$</u>
Moins : crédit demandé par le conjoint	(0 \$)
<b>Crédit pouvant être demandé par le contribuable</b>	<b><u>482,71 \$</u></b>

## ILLUSTRATION DE LA MESURE

### Fédéral

Le graphique de la page suivante illustre la valeur de la réduction du crédit d'impôt en raison de l'âge, en tenant compte de l'abattement pour les résidents du Québec, en fonction du revenu net. Puisqu'il s'agit d'un crédit non remboursable, il commence à prendre effet seulement lorsqu'il excède le montant personnel de base. Il atteint sa valeur maximale de 905 \$ à un revenu familial net de 18 860 \$ (valeur du montant personnel de base + montant maximal du crédit en raison de l'âge), puis diminue lorsque le seuil de revenu net de 36 430 \$ est atteint. Au-dessus du seuil, le crédit diminue jusqu'à ce qu'il devienne nul à un revenu net de 84 597 \$ et plus.

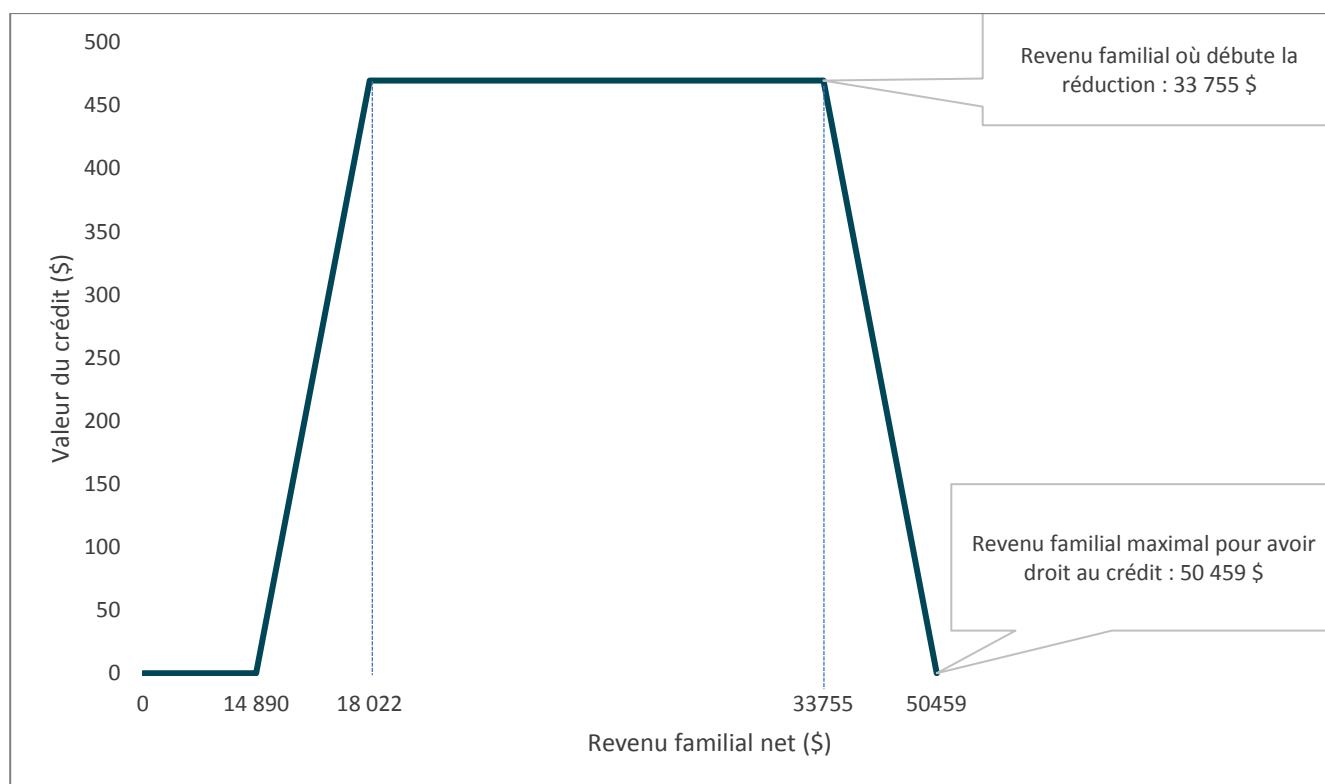
### Valeur du crédit d'impôt en raison de l'âge en fonction du revenu net



### Québec

Le graphique de la page suivante illustre la valeur de la réduction du crédit d'impôt en raison de l'âge en fonction du revenu net. Puisqu'il s'agit d'un crédit non remboursable, il commence à prendre effet seulement lorsqu'il excède le montant personnel de base de 14 890 \$, en supposant que le contribuable n'utilise que ce crédit. Il atteint sa valeur maximale de 470 \$ à un revenu familial net de 18 022 \$ (valeur du montant personnel de base + montant maximal du crédit en raison de l'âge), puis diminue lorsque le seuil de revenu net de 33 755 \$ est atteint. Au-dessus du seuil, le crédit diminue jusqu'à ce qu'il devienne nul à un revenu net de 50 459 \$ et plus.

## Valeur du crédit d'impôt en raison de l'âge en fonction du revenu net familial



## HISTORIQUE DE LA MESURE

### Fédéral

Le crédit d'impôt en raison de l'âge provient de l'ancienne exemption pour l'âge, une exemption de 500 \$ visant les particuliers de 70 ans et plus<sup>19</sup>. Le budget de 1971 augmente l'exemption à 650 \$ et réduit l'âge d'admissibilité à 65 ans<sup>20</sup>. L'exemption est augmentée quelques fois jusqu'en 1987, où elle est remplacée par le crédit d'impôt pour l'âge, dans le cadre d'une réforme fiscale<sup>21</sup>.

Le budget de 1994 modifie le crédit pour qu'il soit réduit en fonction du revenu. Le gouvernement prévoit une réduction du montant admissible de 15 % de la partie du revenu net du particulier qui excède 25 921 \$<sup>22</sup>. Le crédit est donc éliminé pour un particulier gagnant plus de 49 100 \$ pour l'année 1994.

Le budget de l'an 2000 prévoit la pleine indexation du régime d'impôt sur le revenu des particuliers, ce qui fait en sorte que, pour les années suivant l'année d'imposition 2000, il y a augmentation automatique du crédit en raison de l'âge et du seuil de revenu au-delà duquel ce crédit commence à diminuer.

En octobre 2006, le gouvernement fédéral annonce, dans son Plan d'équité fiscale, une hausse de 1 000 \$ du montant admissible en raison de l'âge, le faisant passer à 5 066 \$ pour l'année 2006<sup>23</sup>. En 2009, le gouvernement hausse de 1 000 \$ le montant admissible en raison de l'âge pour le porter à 6 408 \$<sup>24</sup>. Ce montant, tout comme le seuil de réduction, est indexé sur l'inflation chaque année depuis.

## Québec

Le crédit en raison de l'âge provient de l'exemption en raison d'âge de 1 000 \$ mis en place en 1974<sup>25</sup>. Le budget de 1978 révisé l'exemption pour la faire passer à 1 500 \$<sup>26</sup>. En 1988, le crédit d'impôt en raison de l'âge remplace l'exemption en raison d'âge pour devenir un crédit de 20 % du montant admissible de 2 200 \$, donc un crédit de 440 \$<sup>27</sup>. Ce crédit est disponible pour tous les particuliers ayant atteint l'âge de 65 ans et le niveau de revenu n'affecte pas le crédit.

En 1996, dans l'optique d'une meilleure équité, le gouvernement annonce que le montant admissible au crédit sera réduit progressivement, en fonction du revenu du contribuable. Ainsi, dès 1997, la réduction sera de 15 % de chaque dollar du revenu excédant 26 000 \$<sup>28</sup>.

Le budget de 1997 modifie le calcul du crédit. Premièrement, le revenu net à considérer pour établir le montant admissible est le revenu net familial, soit le revenu net du particulier et, le cas échéant, celui de son conjoint à la fin de l'année. Deuxièmement, aux fins du calcul de la réduction du montant admissible au crédit, trois mesures sont réunies, soit le crédit d'impôt en raison de l'âge, pour personne vivant seule et pour revenus de retraite. Une seule réduction, établie à 15 % de l'excédent du revenu familial net sur 26 000 \$, est appliquée à l'ensemble des montants de ces crédits attribuables au ménage. Troisièmement, le montant admissible total de ces crédits est partageable entre les conjoints, selon leur décision<sup>29</sup>.

En 2007, le budget annonce que le crédit en raison de l'âge, tout comme celui pour personnes vivant seules et pour revenus de retraite, sera majoré à compter de 2007<sup>30</sup>.

En 2015, dans l'optique de réallouer progressivement une portion des sommes destinées aux aînées vers les travailleurs expérimentés qui restent sur le marché du travail, le gouvernement avait annoncé l'augmentation progressive de l'âge d'admissibilité au crédit pour l'amener à 66 ans en 2016, à 67 ans en 2017, 68 ans en 2018, 69 ans en 2019 et à 70 ans en 2020<sup>31</sup>. Ainsi, aucun contribuable bénéficiant du crédit en raison de l'âge ne perd son crédit, mais les nouveaux bénéficiaires de cette mesure y auraient accès à 70 ans.

Le 22 février 2017, pour « tenir compte des inquiétudes suscitées par cette réforme », le gouvernement annonce que l'âge d'admissibilité sera rétroactivement maintenu à 65 ans à compter de l'année d'imposition 2016<sup>32</sup>.

Le budget 2017 apporte des changements au taux applicable aux crédits personnels. Le taux du crédit d'impôt en raison de l'âge passe donc de 20 % à 16 %, mais la valeur du crédit reste inchangée, car le montant admissible au crédit passe de 2 505 \$ à 3 132 \$. Ce montant sera indexé automatiquement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018<sup>33</sup>. Finalement, la mise à jour économique de l'automne 2017 fait passer le taux applicable aux crédits personnels de 16 % à 15 %.

## Ressources complémentaires

Gouvernement du Canada, *Ligne 301 – Montant en raison de l'âge*, [En ligne], <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/impot/particuliers/sujets/tout-votre-declaration-revenus/declaration-revenus/remplir-declaration-revenus/deductions-credits-depenses/ligne-301-montant-raison.html>

Revenu Québec, *Montant accordé en raison de l'âge*, [En ligne], <http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/credits/age-seule-retraite/age.aspx>

- <sup>1</sup> *Loi de l'impôt sur le revenu*, L.R.C. (1985), ch. 1 (5<sup>e</sup> suppl.), art. 118(2) et *Loi sur les impôts*, RLRQ, c. I-3, art. 752.0.7.4a)(iii).
- <sup>2</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales 2017*, p. 49.
- <sup>3</sup> *Id.*, p. 102 et 300
- <sup>4</sup> Précité, note 2.
- <sup>5</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Dépenses fiscales*, 2016, p. A.33.
- <sup>6</sup> GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, « Rapport final de la Commission d'examen sur la fiscalité québécoise », Volume 2, p. 51.
- <sup>7</sup> AGENCE DU REVENU DU CANADA, *Statistiques sur le revenu 2016 (Année d'imposition 2014)*, p. 2.
- <sup>8</sup> Art 118.8 LIR et art. 752.0.7.5a) et b) LI
- <sup>9</sup> Montant indexé en vertu de 117.1 LIR. Voir : GOUVERNEMENT DU CANADA, *Rajustement de montants en fonction de l'indexation pour l'impôt des particuliers et les prestations*, [En ligne :] <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/impot/particuliers/foire-questions-particuliers/rajustement-montants-fonction-indexation-impot-particuliers-prestations.html>
- <sup>10</sup> Par. 120(2) LIR
- <sup>11</sup> Montant indexé en vertu de 117.1 LIR. Voir : GOUVERNEMENT DU CANADA, *Rajustement de montants en fonction de l'indexation pour l'impôt des particuliers et les prestations*, [En ligne :] <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/impot/particuliers/foire-questions-particuliers/rajustement-montants-fonction-indexation-impot-particuliers-prestations.html>
- <sup>12</sup>  $(7\,225 \$ - (15 \% \times (84\,597 \$ - 36\,430 \$))) \times 12,525 \% = 0 \$$
- <sup>13</sup> Si le particulier est décédé au cours de l'année d'imposition, il devait avoir atteint l'âge d'admissibilité au moment du décès pour bénéficier du crédit.
- <sup>14</sup> REVENU QUÉBEC, *Taux, seuils et montants relatifs aux retenues et aux cotisations pour 2017*, [En ligne :] [http://www.revenuquebec.ca/fr/salle-de-presse/nouvelles-fiscales/2016/2016-11-17\(1\).aspx](http://www.revenuquebec.ca/fr/salle-de-presse/nouvelles-fiscales/2016/2016-11-17(1).aspx)
- <sup>15</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Budget 2017-2018/Renseignements supplémentaires sur les mesures du budget*, p. A.6.
- <sup>16</sup> *Id.*
- <sup>17</sup> Précité, note 15.
- <sup>18</sup>  $(3\,132 \$ - (18,75 \% \times (50\,459 \$ - 33\,755 \$))) \times 15 \% = 0 \$$
- <sup>19</sup> DEPARTMENT OF FINANCE OF CANADA, *Budget speech - 1971*, p. 6.
- <sup>20</sup> *Id.*
- <sup>21</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Réforme fiscale 1987*, p. 5.
- <sup>22</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Le plan budgétaire 1994*, p. 48.
- <sup>23</sup> GOUVERNEMENT DU CANADA, « Le nouveau gouvernement du Canada annonce son Plan d'équité fiscale », Communiqué de presse, Ottawa, 31 octobre 2006.
- <sup>24</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Le plan d'action économique du Canada – Le budget de 2009*, p. 106.
- <sup>25</sup> GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, *Budget 1978-1979 – Renseignements supplémentaires*, p. 9.
- <sup>26</sup> *Id.*
- <sup>27</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Budget 1988-1989/Discours sur le budget et Renseignements supplémentaires*, p. A-16.
- <sup>28</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Discours sur le budget et renseignements supplémentaires 1996-1997*, p. 25.
- <sup>29</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Budget 1997-1998/Renseignements supplémentaires sur les mesures du budget*, p. 40.
- <sup>30</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Budget 2007-2008/Renseignements supplémentaires sur les mesures du budget*, p. A.28.
- <sup>31</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Renseignements additionnels 2015-2016*, A.16.
- <sup>32</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, « Maintien à 65 ans de l'âge d'admissibilité au crédit d'impôt en raison de l'âge », Bulletin d'information 2017-4, 22 février 2017.
- <sup>33</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Budget 2017-2018/Renseignements supplémentaires sur les mesures du budget*, p. A.6.



# Montant pour revenu de pension<sup>1</sup> et Montant pour revenus de retraite<sup>2</sup>

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

Le montant pour revenu de pension du fédéral et le montant pour revenus de retraite du Québec sont des crédits d'impôt qui visent à « protéger contre l'inflation le revenu de retraite des personnes âgées à faible ou à moyen revenu »<sup>3</sup>.

Pour l'année d'imposition 2016, le montant pour revenu de pension a entraîné une dépense fiscale estimée à 1,2 G\$<sup>4</sup> au fédéral. Pour l'année d'imposition 2014, un total de 4,9 millions de particuliers<sup>5</sup> ont demandé ce crédit. Les femmes (55 %) ont été plus nombreuses que les hommes (45 %) à en faire la demande.

Pour l'année d'imposition 2016, le montant pour revenus de retraite a entraîné une dépense fiscale estimée à 203 M\$<sup>6</sup> au Québec.

UTILISATION ET COUT DE LA MESURE				
		Total	Femmes (2014)	Hommes (2014)
FÉDÉRAL	Utilisation	Environ 4,9 millions de particuliers (2014)	55 %	45 %
	Coût	1,2 G (2016)	54 %	46 %
QUÉBEC	Utilisation	N.D. <sup>7</sup>	N. D.	N. D.
	Coût	203 M\$ (2016)	N. D.	N. D.

## PARAMÈTRES ET CALCUL

Un particulier est éligible au montant pour revenu de pension du fédéral et au montant pour revenus de retraite du Québec s'il reçoit des revenus de pension admissibles.

La valeur maximale du crédit d'impôt fédéral pour l'année d'imposition 2017 est de 300 \$. Pour un particulier québécois, en tenant compte de l'abattement pour les résidents du Québec, la valeur maximale est de 251 \$. On obtient la valeur du montant pour revenu de pension en appliquant un taux de 15 % au



moindre de 2 000 \$ ou du montant de revenus de pension admissibles. Si une partie du crédit est inutilisée, elle peut être transférée à l'époux ou au conjoint de fait. Les revenus de pension admissibles au crédit d'impôt se limitent à certains types de revenus et varient en fonction de l'âge du particulier.

#### PARAMÈTRES DU MONTANT POUR REVENUS DE RETRAITE POUR UN RÉSIDENT DU QUÉBEC ANNÉE D'IMPOSITION 2017

	Valeur maximale du crédit	Seuil de réduction	Taux de réduction	Seuil de sortie
Fédéral	251 \$	N/A	N/A	N/A
Québec	417 \$	33 755 \$	18,75 %	48 592 \$

La valeur maximale du crédit d'impôt du Québec pour l'année d'imposition 2017 est de 417 \$. On obtient la valeur du montant pour revenus de retraite en appliquant un taux de 15 % au montant des revenus de retraite admissibles, jusqu'à concurrence du montant maximal applicable pour l'année de 2 782 \$. Le crédit est réductible en fonction du revenu familial net à un taux de 18,75 % à partir d'un seuil de 33 755 \$. Ainsi, le seuil de sortie au-delà duquel un particulier n'a plus droit au crédit pour revenus de retraite est de 48 592 \$ de revenu familial net. Le crédit d'impôt est partageable entre les conjoints. Le montant du crédit maximal et le seuil de réduction sont indexés annuellement selon le taux d'indexation du régime d'imposition des particuliers.

Les revenus de pension admissibles sont semblables au fédéral et au Québec.

#### REVENUS DE PENSION ADMISSIBLES POUR UN CONTRIBUABLE DE 65 ANS ET PLUS À LA FIN DE L'ANNÉE

Rentes viagères reçues d'un régime de pension agréé (RPA)

Paiements reçus d'un fonds enregistré de revenu de retraite (FERR)

Rentes provenant d'un régime enregistré d'épargne retraite (REER)

Rentes provenant d'un régime de participation différée aux bénéfices (RPDB)

Revenu d'un régime de pension agréé collectif (RPAC)

Revenu d'un régime volontaire d'épargne-retraite (RVER)

Le revenu d'un fonds enregistré de revenu de retraite ou d'un fonds de revenu viager

Les prestations variables d'un régime de pension agréé à cotisations déterminées

Le revenu d'une convention de retraite sous forme de paiements de rente viagère qui complètent les prestations prévues par un régime de pension agréé

#### REVENUS DE PENSION ADMISSIBLES POUR UN CONTRIBUABLE DE MOINS DE 65 ANS À LA FIN DE L'ANNÉE

Rentes viagères reçues d'un régime de pension agréé (RPA)

Les sommes reçues à la suite du décès de l'époux ou du conjoint de fait, soit d'un FERR, d'un REER, d'un RPDB, d'un RPAC, d'un RVER ou au Québec, le revenu d'un fonds enregistré de revenu de retraite ou d'un fonds de revenu viager, ainsi que les prestations variables reçues d'un régime de pension à cotisations déterminées

## REVENUS DE PENSION NON ADMISSIBLES

Pension de sécurité de la vieillesse (PSV)

Allocation au conjoint

Supplément de revenu garanti

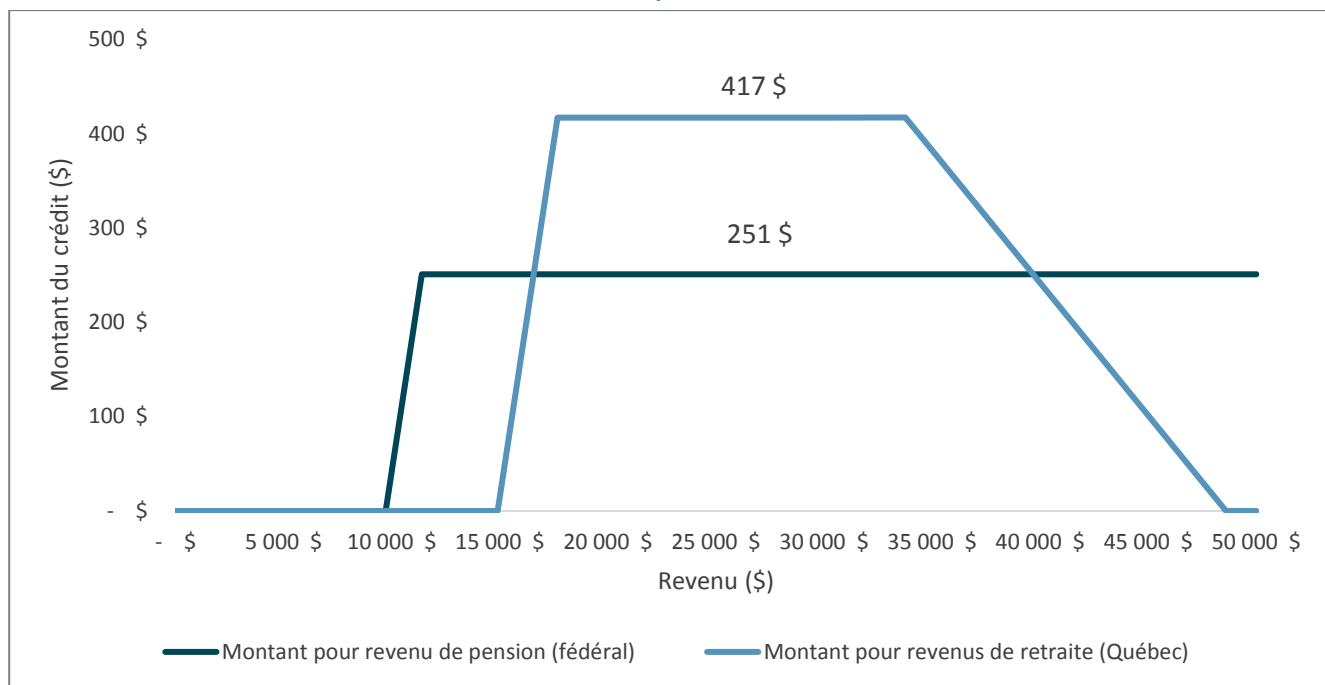
Rentes du Régime de rentes du Québec

Rentes du Régime de pensions du Canada<sup>89</sup>

## ILLUSTRATION DE LA MESURE

Le graphique suivant illustre la valeur maximale du montant pour revenu de pension et du montant pour revenus de retraite dont un particulier peut bénéficier pour l'année d'imposition 2017 en fonction de son revenu. Nous posons l'hypothèse que le particulier n'a droit à aucun autre crédit d'impôt que le montant personnel de base, même si, dans la réalité, les contribuables de 65 ans auraient également droit minimalement au crédit en raison de l'âge.

### Montant pour revenus de retraite et montant pour revenu de pension en fonction du revenu, année d'imposition 2017



Comme le montant pour revenu de pension et le montant pour revenus de retraite ne sont pas remboursables, ils commencent à produire un effet à partir du moment où le particulier a de l'impôt à payer, soit une fois que son revenu dépasse le montant personnel de base.

Comme il n'y a pas de seuil de réduction rattaché au montant pour revenu de pension, une fois que le particulier a suffisamment d'impôt à payer, la valeur du crédit est de 251 \$, et ce, peu importe son revenu.

Le montant pour revenus de retraite est sujet à un seuil de réduction. La valeur maximale du crédit est de 417 \$. À partir du moment où le revenu familial net du particulier atteint 33 755 \$, la valeur maximale de son crédit d'impôt est réduite de 18,75 % de son revenu qui dépasse ce seuil. Ainsi, à partir d'un revenu familial net de 48 592 \$, la valeur du montant pour revenus de retraite est nulle.

## HISTORIQUE DE LA MESURE

Le montant pour revenu de pension du fédéral existe depuis l'année d'imposition 1988. Dans le cadre de la réforme fiscale de 1987, il a remplacé la déduction pour pension qui existait auparavant. À compter de l'année d'imposition 2006, le montant pour revenu de pension a doublé, passant de 1 000 \$ à 2 000 \$.

Le montant pour revenus de retraite du Québec existe depuis 1988. Auparavant, il s'agissait d'une déduction dans le calcul du revenu imposable. Le budget 2017-2018 du Québec<sup>10</sup> a fait passer, à compter de l'année d'imposition 2017, le taux du crédit de 20 % à 16 % et a haussé de manière concomitante le montant accordé de 2 225 \$ à 2 782 \$ de manière à ce que le crédit conserve la même valeur maximale. Le taux de réduction du crédit est passé de 15 % à 18,75 %. Puis, lors de sa mise à jour économique de l'automne 2017, le gouvernement du Québec a diminué le taux du crédit de 16 % à 15 %.

### Ressource complémentaire

Agence du revenu du Canada, *Montant pour revenu de pension*, [En ligne], <http://www.cra-arc.gc.ca/tx/ndvdl/tpcs/ncm-tx/rtrn/cmpltng/ddctns/lns300-350/314/menu-fra.html>

<sup>1</sup> *Loi de l'impôt sur le revenu*, L.R.C. (1985), ch.1 (5<sup>e</sup> suppl.), par. 118(3) et 118(7).

<sup>2</sup> *Loi sur les impôts*, RLRQ, c.I-3, art. 752.0.8.

<sup>3</sup> Ministère des Finances du Québec, « Dépenses fiscales Édition 2016 », p. B.9.

<sup>4</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales*, 2017, p. 109.

<sup>5</sup> AGENCE DU REVENU DU CANADA, *Statistiques finales de la T1, édition de 2016 (année d'imposition 2014)*, tableau final 4 pour l'ensemble du Canada.

<sup>6</sup> Ministère des Finances du Québec, « Dépenses fiscales Édition 2016 », p. A.33.

<sup>7</sup> Les statistiques fiscales des particuliers regroupent le montant en raison de l'âge, le montant pour personne vivant seule et le montant des revenus de retraite et les données pour chacun des crédits ne sont pas disponibles isolément.

<sup>8</sup> [http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/Autres/fr/AUTFR\\_DepensesFiscales2016.pdf](http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/Autres/fr/AUTFR_DepensesFiscales2016.pdf), p. B.9.

<sup>9</sup> <https://www.fin.gc.ca/taxexp-depfisc/2017/taxexp-depfisc17-fra.pdf>, p.109.

<sup>10</sup> Québec, « Renseignements additionnels sur les mesures fiscales », budget 2017-2018, p. A.6.



# Fractionnement des revenus de pension<sup>1</sup> et Fractionnement des revenus de retraite entre conjoints<sup>2</sup>

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

Le fractionnement du revenu de pension/retraite est une mesure qui existe à la fois au fédéral et au Québec. Elle vise à tenir « compte des défis particuliers que posent la planification et la gestion du revenu de retraite »<sup>3</sup> et à permettre aux couples retraités de réduire globalement leur fardeau fiscal<sup>4</sup>.

Pour l'année d'imposition 2016, le fractionnement des revenus de pension a entraîné une dépense fiscale estimée 1,2 G\$<sup>5</sup> au fédéral. Pour l'année d'imposition 2014, environ 1,2 million de couples ont utilisé cette mesure. Les hommes (78 %) ont été plus nombreux que les femmes (22 %) à transférer des revenus de retraite à leur conjoint<sup>6</sup>.

Pour l'année d'imposition 2016, le fractionnement des revenus de retraite a entraîné une dépense fiscale estimée 101 M\$<sup>7</sup> au gouvernement du Québec. Pour l'année d'imposition 2014, 214 686 couples<sup>8</sup> ont utilisé cette mesure. Les hommes (84 %) ont été plus nombreux que les femmes (16 %) à transférer des revenus de retraite à leur conjoint.

UTILISATION ET COÛT DE LA MESURE				
		Total	Femmes (2014)	Hommes (2014)
FÉDÉRAL	Utilisation	1,2 million de couples (2014)	22 %	78 %
	Coût	1,2 G\$ (2016)	N.D.	N.D.
QUÉBEC	Utilisation	214 686 couples (2014)	16 %	84 %
	Coût	101 M \$ (2016)	N.D.	N.D.

## PARAMÈTRES ET CALCUL

Le fractionnement des revenus de pension s'adresse aux particuliers qui reçoivent un revenu de pension admissible. Ceux-ci peuvent attribuer, aux fins de l'impôt sur le revenu, jusqu'à 50 % de leurs revenus de pension admissibles à leur conjoint. Aux fins du crédit du Québec, une condition s'ajoute : l'auteur du

fractionnement doit avoir atteint l'âge de 65 ans avant la fin de l'année au cours de laquelle des revenus de retraite admissibles ont été reçus.

Le particulier qui transfère le revenu de pension admissible et celui qui le reçoit doivent effectuer conjointement le choix en remplissant le formulaire prescrit à cet effet<sup>9</sup>. Un seul choix peut être effectué annuellement et le pourcentage du revenu fractionné peut varier d'une année à l'autre.

L'effet de la mesure est que le pensionné est réputé ne pas avoir reçu la partie de son revenu de pension qui correspond au montant de pension fractionné pour l'année alors que le conjoint est réputé avoir reçu le montant de pension fractionné<sup>10</sup>, y compris aux fins des crédits d'impôt<sup>11</sup>.

Les revenus de pension admissibles au fractionnement sont principalement les rentes de retraite provenant d'un FERR, d'un régime de pension agréé (RPA) ou d'une rente viagère<sup>12</sup>.

Les revenus de pension non admissibles au fractionnement sont principalement les prestations de sécurité de la vieillesse (PSV), le supplément de revenu garanti (SRG) et les prestations du Régime de rentes du Québec (RRQ)<sup>13</sup>.

## ILLUSTRATION DE LA MESURE

	SANS FRACTIONNEMENT		AVEC FRACTIONNEMENT	
	M. Léonard	Mme Lassonde	M. Léonard	Mme Lassonde
Revenus de pension admissibles	60 000 \$	0 \$	60 000 \$	0 \$
Revenus de pension fractionnés	0 \$	0 \$	(30 000 \$)	30 000 \$
Revenus	60 000 \$	0 \$	30 000 \$	30 000 \$
Impôt à payer <sup>14</sup>	10 646 \$	0 \$	4 568 \$	4 568 \$
Impôt total du couple	10 646 \$		9 135 \$	

Pour l'année d'imposition 2017, monsieur Léonard a un revenu de pension admissible de 60 000 \$ et madame Lassonde n'a aucun revenu. Si aucun fractionnement de revenu n'est effectué, monsieur Léonard aura un revenu total de 60 000 \$ et un impôt à payer de 10 646 \$, alors que madame Lassonde aura un revenu total de 0 \$ et un impôt à payer nul. Si le choix du fractionnement est effectué pour le montant maximal possible (50 % des revenus de pension), monsieur Léonard et madame Lassonde auront chacun un revenu de 30 000 \$ et un impôt à payer de 4 568 \$ pour un total de 9 135 \$. Le fractionnement des revenus de retraite permet ainsi au couple d'économiser 1 511 \$ pour l'année d'imposition 2017.

## HISTORIQUE DE LA MESURE

Au fédéral, le fractionnement du revenu de pension existe depuis l'année d'imposition 2007 et il a été mis en place dans le cadre du Plan d'équité fiscale de 2006. À partir de l'année d'imposition 2013, le revenu

d'une convention de retraite sous forme de paiements de rente viagère qui complètent les prestations prévues par un régime de pension agréé est devenu admissible au fractionnement du revenu de pension.

Au Québec, le fractionnement des revenus de retraite existe également depuis l'année d'imposition 2007. Au départ, les paramètres du fractionnement étaient identiques à ceux servant au calcul du crédit fédéral. À partir de l'année d'imposition 2014, l'auteur du fractionnement doit avoir atteint l'âge de 65 ans avant la fin de l'année au cours de laquelle des revenus de retraite admissibles auront été reçus pour effectuer le fractionnement. Ce resserrement des critères d'admissibilité a fait baisser le coût de la dépense fiscale de 131 M\$ pour l'année d'imposition 2013 à 89 M\$ pour l'année d'imposition 2014<sup>15</sup>.

## Ressources complémentaires

Agence du revenu du Canada, *Fractionnement du revenu de pension*, [En ligne], <http://www.cra-arc.gc.ca/fractionnerpension>

Revenu Québec, *Fractionnement des revenus de retraite entre conjoints* [En ligne], <http://www.revenuquebec.ca/fr/salle-de-presse/nouvelles-fiscales/2014/2014-10-28.aspx>

<sup>1</sup> *Loi de l'impôt sur le revenu*, L.R.C. (1985), ch. 1 (5<sup>e</sup> suppl.), art. 56 (1)a.2), 60c) et 60.03,

<sup>2</sup> Article 336.8, *Loi sur les impôts*, RLRQ, c. I-3.

<sup>3</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales*, 2017, p.179.

<sup>4</sup> FINANCES QUÉBEC, *Dépenses fiscales*, 2016, p. B.10.

<sup>5</sup> <https://www.fin.gc.ca/taxexp-depfisc/2017/taxexp-depfisc17-fra.pdf>, p.43.

<sup>6</sup> AGENCE DU REVENU DU CANADA, *Statistiques finales de la T1, édition de 2016 (année d'imposition 2014)*, tableau final 4 pour l'ensemble du Canada.

<sup>7</sup> FINANCES QUÉBEC, *Dépenses fiscales*, 2016, p. A.27.

<sup>8</sup> FINANCES QUÉBEC, *Statistiques fiscales des particuliers – année d'imposition 2014, décembre 2017*, p.90.

<sup>9</sup> Les formulaires doivent être signés et joints aux déclarations de revenus de chacun des conjoints.

<sup>10</sup> Le cessionnaire est réputé avoir reçu le montant de pension fractionné à la fois à titre de revenu de pension, dans la mesure où le montant de pension fractionné était un revenu de pension pour le pensionné, et à titre de revenu de pension admissible, dans la mesure où le montant de pension fractionné était un revenu de pension admissible pour le pensionné.

<sup>11</sup> Comme le crédit pour personne vivant seule, en raison de l'âge et pour revenus de retraite au Québec.

<sup>12</sup> Les revenus de pension admissibles sont définis à l'article 118 (7) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

<sup>13</sup> La liste complète des prestations exclues se trouve à l'article 118 (8) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

<sup>14</sup> Inclut les crédits personnels de base, le crédit pour conjoint du fédéral, le transfert de crédit d'impôt d'un conjoint à l'autre d'une valeur égale au crédit personnel de base au Québec et l'abattement fédéral pour les résidents du Québec.

<sup>15</sup> FINANCES QUÉBEC, *Dépenses fiscales*, 2016, p.B.11.



# Crédit d'impôt pour activités des aînés (Québec<sup>1</sup>)

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

Le crédit d'impôt pour activités des aînés est un crédit d'impôt remboursable du Québec qui vise à « soutenir la participation régulière des aînés à des activités structurées destinées notamment à améliorer leur capacité physique ou à les aider à conserver le plus longtemps possible leurs facultés cognitives »<sup>2</sup>.

## PARAMÈTRES ET CALCUL

Le crédit d'impôt pour activités des aînés consiste à appliquer un taux de 20 % aux frais d'inscription ou d'adhésion admissibles, jusqu'à concurrence du plafond général par aîné de 200 \$ pour l'année d'imposition 2017. Le crédit a donc une valeur maximale de 40 \$ ( $200\$ \times 20\%$ ). Toutefois, l'admissibilité au crédit est conditionnelle à ce que le revenu de l'aîné ne dépasse pas 41 165 \$, seuil au-dessus duquel il n'est plus possible d'en bénéficier.

### PARAMÈTRES DU CRÉDIT D'IMPÔT POUR ACTIVITÉS DES ÂÎNÉS – ANNÉE D'IMPOSITION 2017

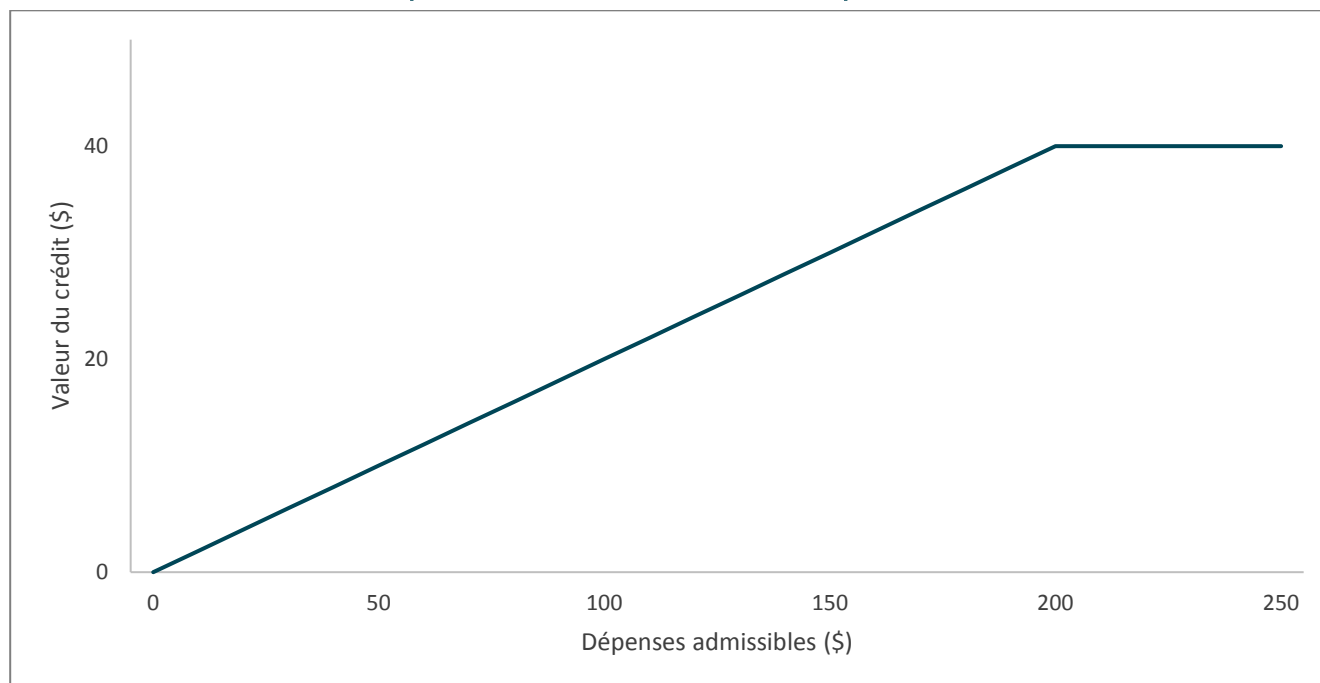
Plafond général par aîné	200 \$
Valeur maximale du crédit	40 \$
Seuil de revenu familial maximal à partir duquel il n'est plus possible de bénéficier du crédit	41 165 \$

Le crédit d'impôt pour activités des aînés vise les frais admissibles d'un particulier âgé de 70 ans ou plus avant la fin de l'année d'imposition, soit le 31 décembre 2017. Ces frais incluent l'inscription à un programme qui comprend des activités physiques ou des activités artistiques, culturelles ou récréatives et dont la durée est d'au moins huit semaines consécutives ou d'au moins cinq jours consécutifs. Ces frais incluent également l'adhésion pour un aîné admissible à un club, à une association ou à une organisation semblable qui offre des activités physiques ou des activités artistiques, culturelles ou récréatives et dont la durée est d'au moins huit semaines consécutives.

## ILLUSTRATION DE LA MESURE

Le graphique suivant illustre la valeur du crédit d'impôt pour activités des aînés en fonction des dépenses admissibles pour l'année d'imposition 2017.

Valeur du crédit d'impôt pour activités des aînés en fonction des dépenses admissibles, année d'imposition 2017



Pour des dépenses admissibles de 100 \$, la valeur du crédit d'impôt pour activités des aînés s'élève à 20 \$ et elle atteint sa valeur maximale de 40 \$ lorsque les dépenses admissibles atteignent 200 \$. Toutefois, dès que le revenu familial dépasse 41 165 \$, la valeur du crédit est réduite à zéro.

## HISTORIQUE DE LA MESURE

Le crédit d'impôt pour activités des aînés existe depuis le 5 juin 2014<sup>3</sup>. Le plafond général par aîné et le taux de crédit n'ont pas été modifiés depuis sa mise en place.

Le revenu familial maximal pour être admissible au crédit est indexé annuellement, ce qui fait qu'il est passé de 40 000 \$ en 2014 à 41 165 \$ en 2017.



## Ressources complémentaires

Revenu Québec, *Crédit d'impôt pour activités des aînés* [En ligne],  
[http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/credits/activites\\_aines/](http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/credits/activites_aines/)

Revenu Québec, *Crédit d'impôt pour activités des aînés (Ligne 462)* [En ligne],  
<http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/declaration/produire/comment/aideligne/remb-solde/ligne462/point28.aspx>

<sup>1</sup> Article 1029.8.66.11 à 1029.8.66.14, *Loi sur les impôts*, RLRQ, c. I-3.

<sup>2</sup> [http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/Autres/fr/AUTFR\\_DepensesFiscales2016.pdf](http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/Autres/fr/AUTFR_DepensesFiscales2016.pdf), p.B.8.

<sup>3</sup> [http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/Autres/fr/AUTFR\\_DepensesFiscales2016.pdf](http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/Autres/fr/AUTFR_DepensesFiscales2016.pdf), p. A.26.



# Crédit pour maintien à domicile des aînés<sup>1</sup>

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

Le crédit pour maintien à domicile des aînés est un crédit d'impôt remboursable du Québec qui vise à encourager les personnes âgées à demeurer dans leur domicile en leur offrant un soutien financier de manière à prévenir ou retarder leur hébergement dans le réseau public de la santé et des services sociaux<sup>2</sup>.

Pour l'année d'imposition 2016, le crédit pour maintien à domicile des aînés a entraîné une dépense fiscale estimée à 435 M\$<sup>3</sup> au gouvernement du Québec. Pour l'année d'imposition 2014, un total de 289 636 particuliers<sup>4</sup> en ont bénéficié. Les femmes (64 %) ont été plus nombreuses que les hommes (36 %) à en faire la demande.

UTILISATION ET COÛT DE LA MESURE			
	Total	Femmes (2014)	Homme (2014)
Utilisation	289 636 (2014)	64 %	36 %
Coût	435 M\$	68 %	32 %

## PARAMÈTRES ET CALCUL

Le crédit pour maintien à domicile des aînés s'adresse aux personnes âgées de 70 ans ou plus résidant au Québec et se procurant des services de soutien à domicile auprès d'un entrepreneur ou de leurs propres employés<sup>5</sup>. Les dépenses admissibles à ce crédit d'impôt doivent être engagées pour des services de maintien à domicile rendus ou à être rendus à partir du jour du 70<sup>e</sup> anniversaire du particulier et varient en fonction du niveau d'autonomie de la personne et de son conjoint, le cas échéant. Pour les aînés autonomes<sup>6</sup>, le crédit est réduit graduellement lorsque le revenu familial dépasse le seuil de réduction de 56 935 \$. Ce seuil de réduction fait l'objet d'une indexation annuelle automatique. Aucun seuil de réduction ne s'applique lorsqu'un membre du couple est considéré non autonome. Les personnes âgées visées peuvent demander ce crédit lorsqu'elles produisent leur déclaration de revenus ou encore par anticipation, en remplissant un formulaire de versements anticipés<sup>7</sup> au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre de l'année d'imposition en cours. Ainsi, elles pourront recevoir chaque mois le montant du crédit pour des services admissibles inclus dans leur loyer

ou leurs charges de copropriété et, pour les services non inclus, dans les 30 jours suivants la date de réception de la demande de versements anticipés. Si la personne en question a un conjoint, seulement l'un d'entre eux pourra faire la demande pour le couple<sup>8</sup>.

### Paramètres du crédit d'impôt pour maintien à domicile des aînés, année d'imposition 2017<sup>9</sup>

	PERSONNES SEULES		COUPLES		
	Autonome	Non autonome	Autonomes	Autonome et non autonome	Non autonomes
Taux du crédit d'impôt			35 %		
Plafond annuel des dépenses admissibles (\$)	19 500	25 500	39 000	45 000	51 000
Crédit d'impôt maximal (\$)	6 825	8 925	13 650	15 750	17 850
Seuil de réduction (\$)	56 935	--	56 935	--	--
Taux de réduction	3 %	--	3 %	--	--

Le paramètre « dépenses admissibles » du crédit d'impôt varie en fonction de l'endroit où les personnes aînées habitent. Le tableau ci-dessous établit quels sont les services admissibles au crédit d'impôt et les limites concernant les dépenses pouvant être prises en compte en fonction de l'endroit où vit l'aîné.

### Dépenses admissibles en fonction du lieu d'habitation de l'aîné<sup>10</sup>

	DESCRIPTION	SERVICES ADMISSIBLES	SERVICES NON ADMISSIBLES
<b>Établissement de santé</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Centres hospitaliers</li> <li>- CHSLD public</li> <li>- CHSLD privé conventionné (financé par des fonds publics)</li> <li>- Centre de réadaptation</li> <li>- Immeuble ou habitation où sont offerts des services d'une ressource de type familial ou d'une ressource intermédiaire</li> </ul>	<p>Il s'agit des services qui ne sont pas fournis par l'établissement de santé dans lequel l'aîné habite.</p> <p>Exemples de services admissibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Services d'aide à l'habillage et à l'hygiène (ex. : aide au bain, aide à manger, etc.)</li> <li>- Services infirmiers</li> <li>- Services d'entretien de vêtements</li> </ul>	<p>Exemples :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Services rendus par l'établissement de santé pour lesquels l'aîné paie</li> <li>- Services rendus par un conjoint ou une personne à charge</li> <li>- Services rendus par un coiffeur/coiffeuse</li> <li>- Services par un membre d'un ordre professionnel (à l'exception des infirmiers/infirmières)</li> </ul>

<b>Immeuble en copropriété (propriétaire)</b>	Un condominium habité par l'aîné et dont il est propriétaire.	<p><b>Services admissibles inclus dans les charges de copropriété</b> (ex. : services d'entretien ménager, travaux mineurs de l'intérieur et de l'extérieur de l'immeuble)<sup>11</sup></p> <p><b>Services admissibles non inclus dans les charges de copropriété</b> (ex. : services d'aide à l'habillage et à l'hygiène, services liés aux repas, services infirmiers, services d'entretien ménager, de terrain et de déneigement, services de livraison de l'épicerie, etc.).</p>	<p>Les mêmes exemples que pour l'établissement de santé sont applicables.</p> <p>Aussi, les dépenses engagées pour des travaux de construction, de rénovation ou de réparation ne sont pas admissibles.</p>
<b>Immeuble à logements</b>	Un logement qui n'est pas une résidence privée pour personnes âgées ni un établissement de santé où l'aîné habite comme locataire.	<p><b>Services admissibles inclus dans le loyer :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 5 % du loyer mensuel inscrit sur le bail est considéré comme des services admissibles.</li> <li>- Ce pourcentage s'applique jusqu'à concurrence d'un loyer de 600 \$.</li> <li>- Ainsi, le montant maximal qui peut être accordé comme services admissibles faisant partie du loyer est de 30 \$ par mois, soit 5 % de 600 \$.</li> </ul> <p><b>Services admissibles non inclus dans le loyer</b> (voir les exemples des immeubles en copropriété)</p>	Les mêmes exemples que pour les immeubles de copropriété sont applicables.
<b>Maison (propriétaire)</b>	Maison où l'aîné habite et dont il est propriétaire.	Les mêmes exemples que pour les services admissibles non inclus dans les charges de copropriété d'un immeuble en copropriété sont applicables.	Les mêmes exemples que pour les immeubles de copropriété sont applicables.
<b>Résidence privée pour personnes âgées</b>	Cela comprend également les CHSLD privés non conventionnés (non financés par des fonds publics). Il est important de distinguer la résidence d'un simple logement dont l'aîné est locataire.	<p><b>Services admissibles inclus dans le loyer :</b></p> <p>Un montant de base est accordé pour l'aîné qui paie un loyer dans ce type de résidence. De plus, certains services admissibles (service de buanderie, service d'entretien ménager, service alimentaire, services infirmiers et de soins personnels) sont inclus dans le coût du loyer et donne droit au crédit. Ces montants de dépenses admissibles sont déterminés à l'aide de tables de calcul<sup>12</sup>.</p>	Les mêmes exemples que pour immeuble de copropriété sont applicables.

---

Le pourcentage maximal du loyer que les dépenses admissibles peuvent représenter est :

- 65 % pour une personne autonome vivant seule ou avec un conjoint de moins de 70 ans
- 75 % pour une personne non autonome vivant seule ou avec un conjoint de moins de 70 ans
- 70 % pour un ménage de deux conjoints autonomes de 70 ans ou plus
- 80 % pour un ménage de deux conjoints de 70 ans et plus si au moins l'un d'eux n'est pas autonome

**Services admissibles non inclus dans le loyer** (voir les exemples pour immeuble en copropriété)

---

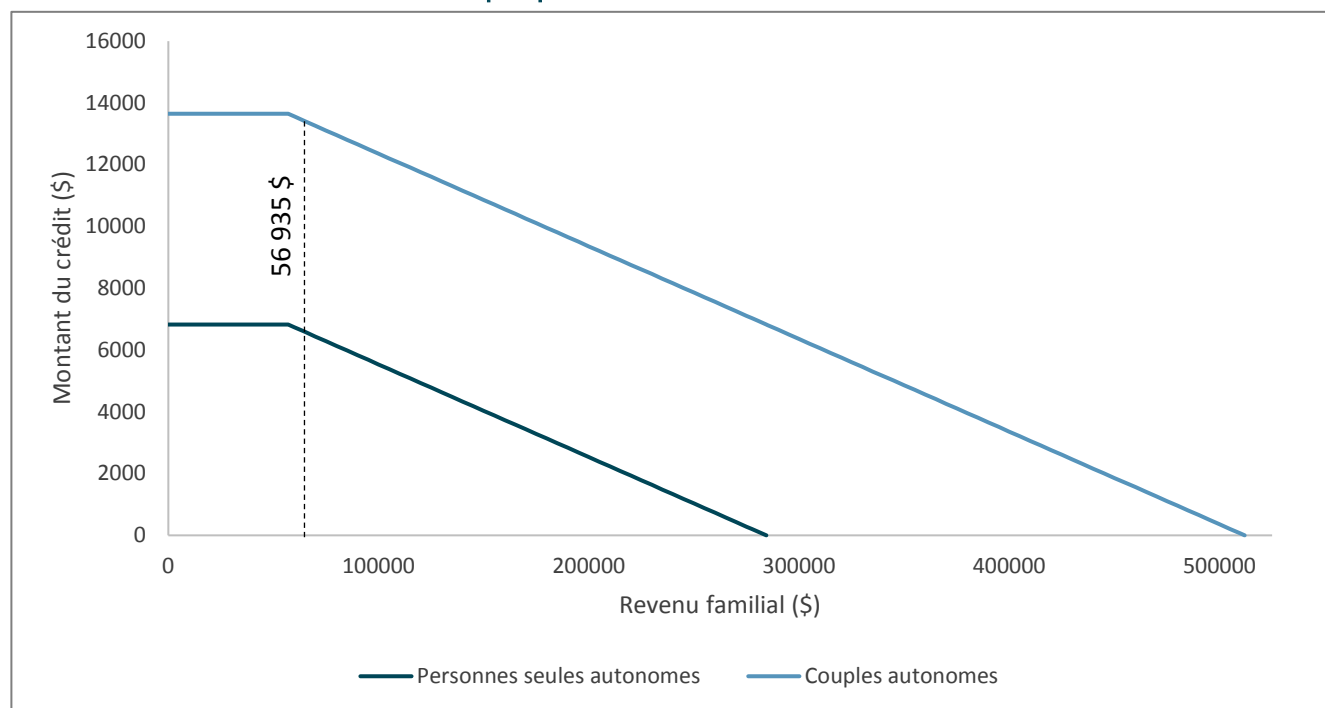
Le crédit d'impôt se calcule en six étapes.

1. Établir l'autonomie ou non de l'aîné afin de déterminer si un plafond des dépenses s'applique.
2. Calculer le montant de dépenses admissibles annuelles. Ce montant ne peut excéder le plafond de dépenses admissibles (voir les tableaux ci-dessus pour plus de détails).
3. Calculer le crédit d'impôt. Appliquer le taux du crédit d'impôt sur les dépenses admissibles établies à l'étape 1.
4. Établir la situation de la personne et son revenu familial<sup>13</sup> afin de déterminer si le crédit doit faire l'objet d'une réduction.
5. Si le seuil de réduction s'applique à l'aîné et que son revenu familial excède ce seuil, calculer le montant de réduction. Pour ce faire, appliquer le taux de réduction sur la portion du revenu qui dépasse le seuil de réduction.
6. Calculer le crédit d'impôt annuel auquel l'aîné a droit en soustrayant le montant de réduction au montant calculé à l'étape 2.

## ILLUSTRATION DE LA MESURE

Dans les deux situations présentées dans le graphique ci-dessous, les ménages ont des dépenses admissibles leur donnant droit au plein crédit d'impôt en fonction de leur situation.

### Comparaison de deux ménages ayant droit au plein montant du crédit d'impôt pour maintien à domicile des aînés



Les personnes seules autonomes ont droit au crédit maximal de 6 825 \$ lorsque leurs dépenses admissibles atteignent 19 500 \$. Au-delà d'un revenu familial de 56 935 \$, le montant du crédit diminue graduellement pour atteindre 0 \$ à un revenu familial de 284 435 \$. Quant aux couples autonomes, ceux-ci ont droit au crédit maximal de 13 650 \$ jusqu'à un revenu familial de 56 935 \$. Au-delà de ce seuil, le montant du crédit diminue graduellement pour atteindre 0 \$ à un revenu familial de 511 935 \$.

Les personnes seules non autonomes, les couples non autonomes et les couples avec un conjoint non autonome ne sont pas sujet au seuil de réduction de 935 \$. Ainsi, peu importe le revenu familial, ils ont respectivement droit à des crédits d'une valeur maximale de 8 925 \$, 17 850 \$ et 15 750 \$.

## HISTORIQUE DE LA MESURE

Le crédit d'impôt pour maintien à domicile des aînés existe depuis l'année d'imposition 2000. Dans sa première mouture, le crédit d'impôt correspondait à 23 % des dépenses admissibles, lesquelles étaient plafonnées à 12 000 \$ annuellement. Il n'y avait pas de seuil de réduction en vigueur. Le fonctionnement du crédit avait la particularité que le paiement des dépenses devait être fait au moyen du mécanisme de « chèque emploi-service ».

À compter de l'année d'imposition 2007, les paramètres de ce crédit ont été modifiés de manière à faire passer le taux du crédit de 23 % à 25 % et le plafond annuel des dépenses de 12 000 \$ à 15 000 \$. De plus, le mécanisme de demande du crédit a été modifié afin que celui-ci soit dorénavant réclamé dans la déclaration de revenus et traité par Revenu Québec et qu'il puisse également être demandé par anticipation.

du crédit. Finalement, la notion de services admissibles a été élargie, notamment par l'ajout des soins infirmiers.

À compter de l'année d'imposition 2008, le taux du crédit a été majoré de 25 % à 30 % et le plafond annuel des dépenses admissibles est passé de 15 000 \$ à 15 600 \$. De plus, un plafond annuel des dépenses admissibles pour les aînés non autonomes a été fixé à 21 600 \$. Finalement, une réduction du montant du crédit en fonction du revenu familial a été introduite dans les paramètres du calcul et les règles à l'égard des dépenses admissibles ont été simplifiées.

Le budget de 2012-2013 a introduit une hausse graduelle d'un point de pourcentage du taux du crédit d'impôt, le faisant passer de 30 % pour l'année d'imposition 2012 à 35 % pour l'année d'imposition 2017. Le plafond annuel des dépenses admissibles pour les aînés autonomes et les aînés non autonomes ont également été augmentés, les faisant passer respectivement à 19 500 \$ et 25 500 \$. Finalement, la réduction du crédit d'impôt en fonction du revenu pour les aînés non autonomes a été éliminée.

## Ressource complémentaire

REVENU QUÉBEC, « Crédit d'impôt pour maintien à domicile des aînés », en ligne :

<https://www.revenuquebec.ca/fr/citoyens/credits-dimpot/credit-dimpot-pour-maintien-a-domicile-des-aines>

<sup>1</sup> *Loi sur les impôts*, RLRQ, c.I-3, art. 1029.8.61.1 à 1029.8.61.7.1.

<sup>2</sup> FINANCES QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2016*, mars 2017, p.B.2.

<sup>3</sup> FINANCES QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2016*, précité, note 2, p.A.33.

<sup>4</sup> FINANCES QUÉBEC, *Statistiques fiscales des particuliers – année d'imposition 2014*, décembre 2017, p.92.

<sup>5</sup> *Id.*

<sup>6</sup> Pour être considéré comme non autonome, une attestation doit être remplie par le médecin sur le formulaire TPZ-1029.MD.A.

<sup>7</sup> Il faut remplir le TPZ-1029.MD.7 pour des dépenses incluses dans le coût mensuel du loyer. Il faut remplir le TPZ-1029.MD.8 pour les dépenses incluses dans les charges de copropriété. Pour toutes autres dépenses, il faut remplir le TPZ-1029.MD.9.

<sup>8</sup> REVENU QUÉBEC, *Demande du crédit d'impôt pour maintien à domicile des aînés*, en ligne :

<[http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/credits/maintien\\_domicile/demande/default.aspx](http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/credits/maintien_domicile/demande/default.aspx)> (consulté le 25 août 2017).

<sup>9</sup> REVENU QUÉBEC, *Demande du crédit d'impôt pour maintien à domicile des aînés*, en ligne :

<[http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/credits/maintien\\_domicile/montant\\_credit.aspx](http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/credits/maintien_domicile/montant_credit.aspx)> (consulté le 25 août 2017).

<sup>10</sup> REVENU QUÉBEC, *Crédit d'impôt pour maintien à domicile des aînés – Où habitez-vous?*, en ligne :

<[http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/credits/maintien\\_domicile/depenses/default.aspx](http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/credits/maintien_domicile/depenses/default.aspx)> (consulté le 24 août 2017).

<sup>11</sup> Le syndicat de copropriété doit remettre un TPZ-1029.MD.5 qui fera état du coût des services admissibles inclus dans les charges de copropriété.

<sup>12</sup> Ces services sont indiqués dans l'annexe du bail de la personne et sont calculés en fonction des tables de calcul. Pour voir ces tables de calcul, consulter les liens suivants :

[http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/credits/maintien\\_domicile/depenses/residence/tables\\_de\\_calcul/couple\\_deux\\_conjoint.aspx](http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/credits/maintien_domicile/depenses/residence/tables_de_calcul/couple_deux_conjoint.aspx) et [http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/credits/maintien\\_domicile/depenses/residence/tables\\_de\\_calcul/individuelle.aspx](http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/credits/maintien_domicile/depenses/residence/tables_de_calcul/individuelle.aspx)

<sup>13</sup> Le revenu familial est calculé en additionnant le montant inscrit à la ligne 275 de votre déclaration de revenus provinciale et le montant inscrit à la ligne 275 de celle de votre conjoint.



# Crédit d'impôt pour accessibilité domiciliaire<sup>1</sup>

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

Le crédit d'impôt pour accessibilité domiciliaire est un crédit d'impôt non remboursable fédéral qui vise à reconnaître « l'incidence particulière que peuvent entraîner les coûts liés à l'amélioration de la sécurité, de l'accessibilité et de la fonctionnalité d'un logement pour les aînés et les personnes handicapées, ainsi que les avantages supplémentaires que confère le fait de pouvoir vivre de façon autonome »<sup>2</sup>. Cette mesure bénéficie aux aînés ayant atteint l'âge de 65 ans<sup>3</sup> et aux personnes handicapées pour lesquelles des dépenses admissibles ont été engagées pour rénover ou modifier leur logement admissible.

Pour l'année d'imposition 2016, le crédit d'impôt pour accessibilité domiciliaire a entraîné une dépense fiscale estimée à 40 M\$.

### UTILISATION ET COÛT DE LA MESURE

Utilisation	N.D.
Coût	40 M\$ (2016) <sup>4</sup>

## PARAMÈTRES ET CALCUL

Le crédit peut être demandé par un particulier déterminé et/ou un particulier admissible relativement au particulier déterminé. Un montant maximal de dépenses admissibles de 10 000 \$ peut être réclamé. Pour pouvoir demander ce crédit, les demandeurs doivent joindre l'annexe 12 à leur déclaration de revenus<sup>5</sup>.

La valeur du crédit pouvant être accordé dépend des dépenses admissibles réellement engagées et du montant maximal pouvant être réclamé pour les fins du crédit. Le tableau de la page suivante présente les principaux paramètres du crédit d'impôt pour l'année 2017.



## Principaux paramètres (2017)

### Dépenses admissibles

Moindre de :

- Montant réellement payé
- 10 000 (par logement admissible et par particulier déterminé)

Montant maximal : 10 000 \$

Taux du crédit

15 %

Taux en tenant compte de l'abattement pour les résidents du Québec

12,525 %

Économie d'impôt maximale (en tenant compte de l'abattement pour les résidents du Québec)

1 252,50 \$

Les dépenses admissibles à ce crédit d'impôt sont les dépenses engagées par le particulier déterminé ou le particulier admissible pour des travaux de rénovation admissibles qui se rapportent à un logement admissible pour un particulier déterminé.

### Particulier déterminé<sup>6</sup>

Sont des particuliers déterminés les particuliers qui sont soit :

- Des personnes âgées ayant atteint l'âge de 65 ans avant la fin de l'année.
- Des personnes handicapées admissibles au crédit d'impôt pour personne handicapée à un moment donné de l'année d'imposition.

### Particulier admissible<sup>7</sup>

Un particulier admissible comprend l'époux ou conjoint de fait du particulier déterminé et certains proches qui soutiennent le particulier déterminé comme le proche qui a demandé ou aurait pu demander (sous réserve de certaines conditions) à l'égard de ce particulier un montant pour une personne à charge admissible, un montant pour aidant naturel ou un montant pour une personne à charge avec une infirmité âgée de 18 ans ou plus.

### Logement admissible<sup>8</sup>

Un logement est admissible s'il est :

- La propriété unique ou conjointe du particulier déterminé et est normalement habité par celui-ci au cours de l'année d'imposition.
- La propriété unique ou conjointe du particulier admissible et est normalement habité par le particulier admissible et le particulier déterminé. De plus, le particulier déterminé, tout au long de l'année d'imposition, ne doit pas être propriétaire d'un autre logement au Canada qu'il occupe normalement.

Si un particulier a plus d'un logement admissible au cours de l'année d'imposition<sup>9</sup>, le montant de dépenses admissibles qu'il pourra demander aux fins du crédit d'impôt relativement à tous ces logements admissibles ne peut dépasser 10 000 \$.

Il est également à noter que, généralement, le terrain sur lequel est située la bâtisse, y compris le terrain adjacent, est inclus dans le logement admissible. Le terrain doit toutefois avoir une superficie maximale d'un demi-hectare.

## Travaux de rénovation admissibles<sup>10</sup>

Sont considérés comme des travaux de rénovation admissibles les travaux de rénovation ou de transformation qui ont un caractère durable et qui font partie intégrante du logement admissible. Les travaux effectués doivent également permettre au particulier déterminé d'avoir accès à son logement admissible, de s'y déplacer ou d'y accomplir les tâches de la vie quotidienne ou encore de réduire le risque de blessure du particulier déterminé à l'intérieur de son logement ou lorsqu'il y accède.

## Dépenses admissibles

DÉPENSES ADMISSIBLES	DÉPENSES EXPRESSÉMENT EXCLUES
<p>Il s'agit de toutes les dépenses se rapportant directement à des travaux de rénovation admissibles d'un logement admissible. Elles représentent le coût de marchandises acquises ou de services reçus au cours de l'année, y compris les dépenses permettant l'obtention de permis et la location d'équipements nécessaires à la réalisation des travaux.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Exemples de dépenses admissibles</b> Coûts associés à l'achat et à l'installation de rampes d'accès pour fauteuil roulant, de baignoires avec porte, de barres d'appui<sup>11</sup>, etc.</li><li>• <b>Travaux effectués par un professionnel</b> En général, les dépenses engagées pour des travaux effectués par un professionnel<sup>12</sup> sont des dépenses admissibles.</li><li>• <b>Travaux effectués par le particulier déterminé</b> Si les travaux ont été effectués par le particulier déterminé, les dépenses admissibles ne comprennent pas la valeur du travail de celui-ci et de ses outils, mais elles comprennent le coût des matériaux, des accessoires fixes, de la location d'équipement, des plans et des permis.</li><li>• <b>Travaux effectués par un membre de la famille</b> Les dépenses ne sont pas admissibles si elles sont faites relativement à des biens et services fournis par une personne qui a un lien de dépendance avec le particulier déterminé ou admissible. Toutefois, si ce membre de la famille est inscrit à la TPS/TVH et que toutes les autres conditions sont remplies, les dépenses seront alors considérées comme admissibles.</li><li>• <b>Dépenses engagées par le syndicat de copropriété</b> La quote-part du particulier dans les dépenses admissibles pour les aires communes se qualifie aux fins du calcul du crédit d'impôt pour accessibilité domiciliaire<sup>13</sup>.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Les dépenses engagées pour des travaux de réparation ou d'entretien annuels, périodiques ou courants.</li><li>• Les dépenses engagées pour acquérir un bien qui peut être utilisé indépendamment des travaux de rénovation admissibles.</li><li>• Les dépenses engagées afin d'acquérir un appareil électroménager.</li><li>• Les dépenses engagées afin d'acquérir un appareil électronique de divertissement.</li><li>• Les dépenses engagées pour des travaux ménagers, la surveillance de la sécurité, des travaux de jardinage, l'entretien extérieur ou d'autres services semblables.</li><li>• Les dépenses engagées afin de financer le coût des travaux de rénovation admissibles.</li><li>• Les dépenses engagées dans le but principal de faire augmenter ou de maintenir la valeur du logement admissible.</li><li>• Les dépenses engagées dans le but de tirer un revenu d'une entreprise ou d'un bien.</li><li>• Les dépenses engagées relativement à des marchandises ou des services fournis par une personne ayant un lien de dépendance avec le particulier déterminé ou admissible, sauf si ce dernier est inscrit à la TPS/TVH.</li><li>• Les dépenses engagées dans la mesure où il peut être raisonnable de les considérer comme ayant été remboursées, autrement qu'au titre d'une aide du gouvernement fédéral ou d'un gouvernement provincial, y compris celles fournies sous la forme de primes, de subventions, de prêts à remboursement conditionnel ou de déductions de l'impôt.</li></ul>

Il est important de noter que les dépenses admissibles au crédit d'impôt pour frais médicaux peuvent aussi être demandées comme dépenses admissibles pour le crédit d'impôt pour accessibilité domiciliaire.

## Calcul du crédit

Ce crédit d'impôt se calcule comme suit :

1. Additionner toutes les dépenses admissibles engagées pour des travaux de rénovation admissibles se rapportant à un logement admissible pour un particulier déterminé.
2. Multiplier par 15 % le moindre des dépenses admissibles obtenues à l'étape 1 et le montant de 10 000 \$.

## Répartition du crédit entre les particuliers admissibles et déterminés<sup>14</sup>

Un maximum de 10 000 \$ en dépenses admissibles peut être demandé par le particulier déterminé et tous les particuliers admissibles relativement au particulier déterminé pour les fins du crédit d'impôt.

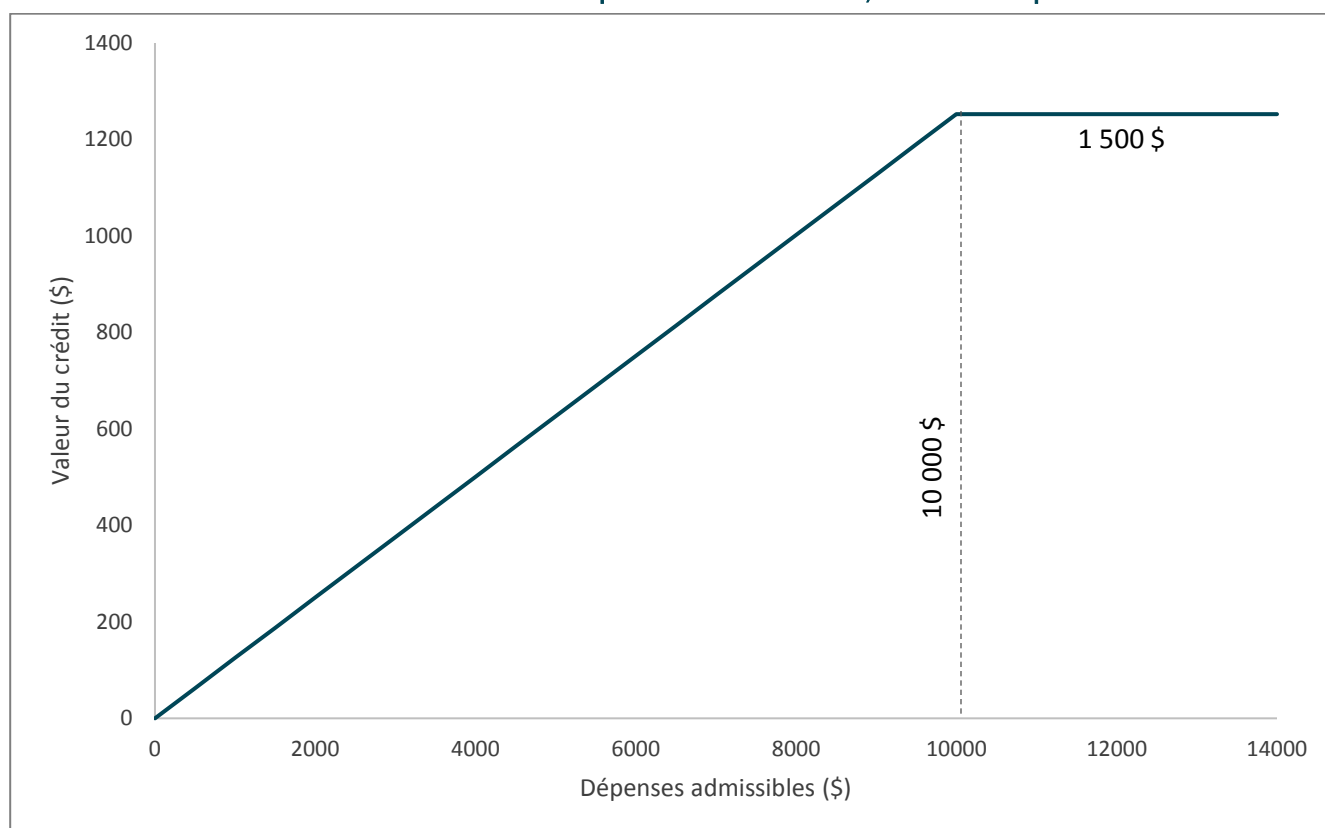
Si plus d'un particulier déterminé vit dans le même logement admissible, un maximum de 10 000 \$ en dépenses admissibles relativement au logement admissible peut-être demandé par les particuliers déterminés et tous les particuliers admissibles.

Si plusieurs particuliers ont droit au crédit d'impôt relativement au même particulier déterminé ou au même logement admissible et que ceux-ci ne s'entendent pas sur la répartition entre eux du montant à déduire, l'Agence du revenu du Canada peut faire cette répartition.

## ILLUSTRATION DE LA MESURE

L'illustration ci-dessous démontre que, plus les dépenses admissibles sont importantes, la valeur du crédit augmente graduellement jusqu'à une économie d'impôt maximale, en tenant compte de l'abattement pour les résidents du Québec, de 1 252,50 \$ pour des dépenses admissibles de 10 000 \$. Au-delà de 10 000 \$ de dépenses admissibles, l'économie d'impôt demeure de 1 252,50 \$.

### Valeur du crédit en fonction des dépenses admissibles, année d'imposition 2017



## HISTORIQUE DE LA MESURE

Le crédit d'impôt pour accessibilité domiciliaire existe depuis l'année d'imposition 2016<sup>15</sup>. Ses paramètres et définitions s'inspirent largement du crédit pour la rénovation domiciliaire qui a été en vigueur du 28 janvier 2009 au 31 janvier 2010<sup>16</sup>.

## Ressource complémentaire

AGENCE DU REVENU DU CANADA, *Ligne 398 – Dépenses pour l'accessibilité domiciliaire*, En ligne : <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/impot/particuliers/sujets/tout-votre-declaration-revenus/declaration-revenus/remplir-declaration-revenus/deductions-credits-depenses/ligne-398-depenses-accessibilite-domiciliaire.html>

- <sup>1</sup> *Loi de l'impôt sur le revenu*, L.R.C. (1985), ch.1 (5<sup>e</sup> suppl.), article 118.041.
- <sup>2</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales*, 2017, p.87.
- <sup>3</sup> AGENCE DU REVENU DU CANADA, *Ligne 398 – Dépenses pour l'accessibilité domiciliaire*, en ligne : <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/impot/particuliers/sujets/tout-votre-declaration-revenus/declaration-revenus/remplir-declaration-revenus/deductions-credits-depenses/ligne-398-depenses-accessibilite-domiciliaire.html#vzvsnlgmntdmssblprlcd> (consulté le 6 septembre 2017).
- <sup>4</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales*, précité, note 2, p.44.
- <sup>5</sup> AGENCE DU REVENU DU CANADA, *Ligne 398 – Dépenses pour l'accessibilité domiciliaire*, précité, note 3.
- <sup>6</sup> *Id.*
- <sup>7</sup> *Id.*
- <sup>8</sup> AGENCE DU REVENU DU CANADA, *Ligne 398 – Dépenses pour l'accessibilité domiciliaire*, précité, note 3.
- <sup>9</sup> Par exemple, si le particulier a déménagé durant l'année.
- <sup>10</sup> AGENCE DU REVENU DU CANADA, *Ligne 398 – Dépenses pour l'accessibilité domiciliaire*, précité, note 3.
- <sup>11</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales*, précité, note 2, p. 87.
- <sup>12</sup> Par exemple, un électricien, un plombier, un charpentier ou un architecte.
- <sup>13</sup> Le syndicat de copropriété devra informer le particulier par écrit des montants engagés pour les travaux de rénovation ou de transformation. Il devra indiquer sa quote-part des dépenses pour les travaux effectués dans les parties communes. Il devra aussi identifier clairement le vendeur ou l'entrepreneur, l'adresse de l'entreprise et son numéro d'inscription à la TPS/TVH, le cas échéant, ainsi que décrire les travaux effectués et préciser les dates d'exécution de ceux-ci ou de fourniture des services.
- <sup>14</sup> <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/impot/particuliers/sujets/tout-votre-declaration-revenus/declaration-revenus/remplir-declaration-revenus/deductions-credits-depenses/ligne-398-depenses-accessibilite-domiciliaire.html#vzvsnlgmntdmssblprlcd>
- <sup>15</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales*, précité, note 2, p. 87.
- <sup>16</sup> *Loi de l'impôt sur le revenu*, L.R.C., précité, note 1, article 118.04.



# SECTION 8

## Santé







# Crédit d'impôt pour personnes handicapées<sup>1</sup> et Crédit d'impôt pour déficience grave et prolongée<sup>2</sup>

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

Le crédit d'impôt pour personnes handicapées du fédéral et le crédit d'impôt pour déficience grave et prolongée du Québec sont des crédits d'impôt non remboursables qui visent à fournir un allègement fiscal aux particuliers touchés d'une déficience physique ou mentale de manière à reconnaître que les particuliers atteints d'un handicap ont une capacité réduite de payer des impôts en raison des coûts additionnels qu'ils ont à supporter<sup>3</sup>.

Pour l'année d'imposition 2016, le crédit d'impôt pour personnes handicapées a entraîné une dépense fiscale estimée à 960 M\$<sup>4</sup> au fédéral. Pour l'année d'imposition 2014, un total de 674 000 particuliers<sup>5</sup> ont demandé ce crédit. Les hommes (52 %) ont été légèrement plus nombreux que les femmes (48 %) à en faire la demande.

Pour l'année d'imposition 2016, le crédit d'impôt pour déficience grave et prolongée a entraîné une dépense fiscale estimée à 29 M\$<sup>6</sup> au Québec. Pour l'année d'imposition 2014, un total de 104 760 particuliers<sup>7</sup> ont demandé ce crédit. Les hommes (51 %) ont été légèrement plus nombreux que les femmes (49 %) à en faire la demande.

UTILISATION ET COÛT DE LA MESURE				
		Total	Femmes (2014)	Hommes (2014)
FÉDÉRAL	Utilisation	674 000 (2014)	48 %	52 %
	Coût	960 M\$ (2016)	38 %	62 %
QUÉBEC	Utilisation	104 760 (2014)	49 %	51 %
	Coût	29 M\$ (2016)	49 %	51 %

## PARAMÈTRES ET CALCUL

### Paramètres communs au fédéral et au Québec

Pour être admissible au crédit, le particulier doit avoir une déficience grave et prolongée des fonctions physiques ou mentales<sup>8</sup>. Une déficience est prolongée si elle a une durée prévisible d'au moins 12 mois d'affilée<sup>9</sup>. La déficience du particulier doit affecter sa capacité à accomplir des activités courantes du quotidien ou elle affecterait sa capacité s'il ne recevait pas de soins thérapeutiques<sup>10</sup>. Les activités courantes de la vie quotidienne pour un particulier constituent : les fonctions mentales nécessaires aux activités de la vie courante, s'habiller, s'alimenter, parler de façon à se faire comprendre dans un endroit calme par une personne de sa connaissance, entendre de façon à comprendre dans un endroit calme une personne de sa connaissance, contrôler ses fonctions intestinales ou vésicales et marcher<sup>11</sup>.

Un médecin ou une personne autorisée<sup>12</sup> doit attester sur le formulaire<sup>13</sup> prescrit que la déficience grave et prolongée du particulier affecte sa capacité à effectuer des activités courantes du quotidien<sup>14</sup> et le particulier doit produire cette attestation au ministre<sup>15</sup>.

En règle générale, pour avoir accès au crédit, le particulier handicapé ou toute autre personne ne peut demander une déduction pour frais médicaux concernant la rémunération versée à un préposé à temps plein ou des frais de séjour à temps plein dans une maison de santé à cause de la déficience<sup>16</sup>.

### Paramètres propres au fédéral

Au fédéral, pour l'année d'imposition 2017, la valeur maximale du crédit d'impôt pour personnes handicapées est de 1 217 \$. Pour un particulier québécois, en tenant compte de l'abattement pour les résidents du Québec, la valeur maximale du crédit est de 1 017 \$<sup>17</sup>. On obtient la valeur du crédit par la multiplication du taux inférieur d'imposition du particulier au montant pour personnes handicapées (8 113 \$ en 2017)<sup>18</sup>. Ce montant est indexé à l'inflation<sup>19</sup>.

Un enfant de moins de 18 ans ayant une déficience grave et prolongée peut aussi avoir droit au supplément pour enfants handicapés, soit un montant supplémentaire à titre de complément au crédit<sup>20</sup>. Le supplément correspond à un montant de 4 733 \$ pour l'année d'imposition 2017, multiplié par le taux inférieur d'imposition du revenu des particuliers. La valeur du crédit est de 710 \$. Pour un particulier québécois, en tenant compte de l'abattement pour les résidents du Québec, la valeur maximale du crédit est de 593 \$. Ce dernier est réduit de l'excédent du total des frais de garde et des frais de préposés sur 2 772 \$. Le seuil des dépenses et le montant du supplément sont indexés à l'inflation.

Le crédit de base et le supplément peuvent être transférés à certaines personnes qui assurent le soutien du particulier<sup>21</sup>.

### Paramètres propres au Québec

Au Québec, pour l'année d'imposition 2017, la valeur maximale du crédit pour déficience mentale ou physique grave et prolongée est de 496 \$ et correspond à la multiplication du montant prescrit pour l'année, soit 3 307 \$ en 2017, par le taux de 15 %.

Un parent peut recevoir un supplément pour enfant handicapé, qui est un crédit complémentaire au crédit d'impôt pour le soutien aux enfants versé par Retraite Québec<sup>22</sup>. Si tel est le cas, le crédit pour déficience doit être réduit si une personne recevait, à l'égard du particulier handicapé, un supplément pour enfant handicapé inclus dans le paiement de soutien aux enfants versé par Retraite Québec. Si un parent ne reçoit pas le supplément pour enfant handicapé pendant l'année complète, le montant disponible pour le crédit pour déficience mentale ou physique grave et prolongée de 3 307 \$ doit être multiplié par la proportion sur 12 du nombre de mois auxquels le parent n'a pas bénéficié du supplément pour enfant handicapé<sup>23</sup>.

## HISTORIQUE DE LA MESURE

### Fédéral

Le crédit d'impôt pour personnes handicapées existe depuis l'année d'imposition 1988. Auparavant, il existait sous forme de déduction. Dès 1944, le budget fédéral a instauré une déduction de 480 \$ dans le calcul du revenu pour les personnes aveugles, en reconnaissance des dépenses additionnelles auxquelles ces personnes font face<sup>24</sup>. En 1985, cette mesure a été élargie aux personnes ayant une déficience grave<sup>25</sup>. Puis, la réforme fiscale de 1987 a transformé la déduction en crédit d'impôt non remboursable<sup>26</sup>.

Le budget 2000-2001 a bonifié le crédit pour personnes handicapées de manière à permettre le transfert à une liste élargie de personnes apparentées<sup>27</sup>. Puis, afin de donner suite aux recommandations formulées par un comité consultatif technique, le budget de 2005 a élargi l'admissibilité au crédit d'impôt pour personnes handicapées aux particuliers qui ont des limitations multiples ayant dans l'ensemble une incidence sur leur vie quotidienne et aux particuliers qui reçoivent des soins thérapeutiques essentiels au maintien d'une fonction vitale<sup>28</sup>.

### Québec

Le crédit d'impôt pour déficience grave et prolongée existe depuis l'année d'imposition 1988. Il existait auparavant sous forme de déduction dans le calcul du revenu.

Le budget 2004-2005 prévoit que la partie inutilisée du crédit devient transférable en faveur d'une personne qui a déduit dans le calcul de son impôt un montant à l'égard du particulier au titre d'un crédit d'impôt pour personne à charge ou qui a reçu un paiement de soutien aux enfants<sup>29</sup>. En 2005, la législation est modifiée pour amener l'exigence de proportion si le supplément pour enfant handicapé n'est pas demandé toute l'année<sup>30</sup>.

Le budget 2017-2018 prévoit une modification à la législation fiscale pour faire en sorte que le taux utilisé aux fins du calcul des crédits d'impôt personnels passe de 20 % à 16 %, soit le taux de base d'imposition des particuliers, sans pour autant que la valeur des crédits soit réduite. Les montants accordés sont donc augmentés pour compenser la réduction du taux. Le montant pour déficience grave et prolongée des fonctions mentales ou physiques passe de 2 645 \$ à 3 307 \$.

## Ressources complémentaires

Revenu Québec, 376 - *Montant pour déficience grave et prolongée des fonctions mentales ou physiques*, [En ligne], <http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/declaration/produire/comment/aideligne/ligne376.aspx>

Agence du revenu du Canada, *Déductions et crédits d'impôt pour les personnes handicapées*, [En ligne], <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/impot/particuliers/segments/deductions-credits-impot-personnes-handicapees.html>

- <sup>1</sup> *Loi de l'impôt sur le revenu*, L.R.C. (1985), ch. 1 (5<sup>e</sup> suppl.), art. 118.3 et 118.4
- <sup>2</sup> *Loi sur les impôts*, RLRQ, c. I-3, art. 752.0.14
- <sup>3</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Dépenses fiscales*, 2016, p. B.61.
- <sup>4</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales 2017*, p. 44.
- <sup>5</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales 2017*, p. 96.
- <sup>6</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Dépenses fiscales*, 2016, p. A.41.
- <sup>7</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Statistiques fiscales des particuliers, année d'imposition 2014*, p. 91.
- <sup>8</sup> Al. 118.3(1)a) LIR et par. 752.0.14(a) LI
- <sup>9</sup> Al. 118.4(1)a) LIR et par. 752.0.17(a) LI
- <sup>10</sup> Al. 118.3(1)a.1) LIR et par. 752.0.14(a) LI
- <sup>11</sup> Al. 118.4(1)b.1) LIR et par. 752.0.17(c) LI
- <sup>12</sup> Selon le cas, un optométriste, un orthophoniste, un audiologiste, un ergothérapeute, un physiothérapeute, un psychologue ou une infirmière.
- <sup>13</sup> Formulaire T-2201 au fédéral. Voir GOUVERNEMENT DU CANADA, « T2201 Certificat pour le crédit d'impôt pour personnes handicapées », [En ligne : < <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/formulaires-publications/formulaires/t2201-certificat-credit-impot-personnes-handicapees.html>>]. Formulaire TP-752.0.14 au Québec. REVENU QUÉBEC, « Attestation de déficience », [En ligne : <[http://www.revenuquebec.ca/fr/sepf/formulaires/tp/tp-752\\_0\\_14/default.aspx](http://www.revenuquebec.ca/fr/sepf/formulaires/tp/tp-752_0_14/default.aspx)>].
- <sup>14</sup> Al. 118.3(1)a.3) LIR et par. 752.0.14(b) LI
- <sup>15</sup> Al. 118.3(1)b) LIR et par. 752.0.14(c) LI
- <sup>16</sup> Par. 118.3(1)c) LIR et 752.0.14(d) LI, Des règles spécifiques s'appliquent notamment si un reçu indiquant précisément qu'un montant se rapportant à des soins d'un préposé est délivré par la maison de santé, que ce montant est égal ou inférieur à 10 000 \$ et que seulement cette partie des frais de séjour est incluse dans le montant des frais médicaux.
- <sup>17</sup>  $15\% \times 8\,113\$ = 1\,217\$$
- <sup>18</sup> Al. 118.3(1)c) LIR
- <sup>19</sup> GOUVERNEMENT DU CANADA, « Rajustement de montants en fonction de l'indexation pour l'impôt des particuliers et les prestations », [En ligne : <<https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/impot/particuliers/foire-questions-particuliers/rajustement-montants-fonction-indexation-impot-particuliers-prestations.html>>]
- <sup>20</sup> Al. 118.3(1)c) LIR
- <sup>21</sup> Par. 118.3(2) LIR. Les personnes admissibles au transfert sont le père, la mère, le grand-père, la grand-mère, un enfant, un petit-enfant, un frère, une sœur, une tante, un oncle, un neveu, une nièce, l'époux ou le conjoint de fait du particulier qui assure son soutien.
- <sup>22</sup> Le supplément est disponible pour un enfant à charge qui a une déficience ou un trouble du développement qui le limite de façon importante dans les activités de la vie quotidienne pendant une période prévisible d'au moins un an. Voir Par. 1029.8.61.18(b) et Art. 1029.8.61.19 LI
- <sup>23</sup> Art. 752.0.14 al. 2 LI
- <sup>24</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *The Budget – Annual financial statement of the minister of finance*, p. 4178.
- <sup>25</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *The Budget – Financial statement of the minister of finance*, p. 5018.
- <sup>26</sup> GOUVERNEMENT DU CANADA, *Réforme fiscale 1987 – Impôt des particuliers*, 18 juin 1987, p. 8
- <sup>27</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Budget 2000 – Plan budgétaire – Annexe 7-3*, « Modifications fiscales particulières : mesures portant sur l'impôt sur le revenu des particuliers ».
- <sup>28</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Le plan budgétaire de 2005*, Annexe 8, p. 418.
- <sup>29</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Budget 2004-2005 – Renseignements additionnels sur les mesures du budget*, p.20
- <sup>30</sup> Art. 752.0.14 LI « Historique ».



# Crédit d'impôt pour frais médicaux<sup>1</sup>

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

Le crédit pour frais médicaux est un crédit d'impôt non remboursable qui existe à la fois au fédéral et au Québec. Il vise à « compenser une partie des frais médicaux supportés par un contribuable, lorsque ceux-ci excèdent un certain niveau de revenu »<sup>2</sup>.

Pour l'année d'imposition 2016, le crédit pour frais médicaux a entraîné une dépense fiscale estimée à 1,48 G\$<sup>3</sup> pour l'ensemble du Canada. Pour l'année d'imposition 2014, environ 4,7 millions de particuliers<sup>4</sup> ont demandé ce crédit.

Pour l'année d'imposition 2016, le crédit pour frais médicaux a entraîné une dépense fiscale estimée à 717 M\$<sup>5</sup> au gouvernement du Québec. Pour l'année d'imposition 2014, environ 2,2 millions de particuliers<sup>6</sup> ont demandé ce crédit.

UTILISATION ET COÛT DE LA MESURE		
		Total
FÉDÉRAL	Utilisation	4,7 millions de particuliers (2014)
	Coût	1,48 G\$ (2016)
QUÉBEC	Utilisation	2,2 millions de particuliers (2014)
	Coût	717 M\$ (2016)

## PARAMÈTRES ET CALCUL

Au fédéral, on obtient la valeur du crédit pour frais médicaux en appliquant le taux de 15 % au montant des frais médicaux admissibles qui excède le moins élevé de 3 % du revenu net du particulier ou 2 268 \$ pour l'année d'imposition 2017. Ce dernier seuil est indexé annuellement selon le taux d'indexation du régime d'imposition des particuliers. Pour les particuliers québécois, la valeur du crédit est réduite en raison de l'abattement pour les résidents du Québec.

Au Québec, on obtient la valeur du crédit pour frais médicaux en appliquant un taux de 20 % au montant des frais médicaux admissibles qui excède 3 % du revenu familial net.

Le crédit d'impôt pour frais médicaux a la particularité qu'il peut être demandé à l'égard de dépenses payées au cours d'une période de 12 mois consécutifs qui se termine pendant l'année d'imposition pour laquelle la demande est présentée. Par exemple, un contribuable peut demander son crédit pour frais médicaux de l'année d'imposition 2017 sur une période de 12 mois s'étendant du mois d'août 2016 au mois de juillet 2017 si c'est ce qui est le plus avantageux pour lui. Les frais demandés ne doivent pas couvrir une période déjà visée antérieurement par le crédit.

Tant au Québec qu'au fédéral, les demandes à l'égard de frais médicaux effectués au nom d'un époux, d'un conjoint de fait ou d'enfants mineurs peuvent être regroupées avec les frais médicaux du contribuable<sup>7</sup>, pour autant que les frais dépassent un seuil minimal. Au Québec, le seuil minimal est le même, que les frais soient regroupés ou non puisqu'il est basé sur le revenu familial net. Au fédéral, le seuil minimal s'applique de façon individuelle pour chaque contribuable.

Il n'y a pas de plafond au montant du crédit d'impôt pour frais médicaux. Toutefois, seuls les montants payés pour des frais médicaux admissibles qui n'ont pas été remboursés par une assurance privée peuvent être inclus dans le calcul du crédit.

La prime d'assurance-maladie payée par les employés est admissible à titre de frais médicaux, tant au Québec qu'au fédéral. Toutefois, la portion payée par l'employeur est admissible uniquement au Québec puisqu'elle est traitée comme un avantage imposable alors qu'elle n'est pas imposable au fédéral.

La prime d'assurance médicament du Québec (RAMQ) est admissible au crédit pour frais médicaux, tant au Québec qu'au fédéral. La prime calculée pour l'année d'imposition 2017 est admissible au Québec en 2017 et au fédéral en 2018.

Certains frais médicaux sont admissibles au Québec et ne le sont pas au fédéral ou vice-versa. Par exemple, les frais payés pour un homéopathe, un naturopathe ou un ostéopathe sont admissibles au crédit pour frais médicaux au Québec alors qu'ils ne le sont pas au fédéral. Autre exemple, les frais pour montures de lunettes sont limités à 200 \$ au Québec alors qu'il n'y a pas de plafond au fédéral. Pour une liste complète des frais médicaux admissibles, veuillez consulter les liens fournis dans la section « Ressources complémentaires » à la fin du présent document<sup>8</sup>.

## ILLUSTRATION DE LA MESURE

Un particulier célibataire québécois dont le revenu est de 100 000 \$ et dont les frais médicaux admissibles s'élèvent à 5 000 \$ pour l'année d'imposition 2017 aura un crédit pour frais médicaux d'une valeur de 342 \$ au fédéral et de 400 \$ au Québec.

FÉDÉRAL		QUÉBEC	
Frais médicaux admissibles	5 000 \$	Frais médicaux admissibles	5 000 \$
MOINS :	2 268 \$	MOINS :	3 000 \$
Moindre de :		- 3 % du revenu familial net	
- 2 268 \$		du particulier (100 000 \$ x	
- 3 % du revenu du		3 % = 3 000 \$)	
particulier (100 000 \$			
x 3 % = 3 000 \$)			
Montant utilisé pour le crédit	2 732 \$	Montant utilisé pour le crédit	2 000 \$
pour frais médicaux (5 000 \$		pour frais médicaux	
- 2 268 \$)		(5 000 \$ - 3 000 \$)	
Crédit (taux de 15 %)	410 \$	Crédit (taux de 20 %)	400 \$
Crédit (incluant l'abattement	342 \$		
pour les résidents du			
Québec)			

## HISTORIQUE DE LA MESURE

Le crédit pour frais médicaux existe depuis l'année d'imposition 1988, tant au fédéral qu'au Québec. Auparavant, les frais médicaux faisaient l'objet d'une déduction dans le calcul du revenu imposable.

## Ressources complémentaires

Agence du revenu du Canada, *Frais médicaux admissibles que vous pouvez demander dans votre déclaration*, [En ligne], <http://www.cra-arc.gc.ca/medicaux>

Revenu Québec, *Crédit d'impôt pour frais médicaux*, [En ligne], [http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/credits/frais\\_med/default.aspx](http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/credits/frais_med/default.aspx)

Revenu Québec, *Les frais médicaux*, [En ligne], [http://www.revenuquebec.ca/documents/fr/publications/in/in-130\(2015-10\).pdf](http://www.revenuquebec.ca/documents/fr/publications/in/in-130(2015-10).pdf)

<sup>1</sup> *Loi de l'impôt sur le revenu*, L.R.C. (1985), ch.1 (5<sup>e</sup> suppl.), art. 118.2 et *Loi sur les impôts*, RLRQ, c. I-3, art. 752.0.11.

<sup>2</sup> Finances Québec, *Dépenses fiscales édition 2016*, mars 2017, p. B.60.

<sup>3</sup> Ministère des Finances du Canada, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales : Concepts, estimations et évaluations 2017*, p.44.

<sup>4</sup> Ministère des Finances du Canada, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales : Concepts, estimations et évaluations 2017*, p.85.

<sup>5</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Dépenses fiscales – édition 2016*, mars 2017, p. A.23.

<sup>6</sup> FINANCES QUÉBEC, *Statistiques fiscales des particuliers – année d'imposition 2014*, décembre 2017, p.91.

<sup>7</sup> Notons que les frais payés pour des personnes majeures à charge sont aussi à considérer dans le total des frais médicaux au Québec.

<sup>8</sup> La liste complète des frais médicaux admissibles est disponible pour le fédéral à l'article 118.2 (2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et pour le Québec à l'article 752.0.11.1 de la *Loi sur les impôts*.





# Supplément remboursable pour frais médicaux<sup>1</sup> et Crédit d'impôt remboursable pour frais médicaux<sup>2</sup>

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

Le supplément remboursable pour frais médicaux (fédéral) et le crédit d'impôt remboursable pour frais médicaux (Québec) sont des crédits d'impôt remboursables qui visent à offrir aux travailleurs à faibles revenus de l'aide pour payer leurs frais médicaux. Ils ont été introduits dans la fiscalité parce que « les travailleurs à faibles revenus bénéficiaient peu de l'aide fiscale reliée aux frais médicaux qu'ils supportent »<sup>3</sup>, puisque l'aide en place était principalement constituée de crédits d'impôt non remboursables auxquels les contribuables n'avaient donc pas accès s'ils n'avaient pas d'impôt à payer. Les gouvernements souhaitaient ainsi considérer plus adéquatement la capacité de payer de ces travailleurs.

Pour l'année d'imposition 2016, le supplément remboursable pour frais médicaux a entraîné une dépense fiscale estimée à 150 M\$<sup>4</sup> au fédéral. Pour l'année d'imposition 2014, un total d'environ 528 000 particuliers<sup>5</sup> ont demandé ce crédit.

Pour l'année d'imposition 2016, le crédit d'impôt remboursable pour frais médicaux a entraîné une dépense fiscale estimée à 58 M\$<sup>6</sup> au gouvernement du Québec.

UTILISATION ET COÛT DE LA MESURE		
		Total
FÉDÉRAL	Utilisation	528 000 (2014) <sup>7</sup>
	Coût	150 M\$ (2016) <sup>8</sup>
QUÉBEC	Utilisation	N.D.
	Coût	58 M\$ (2016)

## PARAMÈTRES ET CALCUL

Pour être admissible au crédit d'impôt, un contribuable doit être âgé d'au moins 18 ans au 31 décembre de l'année d'imposition. Les frais médicaux admissibles sont les mêmes que pour le crédit d'impôt pour frais médicaux.

	FÉDÉRAL	QUÉBEC
Valeur maximale du crédit	1 203 \$	1 175 \$
Montant du crédit	25 % des frais admissibles	
Seuil d'admissibilité	3 515 \$	3 005 \$
Seuil de réduction	26 644 \$	22 725 \$
Taux de réduction	5 %	
Seuil de sortie	50 704 \$	46 225 \$

Pour l'année d'imposition 2017, un particulier est admissible au supplément remboursable pour frais médicaux du gouvernement fédéral lorsque son revenu d'emploi<sup>9</sup> est de 3 515 \$ ou plus. La valeur maximale du crédit est de 1 203 \$ et le montant du crédit correspond à 25 % des frais médicaux admissibles. À partir d'un revenu familial net de 26 644 \$, un taux de réduction de 5 % s'applique, ce qui a pour effet qu'un contribuable dont le revenu familial net excède 50 704 \$ n'a pas droit au crédit.

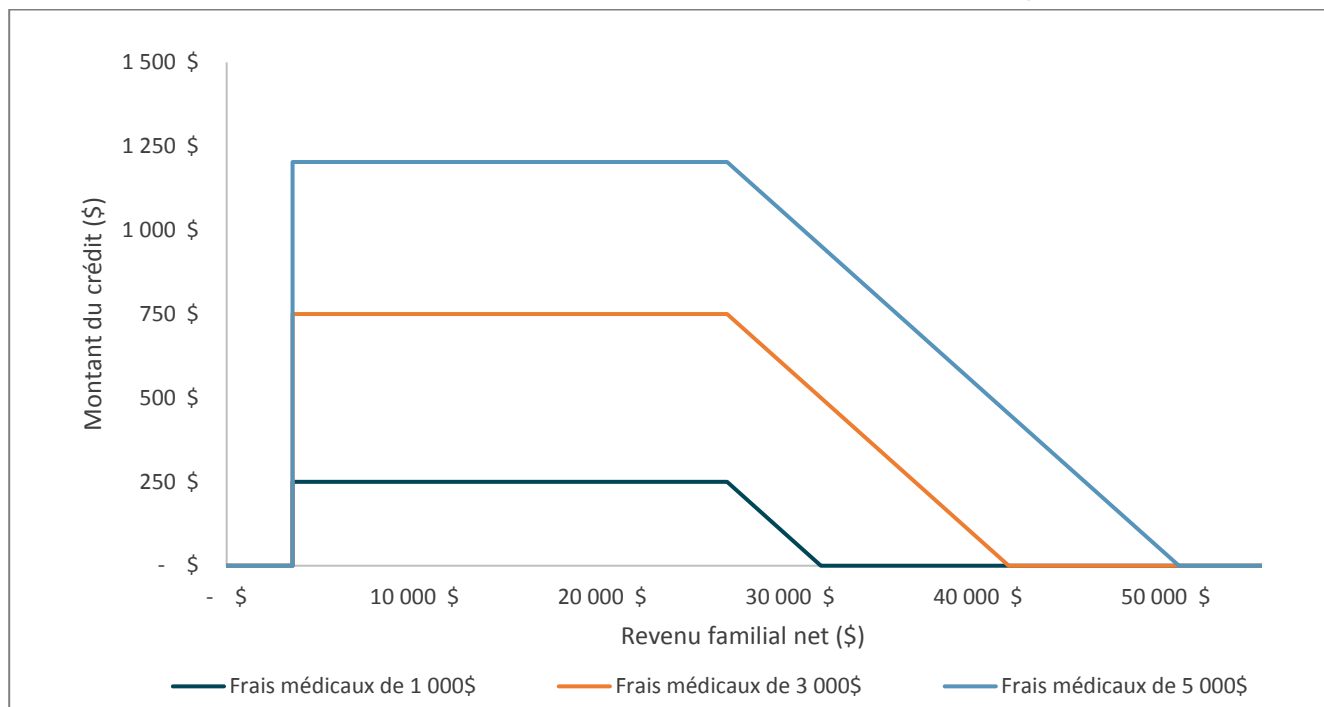
Pour l'année d'imposition 2017, un particulier est admissible au crédit d'impôt remboursable pour frais médicaux du Québec lorsque son revenu de travail est de 3 005 \$ ou plus. La valeur maximale du crédit est de 1 175 \$ et le montant du crédit correspond à 25 % des frais médicaux admissibles. Le crédit maximal est de 25 % des frais médicaux admissibles. À partir d'un revenu familial net de 22 725 \$, un taux de réduction de 5 % s'applique, ce qui a pour conséquence qu'un contribuable dont le revenu familial net excède 46 225 \$ n'a pas droit au crédit.

Tant au Québec qu'au fédéral, le montant maximal du crédit maximal, le seuil d'admissibilité et le seuil de réduction sont automatiquement indexés chaque année selon le taux d'indexation du régime d'imposition des particuliers.

Il existe des particularités visant les contribuables qui sont considérés comme handicapés aux fins des lois fiscales.

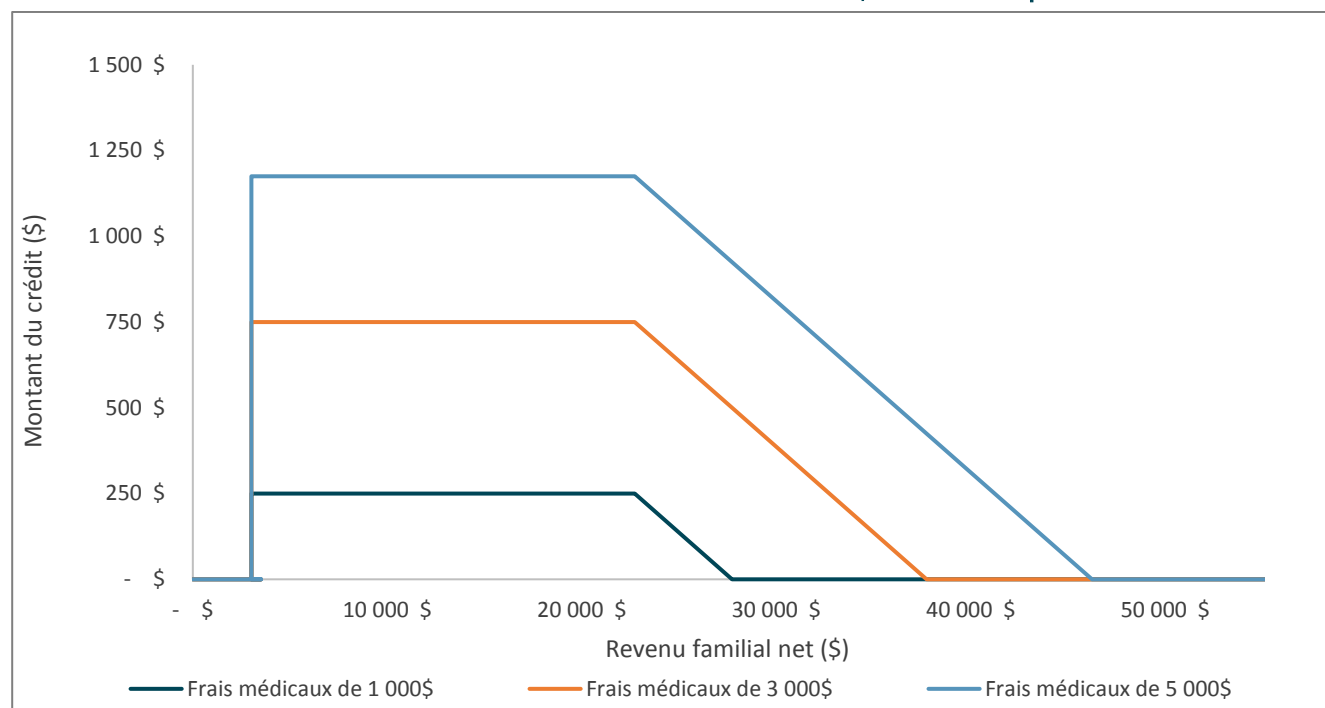
## ILLUSTRATION DE LA MESURE

Montant du supplément remboursable pour frais médicaux fédéral pour des frais de 1 000 \$, 3 000 \$ et 5 000 \$ en fonction du revenu familial net, année d'imposition 2017



Le graphique ci-dessus illustre le supplément remboursable pour frais médicaux fédéral maximal qu'un contribuable peut recevoir en fonction de son revenu familial net pour des frais médicaux admissibles de 1000 \$, 3000 \$ et 5000 \$. Dans tous les cas, si son revenu de travail est inférieur à 3 515 \$, il ne recevra aucun crédit puisqu'il s'agit du seuil d'admissibilité au crédit. Si son revenu familial net se situe entre 3 515 \$ et 26 644 \$, le supplément remboursable pour frais médicaux sera de 25 % des frais médicaux admissibles, jusqu'à concurrence de 1 203 \$. À partir du seuil de réduction de 26 644 \$ de revenu familial net, le crédit est réduit de 5 % jusqu'à ce que le contribuable atteigne le seuil de sortie. Pour des frais médicaux de 1 000 \$, le seuil de sortie est atteint à 31 644 \$, pour des frais médicaux de 3 000 \$, le seuil de sortie est atteint à 41 644 \$, et pour des frais médicaux de 5 000 \$, le seuil de sortie est atteint à 50 704 \$. Le seuil de sortie de 50 704 \$ est d'ailleurs le revenu familial net à partir duquel un particulier ne peut plus recevoir de supplément remboursable, peu importe le montant de ses frais médicaux.

## Montant du crédit remboursable pour frais médicaux du Québec pour des frais de 1 000 \$, 3 000 \$ et 5 000 \$ en fonction du revenu familial net, année d'imposition 2017



Le graphique ci-dessus illustre le supplément remboursable pour frais médicaux du Québec maximal qu'un contribuable peut recevoir en fonction de son revenu familial net pour des frais médicaux de 1 000 \$, 3 000 \$ et 5 000 \$. Dans tous les cas, si son revenu de travail est inférieur à 3 005 \$, il ne recevra aucun crédit puisqu'il s'agit du seuil d'admissibilité au crédit. Si son revenu familial net se situe entre 3 005 \$ et 22 725 \$, le supplément remboursable pour frais médicaux sera de 25 % des frais médicaux admissibles, jusqu'à concurrence de 1 175 \$. À partir du seuil de réduction de 22 725 \$ de revenu familial net, le crédit est réduit de 5 % jusqu'à ce que le contribuable atteigne le seuil de sortie. Pour des frais médicaux de 1 000 \$, le seuil de sortie est atteint à 27 725 \$, pour des frais médicaux de 3 000\$, le seuil de sortie est atteint à 37 725 \$, et pour des frais médicaux de 5 000 \$, le seuil de sortie est atteint à 46 225 \$. Le seuil de sortie de 46 225 \$ est d'ailleurs le revenu familial net à partir duquel un particulier ne peut plus recevoir de supplément remboursable, peu importe le montant de ses frais médicaux.

Le supplément remboursable pour frais médicaux fédéral et le crédit d'impôt remboursable pour frais médicaux du Québec ont un fonctionnement similaire. Toutefois, le montant de la valeur maximale du crédit, le seuil d'admissibilité, le seuil de réduction et le seuil de sortie des crédits sont différents.

## HISTORIQUE DE LA MESURE

Le supplément remboursable pour frais médicaux fédéral existe depuis l'année d'imposition 1997. Le montant maximal du crédit, le seuil d'admissibilité et le seuil de réduction sont indexés annuellement. De plus, le montant maximal du crédit a été haussé de 562 \$ à 750 \$ à partir de l'année d'imposition 2005, puis à 1 000 \$<sup>10</sup> à partir de l'année d'imposition 2006.

Le crédit remboursable pour frais médicaux du Québec existe aussi depuis l'année d'imposition 1997. Le montant maximal du crédit, le seuil d'admissibilité et le seuil de réduction sont indexés annuellement. De plus, le montant maximal du crédit a été haussé de 543 \$ à 750 \$ à partir de l'année d'imposition 2005, puis à 1 000 \$<sup>11</sup> à partir de l'année d'imposition 2006.

## Ressources complémentaires

Agence du revenu du Canada, *Ligne 452 – Supplément remboursable pour frais médicaux*, [En ligne], <http://www.cra-arc.gc.ca/tx/ndvdl/tpcs/ncm-tx/rtrn/cmpltng/ddctns/lns409-485/452-fra.html>

Revenu Québec, *Crédit d'impôt remboursable pour frais médicaux*, [En ligne], [http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/credits/remb\\_maladie/default.aspx](http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/credits/remb_maladie/default.aspx)

<sup>1</sup> *Loi de l'impôt sur le revenu*, article 122.51.

<sup>2</sup> *Loi sur les impôts*, article 1029.8.118

<sup>3</sup> Gouvernement du Québec, Ministère des Finances, Discours sur le budget et renseignements supplémentaires, Budget 1997-1998, p.43.

<sup>4</sup> Ministère des Finances du Canada, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales : Concepts, estimations et évaluations 2017*, p.44.

<sup>5</sup> Ministère des Finances du Canada, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales : Concepts, estimations et évaluations 2017*, p.85.

<sup>6</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Dépenses fiscales – édition 2016*, mars 2017, p. A.36.

<sup>7</sup> AGENCE DU REVENU DU CANADA, *Statistiques finales de la T1, édition de 2016 (année d'imposition 2014)*, tableau final 4 pour l'ensemble du Canada.

<sup>8</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales*, précité, note 2, p.35.

<sup>9</sup> Le revenu considéré comprend également le revenu net de travail indépendant.

<sup>10</sup> Ministre des Finances du Canada, « Mise à jour économique et financière du gouvernement du Canada pour l'année 2005 ».

<sup>11</sup> Finances Québec, « Bulletin d'information 2005-7 », 19 décembre 2005.



# Crédit canadien pour aidant naturel<sup>1</sup>

---

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

Le crédit canadien pour aidant naturel est un crédit d'impôt non remboursable du fédéral qui vise « à reconnaître l'incidence des frais non discrétionnaires engagés par les aidants naturels sur la capacité à payer de l'impôt de ces derniers »<sup>2</sup>. Il remplace et bonifie, à compter de l'année d'imposition 2017, le crédit pour personne à charge ayant une déficience, le crédit pour aidant naturel et le crédit d'impôt pour aidants familiaux.

Puisque le crédit canadien pour aidant naturel en est à sa première année d'existence, il n'y a pas encore de statistiques sur son utilisation et son coût.

Pour l'année d'imposition 2016, les trois crédits qui existaient avant le crédit canadien pour aidant naturel ont entraîné une dépense fiscale estimée à 225 M\$<sup>3</sup> au fédéral. Pour l'année d'imposition 2014, environ 263 00 particuliers<sup>4</sup> ont demandé un de ces crédits.

## PARAMÈTRES ET CALCUL

Un particulier peut demander le crédit canadien pour aidant naturel à l'égard d'un époux ou d'un conjoint de fait, d'un enfant mineur ou d'un proche admissible qui est à sa charge au cours de l'année en raison d'une déficience mentale ou physique.

Le crédit canadien pour aidant naturel est basé sur deux montants, soit un montant supérieur maximal de 6 883 \$ et un montant inférieur maximal de 2 150 \$<sup>5</sup>. Lorsqu'un particulier demande un montant pour époux ou conjoint de fait, un montant pour personnes à charge admissibles ou un montant pour enfants ayant une déficience et âgés de moins de 18 ans à la fin de l'année, il doit réclamer le montant inférieur maximal du crédit canadien pour aidant naturel. Si cela résulte en un allègement fiscal inférieur à ce qu'il aurait obtenu si le montant supérieur du crédit canadien pour aidant naturel avait été réclamé - et que le particulier est admissible au montant supérieur maximum - un supplément est accordé pour combler la différence.

La valeur maximale du crédit canadien pour aidant naturel est de 1 032 \$. En raison de l'abattement pour les résidents du Québec, la valeur maximale du crédit s'établit à 861,72 \$. Elle est obtenue en appliquant le taux d'imposition de la première tranche de revenu de l'impôt sur le revenu des particuliers, soit 15 %, au montant pour aidant naturel dont le maximum est de 6 883 \$.

Le crédit canadien pour aidant naturel est réduit d'une somme correspondant au revenu net de la personne à charge qui excède 16 163 \$. Ainsi, à partir d'un revenu net de 23 046 \$ pour la personne à charge, le particulier n'aura plus droit au crédit canadien pour aidant naturel.

Le montant de 6 883 \$ est disponible pour un particulier à l'égard de personnes à charge ayant une déficience qui sont des parents ou grands-parents, des frères ou sœurs, des oncles ou tantes, des neveux ou nièces ou des enfants d'âge adulte du particulier ou de son conjoint.

Le montant de 2 150 \$ est disponible pour un particulier à l'égard de son époux ou conjoint de fait ayant une déficience et pour qui le particulier demande le montant pour époux ou conjoint de fait, à l'égard d'une personne à charge ayant une déficience pour qui le particulier demande le crédit pour personnes à charge admissibles ainsi qu'à l'égard d'un enfant ayant une déficience qui est âgé de moins de 18 ans à la fin de l'année d'imposition

Le montant supérieur admissible et le montant inférieur admissible ainsi que le seuil de revenu sont indexés annuellement à partir de l'année d'imposition 2018. Le montant supérieur du crédit peut être fractionné.

## ILLUSTRATION DE LA MESURE

Un particulier s'occupe de son conjoint ayant une déficience pour lequel il est admissible au crédit canadien pour aidant naturel. Le revenu net de son conjoint est nul. Pour calculer son crédit, le particulier devra d'abord déterminer le montant pour époux ou conjoint de fait auquel il a droit.

MONTANT POUR ÉPOUX OU CONJOINT DE FAIT	
Montant de base	11 635 \$
Montant inférieur du crédit canadien pour aidant naturel	2 150 \$
MOINS : revenu net du conjoint	(0 \$)
Montant admissible pour époux ou conjoint de fait	13 785 \$

Il devra ensuite déterminer son montant canadien pour aidant naturel.

MONTANT CANADIEN POUR AIDANT NATUREL	
Montant de base	23 046 \$
MOINS : revenu net de la personne à charge	(0 \$)
Montant de base – revenu net de la personne à charge	23 046 \$
Montant supérieur du crédit canadien pour aidant naturel	6 883 \$
Moindre du montant de base – revenu net de la personne à charge OU montant supérieur du crédit canadien pour aidant naturel	6 883 \$

Puisque le montant pour époux ou conjoint de fait est plus élevé que le montant canadien pour aidant naturel, le particulier ne peut pas demander de supplément et son montant canadien pour aidant naturel correspond au montant inférieur de 2 150 \$ déjà inclus dans le calcul du montant pour époux ou conjoint de fait. La valeur du crédit canadien pour aidant naturel est de 322,50 \$ (2 150 \$ x 15 %), ce qui correspond à 269,29 \$ pour un particulier québécois en raison de l'abattement pour les résidents du Québec.

Si le conjoint à la charge du particulier avait eu un revenu net de 20 000 \$, le calcul aurait plutôt été celui illustré ci-dessous.

MONTANT POUR ÉPOUX OU CONJOINT DE FAIT	
Montant de base	11 635 \$
Montant inférieur du crédit canadien pour aidant naturel	2 150 \$
MOINS : revenu net du conjoint	(20 000 \$)
Montant admissible pour époux ou conjoint de fait (ne peut être inférieur à 0 \$)	0 \$

MONTANT CANADIEN POUR AIDANT NATUREL	
Montant de base	23 046 \$
MOINS : revenu net de la personne à charge	(20 000 \$)
Montant de base – revenu net de la personne à charge	3 046 \$
Montant supérieur du crédit canadien pour aidant naturel	6 883 \$
Moindre du montant de base – revenu net de la personne à charge OU montant supérieur du crédit canadien pour aidant naturel	3 046 \$

Puisque le montant pour époux ou conjoint de fait est moins élevé que le montant canadien pour aidant naturel, le particulier peut demander le supplément. Son montant canadien pour aidant naturel correspond à 3 046 \$, soit le montant supérieur du crédit moins la réduction en fonction du revenu net de la personne à charge. La valeur du crédit canadien pour aidant naturel est de 456,90 \$ (3 046 \$ x 15 %), ce qui



correspond à 381,51 \$ pour un particulier québécois en raison de l'abattement pour les résidents du Québec.

## HISTORIQUE DE LA MESURE

Le crédit canadien pour aidant naturel existe depuis l'année d'imposition 2017. Il remplace trois crédits, soit le crédit pour personne à charge ayant une déficience, le crédit pour aidant naturel et le crédit d'impôt pour aidants familiaux.

Le crédit pour personne à charge ayant une déficience existait depuis l'année d'imposition 1988 en remplacement d'une déduction en vigueur auparavant. Avant son élimination, il consistait en un « crédit d'impôt non remboursable de 15 % offert aux particuliers qui subviennent aux besoins d'un membre adulte de leur famille (sauf un époux ou un conjoint de fait) qui est à la charge de l'aidant naturel en raison d'une infirmité physique ou mentale »<sup>6</sup>. Le montant maximal admissible au crédit était de 6 883 \$ et sa valeur maximale était donc de 1 032,45 \$. Il était réductible en fonction du revenu net de la personne à charge.

Le crédit pour aidant naturel existait depuis l'année d'imposition 1998. Avant son élimination, il consistait en un « crédit d'impôt non remboursable de 15 % est offert aux particuliers prodiguant des soins à domicile à un membre de leur famille qui est un parent ou un grand-parent âgé de 65 ans ou plus, ou encore à un membre adulte de leur famille qui est à la charge de l'aidant naturel en raison d'une infirmité »<sup>7</sup>. Le montant maximal admissible au crédit était de 4 732 \$ et sa valeur maximale était donc de 709,80 \$. Il était réductible en fonction du revenu net de la personne à charge.

Le crédit d'impôt pour aidants familiaux existait depuis l'année d'imposition 2012. Avant son élimination, il consistait en un « crédit d'impôt non remboursable de 15 % applicable à un montant de 2 150 \$ offr[ant] un allègement fiscal aux aidants naturels qui prennent soin d'un membre de leur famille qui est à leur charge en raison d'une infirmité »<sup>8</sup>. Sa valeur maximale était de 322,50 \$.

L'entrée en vigueur du crédit canadien pour aidant naturel visait à simplifier et à bonifier le régime fiscal applicable aux aidants naturels.

## Ressources complémentaires

Agence du revenu du Canada, *Consolidation des crédits pour aidants naturels*, [En ligne], <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/programmes/a-propos-agence-revenu-canada-arc/budgets-gouvernement-federal/budget-2017-batir-classe-moyenne-forte/consolidation-credits-aidants-naturels.html>

Agence du revenu du Canada, *Montant pour aidants familiaux (MAF)*, [En ligne], <http://www.cra-arc.gc.ca/aidantsfamiliaux>

Agence du revenu du Canada, *Montant pour aidants naturels*, [En ligne], <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/impot/particuliers/sujets/tout-votre-declaration-revenus/declaration-revenus/remplir-declaration-revenus/deductions-credits-depenses/ligne-315-montant-aidants-naturels.html>

Agence du revenu du Canada, *Montant pour personnes à charge âgées de 18 ans ou plus et ayant une déficience*, [En ligne], <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/impot/particuliers/sujets/tout-votre-declaration-revenus/declaration-revenus/remplir-declaration-revenus/deductions-credits-depenses/ligne-306-montant-personnes-a-charge-agees-18-ans-ayant-deficience.html>

<sup>1</sup> *Loi de l'impôt sur le revenu*, L.R.C. (1985), ch. 1 (5<sup>e</sup> suppl.), al. 118(1)d), 118(1)b.1) et 118(1)c.1).

<sup>2</sup> Ministère des Finances du Canada, « Mesures fiscales : Renseignements supplémentaires », *Budget 2017-2018*, p. 11.

<sup>3</sup> 10 M\$ pour le crédit pour personne à charge ayant une déficience, 145 M\$ pour le crédit pour aidant naturel et 210 M\$ pour le crédit pour aidants familiaux.

<sup>4</sup> 20 000 \$ pour le crédit pour personne à charge ayant une déficience, 243 000 \$ pour le crédit pour aidants naturels et 70 M\$ pour le crédit pour aidants familiaux.

<sup>5</sup> Ce montant correspond à l'ancien montant pour aidants familiaux et fait toujours partie du montant maximal pour époux ou conjoint de fait (ligne 303), du montant maximal pour personnes à charge admissibles (ligne 305) ou du montant pour enfants ayant une déficience et âgés de moins de 18 ans à la fin de l'année (ligne 367).

<sup>6</sup> Ministère des Finances du Canada, « Mesures fiscales : Renseignements supplémentaires », *Budget 2017-2018*, p. 11.

<sup>7</sup> Ministère des Finances du Canada, « Mesures fiscales : Renseignements supplémentaires », *Budget 2017-2018*, p. 11.

<sup>8</sup> Ministère des Finances du Canada, « Mesures fiscales : Renseignements supplémentaires », *Budget 2017-2018*, p. 11.



# Crédit d'impôt pour aidant naturel d'une personne majeure<sup>1</sup>

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

Le crédit d'impôt pour aidant naturel d'une personne majeure est un crédit d'impôt remboursable du Québec qui vise à soutenir les particuliers qui viennent « en aide à un proche gravement handicapé ou d'âge avancé »<sup>2</sup>.

Pour l'année d'imposition 2016, le coût du crédit d'impôt pour aidant naturel est estimé à 59 M\$<sup>3</sup>. Pour l'année d'imposition 2011, 47 760 particuliers ont demandé ce crédit<sup>4</sup>.

UTILISATION ET COÛT DE LA MESURE	
	Total
Utilisation	47 760 particuliers (2011)
Coût	59 M \$ (2016)

## PARAMÈTRES ET CALCUL

Le crédit d'impôt pour aidant naturel d'une personne majeure comporte trois volets, selon que le particulier est :

- un aidant naturel prenant soin de son conjoint;
- un aidant naturel hébergeant un proche admissible;
- un aidant naturel cohabitant avec un proche admissible.

Afin d'être admissible au crédit d'impôt pour aidant naturel pour l'année d'imposition 2017, un particulier doit résider au Québec au 31 décembre 2017 et aucune personne, sauf son conjoint, ne doit avoir inclus à son égard dans sa déclaration de revenus un montant pour un enfant mineur aux études postsecondaires, un montant transféré par un enfant majeur aux études postsecondaires, un montant pour personne à charge, un montant pour soins médicaux non dispensés dans la région ou un montant pour frais médicaux. Le

particulier doit également respecter les conditions applicables à chacun des volets du crédit d'impôt pour aidant naturel desquels il souhaite se prévaloir.

## Aidant naturel prenant soin de son conjoint

Un particulier peut demander le crédit d'impôt pour aidant naturel lorsqu'il prend soin de son conjoint âgé de 70 ans ou plus et que ce dernier est incapable de vivre seul en raison d'une déficience grave et prolongée des fonctions mentales ou physiques. L'incapacité à vivre seul doit être attestée par un médecin.

Le conjoint doit avoir cohabité avec le particulier pendant une période d'au moins 365 jours consécutifs, dont au moins 183 jours pendant l'année d'imposition 2017 dans une habitation autre qu'un logement situé dans une résidence privée pour aînés ou dans une installation du réseau public, dont le particulier et/ou son conjoint étaient propriétaires, locataires ou sous-locataires.

La valeur de ce volet du crédit d'impôt pour aidant naturel est de 1 007 \$ pour l'année d'imposition 2017.

## Aidant naturel hébergeant un proche admissible

Un particulier peut demander le crédit d'impôt pour aidant naturel lorsqu'il héberge au Canada un proche admissible dans une habitation dont le particulier et/ou son conjoint sont propriétaires, locataires ou sous-locataires. Un proche admissible est une personne, autre que le conjoint, qui est soit :

- une personne âgée d'au moins 70 ans au 31 décembre 2017;
- une personne d'au moins 18 ans au 31 décembre 2017 qui a une déficience grave et prolongée des fonctions mentales ou physiques.

Le proche admissible doit généralement avoir été hébergé par le particulier pendant une période d'au moins 365 jours consécutifs, dont au moins 183 jours pendant l'année d'imposition 2017.

Les proches admissibles peuvent être tout ascendant en ligne directe (mère, père, grand-mère, grand-père, etc.), l'enfant ou le petit-enfant, le frère ou la sœur, ainsi que l'oncle, la tante, le grand-oncle et la grande tante du particulier ou de son conjoint.

La valeur de ce volet du crédit d'impôt pour aidant naturel est de 1 176 \$ pour chaque proche admissible pour l'année d'imposition 2017. Il est composé d'un montant de base universel qui s'élève à 647 \$ et d'un montant réductible en fonction du revenu du proche admissible d'une valeur maximale de 529 \$. Le montant réductible diminue de 16 % pour chaque dollar de revenu du proche admissible excédant 23 505 \$.

## PARAMÈTRES DU CRÉDIT D'IMPÔT POUR AIDANT NATUREL HÉBERGEANT UN PROCHE ADMISSIBLE ANNÉE D'IMPOSITION 2017

Montant de base	647 \$
Montant supplémentaire réductible	529 \$
Seuil de réduction	23 505 \$
Taux de réduction	16 %
Seuil de sortie	26 811 \$

Pour un même proche admissible, le crédit peut être réparti entre plus d'un particulier lorsque les conditions sont respectées.

Si le proche admissible hébergé a eu 18 ans au cours de l'année d'imposition 2017, le crédit sera réduit pour les mois entiers où celui-ci n'avait pas atteint l'âge de 18 ans.

### Aidant naturel cohabitant avec un proche admissible

Les paramètres du volet du crédit d'impôt pour aidant naturel cohabitant avec un proche admissible sont les mêmes que pour ceux hébergeant un proche admissible, à l'exception que le proche admissible doit absolument avoir une déficience grave et prolongée des fonctions mentales ou physiques et être incapable de vivre seul. L'incapacité de vivre seul doit être attestée par un médecin.

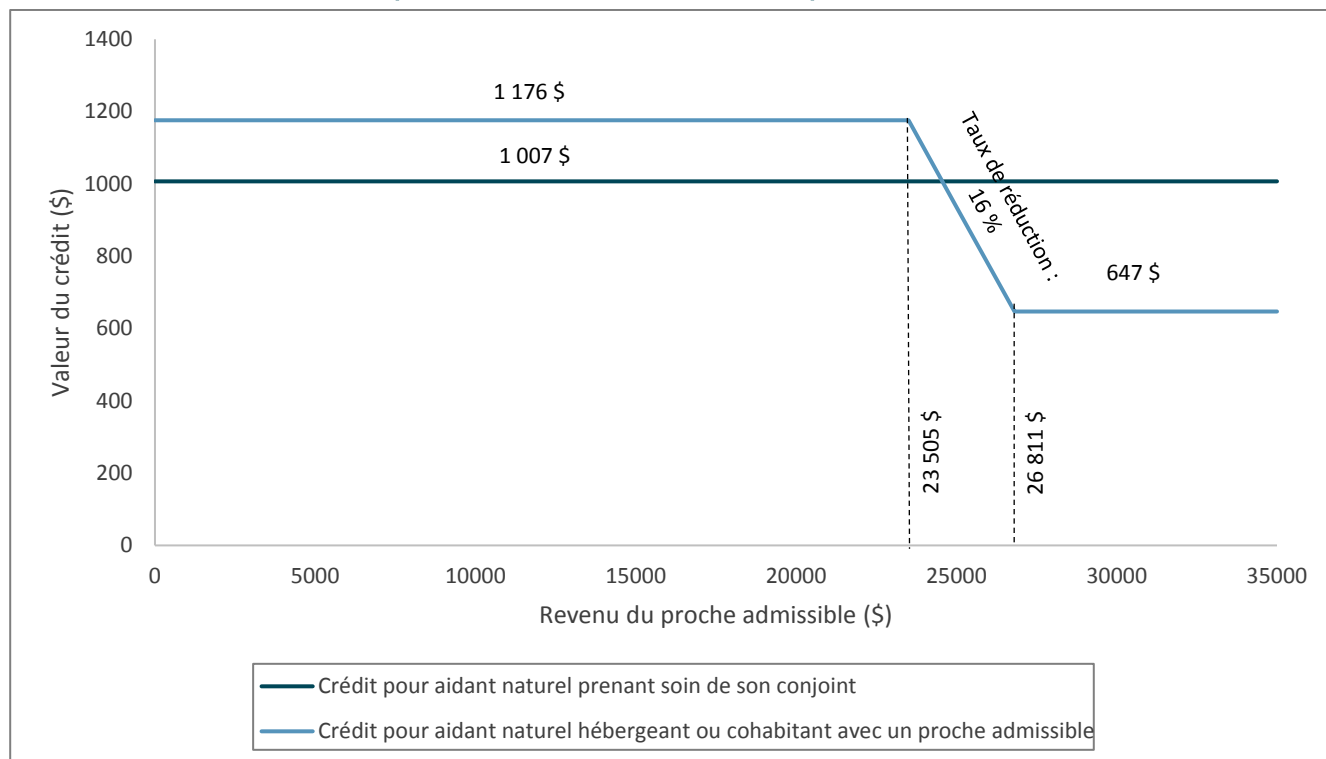
## ILLUSTRATION DE LA MESURE

Le graphique de la page suivante illustre la valeur du crédit d'impôt pour aidant naturel selon que le particulier prend soin de son conjoint ou qu'il héberge ou cohabite avec un proche admissible.

Le volet du crédit pour aidant naturel applicable à un particulier prenant soin de son conjoint est d'une valeur fixe de 1 007 \$ pour l'année d'imposition 2017. Il n'est pas réductible en fonction du revenu du conjoint.

Les volets du crédit d'impôt pour aidant naturel applicables à un particulier qui héberge ou qui cohabite avec un proche admissible sont réductibles en fonction du revenu du proche admissible. Si le proche admissible a un revenu de 23 505 \$ ou moins, le particulier aura droit au crédit maximal de 1 176 \$. Le crédit est ensuite réduit de 16 % du revenu du proche admissible qui excède 23 505 \$. Toutefois, une portion du crédit d'une valeur de 647 \$ est universelle et n'est donc pas réductible en fonction du revenu. Ainsi, à partir d'un revenu de 26 811 \$ pour le proche admissible, l'aidant naturel recevra uniquement le montant de base de 647 \$.

## Crédit d'impôt pour aidant naturel selon le volet en fonction du revenu du proche admissible pour un proche admissible, année d'imposition 2017



Le graphique illustre le crédit pour un seul proche admissible. Toutefois, il est important de noter que les volets du crédit d'impôt pour aidant naturel applicables à un particulier qui héberge ou qui cohabite avec un proche admissible peuvent être demandés à l'égard de plus d'un proche admissible. Le calcul de la réduction du crédit, le cas échéant, s'effectue de la même manière pour chaque proche admissible.

## HISTORIQUE DE LA MESURE

Le crédit d'impôt pour aidant naturel d'une personne majeure existe depuis l'année d'imposition 2006. Il a remplacé deux crédits d'impôt non remboursables en vigueur auparavant, soit le crédit d'impôt pour une personne à charge en raison d'une infirmité et le crédit d'impôt relatif au transfert de la partie inutilisée du crédit d'impôt pour déficience mentale ou physique grave et prolongée.

Lors de sa mise en place, le crédit d'impôt pour aidant naturel d'une personne majeure n'était pas divisé en volets. Le crédit bénéficiait aux aidants naturels hébergeant un proche admissible, lesquels pouvaient inclure le conjoint. La valeur maximale du crédit était de 1 000 \$, soit un montant de base universel de 550 \$ et un supplément pouvant atteindre 450 \$. Le taux de réduction était de 16 % des revenus du proche admissible excédant 20 000 \$.

À compter de l'année d'imposition 2011, deux volets ont été ajoutés au crédit d'impôt pour aidant naturel, soit le volet pour aidant naturel prenant soin de son conjoint et le volet pour aidant naturel cohabitant avec un proche admissible.

Le volet pour aidant naturel prenant soin de son conjoint était d'une valeur de 550 \$ et ne comportait aucun supplément « puisque le régime d'imposition permet déjà le transfert entre conjoints de la partie inutilisée de la plupart des crédits d'impôt non remboursables, dont le crédit d'impôt pour une personne ayant une déficience grave et prolongée des fonctions mentales ou physiques »<sup>5</sup>. La valeur du crédit pour ce volet a été augmentée à 700 \$ à compter de l'année d'imposition 2012, puis de 75 \$ par année pour atteindre 1 000 \$ en 2016. Il est indexé depuis l'année d'imposition 2017.

## Ressources complémentaires

Revenu Québec, *Crédit d'impôt pour aidant naturel* [En ligne],  
[http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/credits/hebergement\\_parent/default.aspx](http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/credits/hebergement_parent/default.aspx)

Revenu Québec, *Crédit d'impôt pour aidant naturel (Ligne 462)* [En ligne],  
<http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/declaration/produire/comment/aideligne/remb-solde/ligne462/point02.aspx>

<sup>1</sup> *Loi sur les impôts*, RLRQ, c. I-3, art. 1029.8.61.64.

<sup>2</sup> Ministère des Finances du Québec, « Dépenses fiscales Édition 2016 », p. B.5.

<sup>3</sup> [http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/Autres/fr/AUTFR\\_DepensesFiscales2016.pdf](http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/Autres/fr/AUTFR_DepensesFiscales2016.pdf), p. A.27.

<sup>4</sup> Commission d'examen sur la fiscalité québécoise, « Rapport final, volume 2 : Une réforme touchant tous les modes d'imposition », p. 58.

<sup>5</sup> Finances Québec, « Budget 2011-2012 : Renseignements additionnels sur les mesures fiscales », p. J.11.



# Crédit d'impôt pour relève bénévole<sup>1</sup>

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

Le crédit d'impôt pour relève bénévole est un crédit d'impôt remboursable du Québec qui vise à reconnaître la contribution remarquable que certains citoyens peuvent apporter aux aidants naturels de personnes ayant une incapacité significative en leur fournissant bénévolement des services de relève à domicile<sup>2</sup>. Les aidants naturels, des personnes non rémunérées qui prodiguent soins et assistance à une personne touchée d'une incapacité significative, jouent un rôle clé au sein de la société québécoise. Leur dévouement permet au bénéficiaire de leurs soins de demeurer à domicile plutôt que d'opter pour l'hébergement en établissement. Pour reconnaître ce geste social, le régime fiscal québécois accorde aux aidants naturels le crédit pour aidant naturel et accorde le crédit pour relève bénévole pour les particuliers qui apportent une aide aux aidants naturels<sup>3</sup>.

Pour l'année d'imposition 2011, le crédit d'impôt pour relève bénévole a entraîné une dépense fiscale estimée à 100 000 \$ et un total de 181 particuliers<sup>4</sup> ont demandé ce crédit.

UTILISATION ET COÛT DE LA MESURE	
	Total
Utilisation	181 particuliers (2011)
Coût	100 000 \$ (2011)

## PARAMÈTRES ET CALCUL

Un particulier peut bénéficier du crédit d'impôt pour relève bénévole s'il fournit au Québec des services de relève bénévole à un aidant naturel, pour l'année, à l'égard du bénéficiaire des soins, pour un total d'au moins 400 heures<sup>5</sup>. Chaque aidant naturel dispose d'une enveloppe de reconnaissance de 1 000 \$ par année pour chaque bénéficiaire de soins dont il s'occupe. Il peut répartir ce montant, sous forme de crédits d'impôt, entre les particuliers qui lui ont fourni au moins 400 heures de services de relève bénévole dans l'année. Le montant maximal qu'un bénévole peut recevoir est 500 \$<sup>6</sup>.



Si un particulier fournit des services de relève bénévole au même endroit à l'égard de plus d'un bénéficiaire des soins, le nombre d'heures consacrées à ces services doit être réparti également entre chaque bénéficiaire des soins<sup>7</sup>.

Les personnes suivantes n'ont toutefois pas droit à ce crédit : le conjoint, le père, la mère, l'enfant, le frère et la sœur du bénéficiaire des soins ainsi que leur conjoint respectif<sup>8</sup>.

Un aidant naturel est une personne qui habite avec le bénéficiaire des soins, qui est soit son conjoint, enfant, petit-enfant, neveu, nièce, frère, sœur, père, mère, oncle, tante, grand-père, grand-mère, grand-oncle ou grand-tante du particulier ou de son conjoint ou tout autre ascendant en ligne directe du particulier ou de son conjoint<sup>9</sup>. Si plusieurs proches admissibles prodiguent des soins au particulier souffrant d'une incapacité, seule la personne qui est le principal soutien du bénéficiaire se qualifie d'aidant naturel<sup>10</sup>.

Le bénéficiaire des soins est une personne touchée d'une incapacité significative de longue durée qui bénéficie d'un plan d'intervention ou d'un plan de services individualisé établi par un établissement du réseau de la santé et des services sociaux et qui est :

- soit une personne atteinte d'une déficience grave et prolongée des fonctions mentales ou physiques, si elle est âgée de 18 ans ou plus;
- soit une personne à l'égard de laquelle le supplément pour enfant handicapé est versé, si elle est mineure<sup>11</sup>.

Les services de relève bénévole sont des services non rémunérés qui consistent soit à prodiguer des soins au bénéficiaire des soins, soit à effectuer les tâches qui sont normalement accomplies par l'aidant naturel, relativement à ce bénéficiaire, soit à libérer ce dernier de certaines tâches quotidiennes pour qu'il puisse assurer une présence constante auprès du bénéficiaire des soins, soit à rendre tout autre service semblable dans le but d'accorder un répit à l'aidant naturel<sup>12</sup>.

L'aidant naturel qui a attribué un crédit d'impôt à un bénévole doit fournir par écrit à ce dernier les renseignements requis relativement à la déficience ou au trouble du développement du bénéficiaire des soins et à ses effets sur celui-ci ou relativement aux soins thérapeutiques qui, le cas échéant, doivent lui être administrés<sup>13</sup>. Cette déclaration de renseignement doit être jointe à la déclaration de revenus du particulier bénévole pour pouvoir bénéficier du crédit d'impôt pour relève bénévole<sup>14</sup>.

## ILLUSTRATION DE LA MESURE

En 2017, Antoinette est aidante naturelle pour son fils Jacques qui habite avec elle. Colette, la sœur d'Antoinette, vient s'occuper de Jacques à raison d'environ 10 heures par semaine de manière à donner un répit à Antoinette.

Comme aidante naturelle, Antoinette dispose d'une enveloppe de reconnaissance de 1 000 \$ par année à l'égard de Jacques qu'elle peut répartir, sous forme de crédits d'impôt entre les particuliers qui lui ont fourni au moins 400 heures de services de relève bénévole dans l'année (maximum de 500 \$ par particulier). Ainsi, puisque Colette s'est occupée de Jacques plus de 400 heures (52 semaines x 10 heures = 520 heures) en 2017, Antoinette peut lui attribuer un crédit d'impôt d'au maximum 500 \$ pour l'année.

## HISTORIQUE DE LA MESURE

Le crédit d'impôt pour relève bénévole<sup>15</sup> existe depuis l'année d'imposition 2007. Il n'y a pas eu de modification aux paramètres du crédit depuis son entrée en vigueur.

### Ressource complémentaire

Revenu Québec, *Crédit d'impôt pour relève bénévole*, [en ligne],  
[http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/credits/releve\\_benevole/default.aspx](http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/credits/releve_benevole/default.aspx)

<sup>1</sup> *Loi sur les impôts*, RLRQ, c. I-3, art. 1029.8.61.76 à 1029.8.61.82

<sup>2</sup> *Id.*

<sup>3</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Budget 2007-2008 – Renseignements additionnels sur les mesures du budget*, p. A.33.

<sup>4</sup> GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, *Rapport final sur la Commission d'examen sur la fiscalité québécoise*, Vol. 2, Mars 2015, p. 48.

<sup>5</sup> Art. 1029.8.61.71 “particulier admissible” LI

<sup>6</sup> Art. 1029.8.61.74 LI

<sup>7</sup> Art. 1029.8.61.71(2) LI

<sup>8</sup> Art. 1029.8.61.71 “particulier exclu” LI

<sup>9</sup> Art. 1029.8.61.71 “aidant naturel” LI

<sup>10</sup> Art. 1029.8.61.71(2) LI

<sup>11</sup> Art. 1029.8.61.71 “bénéficiaire des soins” LI

<sup>12</sup> Art. 1029.8.61.71 “services de relève bénévole” LI

<sup>13</sup> Art. 1029.8.61.74 LI

<sup>14</sup> Art. 1029.8.61.73 al. 2 LI

<sup>15</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Budget 2007-2008 – Renseignements additionnels sur les mesures du budget*, p. A.33.

# SECTION 9

## Domicile/Maison





# Crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation<sup>1</sup>

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

Le crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation est un crédit d'impôt non remboursable du fédéral qui vise à aider les particuliers qui achètent une première habitation à assumer les coûts associés à cet achat<sup>2</sup>. Ces coûts, qui comprennent notamment les frais de notaire, les taxes et les frais d'évaluation, peuvent représenter un lourd fardeau pour les acquéreurs d'une propriété, qui doivent généralement effectuer ces dépenses tout en gardant des liquidités pour leur mise de fonds.

Pour l'année d'imposition 2016, le crédit pour l'achat d'une première habitation a entraîné une dépense fiscale estimée à 120 M\$<sup>3</sup>. Pour l'année d'imposition 2014, environ 200 000 particuliers<sup>4</sup> ont demandé ce crédit. Les hommes (61 %) ont été plus nombreux que les femmes (39 %) à en faire la demande.

UTILISATION ET COÛT DE LA MESURE		ANALYSE DIFFÉRENCIÉE SELON LE SEXE (2014)	
	Total	Femmes	Homme
Utilisation	200 360 particuliers (2014)	39 %	61 %
Coût	120 M\$ (2016)	38 %	62 %

## PARAMÈTRES ET CALCUL

Un particulier peut demander le crédit pour l'achat d'une première habitation si lui et/ou son conjoint ont fait l'acquisition d'une résidence au Canada. Il faut que ni le particulier ni son époux ou conjoint de fait n'ait été propriétaire d'une autre habitation au cours de l'année de l'achat ou au cours des quatre années précédentes<sup>5</sup>. Il peut s'agir d'une habitation existante ou en construction. Enfin, le particulier doit prévoir utiliser l'habitation comme lieu principal de résidence au plus tard un an après son acquisition. L'acquisition d'une résidence secondaire n'est pas visée par le crédit.

La valeur du crédit pour l'achat d'une première habitation pour l'année d'imposition 2017 est de 750 \$. Pour un particulier québécois, en tenant compte de l'abattement pour les résidents du Québec, la valeur du crédit est de 626 \$.

La valeur du crédit est calculée en multipliant le montant du crédit (5 000 \$) par le taux inférieur d'imposition du revenu des particuliers pour l'année (15 %). Il s'agit d'un montant fixe sans égard aux dépenses réellement engagées pour l'acquisition de la résidence.

Si plusieurs personnes acquièrent une première habitation ensemble, ils peuvent se partager le crédit<sup>6</sup>, mais le crédit total ne peut excéder 750 \$<sup>7</sup>. Également, toute fraction inutilisée du crédit peut être demandée par l'époux ou le conjoint de fait du particulier. Un crédit inutilisé à la fin de l'année ne peut être reporté à une autre année.

Le crédit pour l'achat d'une première habitation peut également être demandé, dans certains cas, à l'égard de l'acquisition d'une habitation par un particulier ayant droit au crédit d'impôt pour déficience mentale ou physique<sup>8</sup>, ou au bénéfice de ce dernier. Il n'a pas à remplir la condition concernant l'achat d'une première habitation. Toutefois, dans ce cas, l'acquisition de l'habitation doit permettre à la personne handicapée de vivre dans une résidence plus accessible ou dans un environnement mieux adapté à ses besoins personnels et à ses soins. De plus, il faut qu'il y ait intention que l'habitation soit la résidence principale de la personne handicapée dans l'année qui suit son acquisition. L'habitation peut être acquise par un proche (personne liée) de la personne handicapée et tout de même être admissible au crédit.

## ILLUSTRATION DE LA MESURE

Le montant du crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation est fixe; il n'est relié ni au montant payé pour la maison ni au montant des frais entourant son achat. Ainsi, à partir du moment où le particulier est admissible au crédit, le calcul s'effectue la manière prévue au tableau ci-dessous.

Montant du crédit	5 000 \$
Taux du crédit	15 %
Valeur du crédit	750 \$
Valeur du crédit pour un résident du Québec	626 \$

La valeur du crédit pour un résident du Québec est de 626 \$, montant qui peut être partageable entre les personnes admissibles qui ont procédé ensemble à l'acquisition de l'habitation. Comme il s'agit d'un crédit d'impôt non remboursable, le particulier doit avoir un impôt à payer pour être en mesure de bénéficier du crédit.

## HISTORIQUE DE LA MESURE

Le crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation existe depuis l'année d'imposition 2009 (pour une résidence acquise après le 27 janvier 2009). Il fait partie d'un ensemble de mesures annoncées dans le budget fédéral de 2009 visant à stimuler l'accès à la propriété et la construction domiciliaire, qui comprenait également le crédit d'impôt temporaire pour la rénovation domiciliaire et l'augmentation de la limite de retrait dans le cadre du régime d'accession à la propriété<sup>9</sup>. Le crédit n'a pas subi de modification depuis sa mise en place.

## Ressource complémentaire

Agence du revenu du Canada, *Ligne 369 – Montant pour l'achat d'une habitation*, [En ligne], <http://www.cra-arc.gc.ca/ciaph>

<sup>1</sup> Loi de l'impôt sur le revenu, L.R.C. (1985), ch. 1 (5<sup>e</sup> suppl.), art. 118.05 (1) à (4)

<sup>2</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Budget 2009*, 27 janvier 2009, p. 11.

<sup>3</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales – 2017*, p.43.

<sup>4</sup> *Id.*, p. 88.

<sup>5</sup> Des règles particulières s'appliquent dans un cas de séparation alors que la résidence appartenait à un seul conjoint. Dans un tel cas, si l'autre ex-conjoint achète une habitation alors qu'il n'a plus de conjoint au sens fiscal, il pourrait quand même bénéficier du crédit même s'il habitait dans une habitation détenue par son ex-conjoint.

<sup>6</sup> Par. 118.05(4) LIR

<sup>7</sup> Dans certains cas, deux particuliers qui achètent une habitation ensemble peuvent chacun bénéficier du crédit de 750 \$. Par exemple, deux frères qui achètent ensemble un duplex pourront chacun avoir droit au crédit de 750 \$ puisque ce sera considéré comme deux habitations aux fins de la loi.

<sup>8</sup> Par. 118.3(1) LIR

<sup>9</sup> Précité, note 1.



# Frais de déménagement<sup>1</sup>

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

La déduction pour frais de déménagement est une mesure qui existe à la fois au fédéral et au Québec. Elle vise à faciliter la mobilité de la main-d'œuvre et à permettre aux travailleurs d'accepter une offre d'emploi lorsqu'elle se présente<sup>2</sup> ainsi qu'à reconnaître certaines dépenses engagées pour gagner un revenu d'emploi. Elle permet à un particulier de déduire, dans le calcul de son revenu, les sommes payées au titre de frais de déménagement engagés pour se rapprocher d'un nouveau lieu de travail ou d'un nouvel établissement d'enseignement postsecondaire.

Pour l'année d'imposition 2016, la déduction pour frais de déménagement a entraîné une dépense fiscale estimée à 110 M\$<sup>3</sup> pour l'ensemble du Canada. Pour l'année d'imposition 2014, un total de 100 690<sup>4</sup> particuliers ont utilisé cette mesure. Même si la déduction peut être réclamée par un ou l'autre des conjoints, les hommes (57 %) ont été plus nombreux que les femmes (43 %) à s'en prévaloir.

Pour l'année d'imposition 2016, la déduction pour frais de déménagement a entraîné une dépense fiscale estimée à 9 M\$<sup>5</sup> au gouvernement du Québec. Pour l'année d'imposition 2014, un total de 8 963<sup>6</sup> particuliers ont utilisé cette mesure. Les hommes (57 %) ont été plus nombreux que les femmes (43 %) à s'en prévaloir.

### Fédéral

UTILISATION ET COÛT DE LA MESURE			
	Total	Femmes (2014)	Hommes (2014)
Utilisation	100 690 particuliers (2014)	43 %	57 %
Coût	110 M\$ (2016)	34 %	66 %



## Québec

UTILISATION ET COÛT DE LA MESURE			
	Total	Femmes (2014)	Hommes (2014)
Utilisation	8 963 particuliers (2014)	43 %	57 %
Coût	9 M\$ (2016)	36 %	64 %

## PARAMÈTRES ET CALCUL

Un particulier peut déduire dans le calcul de son revenu le montant qu'il a payé à titre de frais de déménagement si le changement de demeure se qualifie de « réinstallation admissible »<sup>7</sup>. Une réinstallation admissible est un déménagement qui permet au particulier d'occuper un emploi ou d'exploiter une entreprise au Canada et de se rapprocher d'au moins quarante (40) kilomètres de son nouveau lieu de travail<sup>8</sup>. Un déménagement se qualifie également de réinstallation admissible s'il permet à un particulier de fréquenter, comme étudiant à temps plein inscrit à un niveau postsecondaire, une université, un collège ou tout autre établissement d'enseignement (appelé nouveau lieu de travail) et de se rapprocher d'au moins quarante (40) kilomètres du nouveau lieu de travail ou d'études.

De plus, pour qu'un particulier puisse déduire ses frais de déménagement, les coûts doivent avoir été supportés par le particulier et non par son employeur<sup>9</sup>. Puis, les dépenses engagées ne doivent pas avoir été déduites dans le calcul du revenu du particulier dans l'année d'imposition précédente<sup>10</sup>. Finalement, si la réinstallation était nécessaire pour occuper un emploi ou exploiter une entreprise, le total des frais de déménagement ne peut excéder le total des sommes représentant le revenu d'emploi ou d'entreprise tiré au nouveau lieu de travail pour l'année<sup>11</sup>. Si la réinstallation était nécessaire afin de fréquenter un établissement d'enseignement, les frais de déménagement ne peuvent excéder le montant imposable de bourses ou subventions de recherche reçues par le particulier<sup>12</sup>. Si les frais de déménagement ne peuvent être absorbés au complet, ils pourront être déduits contre les revenus admissibles gagnés au nouvel endroit au cours de l'année subséquente.

Les frais de déménagement admissibles comprennent :

- Les frais de déplacement de la famille, y compris un montant raisonnable pour les repas et le logement;
- Les frais de transport et d'entreposage des meubles;
- Les frais de repas et de logement pour la famille près de son ancienne ou nouvelle résidence pour une période maximale de quinze (15) jours;
- Les frais de résiliation du bail de son ancienne résidence;
- Les frais de vente de son ancienne résidence ainsi que les frais légaux relatifs à l'achat de la nouvelle résidence;
- Les intérêts hypothécaires, impôts fonciers, primes d'assurance, coûts de chauffage, électricité, etc., jusqu'à concurrence de 5 000 \$, à l'égard d'une ancienne résidence vacante;

- Le coût de remplacement du permis de conduire, la révision de documents juridiques et les certificats d'immatriculation<sup>13</sup>.

Pour les frais de repas et les frais de déplacement, le particulier peut choisir une méthode simplifiée de calcul des frais qui ne nécessite aucun reçu. Cette dernière permet d'effectuer le calcul à l'aide d'une méthode dite « simplifiée » qui utilise des taux fixes déterminés par l'Agence du revenu du Canada. En 2017, ces taux sont de 17 \$ par repas par personne (pour un maximum de 51 \$ par jour par personne) et de 0,505 \$ par kilomètre parcouru<sup>14</sup>.

Une déduction est également possible pour un étudiant qui déménage à l'étranger ou qui déménage au Canada à partir de l'étranger<sup>15</sup>. Il faut toutefois que les autres conditions soient respectées, comme le fait que la déduction ne peut s'effectuer qu'à l'encontre du revenu imposable provenant d'une bourse ou d'une subvention de recherche.

## ILLUSTRATION DE LA MESURE

Un particulier qui habite et travaille à Montréal déménage à Québec en décembre 2017 dans le cadre de son emploi. Le déménagement lui occasionne des frais de déplacement de 100 \$, des frais de déménagement de 2 000 \$ et il doit dormir à l'hôtel pendant 20 nuits, au prix de 100 \$ la nuit.

Le particulier a gagné un revenu de 50 000 \$ lorsqu'il travaillait à Montréal et un revenu de 1 000 \$ à Québec. Le particulier peut déduire ses frais de déménagement, car il s'est rapproché d'au moins 40 kilomètres de son nouveau lieu de travail.

FRAIS DE DÉMÉNAGEMENT	
Revenu net d'emploi à l'ancien lieu de travail	50 000 \$
Revenu net d'emploi au nouveau lieu de travail	1 000 \$
Frais de déménagement	3 526 \$
Frais de déplacement :	126 \$
100 \$	
ou	
(250 km x 0,505 \$ = 126 \$)	
Frais déménageurs	2 000 \$
Hébergement (maximum 15 nuits x 100 \$)	1 500 \$
Déduction maximale pour l'année d'imposition 2017	1 000 \$
Solde reportable à l'année suivante	2 526 \$

Les frais de déménagement du particulier, tant au fédéral qu'au provincial, s'élèvent à 3 526 \$, soit 126 \$ de frais de déplacement (méthode simplifiée), 2 000 \$ de frais de déménageurs et 1 500 \$ de frais d'hébergement (limité à un maximum de 15 nuits). Toutefois, la déduction est limitée au revenu gagné dans l'année au nouveau lieu de travail, soit 1 000 \$ pour l'année d'imposition 2017. Le solde de 2 526 \$ pourra être déduit pour l'année d'imposition 2018 à l'encontre du revenu d'emploi gagné au nouveau lieu de travail.

## HISTORIQUE DE LA MESURE

Au fédéral, la déduction pour frais de déménagement existe depuis 1972<sup>16</sup>. Le budget 1998-1999 bonifie la déduction en ajoutant des frais de déménagement admissibles<sup>17</sup>. Dès l'année d'imposition 1997, les frais admissibles incluent certains frais d'entretien de l'ancienne résidence laissée inoccupée (intérêts hypothécaires, impôt foncier). De plus, divers frais imprévus connexes, comme le changement d'adresse sur des documents juridiques, le remplacement de la plaque d'immatriculation et du permis de conduire, ainsi que le branchement et le débranchement de services d'utilité publique deviennent déductibles.

Au Québec, la déduction pour frais de déménagement existe depuis 1972<sup>18</sup>. Les modifications apportées au fédéral à partir de l'année d'imposition 1997 ont également été mises en place au Québec. Le gouvernement du Québec a rendu la majorité des bourses d'études non imposables depuis 2006, ce qui a pour effet que les frais de déménagement aux fins d'études postsecondaires ne sont la plupart du temps pas déductibles depuis cette modification.

## Ressources complémentaires

Revenu Québec, 228 – *Frais de déménagement*, [En ligne], <http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/declaration/produire/comment/aideligne/revenu-net/ligne228.aspx>

Agence du revenu du Canada, *Ligne 219 – Frais de déménagement*, [En ligne], <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/impot/particuliers/sujets/tout-votre-declaration-revenus/declaration-revenus/remplir-declaration-revenus/deductions-credits-depenses/ligne-219-frais-demenagement.html>

<sup>1</sup> *Loi de l'impôt sur le revenu*, L.R.C. (1985), ch. 1 (5<sup>e</sup> suppl.), art. 62 et *Loi sur les impôts*, RLRQ, c. I-3, art. 348 à 350.

<sup>2</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Exposé budgétaire*, 18 juin 1971, p. 7.

<sup>3</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales 2017*, p. 47.

<sup>4</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales 2017*, p. 134.

<sup>5</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Dépenses fiscales*, 2016, p. A.41

<sup>6</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Statistiques fiscales des particuliers, année d'imposition 2016*, p. 92.

<sup>7</sup> Par. 248(1) « réinstallation admissible » LIR et 349.1 LI

<sup>8</sup> La distance entre son ancienne résidence et le nouveau lieu de travail est supérieure d'au moins quarante (40) kilomètres à la distance entre la nouvelle résidence et le nouveau lieu de travail.

<sup>9</sup> Al. 62(1)a) LIR et al. 348(1)a) LI

<sup>10</sup> Al. 62(1)b) LIR et al. 348(1)b) LI

<sup>11</sup> Al. 62(1)c)(i) LIR et al. 348(1)c)(i) LI

<sup>12</sup> Al. 62(1)c)(ii) LIR et al. 348(1)c)(ii) LI

<sup>13</sup> Par. 62(3) LIR et 350 LI

<sup>14</sup> AGENCE DU REVENU DU CANADA, « Taux de repas et de véhicule qui sont utilisés pour calculer les frais de déplacement pour 2017 et les années passées », en ligne : [http://www.cra-arc.gc.ca/tx/ndvdl/tpcs/ncm-tx/rtrn/cmpltng/ddctns/lns248-260/255/rts-fra.html] (8 février 2018).

<sup>15</sup> Par. 62(3) LIR et art. 348 LI

<sup>16</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Exposé budgétaire*, 18 juin 1971, p. 7.

<sup>17</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Le plan budgétaire de 1998*, p. 223.

<sup>18</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Discours sur le budget prononcé le 18 avril 1972*, p. 13.



# Non-imposition du gain en capital sur la résidence principale<sup>1</sup>

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

La non-imposition du gain en capital sur la résidence principale est une exemption fiscale qui existe tant au fédéral qu'au Québec et qui vise à favoriser l'accession à la propriété et la constitution d'un patrimoine pour les particuliers canadiens et québécois<sup>2</sup>. Elle favorise également la souplesse du marché du logement, ce qui permet aux particuliers de déménager plus facilement lorsque cela est nécessaire<sup>3</sup>. Elle permet d'exonérer, en partie ou en totalité, le gain en capital réalisé à la disposition d'un bien lorsque celui-ci se qualifie de résidence principale du particulier.

Pour l'année d'imposition 2016, la non-imposition du gain en capital sur la résidence principale a entraîné une dépense fiscale estimée à 7,5 G\$ pour le gouvernement fédéral, alors qu'en 2012, il était de 3,9 milliards de dollars<sup>4</sup>. Le coût a donc presque doublé entre 2012 et 2016.

Pour l'année d'imposition 2016, la non-imposition du gain en capital sur la résidence principale a entraîné une dépense fiscale estimée à 1,6 milliard de dollars<sup>5</sup> pour le gouvernement du Québec, ce qui en fait une des cinq dépenses fiscales les plus importantes visant l'impôt sur le revenu des particuliers.

UTILISATION ET COÛT DE LA MESURE		
	Fédéral	Québec
Utilisation	N.D.	N.D.
Coût	7,5 G\$ (2016)	1,64 G\$ (2016)

## PARAMÈTRES ET CALCUL

### Règle générale

Une seule résidence par famille, par année, peut être exemptée sur le gain en capital réalisé.

La résidence comprend le fonds de terre sous-jacent et contigu, jusqu'à concurrence d'une superficie d'un demi-hectare. Si la superficie du terrain est excédentaire, le particulier doit établir qu'elle est nécessaire à l'usage de la résidence<sup>6</sup>.

La non-imposition du gain en capital sur la résidence principale équivaut généralement à la fraction correspondant à 1 plus le nombre d'années après 1971 durant lesquelles le particulier était propriétaire de la résidence, l'avait désignée comme résidence principale et résidait au Canada, divisé par le nombre d'années après 1971 durant lesquelles la propriété était détenue par l'individu<sup>7</sup>.

## Règles particulières

Des règles transitoires s'appliquent pour les particuliers qui possédaient une résidence principale au 31 décembre 1981 pour tenir compte du fait, qu'à l'époque, il était possible de désigner une résidence par particulier, plutôt qu'une résidence par famille<sup>8</sup>.

Des règles particulières s'appliquent pour un particulier qui dispose d'un fonds de terre utilisé dans une entreprise agricole, mais qui comprend sa résidence principale<sup>9</sup>.

Dans le cas où une fiducie est propriétaire d'un logement, ce dernier peut être qualifié de résidence principale et bénéficier de l'exonération du gain en capital lors de sa vente si certaines conditions sont remplies<sup>10</sup>.

Si un particulier dispose d'une résidence principale en faveur de son conjoint et qu'il y a eu roulement libre d'impôt<sup>11</sup>, la détention de la résidence par le conjoint est réputée débuter lorsque le particulier est devenu propriétaire<sup>12</sup>. Par exemple, un particulier est propriétaire d'une maison depuis 1995. Il décède et lègue sa maison à sa conjointe en 2015. Elle la vend en 2016. Aux fins du calcul de l'exonération pour gain en capital, la conjointe est réputée propriétaire de la maison depuis 1995.

Pour qu'un particulier puisse être exempté du gain en capital réalisé lors de la vente de sa résidence, celle-ci doit se qualifier de « résidence principale »<sup>13</sup>. Une résidence principale est :

- un logement<sup>14</sup> (maison, appartement, unité de duplex, immeuble d'habitation, immeuble en copropriété, chalet, maison mobile, roulotte, maison flottante<sup>15</sup>);
- normalement habitée par le particulier, qui n'est pas une fiducie personnelle, au cours de l'année, par son époux ou conjoint de fait ou son ex-époux ou ancien conjoint de fait ou par son enfant;
- désignée<sup>16</sup> par le particulier, qui n'est pas une fiducie personnelle, comme étant sa résidence principale pour l'année.

Le critère « normalement habitée » est une question de fait. Une durée minimale ou une occupation continue n'est pas exigée, d'où la possibilité de désigner une résidence saisonnière seulement occupée pendant les vacances<sup>17</sup>.

Une cellule familiale ne peut désigner qu'une seule résidence principale par année<sup>18</sup>. La cellule familiale comprend les personnes suivantes<sup>19</sup> :

- le particulier;

- son époux ou conjoint de fait (à moins que l'époux ou le conjoint ait vécu séparé du particulier en vertu d'une séparation judiciaire ou d'un accord écrit de séparation);
- son enfant (à moins qu'il soit marié, qu'il vive en union de fait ou soit âgé de plus de 18 ans au cours de l'année).

Si le particulier n'est pas marié, ne vit pas en union de fait ou n'est pas âgé de plus de 18 ans, sa cellule familiale comprend les personnes suivantes<sup>20</sup> :

- le particulier;
- ses parents;
- ses frères et sœurs (à moins qu'ils soient mariés, qu'ils vivent en union de fait ou soient âgés de plus de 18 ans au cours de l'année).

L'exemption du gain en capital est calculée comme suit<sup>21</sup> :

$$A - \left( \frac{A \times B}{C} \right) - D$$

Où :

**A** = Gain en capital déterminé.

**B** = (i) si le contribuable résidait au Canada au cours de l'année qui comprend la date d'acquisition, le nombre 1 plus le nombre d'années d'imposition qui se terminent après la date d'acquisition pour lesquelles le bien est la résidence principale du contribuable et au cours desquelles celui-ci résidait au Canada,

(ii) sinon, le nombre d'années d'imposition qui se terminent après la date d'acquisition pour lesquelles le bien était la résidence principale du contribuable et au cours desquelles celui-ci résidait au Canada,

- *Si le particulier résidait au Canada au cours de l'année qui comprend la date d'acquisition\*, 1 + le nombre d'années d'imposition se terminant après 1971 pendant lesquelles la résidence était désignée comme la résidence principale du particulier et au cours desquelles le particulier était résident du Canada.*
- *Sinon, le nombre d'années d'imposition qui se terminent après la date d'acquisition pour lesquelles le bien était la résidence principale du contribuable et au cours desquelles celui-ci résidait au Canada<sup>22</sup>. Seules les années se terminant après l'année d'acquisition où il sera propriétaire du logement et résidera au Canada pourront bénéficier de l'exonération.*

Le « 1 + » est nécessaire pour éviter qu'une personne perde une année d'exonération à l'égard d'une résidence lorsqu'elle vend sa résidence principale et en acquiert une autre dans la même année. Puisqu'une seule résidence par année peut bénéficier de l'exemption, le « 1 + » permet de ne pas perdre l'exonération sur l'autre maison.

**C** = le nombre d'années d'imposition terminées après 1971 pendant lesquelles le particulier était propriétaire du bien.

**D** = si la date d'acquisition est antérieure au 23 février 1994 et que le particulier ou son époux ou conjoint de fait a fait le choix d'être imposé sur un gain en capital qui a été exonéré<sup>23</sup> :

- 4/3 du moindre de :
  - gain en capital imposable déclaré à la suite du choix après déduction de l'exonération de résidence principale;
  - gain en capital maximal qui aurait été déclaré et exonéré si le choix avait porté sur la juste valeur marchande de la résidence au 22 février 1994.

Si les conditions d'application de l'élément D ne sont pas remplies, la réduction D = 0.

## ILLUSTRATION DE LA MESURE

Voici un exemple illustrant la mesure<sup>24</sup>.

En 2000, un couple achète une maison pour 150 000 \$ à Sherbrooke. En 2007, le couple acquiert un chalet dans Charlevoix pour 200 000 \$ et y passe la majeure partie de ses vacances. En 2015, le couple vend sa maison de Sherbrooke pour 300 000 \$, alors que le chalet en vaut 250 000 \$. Les frais de vente de la maison sont de 5 000 \$. Puis, le couple achète une nouvelle propriété la même année.

Afin de déterminer le montant d'exemption pour gain en capital sur la maison de Sherbrooke, il faut déterminer si la maison est désignée comme résidence principale de 2000 à 2014. Puisque la maison a pris de la valeur pour environ 10 700 \$ par année de détention (150 000 \$ de plus-value / 14 années), tandis que le chalet a pris environ 7 000 \$ de valeur par année de détention (50 000 \$ de plus-value / 7 années), il est plus avantageux pour la cellule familiale de désigner la maison de Sherbrooke comme résidence principale de 2000 à 2014. La nouvelle propriété sera désignée comme résidence principale pour l'année 2015. Le couple a toujours résidé au Canada.

L'exemption pour gain en capital se calcule comme suit :

$$A - \left( \frac{A \times B}{C} \right) - D$$

Où

A correspond à 145 000 \$.

CALCUL D'A	
Produit de disposition	300 000 \$
(Prix de base rajusté)	(150 000 \$)
(Frais de vente)	(5 000 \$)
<b>Gain en capital</b>	<b>145 000 \$</b>



**B** correspond à 1 + 15 (les années d'imposition 2000 à 2014).

**C** correspond à 16 (les années d'imposition 2000 à 2015).

**D** correspond à 0 :

$$= 145\,000 \$ - \left( \frac{145\,000 \$ \times 16}{16} \right) - 0$$

$$= 145\,000 \$ - 145\,000 \$$$

$$= 0$$

La résidence est exemptée en totalité du gain en capital.

## HISTORIQUE DE LA MESURE

La non-imposition du gain en capital sur la résidence principale existe depuis l'année d'imposition 1972. Ce budget a annoncé l'imposition du gain en capital. Pour faire suite aux recommandations du Livre blanc de 1969 « Proposition de réforme fiscale »<sup>25</sup>, le gouvernement a toutefois annoncé que le gain en capital tiré de la disposition de la résidence principale resterait exempt d'impôt.

Pour éviter que les deux époux d'un ménage désignent un logement comme résidence principale, de sorte que le ménage se retrouve avec deux résidences principales, le 12 novembre 1981, le ministère des Finances annonce que la loi sera modifiée pour limiter l'exemption à une résidence principale par famille (la famille inclut alors les deux conjoints et tout enfant de moins de 18 ans)<sup>26</sup>.

Le 3 octobre 2016, des mesures ont été annoncées par le gouvernement afin d'accroître l'équité par rapport à l'exonération des gains en capital sur la vente d'une résidence principale<sup>27</sup>. D'abord, un particulier non résident du Canada qui acquiert une propriété ne pourra bénéficier de l'exonération du gain en capital sur cette résidence principale pour l'année d'acquisition<sup>28</sup>. Ensuite, le type de fiducies admissibles à l'exonération est restreint, entre autres aux fiducies au profit de l'époux ou du conjoint de fait, fiducies mixtes en faveur de l'époux ou du conjoint, et les fiducies en faveur de soi-même.

De plus, afin d'améliorer l'observation et l'administration du régime fiscal, l'Agence du revenu du Canada a également annoncé un changement administratif à l'exigence en matière de déclaration liée à la vente d'une résidence principale. Un particulier sera désormais tenu, pour les années d'imposition 2016 et suivantes, de déclarer des renseignements de base concernant la vente d'une résidence principale afin de pouvoir demander l'exemption pour résidence principale (adresse, date d'acquisition, produit de disposition, etc.).

La législation québécoise s'est harmonisée en totalité avec le régime de non-imposition du gain en capital sur la résidence principale du fédéral.

## Ressources complémentaires

Revenu Québec, *Désignation d'une résidence principale*, [En ligne], [http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/situation/achat\\_maison/designation-residence-principale.aspx](http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/situation/achat_maison/designation-residence-principale.aspx)

Agence du revenu du Canada, *Déclaration de la vente d'une résidence principale pour les particuliers (sauf les fiduciaires)*, [En ligne], <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/programmes/a-propos-agence-revenu-canada-arc/budgets-gouvernement-federal/budget-2016-assurer-croissance-classe-moyenne/declaration-vente-residence-principale-particuliers.html>

- <sup>1</sup> *Loi de l'impôt sur le revenu*, L.R.C. (1985), ch. 1 (5<sup>e</sup> suppl.), art. 40(2)b) et *Loi sur les impôts*, RLRQ, c. I-3, art. 271.
- <sup>2</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Dépenses fiscales*, 2016, p. B.93.
- <sup>3</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales 2017*, p. 43.
- <sup>4</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales 2017*, p. 43.
- <sup>5</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Dépenses fiscales*, 2016, p. vii
- <sup>6</sup> Par. 54 “résidence principale” e) LIR et 277 LI
- <sup>7</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales 2017*, p. 43.
- <sup>8</sup> Par. 40(6) LIR et 274.1 LI
- <sup>9</sup> Plutôt que d'utiliser l'exemption générale pour résidence principale, l'agriculteur peut choisir de réclamer un montant de 1 000 \$, plus 1 000 \$ pour chaque année additionnelle après 1971 au cours de laquelle il s'agissait de sa résidence principale et qu'il était un résident du Canada.
- <sup>10</sup> Par. 54 « résidence principale » c.1) LIR et art. 274.0.1 LI
- <sup>11</sup> 70(6) ou 73(1) LIR s'appliquaient.
- <sup>12</sup> Par. 40(4) LIR et 272 LI
- <sup>13</sup> Art. 54 LIR et 274 LI
- <sup>14</sup> Ou un droit de tenure à bail y afférent ou une part du capital social d'une société coopérative d'habitation acquise dans l'unique but d'acquérir le droit d'habiter un logement dont la coopérative est propriétaire, dont le particulier est propriétaire au cours de l'année conjointement avec une autre personne ou autrement.
- <sup>15</sup> AGENCE DU REVENU DU CANADA, Folio de l'impôt sur le Revenu S1-F3-C2, « Résidence principale », 22 mars 2017, no 2.7.
- <sup>16</sup> Formulaire T2091 au fédéral et Formulaire TP-274 au Québec.
- <sup>17</sup> Un jugement de la *Cour canadienne de l'impôt* (*Ennist c. MRN* 85 D.T.C. 669 (C.C.I.)) établit qu'un séjour de 24 heures dans un logement est insuffisant pour respecter le test<sup>17</sup>. AGENCE DU REVENU DU CANADA, Folio de l'impôt sur le Revenu S1-F3-C2, « Résidence principale », 22 mars 2017, no 2.11.
- <sup>18</sup> Par. 54 “résidence principale” c) LIR et 274 al. 2(b) LI
- <sup>19</sup> Al. 54 “résidence principale” (c)(ii) LIR et par. 274 al.2(b) LI
- <sup>20</sup> Al. 54 “résidence principale” (c)(ii)(D) LIR et al. 274 al. 2(b)(iv) LI
- <sup>21</sup> Al. 40(2)(b) LIR et art. 271 LI
- <sup>22</sup> Ces propositions législatives du gouvernement fédéral ne sont pas encore en vigueur. Elles permettent qu'un particulier non résident du Canada qui acquiert une propriété ne puisse bénéficier de l'exonération du gain en capital sur cette résidence principale pour l'année d'acquisition. Voir MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Avis de motion de voies et moyens en vue de modifier la Loi de l'impôt sur le revenu*, 30 septembre 2016, p. 1.
- <sup>23</sup> Par. 110.6(19) LIR et 726.9.2 LI : Ce choix permettait aux particuliers de cristalliser leur gain en capital accumulé au 22 février 1994 et de se prévaloir d'une exonération des gains en capital de 100 000 \$. Le choix devait être joint à la déclaration de revenus pour 1994.
- <sup>24</sup> Exemple inspiré de : AGENCE DU REVENU DU CANADA, Folio de l'impôt sur le Revenu S1-F3-C2, « Résidence principale », 22 mars 2017, no 2.29.
- <sup>25</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Budget speech*, June 18, 1971, p. 11.
- <sup>26</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Budget Papers*, November 12, 1981, p. 27.
- <sup>27</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Avis de motion de voies et moyens—Budget fédéral 2017* (22/03/2017), p. 45.
- <sup>28</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Avis de motion de voies et moyens en vue de modifier la Loi de l'impôt sur le revenu*, 30 septembre 2016, p. 1.



# Crédit d'impôt pour la mise aux normes d'installations d'assainissement des eaux usées résidentielles

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

Le crédit d'impôt pour la mise aux normes d'installations d'assainissement des eaux usées résidentielles est un crédit remboursable et temporaire du Québec qui vise à « appuyer financièrement les propriétaires qui doivent entreprendre des travaux de réfection de leurs installations septiques »<sup>1</sup> de manière à « encourager le remplacement des installations septiques désuètes, particulièrement en région »<sup>2</sup>.

Les estimations du gouvernement du Québec indiquent qu'environ 32 000 propriétaires profiteront de ce crédit d'impôt et que son coût sera d'environ 65,5 M\$ pour toute la durée où il sera en vigueur<sup>3</sup>.

## PARAMÈTRES ET CALCUL

Un particulier qui réside au Québec à la fin d'une année d'imposition antérieure à 2023 peut bénéficier du crédit d'impôt pour la mise aux normes d'installations d'assainissement des eaux usées résidentielles pour la réalisation de travaux reconnus à l'égard d'une habitation admissible.

La valeur maximale du crédit est de 5 500 \$. Pour déterminer la valeur du crédit, on applique un taux de 20 % au montant des travaux reconnus qui excède un plancher de 2 500 \$. Ainsi, un particulier devra effectuer des travaux reconnus de 30 000 \$<sup>4</sup> ou plus pour bénéficier de la valeur maximale du crédit.

Une habitation admissible au crédit d'impôt est une habitation située au Québec qui n'est pas raccordée à un réseau d'égout municipal et qui est soit le lieu principal de résidence du particulier ou un chalet habitable à l'année qui est normalement occupé par le particulier.

Les travaux reconnus sont ceux réalisés par un entrepreneur<sup>5</sup> qui consistent en la construction, la rénovation, la modification, la reconstruction, le déplacement ou l'agrandissement d'une installation d'évacuation, de réception ou de traitement des eaux usées, des eaux de cabinets d'aisances ou des eaux ménagères. Ils comprennent également les travaux nécessaires à la remise en état des lieux.

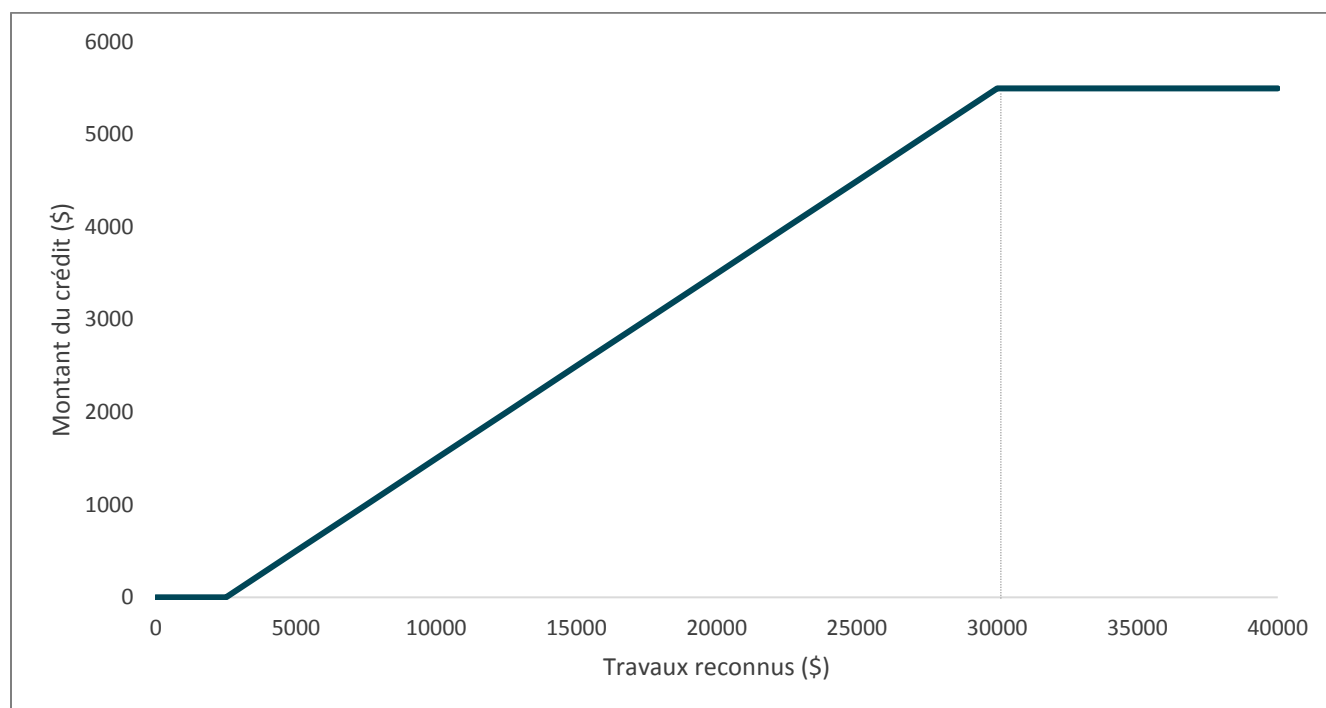
Le crédit peut être partagé entre des particuliers qui sont conjointement propriétaires d'une habitation admissible, mais le montant total réclamé pour l'habitation ne doit pas excéder le montant qui aurait été accordé si un seul d'entre eux avait eu droit au crédit.

Le montant du crédit est réduit, notamment si le particulier a reçu une aide gouvernementale qui excède le plancher de dépenses admissibles de 2 500 \$ ou des indemnités en provenance de ses assurances personnelles. Par exemple, un particulier qui reçoit une aide financière de 5 000 \$ de sa municipalité pour la réalisation des travaux verra son crédit réduit de 2 500 \$ (5 000 \$ - 2 500 \$). Le montant du crédit est également réduit de toute somme qui aurait été réclamée aux fins du crédit d'impôt pour la mise aux normes d'installations d'assainissement des eaux usées résidentielles au cours des années antérieures.

## ILLUSTRATION DE LA MESURE

Le graphique suivant illustre la valeur du crédit pour la mise aux normes d'installations d'assainissement des eaux usées résidentielles en fonction du montant des travaux reconnus.

**Valeur du crédit pour la mise aux normes d'installations d'assainissement des eaux usées résidentielles en fonction du montant des travaux reconnus**



Pour les premiers 2 500 \$ de travaux reconnus, la valeur du crédit est nulle puisque le crédit se calcule sur l'excédent de ce montant. À partir de 2 500 \$, la valeur du crédit correspond à 20 % du montant des travaux reconnus qui excède 2 500 \$. Ainsi, pour 5 000 \$ de travaux reconnus, la valeur le crédit d'impôt est de 500 \$. Ce montant grimpe à 1 500 \$ pour des travaux reconnus de 10 000 \$, à 3 500 \$ pour des travaux de 20 000 \$ et atteint sa valeur maximale de 5 500 \$ pour des travaux de 30 000 \$. Au-delà de ce montant, le montant du crédit demeure le même puisque le plafond est atteint.

## HISTORIQUE DE LA MESURE

Le crédit pour la mise aux normes d'installations d'assainissement des eaux usées résidentielles existe depuis l'année d'imposition 2017<sup>6</sup> pour des travaux réalisés en vertu d'une entente de services conclue après le 31 mars 2017. Le crédit a la particularité d'être temporaire puisque les travaux réalisés en vertu d'une entente conclue à compter du 1<sup>er</sup> avril 2022 ne seront plus admissibles. Le crédit d'impôt est donc en vigueur pour une durée de 5 ans.

### Ressource complémentaire

REVENU QUÉBEC, « Crédit d'impôt pour mise aux normes d'installations d'assainissement des eaux usées résidentielles », en ligne : <https://www.revenuquebec.ca/fr/citoyens/credits-dimpot/credit-dimpot-pour-mise-aux-normes-dinstallations-dassainissement-des-eaux-usees-residentielles>

<sup>1</sup> Finances Québec, « Renseignement additionnels sur les mesures fiscales », Budget 2017-2018, p. A.18.

<sup>2</sup> Finances Québec, « Plan budgétaire », Budget 2017-2018, p. B.242.

<sup>3</sup> Finances Québec, « Plan budgétaire », Budget 2017-2018, p. B.36.

<sup>4</sup>  $(30\,000 \$ - 2\,500 \$) * 20 \% = 5\,500 \$$

<sup>5</sup> Les travaux doivent être réalisés au terme d'une entente de services conclue entre le 31 mars 2017 et le 1<sup>er</sup> avril 2022.

<sup>6</sup> Finances Québec, Renseignement additionnels sur les mesures fiscales, Budget 2017-2018, pp A.18 à A.23.



# SECTION 10

## Dons de charité et contribution politique







# Crédit d'impôt pour dons<sup>1</sup>

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

Les crédits d'impôt pour dons sont des crédits non remboursables qui existent à la fois au fédéral et au Québec et qui visent à appuyer les organismes de bienfaisance qui répondent aux besoins de la population<sup>2</sup>. Ils s'appliquent sur les dons versés à des organismes de bienfaisance enregistrés, à des associations canadiennes enregistrées de sport amateur et à d'autres donateurs reconnus<sup>3</sup>.

Pour l'année d'imposition 2016, les crédits d'impôt pour dons ont entraîné une dépense fiscale estimée à 2,9 G\$ au fédéral. Pour l'année d'imposition 2014, un total d'environ 5,5 millions de particuliers<sup>4</sup> ont demandé ces crédits.

Pour l'année d'imposition 2016, les crédits d'impôt pour dons ont entraîné une dépense fiscale estimée à 241 M\$ au Québec<sup>5</sup>. Pour l'année d'imposition 2014, un total d'environ 1,3 million de particuliers<sup>6</sup> ont demandé ces crédits.

UTILISATION ET COÛT DE LA MESURE		
FÉDÉRAL	Utilisation	5,5 millions de particuliers (2014)
	Coût	2,9 G\$
QUÉBEC	Utilisation	1,3 million de particuliers (2014)
	Coût	241 M\$ (2016)

## PARAMÈTRES ET CALCUL

Un particulier peut bénéficier d'un crédit d'impôt pour don sur le montant admissible du don. S'il s'agit d'un don en espèce, c'est ce montant qui prévaut. Dans les autres cas, il s'agit soit l'excédent de la juste valeur marchande du don sur le montant de l'avantage reçu<sup>7</sup>. Par exemple, le prix payé pour un souper-bénéfice ne constitue pas entièrement le montant admissible au don puisque le donateur a reçu l'avantage d'un repas. Il faut évaluer la valeur du repas, sans toutefois comptabiliser les taxes et le pourboire, et la réduire du prix payé pour obtenir le montant admissible au don. L'Agence du revenu du Canada permet de ne pas considérer

l'avantage dans le calcul du montant admissible si l'avantage n'excède pas le moindre de 10 % du don ou 75 \$. En pratique, le montant admissible au don est inscrit sur le reçu officiel émis par le donataire. Tous les dons doivent d'ailleurs être accompagnés de ce reçu officiel qui contient les renseignements prescrits<sup>8</sup>. Afin de savoir si un organisme est un donataire reconnu aux fins du crédit pour don, l'ARC tient une liste à jour des donataires reconnus, disponible au public<sup>9</sup>.

Tant au fédéral qu'au Québec, il est possible de regrouper les dons pour les conjoints sans égard à qui a réellement fait le don.

## Fédéral

Aux fins du calcul du crédit fédéral, les dons se divisent en trois types : les dons de bienfaisance, les dons de biens culturels et les dons de biens écosensibles. Un bien culturel est un bien qui présente un intérêt exceptionnel en raison soit de son rapport étroit avec l'histoire du Canada ou la société canadienne, soit de son esthétique, soit de son utilité pour l'étude des arts ou des sciences et qui revêt une importance nationale<sup>10</sup>. Un bien écosensible est un fonds de terre ou une servitude sur un fonds de terre qui est sensible au niveau écologique selon le ministre et dont la préservation est nécessaire. Leur traitement diffère légèrement en ce que les dons de bienfaisance sont soumis à un plafond tandis que les dons de biens culturels et écosensibles ne le sont pas. Les dons de biens écosensibles peuvent en outre être reportés sur dix années, plutôt que sur les cinq années habituelles.

Le crédit d'impôt pour dons fédéral correspond à un crédit de 15 % de la valeur des dons sur la première tranche de 200 \$ de dons auquel s'ajoute un crédit de 33 % ou de 29 % sur la valeur des dons qui excèdent 200 \$.

Les dons de bienfaisance et les dons faits à l'État sont assujettis à un plafond maximal de 75 % du revenu net plus 25 % du montant des gains en capital imposables ou de la récupération d'amortissement inclus dans le revenu relativement au don d'un bien<sup>11</sup>. Les dons effectués dans l'année du décès et au cours de l'année qui précède le décès, les dons de biens culturels et les dons de biens écosensibles ne sont assujettis à aucun plafond<sup>12</sup>. Le crédit peut être reporté de façon prospective sur 5 ans (jusqu'à 10 ans dans le cas de biens écosensibles<sup>13</sup>).

### Bonification – Super crédit pour premier don de bienfaisance

Le budget de 2013 a instauré pour les premiers donateurs un supplément temporaire au crédit d'impôt pour don. Un premier donateur ne peut demander ce crédit additionnel qu'une seule fois entre les années d'imposition 2013 et 2017 inclusivement. Le crédit supplémentaire, appelé super crédit pour premier don de bienfaisance, ajoute 25 % au taux utilisé pour calculer le crédit sur les dons monétaires, jusqu'à concurrence de 1 000 \$<sup>14</sup>. Un particulier est considéré premier donateur si ni lui, ni son époux ou conjoint de fait n'a demandé de crédit pour don pour une année d'imposition postérieure à 2007<sup>15</sup>.

## QUÉBEC

Il existe trois crédits d'impôt pour dons au Québec, soit :

- le crédit d'impôt pour don de bienfaisance et autres dons;
- le crédit d'impôt additionnel pour don important en culturel

- le crédit d'impôt pour dons de mécénat culturel.

### Crédit d'impôt pour dons de bienfaisance

Les paramètres du crédit pour dons de bienfaisance du Québec diffèrent légèrement de ceux au fédéral. Le crédit d'impôt pour une année d'imposition donnée est égal au total des montants suivants :

- 20 % sur la première tranche de 200 \$ de dons effectués dans l'année
- 25,75 %<sup>16</sup> du moindre :
  - a) Total des dons effectués dans l'année qui excèdent la première tranche de 200 \$,
  - b) Revenu imposable de l'année qui excède le seuil du taux d'imposition supérieur des particuliers (103 151 \$);
- 24 % du total des dons effectués dans l'année supérieurs à 200 \$ qui ne sont pas admissibles au taux de 25,75 % mentionné ci-dessus.

Il n'y a pas de plafond ni de crédit supplémentaire pour premier don. Le crédit est reportable prospectivement sur cinq ans.

Le montant admissible au don peut être augmenté lors de certains dons spécifiques tel le don de denrées alimentaires, le don d'un bâtiment destiné à des fins culturelles, le don d'une œuvre d'art public, le don d'une œuvre d'art qui n'est pas un don d'une œuvre d'art public dont la valeur peut être augmentée et le don d'une œuvre d'art à une institution muséale québécoise<sup>17</sup>.

### Crédit d'impôt additionnel pour don important en culture

Un particulier résident du Québec peut bénéficier d'un crédit d'impôt non remboursable additionnel de 25 % s'il réalise avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018 un don important en culture. Ce crédit est applicable à un seul don. Un don important en culture est un don monétaire d'au moins 5 000 \$, effectué en un ou plusieurs versements à un organisme de bienfaisance, un organisme culturel ou une institution muséale. Le don maximal admissible au crédit est de 25 000 \$, donc le crédit maximal est de 6 250 \$. Ce crédit est reportable sur 4 ans et il n'est pas transférable au conjoint<sup>18</sup>.

### Crédit d'impôt pour le mécénat culturel des particuliers

Un particulier résident du Québec peut demander un crédit de 30 % sur un don en argent d'au moins 250 000 \$ à un organisme de bienfaisance œuvrant au Québec dans le domaine des arts ou de la culture, à un organisme culturel ou une institution muséale. Une promesse de don d'au moins 25 000 \$ sur 10 ans est admissible. Ce crédit n'est pas additionnel c'est-à-dire qu'il ne peut être demandé si le particulier bénéficie déjà d'un crédit pour dons de bienfaisance ou du crédit d'impôt additionnel pour don important en culture. Il est reportable sur les cinq années suivant celle du don<sup>19</sup>.

## ILLUSTRATION DE LA MESURE

Un particulier dont le revenu net pour l'année d'imposition 2017 est de 50 000 \$ a fait un don de bienfaisance de 500 \$ au cours de l'année. Ce don ne se qualifie pas de premier don aux fins du crédit fédéral.

En ce qui concerne le crédit pour don fédéral, il faut d'abord vérifier si le montant total de son don est admissible au crédit. C'est le cas parce qu'il représente 10 % du revenu net du particulier, ce qui est inférieur au plafond de 75 %. Ensuite, il faut calculer le crédit admissible pour l'année en additionnant les éléments suivants :

- $15 \% \times 200 \$ = 30 \$$
- $33 \% \times$  le moindre de :
  - a)  $500 - 200 = 300$
  - b)  $50\,000 - 200\,000 = 0$
- $29 \% \times ((500 \$ - 200 \$) - 0 \$) = 87 \$$   
Total = 117 \$

Puisque le revenu net du particulier est inférieur à 200 000 \$, le don ne bénéficie pas du taux de 33 %.

Ainsi, le particulier va bénéficier d'un crédit d'impôt pour don de 117 \$ au fédéral. En raison de l'abattement pour les résidents du Québec, la valeur du crédit s'établit à 97,70 \$.

En ce qui concerne le crédit pour don du Québec, il n'y a pas de plafond applicable donc on peut immédiatement passer au calcul du crédit en additionnant les éléments suivants :

- $20 \% \times 200 \$ = 40 \$$
- $25,75 \% \times$  du moindre :
  - a)  $500 - 200 = 300$
  - c)  $50\,000 - 103\,151 = 0$
- $24 \% \times ((500 \$ - 200 \$) - 0 \$) = 72 \$$   
Total = 112 \$

Ainsi, le particulier va bénéficier d'un crédit d'impôt pour don de 112 \$ au Québec.

Au total, le don de 500 \$ fait économiser au contribuable 209,70 \$.

## HISTORIQUE DE LA MESURE

Le crédit d'impôt pour don du fédéral existe depuis l'année d'imposition 1988. Auparavant, il existait sous forme de déduction et sa première forme est la déduction pour « les montants payés durant l'année au Fonds Patriotique, au Fonds de la Croix Rouge Canadienne, de même qu'à tout autre fonds patriotique ou fonds de

guerre approuvée par le ministre » instaurée en 1917. Le plafond général de revenu admissible à la déduction pour dons a évolué de manière importante pour passer de 10 % en 1970 à 75 % en 1997 avant de devenir le crédit d'impôt pour dons<sup>20</sup>. Le budget de 2014 a augmenté à 10 ans la période de report prospectif pour les dons de terres écosensibles. En 2016, le gouvernement a modifié le crédit d'impôt pour dons de bienfaisance afin de permettre aux particuliers ayant un revenu supérieur à 200 000 \$ de bénéficier d'un taux du crédit de 33 % sur la partie des dons dépassant 200 \$ afin de tenir compte du nouveau taux d'imposition de 33 % sur la tranche de revenus la plus élevée du barème d'imposition des particuliers. Le super crédit pour premier don de bienfaisance est un crédit temporaire qui s'applique à une seule année comprise dans les années d'imposition 2013 à 2017 inclusivement.

Le crédit d'impôt pour dons de bienfaisance du Québec est en vigueur depuis l'année d'imposition 1993 et il existait auparavant sous la forme d'une déduction dans le calcul du revenu imposable. Le crédit d'impôt pour un premier don important en culture et le crédit d'impôt pour le mécénat culturel existent depuis l'année d'imposition 2013.

## Ressource complémentaire

Gouvernement du Canada, « Les dons et l'impôt 2017 », [En ligne] : <https://www.canada.ca/content/dam/cra-arc/migration/cra-arc/F/pub/tg/p113/p113-17f.pdf>

Revenu Québec, « Crédit d'impôt pour dons », [En ligne] : <https://www.revenuquebec.ca/fr/citoyens/credits-dimpot/credits-dimpot-pour-dons>

<sup>1</sup> Loi de l'impôt sur le revenu, art. 118.1 et par. 118.1 (3.1) et (3.2) ainsi que par 248(30) à (41).

<sup>2</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales 2017*, p. 77.

<sup>3</sup> Par. 149.1(1) « donataire reconnu » LIR.

<sup>4</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales 2017*, p. 77.

<sup>5</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales 2017* et MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Dépenses fiscales*, 2016.

<sup>6</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, Statistiques fiscales des particuliers, année d'imposition 2014, p. 91.

<sup>7</sup> AGENCE DU REVENU DU CANADA, *Quel est le montant admissible de mon don ?*, en ligne : <<http://www.cra-arc.gc.ca/tx/ndvdl/tpcs/ncm-tx/rtrn/cmpltng/ddctns/lns300-350/349/lgl-fra.html>>.

<sup>8</sup> Par. 118.1(2) LIR.

<sup>9</sup> La liste des donataires reconnus est disponible à l'adresse suivante : <http://www.cra-arc.gc.ca/chrts-gvng/lstngs/menu-fra.html>.

<sup>10</sup> Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels, L.R.C. (1985), ch. C-51, par. 11(1) et 29(3).

<sup>11</sup> 118.1(1) « total des dons » a)(iii) LIR.

<sup>12</sup> PAPILLON Marc et Robert MORIN, *Impôt sur le revenu des particuliers et sociétés*, 33<sup>e</sup> édition, 2016-2017, p. 902.

<sup>13</sup> 118.1(1) « total des dons de biens écosensibles » c) LIR.

<sup>14</sup> AGENCE DU REVENU DU CANADA, *Le budget de 2013- Super crédit pour premier don de bienfaisance*, en ligne : <<http://www.cra-arc.gc.ca/gncy/bdgt/2013/qa01-fra.html>>.

<sup>15</sup> Par. 118.1(1) « premier donateur » LIR.

<sup>16</sup> Pour les années d'imposition antérieures à 2017, le taux du crédit pour l'excédent de 200 \$ est de 24 %.

<sup>17</sup> Pour plus de renseignements à ce sujet, voir le formulaire : REVENU QUÉBEC, 395 – *Crédits d'impôt pour dons*, en ligne : <<http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/declaration/produire/comment/aideligne/ligne395.aspx>>.

<sup>18</sup> *Id.*

<sup>19</sup> *Id.*

<sup>20</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales 2017*, p. 77.



# Crédit d'impôt pour contributions politiques<sup>1</sup>

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

Le crédit pour contributions politiques est un crédit d'impôt non remboursable qui existe à la fois au fédéral et au Québec et qui vise à « encourager une participation étendue des citoyens au processus électoral »<sup>2</sup>.

Pour l'année d'imposition 2016, le crédit pour contributions politiques a entraîné une dépense fiscale estimée à 35 M\$<sup>3</sup> au fédéral. Pour l'année d'imposition 2014, environ 189 000 particuliers<sup>4</sup> ont demandé ce crédit.

Pour l'année d'imposition 2016, le crédit pour contributions politiques a entraîné une dépense fiscale estimée à 3 M\$<sup>5</sup> au Québec. Pour l'année d'imposition 2014, environ 32 000 particuliers ont demandé ce crédit.

UTILISATION ET COÛT DE LA MESURE				
		Total	Femmes (2014)	Hommes (2014)
FÉDÉRAL	Utilisation	189 000 (2014)	38 %	62 %
	Coût	35 M\$ (2016)	34 %	66 %
QUÉBEC	Utilisation	32 000 (2014)	37 %	63 %
	Coût	3 M\$ (2016)	35 %	63 %

## PARAMÈTRES ET CALCUL

### Fédéral

Pour être admissible au crédit d'impôt pour contributions politiques fédéral, un particulier ou son conjoint doit avoir versé au cours de l'année d'imposition une contribution à un parti fédéral enregistré ou à un candidat officiel à la députation de la Chambre des communes.

La valeur maximale du crédit pour contribution politique fédéral pour l'année d'imposition 2017 est de 650 \$. Pour un particulier québécois, en tenant compte de l'abattement pour les résidents du Québec, la

valeur maximale est de 543 \$<sup>6</sup>. Un particulier bénéficie de la valeur maximale du crédit lorsque ses contributions politiques pour l'année atteignent 1 275 \$.

MONTANT DE CONTRIBUTIONS POLITIQUES	TAUX	VALEUR MAXIMALE DU CRÉDIT
0 \$ - 400 \$	75 %	300 \$
400 \$ - 750 \$	50 %	175 \$
750 \$ - 1 275 \$	33⅓ %	175 \$
<b>Total</b>	-	<b>650 \$</b>

Un taux de 75 % s'applique aux premiers 400 \$ de contributions politiques. Puis, un taux de 50 % s'applique aux 350 \$ suivants de contributions. Finalement, un taux de 33⅓ % s'applique aux 525 \$ suivants de contributions. En additionnant les trois montants, il est possible d'obtenir un crédit d'une valeur maximale de 650 \$<sup>7</sup>. Le crédit peut être réclamé par le particulier ou son conjoint.

## Québec

Pour être admissible au crédit d'impôt pour contribution politique du Québec, un particulier doit avoir versé au cours de l'année d'imposition une contribution à un représentant officiel d'un parti politique municipal ou d'un candidat indépendant autorisé en vertu de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*<sup>8</sup>.

La valeur maximale du crédit pour contributions politiques du Québec pour l'année d'imposition 2017 est de 155 \$. Un particulier bénéficie de la valeur maximale du crédit lorsque ses contributions politiques pour l'année atteignent 200 \$.

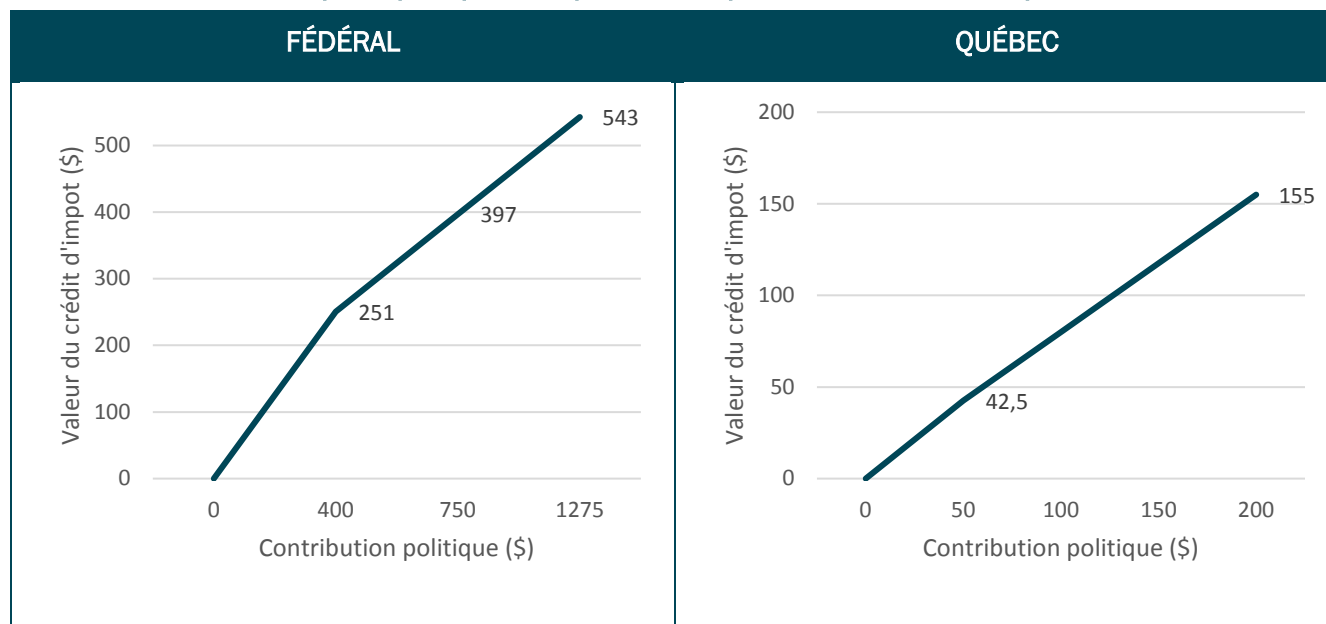
MONTANT DE CONTRIBUTIONS POLITIQUES	TAUX	VALEUR MAXIMALE DU CRÉDIT
0 \$ - 50 \$	85 %	42,50 \$
50 \$ - 200 \$	75 %	112,50 \$
<b>Total</b>	-	<b>155 \$</b>

Un taux de 85 % s'applique aux premiers 50 \$ de contributions politiques. Puis, un taux de 75 % s'applique aux 150 \$ suivants de contributions. En additionnant les deux montants, il est possible d'obtenir un crédit d'une valeur maximale de 155 \$<sup>9</sup>.

## ILLUSTRATION DE LA MESURE

Le graphique de la page suivante présente le montant du crédit pour contributions politiques dont un ménage peut bénéficier en fonction des paramètres pour l'année d'imposition 2017.

## Valeur maximale du crédit pour contributions politiques en fonction des contributions politiques pour un particulier québécois, année d'imposition 2017



Au fédéral, pour un particulier ayant des contributions politiques admissibles totalisant 400 \$, la valeur du crédit serait de 251 \$ en tenant compte de l'abattement pour les résidents du Québec. Avec des contributions politiques de 750 \$, la valeur du crédit serait de 397 \$ et avec des contributions politiques totalisant 1 275 \$, la valeur du crédit maximal serait de 543 \$.

Au Québec, un particulier ayant des contributions politiques admissibles totalisant 50 \$ aurait droit à un crédit de 42,50 \$. Pour 100 \$ de contribution, son crédit atteindrait 80 \$ et, avec des contributions politiques totalisant 200 \$, il bénéficierait du crédit maximal de 155 \$.

## HISTORIQUE DE LA MESURE

Le crédit pour contributions politiques fédéral existe depuis l'année d'imposition 1974. Il a été instauré dans le cadre de la *Loi sur les dépenses d'élections*<sup>10</sup>. À compter de l'année d'imposition 2004, le montant auquel le crédit de 75 % s'applique a été haussé à 400 \$ pour une valeur maximale de 300 \$. À partir de l'année d'imposition 2007, il est devenu interdit aux sociétés de verser des contributions politiques.

Le crédit pour contributions politiques du Québec existe depuis 1977. Depuis l'année d'imposition 2013, un changement majeur est survenu dans le cadre d'une réforme du financement des partis politiques et seules les contributions politiques municipales continuent d'être reconnues aux fins du crédit.



## Ressources complémentaires

Agence du revenu du Canada, *Contributions politiques fédérales – total des contributions – crédit d’impôt*, [En ligne], <http://www.cra-arc.gc.ca/tx/ndvds/tpcs/ncm-tx/rtrn/cmpltng/ddctns/lns409-485/409-410-fra.html>

Revenu Québec, *Crédit d’impôt pour contribution à des partis politiques autorisés au Québec* [En ligne], [http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/credits/parti\\_politique/default.aspx](http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/credits/parti_politique/default.aspx)

<sup>1</sup> Paragraphe 127(3), *Loi de l’impôt sur le revenu*, L.R.C. (1985), ch. 1 (5<sup>e</sup> suppl.) et Article 776 (1<sup>er</sup> al.), *Loi sur les impôts*, RLRQ, c. I-3.

<sup>2</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales*, 2017, p.76.

<sup>3</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales*, 2017, p.44.

<sup>4</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales*, 2017, p.76.

<sup>5</sup> FINANCE QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2016*, mars 2017, p. A.34.

<sup>6</sup> 650 \$ - (Abattement du Québec remboursable de 16,5 %) = 543 \$.

<sup>7</sup> 300 \$ + 175 \$ + 175 \$

<sup>8</sup> Le crédit s’applique également à une contribution versée au représentant financier d’un candidat à une campagne à la direction d’un parti politique municipal autorisé en vertu de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*.

<sup>9</sup> 42,50 \$ + 112,50 \$ = 155 \$

<sup>10</sup> Dépenses fiscales fédérales, p.76.



# SECTION 11

## Financier





# Exonération cumulative du gain en capital<sup>1</sup>

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

L'exonération cumulative du gain en capital au fédéral, aussi connue sous le nom de déduction du gain en capital (DGC), est une exonération s'appliquant dans le calcul du revenu imposable. Cette mesure existe tant au fédéral qu'au Québec et se veut une incitation à l'investissement et à la prise de risques par les petites entreprises ainsi qu'au développement des entreprises agricoles et de pêches. De plus, cette mesure a été adoptée dans le but d'aider les propriétaires de petites entreprises et d'entreprises agricoles ou de pêche à épargner pour leur retraite.

Pour l'année d'imposition 2016, la DGC a entraîné une dépense fiscale estimée à 1,3 G\$<sup>2</sup> au gouvernement fédéral pour l'ensemble du Canada. Pour l'année d'imposition 2014, un total de 68 190 particuliers<sup>3</sup> en ont bénéficié. Les hommes (60 %) ont été plus nombreux que les femmes (40 %) à en faire la demande.

Pour l'année d'imposition 2016, la DGC a entraîné une dépense fiscale estimée à 217 M\$<sup>4</sup> au gouvernement du Québec. Pour l'année d'imposition 2014, un total de 14 893 particuliers<sup>5</sup> en ont bénéficié. Les hommes (67 %) ont été plus nombreux que les femmes (33 %) à en faire la demande.

UTILISATION ET COÛT DE LA MESURE				
		Total	Femmes (2014)	Hommes (2014)
FÉDÉRAL	Utilisation	68 190 (2014)	40 %	60 %
	Coût	1,3 G\$ (2016)	37 %	63 %
QUÉBEC	Utilisation	14 893 (2014)	33 %	67 %
	Coût	217 M\$ (2016)	29 %	71 %

## PARAMÈTRES ET CALCUL

L'exonération cumulative du gain en capital s'applique aux gains en capital réalisés par un particulier qui réside au Canada lors de la disposition d'actions admissibles de petites entreprises (AAPE) ou lors de la

disposition de biens agricoles ou de pêche admissibles (BAPA). Le plafond de l'exonération cumulative des gains en capital est de 835 716 \$<sup>6</sup> en 2017 pour la disposition d'AAPE et de 1 million \$ pour les BAPA<sup>7</sup>.

Il est à noter que, si un particulier décide de bénéficier de l'exonération fédérale sur les gains en capital réalisés, ce choix le liera à l'égard de l'exonération québécoise applicable qu'il souhaite demander<sup>8</sup>.

Pour déterminer si le particulier a droit à la DGC, il faut d'abord vérifier si les actions dont il dispose sont des AAPE. Il doit donc s'agir d'actions qui ont été détenues pendant une période d'au moins 24 mois par le particulier ou une personne avec qui il a un lien de dépendance. De plus, au moment de la vente, les actions doivent être des actions d'une société exploitant une petite entreprise (SEPE) dont plus de 90 % de la juste valeur marchande (JVM) de ses actifs sont des actifs admissibles, c'est-à-dire des actifs qui sont principalement utilisés dans une entreprise exploitée activement. Finalement, pendant la période de 24 mois précédant la disposition, plus de 50 % de la JVM des actifs de la société doivent être des actifs utilisés principalement dans une entreprise exploitée activement.

Dans les cas où la société ne satisferait pas au critère de 90 % d'actifs admissibles au moment de la disposition ou au critère de 50 % d'actifs admissibles pendant les 24 mois, il est possible de faire appel à des techniques de purification pour que les actions de la société puissent se qualifier éventuellement à la DGC. Plusieurs types de transactions peuvent alors être effectuées, à savoir le remboursement de dettes par la société, l'acquisition d'actifs admissibles, le paiement de dividendes aux actionnaires, etc.

Lorsque nous arrivons à la conclusion que les actions disposées sont effectivement des AAPE, le particulier peut alors utiliser sa DGC<sup>9</sup> pour venir éponger le gain réalisé jusqu'à concurrence du plafond inutilisé. Ainsi, si un particulier a déjà utilisé une partie du plafond dans le passé pour réduire un gain en capital réalisé lors de la disposition d'AAPE, le montant annuel indexé (835 716 \$ en 2017) devra être diminué des montants déjà réclamés dans une année antérieure.

Quant aux BAPA, la déduction pour gain en capital peut s'appliquer également à la disposition de tels biens. Ces biens visent, en général, les immeubles ou les navires de pêche utilisés dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise agricole ou de pêche au Canada, les actions du capital-actions d'une société agricole ou de pêche familiale ainsi que les participations dans une société de personnes agricoles ou de pêche familiale<sup>10</sup>. Plusieurs autres critères s'appliquent afin de déterminer si ces biens sont admissibles à la déduction pour gain en capital, dont notamment un critère de détention de 24 mois semblable à celui applicable aux AAPE.

Il est important de noter qu'un particulier qui demande une déduction pour gain en capital élevé pourrait devenir assujéti à l'impôt minimum de remplacement (IMR).

## ILLUSTRATION DE LA MESURE

Le tableau suivant illustre l'impôt économisé par un particulier utilisant sa DGC.

	SI LE PARTICULIER RÉCLAME LA DGC	SI LE PARTICULIER NE RÉCLAME PAS LA DGC
Gain en capital réalisé	800 000 \$	800 000 \$
Gain en capital imposable (50 %)	400 000 \$	400 000 \$
Déduction pour gain en capital	400 000 \$	0 \$
Revenu imposable	0 \$	400 000 \$
Impôt <sup>11</sup>	0 \$ <sup>12</sup>	185 494 \$

## HISTORIQUE DE LA MESURE

L'exonération cumulative du gain en capital du fédéral est entrée en vigueur en 1985 pour les biens agricoles admissibles et elle a été instaurée progressivement entre 1985 et 1990 pour les AAPE. Les montants d'exemption du gain en capital étaient alors, dans les deux cas, de 500 000 \$. À partir de l'année d'imposition 1988, une exonération maximale de 100 000 \$ a été établie pour les gains en capital autres que ceux réalisés sur des biens agricoles et les AAPE. En 1992, le budget a exclu les immeubles de l'exemption de 100 000 \$ sur les autres gains en capital, à l'exception de ceux utilisés dans l'exploitation active d'une entreprise. Deux années plus tard, le budget de 1994 a éliminé cette exemption de 100 000 \$. À compter du 2 mai 2006, l'exemption de 500 000 \$ a été étendue afin d'inclure les biens de pêche admissibles. Moins d'une année plus tard, soit à compter du 19 mars 2007, le plafond de 500 000 \$ a été augmenté à 750 000 \$ pour être à nouveau augmenté à 800 000 \$ pour l'année 2014. Le budget de 2013 prévoyait également l'indexation du plafond de l'exemption à l'inflation à compter de l'année d'imposition 2015. Finalement, le budget de 2015 a augmenté à 1 million de dollars le plafond de l'exemption pour les biens agricoles ou de pêche admissibles à compter du 21 avril 2015. Ce plafond est applicable jusqu'à ce que l'exemption des AAPE, qui est indexée annuellement, dépasse 1 million de dollars. Lorsque l'exemption des AAPE aura dépassé ce montant, ce plafond sera alors applicable autant pour les AAPE que les BAPA<sup>13</sup>.

Le Québec s'est harmonisé à la législation fiscale fédérale en ce qui concerne l'exonération cumulative du gain en capital. Toutefois, le Québec a devancé le fédéral en ce qui concerne l'augmentation à 1 million de dollars du montant de la DGC pour les entreprises agricoles qui a été annoncée le 2 décembre 2014 et s'est appliquée à partir de l'année d'imposition 2015.

## Ressources complémentaires

AGENCE DU REVENU DU CANADA, « Actions admissibles de petite entreprise », en ligne : <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/impot/particuliers/sujets/tout-votre-declaration-revenus/declaration-revenus/remplir-declaration-revenus/revenu-personnel/ligne-127-gains-capital/remplir-annexe-3/actions-admissibles-petite-entreprise.html>

REVENU CANADA, Formulaire T657 « Calcul de la déduction pour gain en capital ».

REVENU QUÉBEC, Formulaire TP-726.7, « Déduction pour gains en capital sur biens admissibles ».

REVENU QUÉBEC, Guide IN-120, « Gains et pertes en capital », 2015, p. 48 et ss.

<sup>1</sup> *Loi de l'impôt sur le revenu*, L.R.C. (1985), ch.1 (5<sup>e</sup> suppl.), art.110.6 et *Loi sur les impôts*, RLRQ, c. I-3, art. 726.7 et ss.

<sup>2</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales*, précité, note 4, p.40.

<sup>3</sup> AGENCE DU REVENU DU CANADA, *Statistiques finales de la T1, édition de 2016 (année d'imposition 2014)*, tableau final 4. pour l'ensemble du Canada. ET [http://www.revenuquebec.ca/documents/fr/publications/in/in-120\(2015-12\).pdf](http://www.revenuquebec.ca/documents/fr/publications/in/in-120(2015-12).pdf), p.51.

<sup>4</sup> FINANCES QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2016*, précité, note 5, p.A.37 et A.39.

<sup>5</sup> FINANCES QUÉBEC, *Statistiques fiscales des particuliers – année d'imposition 2014, décembre 2017*, p.91.

<sup>6</sup> Ce montant est indexé annuellement à l'inflation.

<sup>7</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales*, 2017, p.156.

<sup>8</sup> *Id.*, p.B.81 et B.97.

<sup>9</sup> La déduction pour gains en capital est demandée sur le formulaire T657.

<sup>10</sup> *Loi de l'impôt sur le revenu*, précité, note 1, par. 110.6 (1).

<sup>11</sup> Pour le fédéral et le Québec, incluant les montants personnels de base et l'abattement pour les résidents du Québec.

<sup>12</sup> Un impôt minimum de remplacement de 60 000 \$ sera à payer :  $60 \% \times 400\,000 \$ = 240\,000 \$$  / IMR = 30 % (240 000 \$ - 40 000 \$) = 60 000 \$.

<sup>13</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales*, 2017, p. 156.





# Crédit d'impôt pour dividendes<sup>1</sup>

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

Le crédit d'impôt pour dividendes est un crédit non remboursable qui existe à la fois au fédéral et au Québec et qui fait partie d'un mécanisme d'intégration visant à ce que les revenus gagnés par le biais d'une société et qui sont distribués après impôt à un particulier sous forme de dividende soient assujettis au même montant d'impôt que si le revenu avait été gagné directement par le particulier<sup>2</sup>.

Pour l'année d'imposition 2016, le crédit d'impôt pour dividendes a entraîné une dépense fiscale estimée à 3,7 G\$<sup>3</sup> au fédéral. Pour l'année d'imposition 2014, environ 4,2 millions de particuliers<sup>4</sup> ont utilisé cette déduction. Les hommes (52 %) ont été légèrement plus nombreux que les femmes (48 %) à en faire la demande.

Pour l'année d'imposition 2016, le crédit d'impôt pour dividendes a entraîné une dépense fiscale estimée à 504 M\$<sup>5</sup> au Québec. Pour l'année d'imposition 2014, environ 825 000 particuliers<sup>6</sup> ont utilisé cette déduction. Les hommes (54 %) ont été plus nombreux que les femmes (46 %) à en faire la demande.

Toutefois, il est important de noter que tant au fédéral qu'au Québec, la majoration des dividendes et le crédit d'impôt pour dividendes sont considérés comme faisant partie de la structure même du régime d'imposition.

UTILISATION ET COÛT DE LA MESURE				
		Total	Femmes (2014)	Hommes (2014)
FÉDÉRAL	Utilisation	4 200 000 (2014)	48 %	52 %
	Coût	3,7 G\$ (2016)	38 %	62 %
QUÉBEC	Utilisation	824 009 (2014)	46 %	54 %
	Coût	504 M\$ (2016)	33 %	67 %

## PARAMÈTRES ET CALCUL

Les revenus générés par une société sont d'abord imposés entre les mains de la société, puis, lorsqu'ils sont versés au particulier sous forme de dividendes, ils sont imposés entre les mains du particulier. Un mécanisme de majoration du dividende<sup>7</sup> et de crédit d'impôt pour dividendes est en place pour, d'une part, éviter la double imposition des revenus générés par la société et, d'autre part, permettre l'intégration des régimes d'imposition du revenu des sociétés et des particuliers.

Le mécanisme d'intégration consiste à majorer le dividende imposable reçu par le particulier pour qu'il soit inclus à son revenu comme s'il s'agissait du revenu généré par la société avant impôt. Le crédit d'impôt pour dividendes réclamé ensuite représente l'impôt payé par la société, qui vient réduire l'impôt payable par le particulier sur le revenu majoré<sup>8</sup>.

Le traitement des dividendes reçus varie selon que le dividende provient d'une société canadienne ou d'une société étrangère<sup>9</sup>. Si le dividende provient d'une société canadienne, le dividende est majoré avant d'être inclus au revenu puis le particulier peut réclamer le crédit d'impôt pour dividendes, tel que décrit précédemment. S'il provient d'une société qui ne réside pas au Canada, le dividende est inclus au revenu sans être majoré. Si de l'impôt a été payé à l'étranger sur le dividende, un crédit d'impôt étranger pourra être réclamé<sup>10</sup>. Si l'impôt étranger dépasse 15 %, un montant pourra être déduit dans le calcul du revenu<sup>11</sup>.

Le crédit d'impôt pour dividendes n'est pas remboursable ni transférable<sup>12</sup>. Toutefois, au fédéral, un particulier peut choisir de transférer son dividende imposable reçu à son conjoint<sup>13</sup>. Un tel choix n'existe plus au Québec<sup>14</sup>.

Les facteurs de majoration et de crédit varient selon la nature du dividende, qu'il soit déterminé ou non déterminé (aussi appelé « dividende autre que déterminé » ou « dividende ordinaire »). Le dividende non déterminé provient généralement d'une entreprise qui se qualifie de société privée sous contrôle canadien (SPCC), qui bénéficie d'un taux d'impôt inférieur à l'impôt général des sociétés pour sa première tranche de 500 000 \$ de revenus actifs. Le dividende déterminé provient généralement d'une société imposée au taux général d'imposition des sociétés. Les taux de majoration du dividende et du crédit d'impôt pour dividendes reflètent l'impôt payé par la société émettrice, d'où la différence de taux entre un dividende déterminé et non déterminé.

Au fédéral, le dividende déterminé est majoré de 38 %<sup>15</sup> avant d'être inclus au revenu et un crédit d'impôt de 15,02 %<sup>16</sup> du montant majoré peut être réclamé par le particulier. Au Québec, la majoration est également de 38 %<sup>17</sup> et le crédit d'impôt est de 11,9 %<sup>18</sup>.

Le dividende non déterminé, dans son cas, est majoré de 17 %<sup>19</sup> et le crédit d'impôt pour dividendes est de 10,52 %<sup>20</sup> au fédéral et de 7,05 % au Québec<sup>21</sup>.

## Dividende non déterminé

MAJORATION		CRÉDIT D'IMPÔT AU FÉDÉRAL		CRÉDIT D'IMPÔT AU QUÉBEC	
		Sur la majoration	Sur le montant total majoré	Sur la majoration	Sur le montant total majoré
2017	17 %	21/29	10,52 %	8,2485/17	7,05 %

## Dividende déterminé

MAJORATION		CRÉDIT D'IMPÔT AU FÉDÉRAL		CRÉDIT D'IMPÔT AU QUÉBEC	
		Sur la majoration	Sur le montant total majoré	Sur la majoration	Sur le montant total majoré
Depuis 2012	38 %	6/11	15,0197 %	16,422/38	11,9 %

## ILLUSTRATION DE LA MESURE

Prenons l'exemple d'un particulier qui encaisse un dividende non déterminé de 1 000 \$, un dividende déterminé de 500 \$ et un dividende étranger de 300 \$. L'impôt étranger retenu à la source sur le dividende étranger est de 25 \$. Les conséquences fiscales fédérales et du Québec sont celles présentées ci-dessous<sup>22</sup>.

### Fédéral

	MONTANT REÇU	MAJORATION	INCLUSION AU REVENU	CRÉDIT D'IMPÔT POUR DIVIDENDES AU FÉDÉRAL
Dividende non déterminé	1 000 \$	17 %	1 170 \$	1 170 \$ x 10,52 % = <b>123 \$</b>
Dividende déterminé	500 \$	38 %	690 \$	690 \$ x 15,0197 % = <b>104 \$</b>
Dividende étranger	300 \$	Pas de majoration	325 \$	Crédit pour impôt étranger

### Québec

	MONTANT REÇU	MAJORATION	INCLUSION AU REVENU	CRÉDIT D'IMPÔT POUR DIVIDENDES AU QUÉBEC
Dividende non déterminé	1 000 \$	17 %	1 170 \$	1 170 \$ x 7,05 % = <b>82,50 \$</b>
Dividende déterminé	500 \$	38 %	690 \$	690 \$ x 11,9 % = <b>82 \$</b>
Dividende étranger	300 \$	Pas de majoration	325 \$	Crédit pour impôt étranger

# HISTORIQUE DE LA MESURE

## Fédéral

Le crédit d'impôt pour dividendes fédéral existe depuis l'année d'imposition 1949 et a été mis en place par le gouvernement canadien pour atténuer la double imposition des bénéfices des sociétés versés sous forme de dividendes. Il s'agit alors d'un crédit d'impôt sur le revenu des particuliers de 10 % des dividendes reçus de sociétés canadiennes<sup>23</sup>.

Le budget de 1953-1954 augmente ce crédit à 20 % afin d'« encourager les Canadiens, lorsqu'ils peuvent le faire en toute sécurité, de participer plus activement aux mises de fonds qui permettent d'exploiter la richesse industrielle du pays »<sup>24</sup>.

En 1971, une réforme fiscale hausse le crédit d'impôt à 33⅓ % et l'intègre au revenu avant le calcul de l'impôt à compter de l'année d'imposition 1972<sup>25</sup>.

En 1977 et 1986, le crédit d'impôt pour dividendes est sensiblement accru par une hausse de la majoration et du crédit<sup>26</sup>.

À partir de 2005, le régime fédéral distingue deux catégories de dividendes : le dividende admissible provenant d'une société imposée à taux général, et le dividende ordinaire versé à même les revenus d'une société imposée à taux réduit. À la suite de ces changements, le dividende admissible est majoré de 45 % et accorde un crédit d'impôt égal à 19 % du montant du dividende majoré. À l'égard d'un dividende ordinaire, le régime fiscal fédéral demeure à une majoration de 25 % et un crédit d'impôt égal à 13,33 % du montant du dividende majoré<sup>27</sup>.

Le budget 2006-2007 établit, pour les dividendes payés après 2005, un nouveau facteur de majoration et une bonification du taux du crédit d'impôt pour dividendes pour les dividendes déterminés afin de complètement éliminer la double imposition des dividendes versés par les grandes sociétés au fédéral<sup>28</sup>.

Le budget de 2008-2009 propose des ajustements aux taux de majoration et de crédit d'impôt pour dividendes pour tenir compte de la diminution du taux général d'imposition des sociétés au fédéral, réduit à 15 %. Plus précisément, le budget propose de réduire la majoration des dividendes de 45 % à 44 % pour l'année d'imposition 2010, à 41 % pour l'année d'imposition 2011, et à 38 % pour 2012<sup>29</sup>. Le crédit d'impôt pour dividendes, quant à lui, se conforme au taux général d'imposition du revenu des sociétés de 18 % en 2010, de 16,5 % en 2011, et de 15 % en 2012<sup>30</sup>.

Le budget de 2013 rajuste le taux de majoration, pour les dividendes déterminés versés après 2013, le faisant passer de 25 % à 18 %, ainsi que le crédit d'impôt pour dividendes correspondant, l'amenant à 11 % du dividende non déterminé majoré<sup>31</sup>.

Pour tenir compte de la baisse du taux d'imposition des petites entreprises, le budget 2015-2016 propose de rajuster les taux de majoration et de crédit d'impôt pour dividendes applicables aux dividendes non déterminés. Dès l'année d'imposition 2016, le taux de majoration du dividende non déterminé passe de 18 % à 17 %. Il tombe à 16 % dès 2018 et à 15 % à compter de 2019<sup>32</sup>. Le crédit d'impôt pour dividendes reste à 10,5 % du montant majoré en 2016, tombe à 10 % en 2017, 9,5 % en 2018 et 9 % en 2019.

Le budget de 2016 annonce que le facteur de majoration et le taux du crédit d'impôt pour dividendes applicables aux dividendes non déterminés demeureront fixés à 17 % et à 10,5 % respectivement après 2016<sup>33</sup>.

## Québec

Dans le but d'harmoniser le traitement fiscal des dividendes reçus au Québec avec le régime fédéral, le budget 1986-1987 fait passer les taux de majoration et de crédit à l'égard des dividendes, à compter de l'année d'imposition 1987, de 50 % à 33⅓ % du dividende reçu et de 16⅔ % à 11,08 % du dividende majoré<sup>34</sup>. Puisque le régime fiscal québécois ne prévoyait qu'un seul taux d'imposition du revenu actif des sociétés, il n'y avait qu'un seul taux de majoration et de crédit en place pour les dividendes reçus.

En 1998, pour tenir compte de l'abolition de la déduction pour petite entreprise, le taux du crédit d'impôt pour dividendes est augmenté de 8,87 % à 10,83 % du dividende majoré à compter de l'année d'imposition 2000<sup>35</sup>.

Pour faire suite aux changements annoncés en 2005 concernant l'imposition des sociétés, soit l'introduction d'un taux réduit et d'un taux général, le crédit d'impôt pour dividendes est modifié lors du budget 2006-2007 pour présenter une structure similaire au régime fédéral. Les notions de « dividende admissible » et de « dividende ordinaire » sont introduites dans la loi québécoise. De plus, la législation québécoise est modifiée afin que le taux de majoration du revenu de dividendes admissibles soit haussé, passant de 25 % à 45 %. Le taux de majoration d'un dividende ordinaire reste inchangé à 25 %. Le crédit d'impôt pour dividendes passe de 10,83 % à 11,9 % du montant de dividende admissible majoré. À l'égard d'un revenu de dividende ordinaire majoré, le crédit d'impôt pour dividendes est de 8 %<sup>36</sup>.

En 2009, un nouveau taux de majoration applicable aux dividendes déterminés est instauré pour tenir compte des réductions au taux fédéral général d'impôt sur le revenu des sociétés, qui sera applicable dès 2010. Il est donc prévu que le taux de majoration reste à 45 % pour l'année d'imposition 2009, mais qu'il augmente à 44 % pour l'année d'imposition 2010, 41 % pour 2011 et 38 % pour les années d'imposition subséquentes<sup>37</sup>. Le crédit d'impôt pour dividendes est modifié conséquemment : le crédit d'impôt reste à 17,255/45 de la majoration du dividende pour l'année d'imposition 2009, mais est ajusté à 17,136/44 pour l'année d'imposition 2010, à 16,779/41 pour l'année d'imposition 2011, et à 16,422/38 pour les années d'imposition subséquentes.

En 2015, pour correspondre au nouveau taux de majoration des dividendes non déterminés du régime fédéral, le taux du crédit d'impôt pour dividendes passe de 8 % à 7,05 % du montant du dividende non déterminé majoré<sup>38</sup>.

Dans le budget 2017-2018, le taux de majoration pour les dividendes non déterminés est modifié pour correspondre au nouveau taux de majoration des dividendes non déterminés du régime fédéral, applicable pour les années postérieures à 2015. La loi est modifiée pour que le crédit corresponde à 8,2485/17 du montant de la majoration du dividende, ce qui fait qu'il demeure tout de même à 7,05 % du montant du dividende majoré<sup>39</sup>.

## Ressources complémentaires

Revenu Québec, 415 – Crédit d'impôt pour dividendes, [En ligne],

<http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/declaration/produire/comment/aideligne/ligne415.aspx>

Agence du revenu du Canada, Ligne 425 – Crédit d'impôt fédéral pour dividendes, [En ligne],

<https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/impot/particuliers/sujets/tout-votre-declaration-revenus/declaration-revenus/remplir-declaration-revenus/deductions-credits-depenses/ligne-425-credit-impot-federal-dividendes.html>

- <sup>1</sup> *Loi de l'impôt sur le revenu*, L.R.C. (1985), ch. 1 (5<sup>e</sup> suppl.), art. 121 et *Loi sur les impôts*, RLRQ, c. I-3, art. 767.
- <sup>2</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales 2017*, p. 197.
- <sup>3</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales 2017*, p. 47.
- <sup>4</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Dépenses fiscales*, 2016, p. A.41.
- <sup>5</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Dépenses fiscales*, 2016, p. A.41.
- <sup>6</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Statistiques fiscales des particuliers, année d'imposition 2016*, p. 92.
- <sup>7</sup> En vertu des sous-alinéas 82(1)(b)(i) ou 82(1)(b)(ii) LIR
- <sup>8</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Notes explicatives relatives à la Loi sur les impôts*, 2017, art. 767.
- <sup>9</sup> PAPILLON Marc et Robert MORIN, *Impôt sur le revenu des particuliers et sociétés 2016-2017*, 33<sup>e</sup> édition, p. 924.
- <sup>10</sup> Art. 126(1)(b) LIR et art. 772.6 LI
- <sup>11</sup> Art. 20(11) LIR et art. 146 LI
- <sup>12</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Notes explicatives relatives à la Loi de l'impôt sur le revenu*, 2017, art. 121.
- <sup>13</sup> Art. 82(3) LIR
- <sup>14</sup> L'article 499 de la *Loi sur les impôts* sur le choix relatif aux dividendes reçus par un conjoint a été abrogé compte tenu de l'instauration, à compter de 2003, des règles qui permettent à un particulier de bénéficier de la partie inutilisée des crédits d'impôt non remboursables de son conjoint admissible pour l'année.
- <sup>15</sup> 82(1)(b)(ii)(D) LIR
- <sup>16</sup> 121(b)(iv) LIR
- <sup>17</sup> 467(2)(b)(iv) LI
- <sup>18</sup> 767(1)(b)(iv) LI
- <sup>19</sup> 82(1)(b)(i) LIR et 497(2)a) LI
- <sup>20</sup> 121(a) LIR
- <sup>21</sup> 767(1)a) LI
- <sup>22</sup> Exemple tiré de Lafontaine, Babineau, Papillon, Morin, « Impôt sur le revenu des particuliers et sociétés », 34<sup>e</sup> édition 2017-2018, p. 924.
- <sup>23</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Discours sur le budget 1953*, p. 18.
- <sup>24</sup> *Id.*
- <sup>25</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Résumé du Projet de loi pour la réforme fiscale de 1971*, p. 39.
- <sup>26</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Document budgétaire 1977*, p.34 ET MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *The budget speech, February 26, 1986*, p.15.
- <sup>27</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Renseignements additionnels- Budget 2006-2007*, p. 126.
- <sup>28</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Le plan budgétaire de 2006 – cibler les priorités*, p. 81.
- <sup>29</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Mesures fiscales : renseignements supplémentaires, budget de 2008*, [en ligne : <<http://www.budget.gc.ca/2008/plan/ann4a-fra.html#particuliers>>]
- <sup>30</sup> *Id.*
- <sup>31</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Mesures fiscales : renseignements supplémentaires et avis de voies et moyens, Budget 2013-2014*, [En ligne : <<http://www.budget.gc.ca/2013/doc/plan/anx2-fra.html#a0-Annexe-2-Mesures-fiscales-Renseignements-supplementaires-et-Avis-de-motion-de-voies-et-moyens>>]
- <sup>32</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Mesures fiscales : renseignements supplémentaires, Budget 2015-2016*, [En ligne : <<http://www.budget.gc.ca/2015/docs/plan/anx5-1-fra.html#wb-cont>>]
- <sup>33</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales 2017*, p. 187.
- <sup>34</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Discours sur le budget et renseignements supplémentaires – Budget 1986-1987*, p. 30.
- <sup>35</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Réforme de la fiscalité des entreprises, Budget 1998-1999*, p. 38.
- <sup>36</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Discours sur le budget et renseignements supplémentaires - Budget 2006-2007*, p. 128.

---

<sup>37</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Archives des notes explicatives relatives à la Loi sur les impôts*, 2009, art. 767.

<sup>38</sup> *Id.*

<sup>39</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Notes explicatives relatives à la Loi sur les impôts*, 2017, art. 767.



# Crédit d'impôt relatif à un fonds de travailleurs

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

Le crédit d'impôt relatif à un fonds de travailleurs est un crédit d'impôt non remboursable qui existe à la fois au fédéral et au Québec et qui vise à « faciliter le financement des fonds de travailleurs, de façon à favoriser la création d'emplois et l'augmentation des investissements dans des entreprises québécoises »<sup>1</sup> et canadiennes.

Pour l'année d'imposition 2016, le crédit d'impôt relatif à un fonds de travailleurs a entraîné une dépense fiscale estimée à 150 M\$ au fédéral<sup>2</sup>. Pour l'année d'imposition 2014, un total d'environ 290 000 particuliers<sup>3</sup> ont demandé ce crédit. Les hommes (56 %) ont été plus nombreux que les femmes (44 %) à en faire la demande.

Pour l'année d'imposition 2016, le crédit d'impôt relatif à un fonds de travailleurs a entraîné une dépense fiscale estimée à 146 M\$ au Québec<sup>4</sup>. Pour l'année d'imposition 2014, un total de 283 915 particuliers<sup>5</sup> ont demandé ce crédit. Les hommes (56 %) ont été plus nombreux que les femmes (44 %) à en faire la demande.

UTILISATION ET COÛT DE LA MESURE				
		Total	Femmes (2014)	Hommes (2014)
FÉDÉRAL	Utilisation	290 000 (2014)	44 %	56 %
	Coût	150 M\$ (2016)	39 %	61 %
QUÉBEC	Utilisation	283 915 (2014)	44 %	56 %
	Coût	146 M\$ (2016)	40 %	60 %

## PARAMÈTRES ET CALCUL

Les particuliers qui peuvent demander le crédit d'impôt relatif à un fonds de travailleurs sont ceux qui ont acquis des actions admissibles à titre de premier détenteur enregistré de ces actions au cours de la période applicable à l'année d'imposition.



Pour l'année d'imposition 2017, la valeur maximale du crédit d'impôt relatif à un fonds de travailleurs fédéral est de 750 \$. La valeur maximale du crédit pour un particulier québécois, en tenant compte de l'abattement du Québec remboursable<sup>6</sup>, est de 626,25 \$. Le calcul du crédit consiste à appliquer le taux d'imposition de la première tranche de revenus de l'impôt des particuliers, soit 15 %, au montant contribué à une société à capital de risque de travailleurs admissible, jusqu'à concurrence du montant maximal applicable qui est de 5 000 \$ pour l'année d'imposition 2017.

Pour l'année d'imposition 2017, la valeur maximale du crédit d'impôt relatif à un fonds de travailleurs du Québec est de 750 \$ (FTQ) à 1 000 \$ (Fondaction). Le calcul du crédit consiste à appliquer le taux de 15 % à la valeur des actions acquises du Fonds de solidarité FTQ et de 20 % la valeur des actions acquises de Fondaction (Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi) jusqu'à concurrence du montant cumulatif maximal applicable qui est de 5 000 \$ pour l'année d'imposition 2017.

PARAMÈTRES DU MONTANT POUR REVENUS DE RETRAITE – 2017 (en dollars)		
	Montant du crédit	Valeur du crédit
<b>Montant au Fédéral</b>		
Actions de SCRT	5 000 \$	626,25 \$
<b>Montant au Québec (limite 5 000 \$ cumulatif)</b>		
Fonds de solidarité FTQ	5 000 \$	750 \$
Fondaction	5 000 \$	1 000 \$

Toute partie inutilisée dans une année du montant du crédit relatif à une société à capital de risque de travailleurs et du crédit d'impôt pour contributions à un fonds de travailleurs est reportable à l'année d'imposition suivante.

Les actions d'un fonds de travailleurs sont également admissibles au régime enregistré d'épargne-retraite (REÉR).

## ILLUSTRATION DE LA MESURE

Un particulier québécois qui investit 3 000 \$ dans des actions du Fonds de solidarité FTQ et 2 000 \$ dans des actions de Fondaction bénéficiera d'un crédit d'impôt relatif à un fonds de travailleur d'une valeur totale de 1 476,25 \$. De ce montant, un total de 626,25 \$ provient du crédit fédéral et un total de 850 \$ provient du crédit du Québec.

	CRÉDIT FÉDÉRAL	CRÉDIT DU QUÉBEC
Investissement de 3 000 \$ au Fonds de solidarité FTQ	3 000 \$ x 15 % = 450 \$ - abattement du Québec = <b>375,75 \$</b>	3 000 \$ x 15 % = <b>450 \$</b>
Investissement de 2 000 \$ à Fondation	2 000 \$ x 15 % = 300 \$ - abattement du Québec = <b>250,50 \$</b>	2 000 \$ x 20 % = <b>400 \$</b>
<b>Total</b>	<b>626,25 \$</b>	<b>850 \$</b>

Puisque les actions sont admissibles au régime enregistré d'épargne-retraite (REÉR), le particulier pourra également bénéficier de la déduction pour cotisations versées à un REÉR.

## HISTORIQUE DE LA MESURE

Le crédit d'impôt relatif à une société à capital de risque de travailleurs du fédéral existe depuis l'année d'imposition 1985. Lors de son entrée en vigueur, le taux du crédit d'impôt s'établissait à 20 % et la limite annuelle d'achat d'actions était de 3 500 \$ pour un crédit annuel maximal de 700 \$. Le budget de 1992 a augmenté la limite annuelle d'achat d'actions à 5 000 \$ pour un crédit d'une valeur maximale de 1 000 \$. Le budget de 1996 a réduit le taux du crédit de 20 % à 15 % et la limite annuelle d'achat d'actions, de 5 000 \$ à 3 500 \$ pour un crédit d'une valeur maximale de 525 \$. À partir de l'année d'imposition 1998, la limite annuelle d'achat d'actions est passée de 3 500 \$ à 5 000 \$, pour un crédit d'une valeur maximale de 750 \$. Le budget 2013 annonçait une réduction du taux du crédit d'impôt de 15 % à 10 % pour l'année d'imposition 2015 et à 5 % pour l'année d'imposition 2016, après quoi le crédit d'impôt devait être éliminé pour les années d'imposition 2017 et suivantes. Cependant, dans le budget de 2016, le taux de 15 % a été rétabli pour les années d'imposition 2016 et suivantes<sup>7</sup>.

Le crédit d'impôt relatif à un fonds de travailleurs du Québec existe depuis l'année d'imposition 1988. Auparavant, il existait une déduction dans le calcul du revenu. Le budget de 1996 a réduit le taux du crédit de 20 % à 15 % et la limite annuelle d'achat d'actions de 5 000 \$ à 3 500 \$ pour un crédit d'une valeur maximale de 525 \$<sup>8</sup>. Afin que Fondation puisse atteindre une capitalisation optimale pour poursuivre efficacement sa mission, le taux du crédit d'impôt a été porté temporairement de 15 % à 25 % pour toute action de ce fonds acquise après le 31 mai 2009 et avant le 1<sup>er</sup> juin 2015. Le taux du crédit d'impôt a ensuite été fixé à 20 % pour toute action de ce fonds acquise après le 31 mai 2015 et avant le 1<sup>er</sup> juin 2018<sup>9</sup>.

## Ressources complémentaires

Agence du revenu du Canada, *Crédit d'impôt relatif à un fonds de travailleurs*, [En ligne], <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/impot/particuliers/sujets/tout-votre-declaration-revenus/declaration-revenus/remplir-declaration-revenus/deductions-credits-depenses/lignes-413-414-credit-impot-relatif-a-fonds-travailleurs.html>

Revenu Québec, *Crédit d'impôt relatif à un fonds de travailleurs* [En ligne], <http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/declaration/produire/comment/aideligne/ligne424.aspx>

<sup>1</sup> FINANCES QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2016*, p.B.89.

<sup>2</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales*, p.41.

<sup>3</sup> AGENCE DU REVENU DU CANADA, *Statistiques finales de la T1, édition de 2016 (année d'imposition 2014)*, tableau final 4 pour l'ensemble du Canada.

<sup>4</sup> FINANCES QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2016*, précité, note 4, p.A.38.

<sup>5</sup> FINANCES QUÉBEC, *Statistiques fiscales des particuliers – année d'imposition 2014, décembre 2017*, p.91.

<sup>6</sup> Plafond de dépenses (5 000 \$) x Taux du crédit (15 %) – Abattement du Québec remboursable (16,5 %)

<sup>7</sup> <https://www.fin.gc.ca/taxexp-depfisc/2017/taxexp-depfisc17-fra.pdf>, p.110.

<sup>8</sup> [http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/archives/fr/documents/1996-97\\_fine.pdf](http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/archives/fr/documents/1996-97_fine.pdf), p.15.

<sup>9</sup> FINANCES QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2016*, p.B.89.



# Crédit d'impôt pour acquisition d'actions de Capital régional et coopératif Desjardins<sup>1</sup>

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

Le crédit d'impôt pour acquisition d'actions de Capital régional et coopératif Desjardins est un crédit d'impôt non remboursable du Québec qui vise à « inciter les contribuables à participer au développement économique des régions ressources et à la croissance des coopératives du Québec »<sup>2</sup>.

Pour l'année d'imposition 2016, le crédit d'impôt pour acquisition d'actions de Capital régional et coopératif Desjardins a entraîné une dépense fiscale estimée à 53 M\$<sup>3</sup>. Pour l'année d'imposition 2014, un total de 22 354 particuliers<sup>4</sup> ont demandé ce crédit. Les hommes (53 %) ont été plus nombreux que les femmes (47 %) à en faire la demande.

UTILISATION ET COÛT DE LA MESURE			
	Total	Femmes (2014)	Hommes (2014)
Utilisation	22 354 (2014)	47 %	53 %
Coût	53 M\$ (2016)	46 %	54 %

## PARAMÈTRES ET CALCUL

Un particulier âgé de 18 ans et plus qui réside au Québec et qui acquiert des actions émises par la société d'investissement Capital régional et coopératif Desjardins peut réclamer le crédit d'impôt pour acquisition d'actions de Capital régional et coopératif Desjardins s'il respecte certaines conditions.

Pour l'année d'imposition 2017, la valeur maximale du crédit d'impôt est de 2 000 \$. On obtient la valeur du crédit d'impôt en appliquant un taux de 40 % au prix payé pour des actions, jusqu'à concurrence du montant maximal applicable pour l'année. Le montant admissible maximum prévu par la loi est de 5 000 \$. Toutefois, le Capital régional et coopératif Desjardins peut fixer un plafond de cotisation annuel qui peut être différent. Pour l'année d'imposition 2017, le montant maximal se chiffre à 3 000 \$.

MONTANT ADMISSIBLE	TAUX DU CRÉDIT	VALEUR MAXIMALE DU CRÉDIT
3 000 \$	40 %	1 200 \$

Pour donner droit au crédit, l'acquisition des actions doit être faite au cours de la période de capitalisation applicable à l'année, soit la période commençant le 1<sup>er</sup> mars de l'année et se terminant le dernier jour du mois de février de l'année suivante.

Le particulier ne doit pas avoir demandé le rachat d'actions à l'égard desquelles le crédit d'impôt a été demandé puisque, à partir du moment où un particulier demande le rachat de ses actions, il n'est plus admissible au crédit. Une partie du crédit dont le particulier a bénéficié sera récupérée si les actions ont été détenues pendant moins de sept ans<sup>5</sup>.

Si une partie ou la totalité du montant du crédit d'impôt n'est pas utilisée, il n'est pas possible de le reporter à une année d'imposition subséquente. De plus, contrairement au REÉR, les montants versés pour l'acquisition d'actions de Capital régional et coopératif Desjardins ne peuvent pas être déduits des revenus du particulier.

## HISTORIQUE DE LA MESURE

Le crédit d'impôt pour acquisition d'actions de Capital régional et coopératif Desjardins existe depuis l'année d'imposition 2001. Au moment de son introduction, il s'agissait d'un crédit de 35 % sur un montant maximal de cotisations admissibles de 2 500 \$ pour un crédit d'une valeur maximale de 875 \$. À partir du 9 novembre 2007, le taux du crédit a été bonifié à 50 % et le maximum admissible a été augmenté à 5 000 \$. Le taux du crédit a été diminué à 45 % à partir de l'année d'imposition 2014 et à 40 % à partir de l'année d'imposition 2016.

Il est important de noter que le Capital régional et coopératif Desjardins peut fixer un plafond annuel de souscription plus bas que celui qui est prévu par la loi comme c'est le cas actuellement.

## Ressource complémentaire

Revenu Québec, *Crédit d'impôt pour acquisition d'actions de Capital régional et coopératif Desjardins* [En ligne], <http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/declaration/produire/comment/aideligne/ligne422.aspx>

<sup>1</sup> *Loi sur les impôts*, RLRQ, c. I-3., art. 776.1.5.0.11,

<sup>2</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Dépenses fiscales – édition 2016*, mars 2017, p.B.89.

<sup>3</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, *Dépenses fiscales – édition 2016*, mars 2017, p. A.38.

<sup>4</sup> FINANCES QUÉBEC, *Statistiques fiscales des particuliers – année d'imposition 2014*, décembre 2017, p.92.

<sup>5</sup> Sauf dans certaines situations, par exemple lorsque le particulier décède ou qu'il est atteint d'une invalidité mentale ou physique grave et permanente qui la rend inapte à poursuivre son travail.



# Déduction pour frais financiers et frais d'intérêts<sup>1</sup>

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

La déduction pour frais financiers et frais d'intérêts est une déduction qui existe au fédéral et au Québec et vise à tenir « compte du fait que des frais financiers sont engagés pour gagner un revenu d'entreprise ou de bien »<sup>2</sup>.

Pour l'année d'imposition 2016, la déduction pour frais financiers et frais d'intérêts a entraîné une dépense fiscale estimée à 1,5 G\$<sup>3</sup> au fédéral. Pour l'année d'imposition 2014, environ 2 millions de particuliers<sup>4</sup> ont utilisé cette déduction. Les hommes (56 %) ont été plus nombreux que les femmes (44 %) à en faire la demande.

Pour l'année d'imposition 2016, la déduction pour frais financiers et frais d'intérêts a entraîné une dépense fiscale estimée à 60 M\$<sup>5</sup> au Québec. Les hommes (57 %) ont été plus nombreux que les femmes (43 %) à en faire la demande.

Toutefois, il est important de noter que, tant au fédéral qu'au Québec, la déduction pour frais financiers et frais d'intérêts est considérée comme faisant partie de la structure même du régime d'imposition.

UTILISATION ET COÛT DE LA MESURE				
		Total	Femmes (2014)	Hommes (2014)
FÉDÉRAL	Utilisation	2 millions de particuliers (2014) <sup>6</sup>	44 %	56 %
	Coût	1,5 milliard (2016) <sup>7</sup>	35 %	65 %
QUÉBEC	Utilisation	197 640 particuliers (2014) <sup>8</sup>	43 %	57 %
	Coût	130 millions \$ (2016) <sup>9</sup>	34 %	66 %

## PARAMÈTRES ET CALCUL

La déduction pour frais financiers et frais d'intérêts permet à un particulier de déduire de son revenu le montant des frais financiers et des frais d'intérêts payés pour gagner des revenus de placement.

Pour être déductibles, les intérêts doivent avoir été payés ou payables au cours de l'année en exécution d'une obligation légale de verser des intérêts. Le montant des intérêts déduit correspond au montant des intérêts versés, à condition que ce montant soit raisonnable<sup>10</sup>.

Pour être déductibles, les intérêts doivent également « être payables sur de l'argent emprunté et utilisé en vue de tirer un revenu d'une entreprise ou d'un bien »<sup>11</sup>. Cette utilisation doit être directe.

Les frais déductibles comprennent notamment les frais d'administration et de gestion de certains placements (comme les actions incluses dans un régime d'épargne-actions), certains honoraires versés à des conseillers en placement et les frais de garde d'actions.

Les frais non déductibles comprennent notamment les frais d'administration et de gestion versés pour certains régimes (REÉR, RPAC, FERR, CELI), les commissions payées à un courtier lors de l'achat ou de la vente d'actions ou d'unités de fonds communs de placement ainsi que les intérêts sur les sommes empruntées pour cotiser à certains régimes (RPA, RPDB, REÉR, RPAC, RVER, REÉE, REÉI, CELI).

## HISTORIQUE DE LA MESURE

La déduction pour frais d'intérêts sur des fonds empruntés et utilisés en vue de gagner un revenu existe au fédéral depuis 1923. En 1952, les honoraires versés à un conseiller en placement sont devenus déductibles. En 1972, l'intérêt engagé par des sociétés afin d'acheter des titres d'autres sociétés est devenu déductible. Le budget de 1996 a introduit des modifications pour garantir que les frais visant à établir des versements de paiements de soutien pour enfants demeurent déductibles. Finalement, le budget de 2013 a éliminé la déduction relative aux frais de coffre-fort pour les années d'imposition commençant après le 21 mars 2013<sup>12</sup>.

Au Québec, la déduction pour frais financiers et frais d'intérêts a été instaurée en 1972. Le fonctionnement de celle-ci a toujours été semblable à la mesure fédérale<sup>13</sup>.



## Ressources complémentaires

Agence du revenu du Canada, *Déduction pour frais financiers et frais d'intérêts*, [En ligne], <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/impot/particuliers/sujets/tout-votre-declaration-revenus/declaration-revenus/remplir-declaration-revenus/deductions-credits-depenses/ligne-221-frais-financiers-frais-interet.html>

Revenu Québec, *Déduction pour frais financiers et frais d'intérêts* [En ligne], <http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/declaration/produire/comment/aideligne/revenu-net/ligne231.aspx>

- <sup>1</sup> *Loi de l'impôt sur le revenu*, L.R.C. (1985), ch. 1 (5<sup>e</sup> suppl.), al. 20(1)c) et bb) et *Loi sur les impôts*, RLRQ, c. I-3, art. 160 et 161 et al. 157d).
- <sup>2</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales*, 2017, p.124.
- <sup>3</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales*, 2017, p.124.
- <sup>4</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales*, 2017, p.124.
- <sup>5</sup> FINANCE QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2016*, mars 2017, p. A.37.
- <sup>6</sup> <https://www.canada.ca/content/dam/cra-arc/migration/cra-arc/gncy/stts/t1fnl/2014/tbl4-fra.pdf>, p.1.
- <sup>7</sup> <https://www.fin.gc.ca/taxexp-depfisc/2017/taxexp-depfisc17-fra.pdf>, p.124.
- <sup>8</sup> FINANCES QUÉBEC, *Statistiques fiscales des particuliers – année d'imposition 2014*, décembre 2017, p.90.
- <sup>9</sup> FINANCE QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2016*, mars 2017, p. A.41.
- <sup>10</sup> Pour établir le caractère raisonnable d'un taux d'intérêt, il faut considérer le taux en vigueur sur le marché pour des créances dont les conditions et les risques sont similaires.
- <sup>11</sup> Agence du revenu du Canada, « Folio de l'impôt sur le revenu S3-F6-C1, Déductibilité des intérêts ».
- <sup>12</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales*, 2017, p.124.
- <sup>13</sup> FINANCE QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2016*, mars 2017, p.B.113.



# Déduction pour options d'achat de titres<sup>1</sup>

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

La déduction pour options d'achat de titres est une mesure qui existe au fédéral et au Québec et qui vise à « intéresser les employés à accroître la performance et la rentabilité de l'entreprise de leur employeur et à aider les sociétés à attirer et à maintenir en poste du personnel hautement spécialisé »<sup>2</sup>.

Pour l'année d'imposition 2016, la déduction pour options d'achat de titres a entraîné une dépense fiscale estimée à 695 M\$<sup>3</sup> au fédéral. Pour l'année d'imposition 2014, 48 760 particuliers<sup>4</sup> ont utilisé cette déduction. Les hommes (72 %) ont été nettement plus nombreux que les femmes (28 %) à en faire la demande.

Pour l'année d'imposition 2016, la déduction pour options d'achat de titres a entraîné une dépense fiscale estimée à 60 M\$<sup>5</sup> au Québec.

UTILISATION ET COÛT DE LA MESURE				
		Total	Femmes (2014)	Hommes (2014)
FÉDÉRAL	Utilisation	48 760 (2014)	28 %	72 %
	Coût	695 M\$ (2016)	15 %	85 %
QUÉBEC	Utilisation	N.D.	N.D.	N.D.
	Coût	60 M\$ (2016)	N.D.	N.D.

## PARAMÈTRES ET CALCUL

Un particulier qui fait l'acquisition des actions d'une société grâce à un régime d'options d'achat d'actions des employés est réputé avoir reçu un avantage imposable qui correspond à la différence entre la valeur marchande des actions au moment de leur acquisition et le montant payé pour leur acquisition<sup>6</sup>.

Un particulier peut bénéficier d'une déduction dans le calcul de son revenu si certaines conditions sont remplies. Au fédéral, la déduction correspond à 50 % de l'avantage imposable, ce qui a pour effet que les

employés bénéficient du même taux d'impôt effectif qu'un investisseur obtient sur des gains en capital. Au Québec, la déduction correspond à 25 % de l'avantage imposable, mais une majoration à 50 % est possible dans certaines situations.

Pour être admissible à la déduction fédérale de 50 % et à la déduction québécoise de 25 %, un employé doit avoir acquis des actions ordinaires (participantes) et n'avoir aucun lien de dépendance avec la société et le prix d'exercice pour l'option d'achat des actions doit être égal ou supérieur à la juste valeur marchande de l'action au moment de l'octroi<sup>7</sup>, ou encore, dans le cas d'une société privée sous contrôle canadien, avoir détenu les actions plus de 24 mois après l'exercice de l'option et n'avoir aucun lien de dépendance avec la société. Pour utiliser cette dernière possibilité, le particulier ne doit pas avoir utilisé la première possibilité<sup>8</sup>.

Au Québec, la déduction est majorée de 25 % à 50 % pour une option d'achat d'actions d'une petite ou moyenne entreprise (PME) poursuivant des activités innovantes ou pour une option d'achat d'actions cotées en bourse accordée après le 21 février 2017 à un employé d'une société dont la masse salariale au Québec est de 10 millions de dollars ou plus.

## ILLUSTRATION DE LA MESURE

Un particulier reçoit de son employeur, une société privée sous contrôle canadien avec laquelle il n'a aucun lien de dépendance, le droit d'acheter 100 actions ordinaires à 100 \$ l'action au 1<sup>er</sup> juin 2015. Le montant de 100 \$ par action correspond à la juste valeur marchande à ce moment. Le 1<sup>er</sup> juin 2016, le particulier lève son option alors que la juste valeur marchande est de 110 \$ par action. Le 1<sup>er</sup> juin 2017, le particulier vend toutes ses actions pour 120 \$ par action.

Dans cette situation, le particulier doit inclure un avantage imposable provenant de son emploi dans sa déclaration de revenus de 2017, soit l'année où il dispose de ses actions. L'avantage imposable sera de 1 000 \$ (11 000 \$ - 10 000 \$). Il aura droit à une déduction de 500 \$ (1 000 \$ x 50 %) dans le calcul de son revenu imposable fédéral et de 250 \$ (1 000 \$ x 25 %) dans le calcul de son revenu imposable provincial. Le particulier devra également déclarer un gain en capital imposable de 500 \$ (50 % x 12 000 \$ - 11 000 \$).

## HISTORIQUE DE LA MESURE

La déduction pour options d'achat d'actions du fédéral est en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 1977 pour les options d'achat d'actions des employés octroyées par des sociétés privées sous contrôle canadien (SPCC). À partir du 15 février 1984, la déduction pour options d'achat d'actions est élargie aux sociétés autres que des SPCC.

La déduction pour options d'achat de titres du Québec existe depuis l'année d'imposition 1985. Dans le budget 2017-2018, le gouvernement du Québec a harmonisé l'imposition des options d'achat d'actions en majorant le taux de déduction de 25 % à 50 % pour un employé d'une société cotée en bourse dont la masse salariale au Québec est de 10 millions de dollars ou plus.

## Ressources complémentaires

Agence du revenu du Canada, *Options d'achat de titres*, [En ligne], <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/impot/entreprises/sujets/retenues-paie/avantages-allocations/financier/options-achat-titres.html>

Revenu Québec, *Option d'achat de titres* [En ligne], <http://www.revenuquebec.ca/fr/entreprises/ras/casparticuliers/typesremu/avantagesimposables/autres/optionachat/default.aspx>

Revenu Québec, *Déduction pour option d'achat de titres* [En ligne], <http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/situation/placements/deductions/option-achat-titres.aspx>

<sup>1</sup> *Loi de l'impôt sur le revenu*, L.R.C. (1985), ch. 1 (5<sup>e</sup> suppl.), par. 110(1.5), 110(1)d.1) et 110(1)d) et *Loi sur les impôts*, RLRQ, c. I-3, art. 725.2.1, 725.2 et 725.3.

<sup>2</sup> FINANCE QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2016*, mars 2017, p. B.74.

<sup>3</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales*, 2017, p.139.

<sup>4</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales*, 2017, p.139.

<sup>5</sup> FINANCE QUÉBEC, *Dépenses fiscales édition 2016*, mars 2017, p. A.37.

<sup>6</sup> Le moment où l'avantage imposable doit être reconnu est différent selon que la société est une société privée sous contrôle canadien ou non.

<sup>7</sup> *Loi de l'impôt sur le revenu*, L.R.C. (1985), ch. 1 (5<sup>e</sup> suppl.), par. 110(1)d).

<sup>8</sup> *Loi de l'impôt sur le revenu*, L.R.C. (1985), ch. 1 (5<sup>e</sup> suppl.), par. 110(1)d.1).



# Impôt minimum de remplacement<sup>1</sup>

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

Dans le but d'accroître l'équité du régime fiscal, le gouvernement fédéral a introduit l'impôt minimum de remplacement (IMR). Cet impôt vise à réduire la proportion de particuliers à revenus élevés ayant recours à certains avantages fiscaux leur permettant de payer peu ou pas d'impôt<sup>2</sup>. L'IMR du Québec a été introduit en même temps que celui du fédéral et fonctionne sensiblement de la même façon<sup>3</sup>. Il vise également à limiter les avantages fiscaux que peut tirer un particulier durant une année en question afin de diminuer ou d'éliminer son impôt à payer<sup>4</sup>.

Autant au fédéral qu'au Québec, l'IMR s'applique, règle générale, à tous les particuliers<sup>5</sup>. Toutefois, en pratique, cet impôt touche les particuliers qui se prévalent d'avantages fiscaux réduisant sensiblement ou éliminant leur impôt à payer au cours d'une année en question.

Lors de la production de la déclaration de revenus, le particulier doit calculer son revenu imposable aux fins de l'impôt régulier et son revenu imposable ajusté aux fins du calcul de l'IMR. Une exemption de base de 40 000 \$ est accordée dans le calcul du revenu imposable ajusté. Ainsi, si les avantages fiscaux demandés dépassent largement ce montant d'exemption, il est probable que le particulier doive payer un IMR<sup>6</sup>. Le particulier devra payer de l'IMR si cet impôt est plus élevé que son impôt régulier<sup>7</sup>. La différence entre l'impôt minimum et l'impôt de base à payer pourra ensuite être appliquée sur son impôt régulier, sous forme de crédit d'impôt non remboursable, au cours des sept années suivantes dans la mesure où un IMR n'est pas de nouveau payable<sup>8</sup>.

## PARAMÈTRES ET CALCUL

Puisque l'IMR du Québec fonctionne sensiblement de la même façon que l'IMR du fédéral, nous détaillerons uniquement le calcul de l'IMR selon la loi fédérale<sup>9</sup>. Il est à noter que les calculs présentés ci-dessous ont été simplifiés afin de tenir compte des éléments les plus courants en pratique.

Le calcul général de l'IMR se fait selon les paramètres suivants :

1. Revenu imposable ajusté net;

2. Montant minimum admissible;
3. Impôt fédéral de base;
4. IMR à payer;
5. Compte d'IMR;
6. Report d'impôt minimum d'années précédentes à l'impôt à payer pour l'année en question.

## Calcul du revenu imposable ajusté net

Le revenu imposable ajusté net<sup>10</sup> se calcule à partir du revenu imposable régulier auquel on ajoute ou soustrait plusieurs éléments. L'ajustement le plus courant est celui des gains en capital. Celui-ci consiste à ajouter 30 % des gains en capital au revenu imposable régulier. Après avoir procédé aux différents ajustements du revenu imposable régulier, il faut soustraire l'exemption de base de 40 000 \$.

## Calcul du montant minimum applicable

Une fois le revenu imposable ajusté net établi, il faut calculer le montant minimum applicable<sup>11</sup>. Le calcul de cet impôt se fait comme suit :

CALCUL DU MONTANT MINIMUM APPLICABLE	
(A x B) – D	
<b>A :</b>	Taux de base d'impôt pour l'année (15 % au fédéral <sup>12</sup> )
<b>B :</b>	Revenu imposable ajusté net ci-haut calculé
<b>D :</b>	Total des crédits non remboursables <sup>13</sup>

## Calcul de l'impôt fédéral de base

1. Calculer l'impôt avec les taux de la table d'imposition appliqués au revenu imposable normal.
2. Soustraire le total des crédits non remboursables et le crédit pour dividendes<sup>14</sup>.  
(On obtient alors l'impôt fédéral de base avant le report d'impôt minimum)
3. Soustraire le report d'impôt minimum appliqué à 2016.  
(On obtient alors l'impôt fédéral de base)

## Calcul de l'IMR à payer

Lorsque l'impôt fédéral de base est inférieur au montant minimum applicable, l'impôt fédéral à payer (aux fins de l'impôt minimum de remplacement) par le particulier correspondra au montant suivant :

$$\text{Impôt fédéral à payer}^{15} = \text{Montant minimum applicable} - \text{crédit spécial pour impôt étranger}^{16}$$

## Calcul du compte d'IMR

Les impôts supplémentaires payés sur l'impôt fédéral de base seront inclus dans un **compte d'IMR**, un compte fiscal fictif, et pourront servir à diminuer l'impôt à payer dans les sept années suivantes.

Le calcul du compte d'IMR à reporter se fait de façon générale comme suit :

- **A – B**

A : Montant minimum applicable

B : Impôt fédéral de base (qui inclus le report d'impôt minimum de l'année)

## Report d'impôt minimum d'années précédentes à l'impôt à payer pour l'année en question

Le montant de report d'impôt pouvant être appliqué à l'impôt à payer de l'année en question est égal au moins élevé des montants suivants :

- **A :** Le solde du compte d'IMR des années précédentes.

- **B :** C – D (si le montant est négatif, inscrire 0)

Où :

**C :** Impôt à payer avant le report d'impôt minimum

**D :** Montant minimum applicable

## ILLUSTRATION DE LA MESURE

### Exemple du calcul de l'IMR fédéral et du report de l'IMR

Un particulier a vendu, en 2017, les actions de sa société et a réalisé un gain en capital de 800 000 \$. Il a utilisé sa déduction pour gain en capital (DGC) puisque ses actions étaient des actions admissibles de petite entreprise et n'a donc aucun impôt régulier à payer sur ce gain en capital. Il a également reçu un salaire de 150 000 \$ en 2017 et il prévoit recevoir un salaire identique pour les années à venir. Les tableaux suivants démontrent l'impôt fédéral à payer en 2017 et les déductions qui pourront être demandées en 2018 et 2019.

## CALCUL DE L'IMR ET DU COMPTE D'IMR

	Impôt ordinaire	Impôt minimum de remplacement
Revenu imposable	150 000 \$ <sup>17</sup>	350 000 \$ <sup>18</sup>
Impôt fédéral de base	29 908 \$ <sup>19</sup>	50 755 \$ <sup>20</sup>
Impôt à payer (puisque l'impôt fédéral de base est inférieur à l'IMR à payer)		50 755 \$
Augmentation d'impôt à cause de l'IMR		20 847 \$ <sup>21</sup>
Compte d'IMR à reporter aux années suivantes		20 847 \$
<ul style="list-style-type: none"> <li>Solde au début : 0 \$</li> <li>IMR à reporter : 20 847 \$</li> <li>Solde à la fin : 20 847 \$</li> </ul>		

Si, en 2018 et en 2019, le particulier reçoit effectivement un salaire de 150 000 \$, il pourra récupérer l'IMR payé en deux ans.

## MONTANT D'IMR RÉCUPÉRABLE EN 2018

	Impôt ordinaire	Impôt minimum de remplacement
Revenu imposable	150 000 \$	110 000 \$ <sup>22</sup>
Impôt fédéral	29 908 \$	14 755 \$ <sup>23</sup>
Report d'impôt minimum pour 2018		(15 153 \$) <sup>24</sup>
Solde du compte d'IMR à la fin		5 694 \$ <sup>25</sup>

## MONTANT D'IMR RÉCUPÉRABLE EN 2019

Impôt fédéral	29 908 \$	24 214 \$
Report d'impôt minimum pour 2019		(5 694 \$) <sup>26</sup>
Solde du compte d'IMR à la fin		0 \$

## HISTORIQUE DE LA MESURE

L'IMR a été instauré par le gouvernement fédéral en 1986 en réponse aux critiques à l'effet que beaucoup de particuliers à revenus élevés tiraient profit d'avantages fiscaux dans le but de payer peu ou pas d'impôt. L'IMR du Québec a été instauré au même moment que l'IMR fédéral et vise les mêmes avantages<sup>27</sup>.



## Ressources complémentaires

AGENCE DU REVENU DU CANADA, « Impôt minimum », en ligne : <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/impot/particuliers/sujets/tout-votre-declaration-revenus/declaration-revenus/remplir-declaration-revenus/deductions-credits-depenses/impot-minimum.html>

AGENCE DU REVENU DU CANADA, Formulaire T691 « Impôt minimum de remplacement ».

REVENU QUÉBEC, « 432 – Impôt minimum de remplacement reporté, impôt minimum de remplacement et déduction relative à la taxe payée pour des opérations forestières », en ligne : <http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/declaration/produire/comment/aideligne/ligne432.aspx>

REVENU QUÉBEC, Formulaire TP-776.42 « Impôt minimum de remplacement ».

- <sup>1</sup> *Loi de l'impôt sur le revenu*, L.R.C. (1985), ch.1 (5<sup>e</sup> suppl.), art. 121.5 et ss. et *Loi sur les impôts*, RLRQ, c. I-3, art. 776.42 et ss.
- <sup>2</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Dépenses fiscales et évaluations*, 2000, en ligne : <[https://www.fin.gc.ca/taxexp-depfisc/2000/taxexp00\\_4-fra.asp](https://www.fin.gc.ca/taxexp-depfisc/2000/taxexp00_4-fra.asp)> (consulté le 18 octobre 2017).
- <sup>3</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Dépenses fiscales et évaluations*, précité, note 2.
- <sup>4</sup> REVENU QUÉBEC, 432 – *Impôt minimum de remplacement reporté, impôt minimum de remplacement et déduction relative la taxe payée pour des opérations forestières*, en ligne : <<http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/declaration/produire/comment/aideligne/ligne432.aspx>> (consulté le 18 octobre 2017).
- <sup>5</sup> L'IMR est cependant inapplicable dans certains cas, notamment à l'égard des déclarations au décès, des fiducies testamentaires, des particuliers en faillite et des fiducies exclusives en faveur du conjoint.
- <sup>6</sup> AGENCE DU REVENU DU CANADA, *Guide général d'impôt et de prestations*, 2016, p.50.
- <sup>7</sup> AGENCE DU REVENU DU CANADA, *Impôt minimum*, en ligne : <<https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/impot/particuliers/sujets/tout-votre-declaration-revenus/declaration-revenus/remplir-declaration-revenus/deductions-credits-depenses/impot-minimum.html>> (consulté le 18 octobre 2017).
- <sup>8</sup> AGENCE DU REVENU DU CANADA, *Guide général d'impôt et de prestations*, précité, note 7, p.72.
- <sup>9</sup> Michael LAFONTAINE, Marie-Andrée BABINEAU, Marc PAPILLON, Robert MORIN, *Impôt sur le revenu des particuliers et sociétés*, 33<sup>e</sup> éd., Ottawa, Thomson Reuters, p.943 et ss.
- <sup>10</sup> *Loi de l'impôt sur le revenu*, précité, note 1, par. 127.52(1).
- <sup>11</sup> *Loi de l'impôt sur le revenu*, précité, note 1, art. 127.51.
- <sup>12</sup> Au Québec, le taux est de 16 %.
- <sup>13</sup> Il s'agit du total des crédits d'impôt non remboursables dont le montant se trouve à la ligne 350 de l'annexe 1, auxquels il faut soustraire 15 % des montants se trouvant aux lignes 314, 318, 324 et 326 de l'annexe 1.
- <sup>14</sup> Il s'agit des montants indiqués aux lignes 350 et 425 de l'annexe 1.
- <sup>15</sup> Ce montant devra être inscrit à la ligne 417 de l'annexe 1.
- <sup>16</sup> *Loi de l'impôt sur le revenu*, précité, note 1, art. 127.54 L.I.R.
- <sup>17</sup> Revenu net = 150 000 \$ + 400 000 \$ = 550 000 \$ / Revenu imposable = 550 000 \$ - 400 000 \$ (DGC) = 150 000 \$.
- <sup>18</sup> 150 000 \$ + (30 % x 800 000 \$) - 40 000 \$ = 350 000 \$.
- <sup>19</sup> (15 % x 45 916 \$) + (45 915 \$ x 20,50 %) + (50 522 \$ x 26 %) + (7 647 \$ \* 29 %) - 1745,25 \$ = 29 908 \$.
- <sup>20</sup> (15 % x 350 000 \$) - crédit d'impôt personnel de 1745,25 \$ = 50 755 \$.
- <sup>21</sup> 50 755 \$ - 29 908 \$ = 20 847 \$.
- <sup>22</sup> 150 000 \$ - 40 000 \$ = 110 000 \$.
- <sup>23</sup> (15 % x 110 000 \$) - crédit d'impôt personnel de 1745,25 \$ = 14 755 \$
- <sup>24</sup> 29 908 \$ - 14 755 \$ = 15 153 \$
- <sup>25</sup> 20 847 \$ - 15 153 \$ = 5 694 \$

---

<sup>26</sup> Le moindre du solde de 5 694 \$ et de l'excédent de l'impôt de base avant le report sur le montant minimum applicable (15 153 \$).

<sup>27</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Dépenses fiscales et évaluations*, précité, note 2.

# SECTION 12

## Cotisations diverses





# Cotisation au Fonds des services de santé par un particulier<sup>1</sup>

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

Le Fonds des services de santé (FSS) est constitué des cotisations des employeurs et des particuliers qui sont perçues par Revenu Québec. L'objectif de ce fonds est d'aider au financement du système de soins de santé<sup>2</sup>. Puisque le guide illustre les mesures qui s'appliquent aux particuliers, le présent document ne traitera pas des cotisations des employeurs au FSS.

Pour la période 2016-2017, les cotisations des particuliers au FSS se sont élevées à 265 M\$, ce qui représente 3,7 % de l'ensemble des cotisations au FSS.

### COMPOSITION DU FSS SERVANT AU FINANCEMENT DES DÉPENSES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX POUR 2016-2017<sup>3</sup>

Cotisations des particuliers	265 M\$
Proportion de la cotisation des particuliers dans le total des cotisations	3,7 %

## PARAMÈTRES ET CALCUL

Un particulier doit payer une cotisation au FSS sur le revenu assujetti à la cotisation<sup>4</sup>. Ce revenu assujetti est composé de ses revenus d'entreprise exercée au Québec, de ses revenus de retraite, de ses revenus de biens et de ses gains en capital. Ce revenu n'inclut cependant pas, entre autres, le revenu d'emploi du particulier, les pensions alimentaires imposables reçues, la majoration des dividendes reçus de sociétés canadiennes imposables, les bourses d'études reçues, ainsi que les prestations de la pension de la Sécurité de la vieillesse (PSV). De plus, certaines déductions du revenu net sont prises en compte dans le calcul du revenu assujetti à la cotisation et viennent donc réduire ce montant<sup>5</sup>.

## PRINCIPAUX PARAMÈTRES (2017) <sup>6</sup>

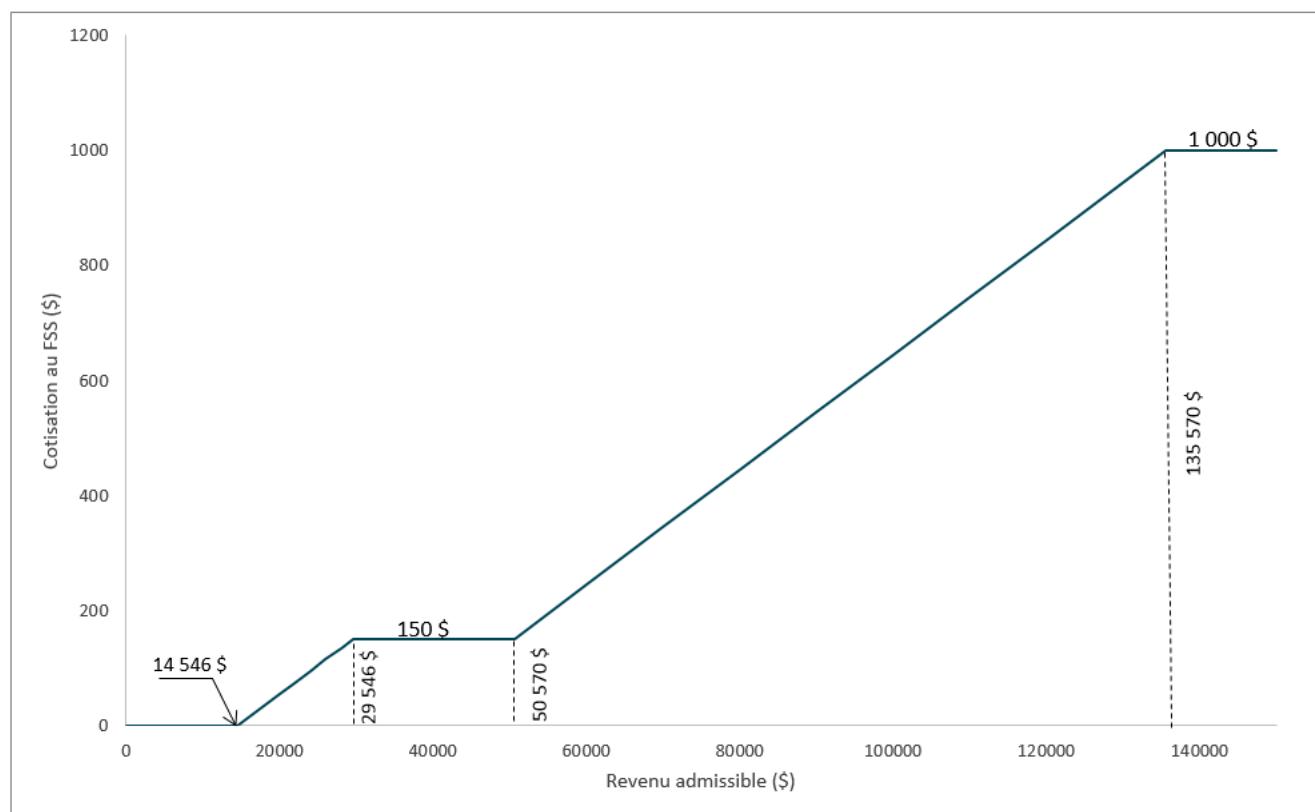
## COTISATION AU FSS

• Revenu assujetti de 0 \$ à 14 545 \$	0 \$
• Revenu assujetti de 14 546 \$ à 29 545 \$	1 % du revenu excédant 14 545 \$
• Revenu assujetti de 29 546 à 50 569 \$	150 \$
• Revenu assujetti de 50 570 \$ à 135 570 \$	150 \$ + 1 % du revenu excédant 50 569 \$
• Revenu assujetti de 135 571 \$ et plus	1 000 \$

## ILLUSTRATION DE LA MESURE

Le graphique ci-dessous représente la variation de la cotisation d'un particulier au FSS en fonction de son revenu admissible. On observe que, en deçà d'un revenu admissible de 14 546 \$, la cotisation au FSS est nulle. À partir d'un revenu de 14 546 \$, la cotisation augmente graduellement pour atteindre 150 \$ à un revenu admissible de 29 546 \$. Entre un revenu admissible de 29 546 \$ et 50 570 \$, la cotisation demeure de 150 \$. Au-delà d'un revenu admissible de 50 570 \$, la cotisation augmente graduellement pour atteindre une cotisation maximale de 1 000 \$ à un revenu admissible 135 570 \$. Au-delà de 135 570 \$, la cotisation demeure de 1 000 \$.

Cotisation au FSS pour un particulier en fonction de son revenu admissible



## HISTORIQUE DE LA MESURE

La cotisation au FSS est en vigueur depuis l'année d'imposition 1970. Lors de son introduction, elle s'appliquait à la fois à l'employeur, au salarié et au travailleur autonome. Le taux d'imposition du salarié et du travailleur autonome était de 0,8 % de son revenu net de 1970 à 1975, de 1,2 % en 1976, et de 1,5 % en 1977. La cotisation a été abolie à la fin de l'année d'imposition 1977. À compter de l'année d'imposition 1993, « afin que les salaires ne soient pas la seule source de revenus faisant l'objet d'une contribution<sup>7</sup> », les revenus des travailleurs autonomes ont à nouveau été soumis à une cotisation au FSS.

### Ressource complémentaire

REVENU QUÉBEC, « Cotisation au fonds de services de santé », en ligne :  
<http://www.revenuquebec.ca/fr/entreprises/ras/calculer-ras/fss/default.aspx>

<sup>1</sup> *Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec*, RLRQ, c. R-5, art. 38 à 40.

<sup>2</sup> MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, *Comptes de la santé 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017*, 2017, p. 16.

<sup>3</sup> MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, *Comptes de la santé 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017*, précité, note 2, p.16.

<sup>4</sup> Pour déterminer le montant de la cotisation, le particulier doit remplir et joindre l'annexe F à sa déclaration de revenus et indiquer le montant de la cotisation à la ligne 446 de sa déclaration de revenus.

<sup>5</sup> REVENU QUÉBEC, Annexe F, « Cotisation au Fonds de services de santé (FSS) ».

<sup>6</sup> Les montants sont indexés annuellement.

<sup>7</sup> MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC, « Budget 1993-1994 : Discours sur le budget et Renseignements supplémentaires », p. 15.



# Cotisation à la Régie de l'assurance maladie du Québec

## OBJECTIFS ET DESCRIPTION

Le régime d'assurance médicaments du Québec a pour objectif d'assurer un accès raisonnable et équitable aux médicaments et aux services pharmaceutiques à toute la population québécoise<sup>1</sup>. Ainsi, chaque québécois doit être couvert, en tout temps, par un régime d'assurance médicaments de base<sup>2</sup>. Il peut s'agir du régime public, administré par la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) ou d'un régime privé (assurance collective ou régime d'avantages sociaux) qui offre une couverture au moins équivalente à celle de la RAMQ<sup>3</sup>. Lorsqu'une personne de moins de 65 ans est admissible à un régime d'assurance privée<sup>4</sup>, elle doit obligatoirement y adhérer et couvrir obligatoirement son conjoint et ses enfants à moins que ceux-ci soient déjà couverts par un autre régime privé<sup>5</sup>. Les personnes de 65 ans et plus, quant à elles, peuvent décider de maintenir leur adhésion au régime privé ou d'adhérer au régime public de la RAMQ<sup>6</sup>.

Les seules personnes admissibles au régime de la RAMQ sont donc les personnes qui ne sont pas admissibles à un régime privé ou qui bénéficient uniquement d'une couverture privée complémentaire<sup>7</sup>, les personnes âgées de 65 ans ou plus faisant le choix, les prestataires d'une aide financière de dernier recours et les autres détenteurs d'un carnet de réclamation<sup>8</sup> ainsi que les enfants des personnes assurées par le régime public<sup>9</sup>.

### Adhérents à la RAMQ, 2016<sup>10</sup>

	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Nombre d'adhérents	865 075	934 028	1 799 103
Pourcentage d'adhérents	48 %	52 %	100 %

Les personnes couvertes par le régime public, sauf exception, devaient payer une prime<sup>11</sup> variant, selon le revenu net familial, entre 0 \$ et 667 \$ par conjoint pour l'année 2017. Le montant de la prime annuelle est ajusté le 1<sup>er</sup> juillet de chaque année. La contribution au régime public doit être payée à Revenu Québec lors de la production de la déclaration de revenus par le particulier<sup>12</sup>, alors que la cotisation d'un employé à un régime privé est prélevée par l'employeur sur la paie de l'employé et est remise à l'assureur<sup>13</sup>.



## PARAMÈTRES ET CALCUL

Le tableau ci-dessous fait état des principaux paramètres servant à calculer la cotisation au régime d'assurance médicaments du Québec.

### PRINCIPAUX PARAMÈTRES (2017)

#### Revenu servant à calculer la cotisation

• Revenu net de la personne et de son conjoint, le cas échéant <sup>14</sup>	Revenu net familial
Moins :	
• Si la personne a un conjoint au 31 décembre	(25 600 \$)
• Si la personne n'a pas de conjoint au 31 décembre	(15 790 \$)
• Si la personne a un conjoint et un enfant à charge	(3 380 \$)
• Si la personne a un conjoint et plus d'un enfant à charge	(6 505 \$)
• Si la personne n'a pas de conjoint et qu'elle a un enfant à charge	(9 810 \$)
• Si la personne n'a pas de conjoint et qu'elle a plus d'un enfant à charge	(13 190 \$)

Si le résultat est négatif, inscrire 0 et, dans ce cas, aucune cotisation n'a à être payée.

#### Cotisation calculée en fonction du revenu servant à calculer la cotisation

• Si le revenu servant à calculer la cotisation ne dépasse pas 5 000 \$	
- Particulier sans conjoint : $6,88 \% \times \text{revenu servant à calculer la cotisation}$	Maximum : 344 \$
- Particulier avec conjoint : $3,47 \% \times \text{revenu servant à calculer la cotisation}$	Maximum : 173,50 \$ par conjoint
• Si le revenu servant à calculer la cotisation dépasse 5 000 \$ sans dépasser 14 646 \$	
- Particulier sans conjoint : $(10,33 \% \times (\text{revenu servant à calculer la cotisation} - 5\,000 \$)) + 344 \$$	Maximum : 667 \$
- Particulier avec conjoint : $(5,19 \% \times (\text{revenu servant à calculer la cotisation} - 5\,000 \$)) + 173,50 \$$	Maximum : 667 \$ par conjoint
• Si le revenu servant à calculer la cotisation dépasse 14 646 \$	667 \$ par conjoint

#### Cotisation pour toute l'année 2017 en fonction du nombre de mois pour lesquels le particulier n'avait pas à payer la cotisation

La cotisation est égale au moindre de :

• Cotisation calculée en fonction du revenu servant à calculer la cotisation moins la réduction en fonction du nombre de mois exemptés durant toute la période de couverture :	
Cotisation au régime (déterminée ci-haut)	
-	
$\frac{\text{Cotisation au régime} \times \text{nombre de mois exemptés}}{12}$	
• 663,50 \$ moins la réduction en fonction du nombre de mois pour la période de janvier à juin et la période de juillet à décembre :	
663,50 \$	
-	
Nombre de mois exemptés de janvier à juin x 55,00 \$	
-	
Nombre de mois exemptés de juillet à décembre x 55,58 \$	Cotisation maximale pour 2017 : 667,00 \$

La prime annuelle doit être payée par les personnes admissibles au régime public d'assurance médicaments, à l'exception des personnes suivantes, qui peuvent être exemptées du paiement de la cotisation :

- Les personnes qui étaient bénéficiaires pendant toute l'année de prestations d'assistance sociale;
- Les personnes âgées de 65 ans et plus et qui reçoivent la prestation maximale du supplément de revenu garanti (SRG) ou 94 % ou plus de cette prestation maximale;
- Les personnes de moins de 18 ans et qui ont des parents couverts par le régime public;
- Les personnes qui ont entre 18 et 25 ans inclusivement, qui n'ont pas de conjoint, qui sont domiciliées chez leurs parents et qui sont aux études à temps plein dans un établissement d'enseignement secondaire, collégial ou universitaire alors que leurs parents sont assurés par le régime public<sup>15</sup>.

Si un particulier avait la possibilité d'être couvert par un régime privé, mais que celui-ci a omis d'y adhérer, une cotisation au régime public devra alors être payée par le particulier. Toutefois, celui-ci ne pourra pas bénéficier des avantages offerts par le régime public puisque celui-ci avait l'obligation d'adhérer au régime privé offert<sup>16</sup>.

Si un particulier a fourni les renseignements concernant son conjoint et qu'il a payé la cotisation au régime public de celui-ci, le conjoint n'a alors pas à payer la cotisation ni à joindre l'annexe K<sup>17</sup>.

Il est également possible qu'un particulier n'ait pas à payer une cotisation pour certains mois lorsque, notamment, pour au moins une journée durant le mois, il a été couvert par une assurance médicaments de base privée auquel lui, son conjoint, son père ou sa mère avait adhéré ou encore s'il a reçu des prestations d'assistance sociale pour les mois en question<sup>18</sup>.

La cotisation annuelle sera donc réduite d'un certain montant en fonction du nombre de mois pour lesquels le contribuable ne devait pas payer de cotisation.

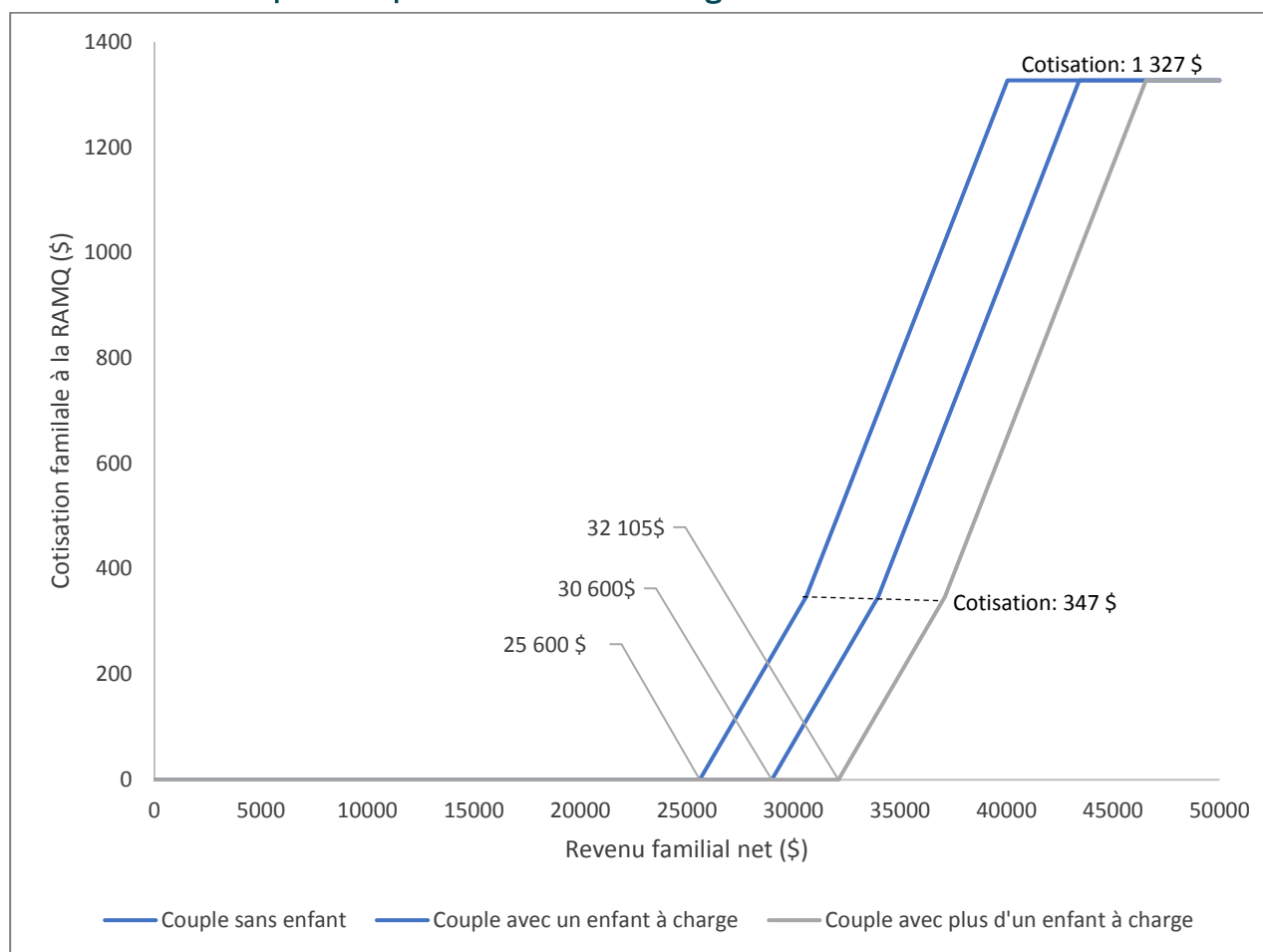
Pour calculer le montant de la cotisation, il faut d'abord établir le revenu servant à calculer la cotisation, puis calculer la cotisation en fonction de ce revenu (voir tableau de la page précédente). La cotisation sera égale au moindre de : (1) ce montant calculé précédemment moins la réduction en fonction du nombre de mois exemptés durant la période de couverture; et de (2) 667 \$ moins la réduction en fonction du nombre de mois pour la période de janvier à juin et la période de juillet à décembre (voir le tableau précédent). Il faut ensuite établir le montant de la cotisation pour le conjoint tel qu'expliqué précédemment si la personne paie la cotisation de son conjoint. À défaut, le conjoint devra lui aussi procéder à ce calcul dans sa propre déclaration de revenus.

## ILLUSTRATION DE LA MESURE

L'illustration de la page suivante compare la cotisation payable en fonction du revenu net familial pour trois types de familles, soit un couple sans enfant à charge, un couple avec un enfant à charge et un couple avec plus d'un enfant à charge. Nous posons comme hypothèse que les deux conjoints sont admissibles au régime public pour tous les mois de l'année et doivent donc payer une cotisation, le cas échéant, selon le revenu net familial. Aucune contribution n'est payable, pour un couple sans enfant, jusqu'à un revenu net familial de 25 600 \$, pour un couple avec un seul enfant, jusqu'à un revenu net familial de 28 980 \$, et pour un

couple avec plus d'un enfant, jusqu'à un revenu net familial de 32 105 \$. Au-delà de ces revenus, la contribution augmente graduellement pour atteindre une cotisation de 347 \$ (soit 173,50 \$ par conjoint) à un revenu net familial de 30 600 \$ pour un couple sans enfant, 33 980 \$ pour un couple avec un enfant, et 37 105 \$ pour un couple avec plus d'un enfant. Au-delà de ces revenus, la contribution augmente plus rapidement pour atteindre une cotisation maximale de 1 327 \$ (soit 663,50 \$ par conjoint) à un revenu net familial de 40 041 \$ pour un couple sans enfant, de 43 421 \$ pour un couple avec un enfant et de 46 546 \$ pour un couple avec plus d'un enfant.

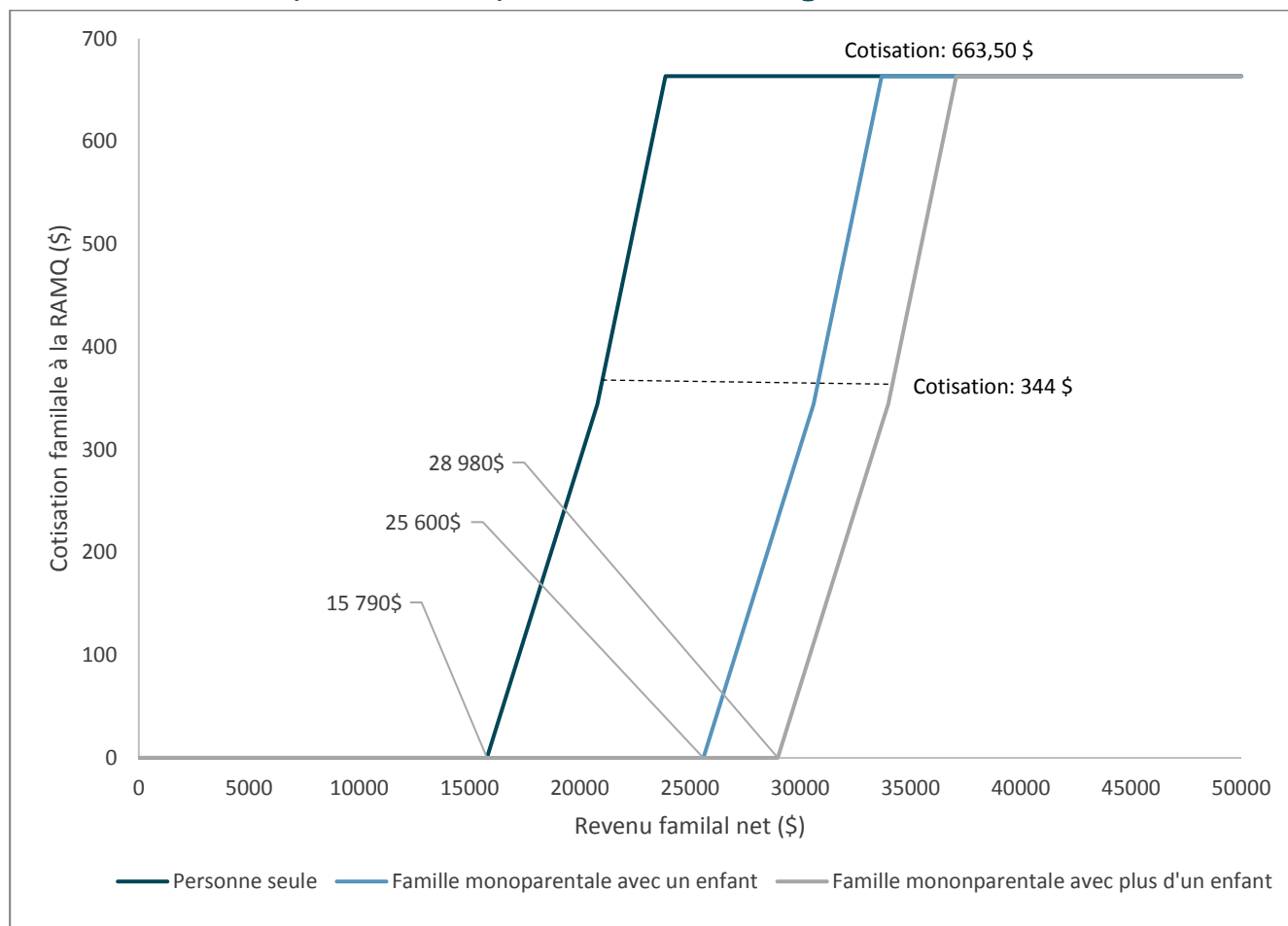
### Cotisation payable par un couple sans enfant à charge, un couple avec un enfant à charge et un couple avec plus d'un enfant à charge en fonction du revenu net familial



L'illustration de la page suivante compare la cotisation payable en fonction du revenu net familial pour trois autres types de familles, soit une personne seule, une famille monoparentale avec un enfant à charge et une famille monoparentale avec plus d'un enfant. Nous posons comme hypothèse que l'adulte est admissible au régime public pour tous les mois de l'année et qu'il doit donc payer une cotisation, le cas échéant, selon son revenu net familial. Aucune contribution n'est payable, pour une personne seule, jusqu'à un revenu net familial de 15 790 \$, pour une famille monoparentale avec un enfant, jusqu'à un revenu net familial de 25 600 \$, et pour une famille monoparentale avec plus d'un enfant, jusqu'à un revenu net familial de

28 980 \$. Au-delà de ces revenus, la contribution augmente graduellement pour atteindre une cotisation de 344 \$ à un revenu net familial de 20 790 \$ pour une personne seule, de 30 600 \$ pour une famille monoparentale avec un enfant, et de 33 980 \$ pour une famille monoparentale avec plus d'un enfant. Au-delà de ces revenus, la contribution augmente plus rapidement pour atteindre une cotisation maximale de 663,50 \$ à un revenu net familial de 23 883 \$ pour une personne seule, de 33 693 \$ pour une famille monoparentale avec un enfant, et de 37 073 \$ pour une famille monoparentale avec plus d'un enfant.

### Cotisation payable par une personne seule, une famille monoparentale avec un enfant à charge et une famille monoparentale avec plus d'un enfant à charge en fonction du revenu net familial



## HISTORIQUE DE LA MESURE

Le régime général d'assurance médicaments a été mis en place en 1997 et oblige depuis à tous les Québécois de détenir, en tout temps, une assurance couvrant les médicaments. Il oblige également aux gens ayant accès à un régime privé d'y adhérer et à ceux non couverts par un tel régime d'adhérer au régime public administré par la RAMQ<sup>19</sup>. À ses débuts, le montant maximal de la prime était de 175 \$ par année<sup>20</sup>. En 2000, des modifications législatives ont été apportées, faisant ainsi passer le montant maximal de la prime annuelle à 350 \$ par adulte au 1<sup>er</sup> juillet 2000 et introduisant également un mécanisme d'ajustement

de la prime le 1<sup>er</sup> juillet de chaque année par la RAMQ<sup>21</sup>. Le 1<sup>er</sup> juillet 2017, le montant maximal de cette prime est passé à 667 \$<sup>22</sup>.

## Ressources complémentaires

RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE, « Assurance médicaments », en ligne :

<http://www.ramq.gouv.qc.ca/fr/citoyens/assurance-medicaments/Pages/prime-annuelle.aspx>

REVENU QUÉBEC, « Ligne 447 – Cotisation au régime d'assurance médicaments du Québec », en ligne :

<http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/declaration/produire/comment/aideligne/ligne447.aspx>

- 1 MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, *Évaluation du régime général d'assurance médicaments*, 15 décembre 1999, p.9.
- 2 La couverture de base est la protection minimale que tous les citoyens québécois doivent avoir et qui couvre l'ensemble des médicaments inscrits à la liste publiée par la RAMQ, qui indique plus de 8 000 médicaments.
- 3 REVENU QUÉBEC, « Ligne 447 – Cotisation au régime d'assurance médicaments du Québec », en ligne : <http://www.revenuquebec.ca/fr/citoyen/declaration/produire/comment/aideligne/ligne447.aspx> (consulté le 27 septembre 2017).
- 4 Le particulier peut être admissible à un régime privé via son emploi, une association ou un ordre professionnel dont il est membre ou par l'entremise de la couverture du régime privé d'un conjoint ou d'un parent.
- 5 RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE, « Assurance médicaments – Description », en ligne : <http://www.ramq.gouv.qc.ca/fr/citoyens/assurance-medicaments/Pages/description.aspx> (consulté le 27 septembre 2017).
- 6 RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE, « Assurance médicaments – Admissibilité », en ligne : <http://www.ramq.gouv.qc.ca/fr/citoyens/assurance-medicaments/Pages/admissibilite.aspx> (consulté le 27 septembre 2017).
- 7 Il s'agit d'un régime d'assurance privée offert aux personnes de 65 ans et plus qui complète la couverture de base.
- 8 Le carnet de réclamation est délivré aux personnes prestataires d'une aide financière de dernier recours, mais aussi sous certaines conditions, à d'autres personnes non prestataires qui en font la demande.
- 9 RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE, « Assurance médicaments – Admissibilité », précité, note 6.
- 10 RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC, *AM.03 Nombre d'adhérents selon le sexe, le groupe d'âge et la région sociosanitaire de la personne assurée* (la recherche a été faite avec ORIS).
- 11 *Loi sur l'assurance médicaments*, RLRQ, c. A-29.01, art.10, 23 et 24 et *Loi sur la régie de l'assurance maladie du Québec*, RLRQ, c. R-5, 37.4 et ss.
- 12 Le montant de la cotisation est indiqué à la ligne 447 de la déclaration de revenus et le montant de la cotisation est calculé sur l'annexe K qui est jointe à la déclaration de revenus. Si le particulier a payé la cotisation de son conjoint, ce dernier devra alors indiquer à la ligne 449 de sa déclaration que le particulier a payé sa cotisation.
- 13 RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE, « Assurance médicaments – Prime annuelle », en ligne : <http://www.ramq.gouv.qc.ca/fr/citoyens/assurance-medicaments/Pages/prime-annuelle.aspx> (26 septembre 2017).
- 14 Montant à la ligne 275 de la déclaration de revenus de chacun des conjoints.
- 15 RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE, « Assurance médicaments – Prime annuelle », précité, note 12.
- 16 REVENU QUÉBEC, « Ligne 447 – Cotisation au régime d'assurance médicaments du Québec », précité, note 3.
- 17 *Id.*
- 18 Pour d'autres situations pour lesquelles le particulier n'a pas à payer la cotisation pour certains mois, voir : REVENU QUÉBEC, « Guide de la déclaration de revenus », ligne 447.
- 19 RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE, « Le régime public d'assurance médicaments – Mesures des médicaments d'exception et du patient d'exception », en ligne : <http://www.ramq.gouv.qc.ca/fr/professionnels/infirmieres/medicaments/medicaments-patient-exception/Pages/article-1.aspx> (consulté le 27 septembre 2017).
- 20 RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC, *Rapport annuel 1998-1999*, 1999, p.68.
- 21 RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC, *Rapport annuel 2000-2001*, 2001, p.66.
- 22 RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC, *Infolettre*, 27 juin 2017.